

# REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD

DIRECTEURS :

CHARLES BÉMONT ET CHRISTIAN PFISTER.

*Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.*

CICÉRON, *de Orat.*, II, 15.

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE.

---

TOME CENT-VINGT ET UNIÈME

Janvier-Avril 1916.

PARIS  
LIBRAIRIE FÉLIK ALCAN  
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN  
1916

D  
1  
R6  
t. 121  
1916

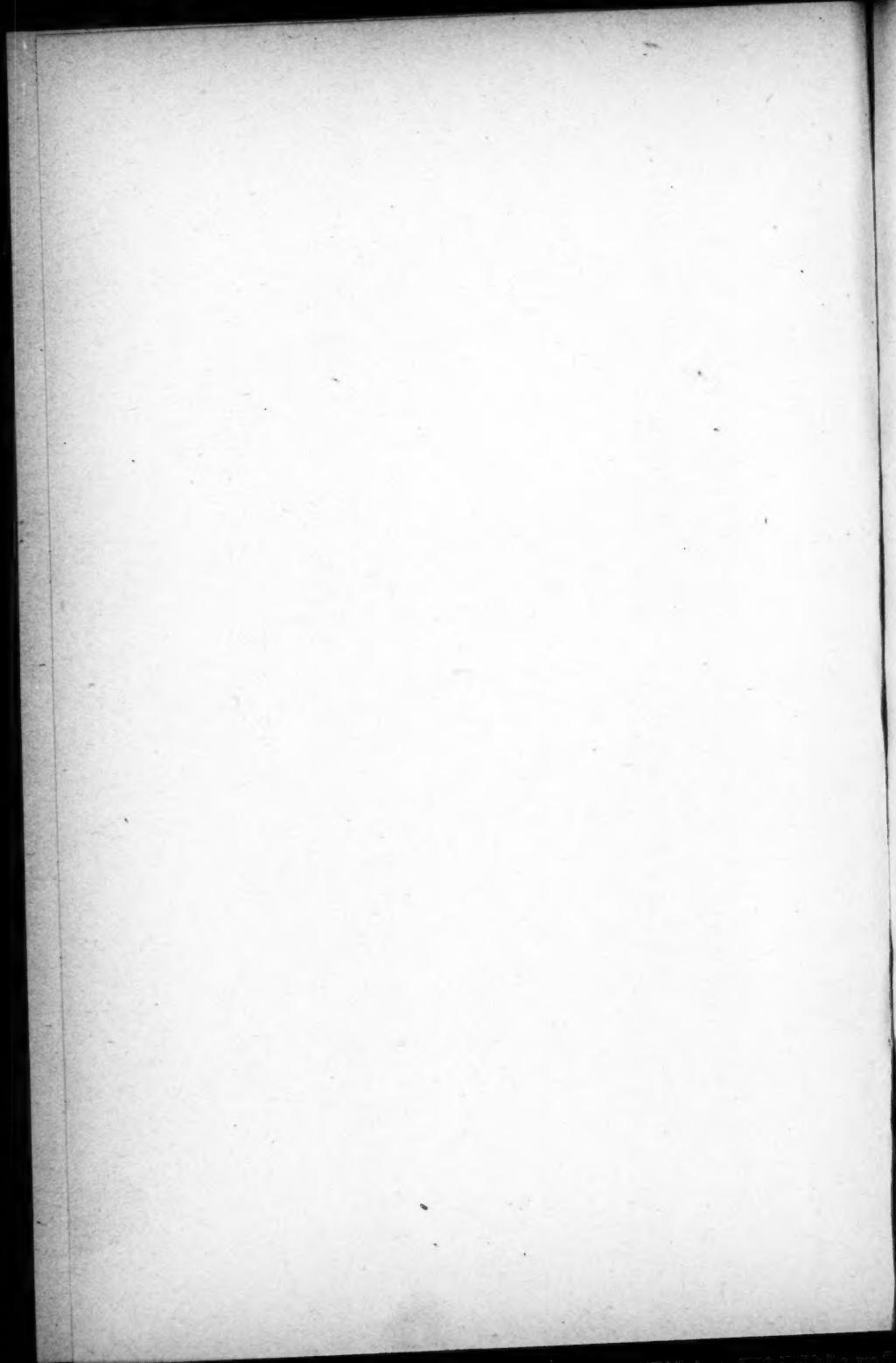
~~H~~  
~~83282~~  
~~1.121~~

28 Sept. 1916.

НТУОМТЗАО  
ЗГЭЛЛНД  
УРАЯВЛІ

REVUE  
HISTORIQUE

✓



LE  
RECOUVREMENT DES IMPÔTS  
EN 1790

---

Dès 1788, l'extrême affaiblissement de l'autorité royale avait rendu difficile et languissante la perception des impositions ; en 1789, avec les troubles de la Révolution commençante, elle était devenue impossible. L'affreuse pénurie du Trésor avait d'ailleurs été très utile à la Constituante, car elle avait été la meilleure garantie contre une dissolution prématurée. Mais, son triomphe une fois certain et la constitution mise en train, il fallait, à tout prix, que cette pénurie cessât et que l'existence du gouvernement fût assurée. Après une longue et laborieuse discussion, la Constituante venait (19 décembre 1789), adhérant à peu près exactement aux propositions de Necker, de demander à la Caisse d'escompte les 80 millions jugés nécessaires pour suffire aux dépenses de 1790, et d'attribuer à celle-ci, pour se couvrir de cette avance et de ses avances antérieures, 170 des 400 millions d'assignats dont l'émission était, en même temps, décrétée. Mais la question était loin d'être résolue par ces votes.

*Nécessité du paiement exact des impositions.*

Quelles que fussent les combinaisons adoptées pour secourir la détresse du Trésor par une anticipation sur le produit de la future vente des biens ecclésiastiques, il importait avant tout que l'année 1790 vît le rétablissement de la perception normale des revenus publics. Tous les plans qui avaient été proposés reposaient sur cette espérance : tous les expédients imaginés ne l'avaient été que pour gagner le temps où cette perception serait rétablie. D'elle dépendaient le rétablissement du crédit public, le succès de la Constitution, l'affermissement de la Révolution : sans elle, impossible de gagner, sans une effroyable catastrophe ou

sans un lamentable gaspillage de ce qui devait être la dot de cette Constitution, le temps encore éloigné où l'on pourrait instituer un système fiscal conforme à l'esprit du nouveau régime ; impossible, sans elle, d'entrer dans cette ère nouvelle sans traîner derrière soi l'écrasant fardeau du désordre ancien continué, prolongé, aggravé, sans compromettre à l'avance le succès des institutions nouvelles par l'habitude que le peuple aurait prise de mépriser la loi et de s'affranchir de toute contribution aux charges publiques. Les agitations, les mouvements impétueux auxquels il s'était abandonné étaient sans doute nécessaires pour renverser le despotisme : ils seraient funestes maintenant qu'il s'agissait de fonder la liberté ! En se dérobant plus longtemps à ses obligations envers l'État, qu'il prenne garde que la pénurie des finances, qui a tué la tyrannie, ne soit à son tour mortelle pour la Révolution ! C'est ce que lui répètent à l'envi les discours parlementaires, les proclamations, les journaux, et les amis les plus chauds de cette Révolution sont ceux qui le crient le plus volontiers et le plus haut. « Sans revenus publics », dit Montesquieu (29 octobre 1790), « il ne peut y avoir ni gouvernement ni liberté. Le succès de la Révolution est intimement lié à la régularité des perceptions, et c'est par la fidélité avec laquelle on acquittera les charges publiques que se feront reconnaître désormais les bons citoyens, les vrais amis de la Constitution. » « C'est à la perception exacte des impôts », est-il dit à la municipalité parisienne<sup>1</sup>, « c'est à une soumission générale à la loi qu'est attaché le sort de la Constitution... (Sinon) l'édifice élevé avec tant de gloire, mais avec tant de peine, s'écroulera de toutes parts. Nous n'aurons plus que les regrets d'une Révolution qui aura fait beaucoup de malheureux et qui ne nous offrira plus aucun moyen, ou que des moyens éloignés d'arriver au port... Mettez sous leurs yeux (des municipalités du royaume) les maux incalculables qui résulteraient de l'inexactitude ou du retard des contribuables ; peignez-leur avec énergie que c'est une soumission expresse à la loi qui nous fera trouver le bonheur dans la Constitution que nous avons désirée... Dites-leur qu'il faut pour maintenir la liberté des moyens différents de ceux qui ont servi pour la conquérir. » Même langage dans les Sociétés des Amis de la Constitution : « L'anarchie, suivie du despo-

1. 3 août 1790. S. Lacroix, *Actes de la Commune de Paris*, t. VI, p. 654.

tisme; les principes de la liberté méconnus; la Constitution détruite, s'écroulant sur ses intrépides et infortunés défenseurs; la révolte et la dissolution de l'armée...; l'inévitable banqueroute entraînant toutes les fortunes particulières dans la ruine de la fortune publique, telles seraient les suites funestes non seulement du refus absolu de payer l'impôt et des coupables manœuvres qui auraient pour but de s'y soustraire, mais encore des indécises et négligentes lenteurs que les citoyens apporteraient à s'acquitter de ce devoir important et sacré<sup>1</sup>. » Une pétition ayant été adressée à la municipalité parisienne pour l'abolition des octrois, plusieurs sections protestent avec la plus grande vigueur et prennent hautement parti pour le fisc contre les mécontents : « Déclamer contre les impôts », dit la section de la Halle au blé, « c'est armer le peuple contre eux et l'encourager à briser les canaux destinés à faire parvenir dans le Trésor public les moyens de maintenir la Constitution... Il n'y a pas de milieu, il faut ou que tous les Français paient leurs impôts ou qu'ils reprennent leurs fers... En exagérant la misère du peuple et en lui supposant un découragement qui n'existe pas, on relève les espérances des ennemis du bien public... Les bons citoyens ne peuvent trop s'empresser de déjouer des manœuvres aussi criminelles<sup>2</sup>. » Les orateurs de la droite modérée appellent également de tous leurs vœux le rétablissement des perceptions : « Décrétez les impôts », dira Malouet (17 septembre 1790), « assurez-en le paiement, car il est évident que, si on ne paie pas les impôts, si les brigands, les incendiaires, tous les moteurs des troubles qui nous agitent et tous ceux qui y participent, sont plus forts que les lois, l'hypothèque de vos créanciers peut être rapidement consommée par les besoins publics... Tout périra si vous manquez de force ou les contribuables de volonté. » Quant au parti contre-révolutionnaire, assurément il verrait avec plaisir ce lamentable avortement; mais comme, d'autre part, il est précisément le plus ardent à réclamer restauration du pouvoir exécutif et répression sévère des troubles, il se trouve qu'il préconise lui-même les mesures les plus propres à rendre un peu de force aux administrations défaillantes et à activer par là même la rentrée des

1. Aulard, *Jacobins*, t. I, p. 338.

2. S. Lacroix, *Actes de la Commune de Paris*, t. VI, p. 727.

impôts, compromise ou annihilée par leur impuissance ; et ainsi il y a unanimité singulière de tous les partis à défendre les intérêts du Trésor. Assemblée et ministres sont d'accord sur ce point. Le contrôleur général Lambert s'étant plaint dans un mémoire du 2 janvier 1790 du non-rétablissement des barrières, de l'impuissance à laquelle sont réduits les employés des fermes, du peu de concours qu'ils trouvent auprès des municipalités, l'Assemblée recommande à celles-ci de prêter tout leur appui à la perception des impositions existantes tant qu'elles n'auront pas été remplacées. Par décret du 28 janvier, elle ordonne spécialement paiement de tous les droits d'aides, de tous les droits d'octroi, sauf suppression des priviléges personnels. Par un autre décret du 30, elle maintient pour l'année 1790 toute l'ancienne organisation préposée au recouvrement des impositions directes, collecteurs dans les paroisses, receveurs particuliers dans les élections, receveurs généraux dans les généralités : administration à laquelle les départements non encore formés et non pourvus de tous leurs rouages n'auraient évidemment pu être substitués sans des perturbations déplorables. Nombre d'autres décrets suivent, locaux ou généraux, par lesquels l'Assemblée s'efforcera de lever les difficultés, de rappeler les contribuables au respect de leurs obligations, d'exciter le zèle des receveurs.

*Le serment de la Fédération.*

Que ces exhortations puissent ne pas être couronnées de succès, c'est ce que tout bon citoyen se refuse à admettre ; se pourrait-il que le peuple français fut assez aveuglé sur ses intérêts les plus graves pour se refuser aux sacrifices qu'exige de lui la conservation de la liberté reconquise ? Déplorant l'affreuse anarchie dans laquelle vient d'être plongé le royaume, Farcot, commissaire de la municipalité parisienne, dans un rapport du 31 janvier 1790<sup>1</sup>, se flatte qu'elle est désormais terminée, que la loi va reprendre son empire, que la sécurité des personnes et des propriétés va être rétablie, la perception des impositions assurée. « Les ressorts du pouvoir exécutif étant successivement rétablis », écrit Ducloz-Dufrénoy<sup>2</sup>, « le recouvrement des impôts se fera désormais avec exactitude. D'ail-

1. Archives nationales, AD IX 496.

2. 1<sup>er</sup> août 1790. *Réflexions sur les causes du discrédit* (AD IX 576).

leurs, la nation a fait sur l'autel de la Patrie, par ses représentants à la Fédération, le serment de payer les contributions publiques décrétées par l'Assemblée nationale et d'en protéger la perception ; la nation française ne se parjurera pas. Enfin, jusqu'à présent, le peuple avait supporté avec mécontentement les impositions publiques, et la fraude n'était point considérée comme un crime ; l'impôt était établi par la loi du plus fort ; la nation n'avait ni la preuve de l'emploi, ni celle de la nécessité : ainsi il était naturel de voir chaque jour l'adresse éluder la force. Mais cette facile morale ne pourra plus légitimer la fraude : c'est la nation qui décrétera désormais par ses représentants les contributions publiques, qui en appréciera la nécessité et qui se fera rendre compte de l'emploi..., et tout citoyen... se fera un devoir de les payer avec une scrupuleuse exactitude. » Et ces illusions, à demi involontaires et à demi volontaires, persisteront longtemps, s'affirmeront mainte et mainte fois à la tribune, dans la presse, partout ; c'est un des lieux communs qui sont le plus fréquemment développés.

Oui certes, le peuple français, par l'organe de ses délégués, prit à la Fédération, entre autres engagements solennels, celui de protéger la perception des contributions publiques, comme il prenait en même temps celui de protéger la libre circulation des grains et des subsistances ; mais quelle distance entre les mots et les choses, entre les formules et la réalité ! « Dans ces jours heureux », dit M. Jaurès, « une âme nouvelle fermenta sous l'enveloppe ancienne. » Hélas non ! De si brusques transformations ne sont guère du domaine de la réalité. Taine, qui s'est plu, au contraire, à signaler le violent contraste entre la fraternité qui était sur les lèvres et l'égoïsme féroce qui subsistait au fond des cœurs, a vu beaucoup plus juste, il faut l'avouer, notamment en ce qui concerne les subsistances, que chacun veut garder pour soi, et les impôts, que chacun se refuse à payer. La haine du fisc et la terreur de la famine restent les passions maîtresses du Français de 1790 comme de celui de 1788, et au moment même où il promet, où l'on promet en son nom, de subvenir aux charges publiques et de sacrifier toutes les passions de clocher sur l'autel de la patrie, la masse du peuple ne songe qu'à éluder l'impôt par tous les moyens et à garder pour elle, en les écartant du voisin, tous les grains qui sont à sa portée. Il a pu y avoir, sous la Révolution, une magni-

fique explosion de patriotisme : mais jamais ce patriotisme ne devait prendre la forme fiscale.

*Application difficile du décret du 17 décembre 1789.*

Aussi l'Assemblée avait-elle commis une grave imprudence en décidant en principe, par son décret du 17 décembre<sup>1</sup>, et contrairement à la pratique générale, l'imposition des biens dans la paroisse où ils étaient situés, sans qu'on eût fait, et sans qu'il fût d'ailleurs matériellement possible de faire, une redistribution des contingents paroissiaux proportionnelle à ce que l'application de cette règle pouvait faire perdre ou gagner à chaque localité. Toutes les habitudes prises s'en trouvaient bouleversées : des droits acquis, parfois très respectables<sup>2</sup>, étaient gravement atteints ; une guerre acharnée était allumée entre les paroisses. Pas une qui ne se plaignît, qui ne déclarât perdre par cette méthode une bonne partie des fonds qui lui permettaient d'asseoir son contingent, qui ne protestât avoir son fardeau beaucoup plus augmenté par ce système que diminué par l'imposition des ci-devant privilégiés ; pas une qui ne fût en contestation avec les paroisses voisines sur ses limites, très mal précisées, comme il était naturel, puisque l'habitude générale d'imposer dans la paroisse du corps de ferme les extensions qu'un domaine pouvait avoir dans d'autres ou les possessions qu'un habitant pouvait avoir dans un autre finage avait enlevé tout intérêt pratique à une exacte délimitation des territoires. Les passions locales s'enflammèrent, parfois à un incroyable degré : l'âpre désir d'empêtrer sur le domaine du voisin ou de se garer de ses empiétements probables conduisit à d'inextricables conflits. « Nous avons vu », écrit le 5 juillet 1790 le bureau

1. Il avait d'abord (14 octobre 1789) été résolu que l'imposition des ci-devant privilégiés serait faite au lieu de leur domicile, et non pas là où leurs biens étaient situés ; puis, à la suite des réclamations passionnées de diverses provinces, notamment de la Champagne, le système contraire avait été adopté par décret du 28 novembre 1789. Quand la règle de l'imposition au lieu de la situation des biens eut été proclamée pour les ex-privilégiés, il fut impossible de ne pas l'adopter aussi pour les autres contribuables, et c'est ce qu'avait fait le décret du 17 décembre 1789.

2. Avec le système de l'imposition au domicile, un propriétaire obérit pouvait, par exemple, justifier de l'état précaire de sa fortune et se faire taxer en conséquence ; avec la dissémination de l'imposition entre toutes les paroisses où il pouvait être possessionné, cet adoucissement allait devenir impossible.

intermédiaire de l'assemblée de l'élection de Lyon<sup>1</sup>, « la plupart des communautés élèver des prétentions les unes contre les autres, principalement sur la fixation des limites de leurs territoires. Nous nous sommes transportés sur les lieux pour entendre les parties, nous les avons conciliées autant qu'il a dépendu de nous ; mais ces arrangements ne sont que provisoires, et malgré nos instances, nos démarches et nos sollicitations les plus vives, un tiers des communautés est encore en arrière de faire les rôles de répartition. » Instructions et circulaires n'étaient pas ménagées, mais produisaient peu d'effet ; on sait d'ailleurs qu'elles étaient souvent obscures ou contradictoires, et qu'il ne fut pas rare de voir déroger par des décisions particulières à la mesure générale votée par l'Assemblée le 17 décembre 1789. Le résultat de ces opérations incertaines était une cacophonie singulière, telle que chacun pouvait se dire lésé, et, bien entendu, n'y manquait pas. « Les paroisses », écrit un maire des environs du Mans<sup>2</sup>, « ont fait les unes d'une façon, les autres d'une autre : c'est un foyer de divisions et d'animosités entre les citoyens... ; il faut que l'Assemblée s'explique, autrement la perception devient impossible. » Mêmes récriminations en Normandie, en Guyenne, où la plupart des paroisses continuent à suivre l'ancienne mode, mais où quelques-unes préfèrent la nouvelle, d'où de graves injustices individuelles et quantité de contestations, générales et particulières, en perspective. « Nous sommes effrayés », écrit la Commission intermédiaire de Bayeux<sup>3</sup>, « de la multitude de procès qui en seront la suite inévitable<sup>4</sup>... Il vaut encore mieux laisser subsister pendant un an quelques imperfections dans la répartition de l'impôt que d'en arrêter la perception si nécessaire et si instante. » — « Tous les abus devant disparaître en 1791 par le nouveau régime que l'Assemblée nationale s'empresse d'établir, ne vaut-il pas mieux laisser subsister encore pour un moment celui de tous qui entraîne le moins d'inconvénients, surtout si l'on observe qu'en cherchant à le pallier on rend la perception de l'impôt comme impossible, ou que du moins on la retarde considérablement<sup>5</sup> ? » Ces observa-

1. AD IX 578.

2. 1<sup>er</sup> juin 1790 (D VI 50).

3. 31 mai 1790 (D VI 24).

4. Le bureau intermédiaire de Péronne en prévoyait en moyenne deux par paroisse, à cause de l'incertitude des limites (D VI 53).

5. Lettre de la municipalité d'Annezai en Saintonge, 25 mars 1790 (D VI 24). —

tions pleines de bon sens d'une petite commune saintongeaise auraient mérité d'être prises en sérieuse considération, mais le mal était fait, et il n'était plus temps d'y revenir. La première conséquence en fut un retard considérable dans la rédaction des rôles : ne sachant que faire et craignant, de quelque façon qu'elles agissent, de faire des mécontents et de s'attirer des procès, les municipalités ne faisaient rien ; tout était bénéfice dans cette tactique expectante ; point de ressentiments à craindre et point d'impositions à payer. « On s'attend les uns les autres et rien n'avance...<sup>1</sup>. » « Les pauvres municipaux, qui n'ont pas de personnes assez instruites ou d'assez bonne foi pour les éclairer dans leur répartition, crainte de se compromettre, attendent patiemment que tout se concilie pour travailler à la répartition de l'impôt, et rien ne se fait<sup>2</sup>. » D'autant plus que des municipalités nouvelles entrent partout en fonctions, vers février ou mars, et on devine aisément quelle émulation s'établit entre les anciennes pour léguer cette corvée à leurs successeurs et les nouvelles pour prétendre que la besogne incombaît à leurs prédécesseurs et qu'elles n'ont, elles, ni le devoir, ni le droit de s'en occuper. Résultat : retards inusités dans la rédaction des rôles. Comme le remarque fort bien un observateur très clairvoyant<sup>3</sup>, les paroisses arrangeant les décrets à leur gré, n'en acceptant que ce qui leur convient ; elles résistent à tout ce qui intéresse l'ordre public et le paiement des impositions.

*Efforts inutiles pour rassurer les paroisses.*

Pour activer le travail, le Comité des finances crut bon de faire luire aux yeux des municipalités inquiètes la perspective

A citer aussi cette délibération très judicieuse de Saint-Cibardeau, dans le même pays, 27 mars 1790 (D VI 24), qui, « prévoyant que si les rôles de 1790 ne se font pas de la même manière que ceux de 1789, leur confection sera considérablement retardée, et qu'une nouvelle répartition formée sur des déclarations, dont la plupart, fausses, nécessiteraient un arpantage, serait un surcroit de procès, de querelles, de troubles et d'insécurité capable d'occasionner des soulèvements de communauté contre communauté, d'en ruiner les habitants et de les rendre absolument hors d'état de payer leur imposition... , supplie l'auguste Assemblée de vouloir bien ordonner que les rôles de 1790 seront faits de la manière accoutumée et en la même proportion qu'en 1789 ».

1. Lettre du maire de Saint-Hilaire, près Nogent-le-Rotrou, 10 mars 1790 (D VI 43).

2. Lettre écrite de Riom, 2 mars 1790 (D VI 47).

3. Lettres du député Maupelit (*Bulletin de la Commission historique et archéologique de la Mayenne*, 1905).

d'un dédommagement en cas de lésion manifeste, et il apporta à l'Assemblée le 11 mai un projet de décret en ce sens : « Considérant », disait ce projet, « que la plus grande partie des commissions, bureaux ou autres représentants ou administrateurs intermédiaires qui ont procédé au département des impositions de 1790 entre les différentes communautés, conformément aux décrets des 28 novembre et 17 décembre dernier, n'ont pu cependant, faute de matériaux suffisants et par la célérité qu'exigeait cette opération pour l'intérêt de la chose publique, y mettre toute la précision qu'ils auraient désirée pour proportionner exactement la contribution de chaque paroisse à ses biens, exploitations et facultés imposables, et qu'en conséquence il serait juste qu'après la confection des rôles qui fera connaître la proportion de l'imposition de chaque communauté les directoires des nouveaux départements fussent autorisés à réduire, par un moins imposé général, les taux qui auraient été reconnus après coup excéder le taux commun de l'imposition », il proposait de faire du produit des six derniers mois 89<sup>1</sup> une masse sur laquelle les directoires départementaux accorderaient des soulagements aux communautés lésées, le surplus devant être distribué en moins imposé, au marc la livre, sur toutes les communautés sans distinction. Mais c'était risquer de soulever d'autres protestations de la part des communautés escomptant déjà pour elles le produit de cette imposition, ou l'ayant affecté à la contribution patriotique ou à d'autres usages, ou simplement craignant, non sans quelque raison, qu'un dédommagement affecté sur un fonds d'une rentrée aussi incertaine ne fût singulièrement illusoire ; l'Assemblée redouta des complications nouvelles, ajourna le projet et se borna à rendre un autre décret (15 et 25 mai) obligeant les municipalités à terminer les rôles dans le délai de quinze jours, sous peine d'être personnellement responsables du retard, et chargeant les directoires de départements et de districts de vérifier ensuite les inégalités, erreurs, etc., ayant pu être commises dans la répartition proportionnelle entre les paroisses et de proposer les mesures convenables pour les réparer. Mais cette perspective un peu vague et un peu lointaine était peu séduisante, et il ne semble pas que ni ces menaces ni ces promesses aient beaucoup contribué à l'accélération du travail.

Un autre procédé fut imaginé dans quelques provinces, Poi-

1. C'est-à-dire l'imposition sur les ci-devant privilégiés pour les six derniers mois 1789.

tou, Lorraine, et notamment dans la généralité de La Rochelle, une de celles qui étaient dans la plus grande effervescence : faire une première répartition, selon les anciens procédés, de moitié ou des 3/5 des sommes assignées par les mandements à chaque communauté, quitte à faire droit ensuite, sur les 2/5 restants, aux paroisses qui auraient perdu des contribuables, en augmentant à proportion celles qui en auraient gagnés<sup>1</sup>. On demanda à cet effet aux paroisses des états des terres possédées chez elles par des forains, des terres possédées hors de leur finage par leurs habitants : peu soucieuses de faire la lumière, elles s'y refusèrent généralement ou bien fournirent des états intentionnellement inexacts. Parfois des communes, tumultueusement assemblées, exigèrent de leurs municipalités des ordres pour imposer à tous les propriétaires, sans distinction, des déclarations détaillées de tous leurs fonds, avec distinction de qualités, moyen assuré de traîner les choses en longueur, de susciter mille contestations et de retarder d'autant la confection du rôle, véritable but de cette grande affection de zèle : la surenchère a été de tout temps un excellent procédé d'inaction. « De plus de 500 paroisses qui composent le département », représente un mémoire adressé le 29 novembre 1790 au département de la Charente-Inférieure<sup>2</sup>, « 50 seulement ont fourni leurs états (de possessions des forains) et encore plusieurs de ces états... ne peuvent que mener à l'erreur, loin de la réparer... Plusieurs municipalités ont prétendu qu'aucune loi ne les astreignait à ces déclarations ; d'autres ont dit être dans l'impossibilité de les faire ; d'autres enfin les ont faites visiblement fausses et quelques-unes de mauvaise foi, en évaluant au delà de toute proportion les domaines des hors tenants, afin de diminuer d'autant les cotes des anciens contribuables de leurs paroisses ; plusieurs des commissaires nommés (pour vérifier les plaintes relatives aux irrégularités, erreurs, doubles emplois, etc.) se sont mépris eux-mêmes sur l'objet de leur mission et se sont occupés à connaître des plaintes des particuliers au lieu de constater l'état des paroisses. » Examinant divers moyens de réparer ces erreurs, le mémoire les déclarait tous inexécutables et ne voyait qu'une solution possible : faire remise des 2/5 restant à imposer. « Ce léger sacrifice attirerait sur nos augustes législateurs, sur

1. Instruction royale du 3 avril 1790 (D VI 24).

2. D VI 24.

notre monarque et sur vous-mêmes, l'amour, la confiance et la reconnaissance de tous vos concitoyens, et leur ferait chérir et respecter une Constitution qu'ils aiment déjà et qu'ils regardent comme une seconde Providence. » Conclusion qui ralliait naturellement tous les suffrages, justifiant ainsi les pronostics qu'un témoin extrêmement clairvoyant avait formulés dès le principe : il avait annoncé que la distraction des 2/5 ne serait qu'un moyen d'arriver à la suppression de ces 2/5<sup>1</sup> : « Je connais mieux que le commissaire départi l'esprit des habitants de la campagne : le paysan ne se met point à découvert ; il se défile du gouvernement dont il fut souvent la dupe ; il est menteur, il se fait un jeu de la bonne foi et de sa parole ; la timidité l'arrête lorsqu'il a des témoins d'un ordre supérieur à lui, mais la pudeur ne rougit point son front ; il se plaint toujours afin d'exciter la commisération ; il aime à tromper, même sans intérêt ; il fait tout céder non pas à l'amour de soi, qu'il ne connaît pas, mais à l'amour des richesses, qu'il préfère à tout... C'est au mois de mai, à l'instant où les ressorts politiques sont dans la plus déplorable détente, où des ambitieux cherchent à se former un crédit illégitime aux dépens de l'autorité méconnue, où les têtes sont dans la plus grande effervescence, les corps dans la plus violente fermentation, où l'assiette de l'impôt soulève les campagnes, où des insurrections se manifestent de tous côtés, où les mauvais citoyens se réunissent aux scélérats pour violer plus impunément la loi..., que le conseil se met entre la nation et ses représentants pour retarder l'effet des décrets de l'Assemblée nationale... On soulève le peuple contre les magistrats qui le représentent en le flattant mal à propos de l'espoir d'un soulagement après lequel il soupire et qu'on ne doit pas lui montrer, car, ne vous y trompez pas, le peuple confond déjà la section de l'impôt avec la distraction d'une partie de l'impôt et croit n'avoir à payer que les 3/5 de ce qu'il payait en 89. Quelle sera sa surprise, alors qu'on lui demandera les 2/5 restants, que la méchanceté... saura transformer à ses yeux en une surcharge propre àachever l'épuisement de ses forces?... Sachez qu'en fait d'imposition rien ne doit être fait provisoirement et qu'il faut se présenter au peuple avec une marche ferme et assurée si l'on veut le contenir. » Ce procureur de la commune de Pons n'avait que trop raison, sur tous les points ; que de fautes, que d'embar-

1. Goût, procureur de la commune de Pons, 12 mai 1790 (D VI 24).

ras l'Assemblée se fût épargnés à elle-même si elle avait laissé guider son inexpérience par des hommes mieux au courant qu'elle du véritable état des choses et de la mentalité réelle du contribuable !

#### *Incapacité des officiers municipaux.*

A défaut même des difficultés si inopportunément soulevées par les décrets des 28 novembre et 17 décembre, des prescriptions irréalisables et des instructions contradictoires qui s'en étaient suivies, des nombreux retours en arrière auxquels il avait fallu se résigner, des tentatives médiocrement heureuses faites pour rassurer les intérêts alarmés, une cause plus générale eût suffi à elle seule pour retarder, dans des proportions jusqu'alors inconnues, l'expédition des rôles de 1790 : à savoir l'inexpérience, l'incapacité et aussi la mauvaise volonté des municipalités rurales qui entrèrent en fonctions vers les mois de février et de mars et qui se trouvèrent aussitôt aux prises avec quantité de besognes toutes nouvelles pour elles, parmi lesquelles l'établissement des impositions ordinaires, en attendant celui des impositions nouvelles qu'allait créer l'Assemblée, était la plus difficile, la plus désagréable, la plus dangereuse. Quelle terrible tâche pour ces campagnards aux bras robustes, mais aux cerveaux engourdis et à l'intelligence fruste, pour ces gens ne sachant, en majorité, ni lire ni écrire, que de saisir au passage le sens de ces décrets, de ces circulaires, aux mots abstraits et inconnus, que d'appliquer ces règlements obscurs, que de se débrouiller au milieu des interprétations diverses, des explications confuses, des menaces, des réclamations, des obsessions qui ne leur sont pas ménagées ! Au moins autrefois les collecteurs n'avaient-ils pas à se préoccuper de sortir de leur routine habituelle (et c'est précisément pour cette raison essentielle qu'avaient si peu réussi tous les efforts tentés au XVIII<sup>e</sup> siècle pour l'amélioration de la taille) et avaient-ils la ressource, d'ailleurs fâcheuse, de faire faire leur rôle par quelque scribe ou par un officier de l'élection ; mais les voici maintenant livrés à eux-mêmes et aux prises avec un travail beaucoup plus difficile que celui auquel leurs devanciers étaient accoutumés. « Nos législateurs ne se sont pas rappelé quelle espèce d'hommes habitait les campagnes », écrivait à l'Assemblée un correspondant fort

clairvoyant<sup>1</sup>; « il faut les voir de près pour les juger; on est frappé de l'engourdissement de leur jugement et de leur stupide ignorance...; on ne voit que des machines... Confier à des gens si rustres la répartition de l'impôt, c'est les mettre à même de satisfaire leur animosité et de favoriser qui bon leur semble...; c'est heurter les accents de la raison; c'est accorder à des aveugles la conduite d'objets qui exigent des gens intègres et éclairés... » Eux-mêmes, d'ailleurs — car si les lumières leur manquaient il n'en était pas de même du bon sens — invoquaient au besoin leur propre incapacité pour être délivrés d'un travail qui leur pesait singulièrement. « La plupart des membres qui composent les municipalités des petits bourgs et villages de cette province », écrit la municipalité d'Annezai en Saintonge<sup>2</sup>, « accoutumés à payer leurs impositions sous l'ancien régime sans trop savoir pourquoi, sont aujourd'hui naïfs en matière d'administration et souvent embarrassés pour l'application des décrets de l'Assemblée nationale. Ce manque de lumières, *qui est plus sensible dans notre municipalité que dans aucune autre*, a retenu notre activité sur bien des points. »

*Violences populaires contre les municipaux.*

Ce n'est pas seulement l'embarras qui les arrête, c'est aussi la peur. L'agitation des esprits est extraordinaire : les populations sont violemment surexcitées contre les impôts royaux, aussi bien que contre les droits seigneuriaux; elles sont imbues de l'idée qu'elles n'en doivent plus payer et capables de tout si l'on prétend en exiger. A chaque instant des incidents surgissent, qui avertissent les municipaux du danger de vouloir

1. Lettre du sieur de Prinville à l'Assemblée, 16 mars 1790 (D VI 45).

2. 10 mars 1790 (D VI 24). — Le mal eût été atténué si l'Assemblée n'avait commis, en outre, la faute de multiplier à l'excès les municipalités; moins nombreuses, elles se fussent plus aisément recrutées d'éléments plus capables. La force des choses amena d'ailleurs à diminuer peu à peu le nombre des communes, mais dans de faibles proportions. Il eût fallu une diminution bien plus considérable. Le directoire du district de Remiremont écrivait à ce propos, le 28 octobre 1790 : « On doit prêter la plus sérieuse attention à donner le moins de travail et d'embarras possible aux municipalités; toutes sont très *fatiguées* et commencent à prendre beaucoup de dégoût de leurs offices, d'où il arrivera qu'il sera très difficile de trouver à la suite des habitants qui veuillent accepter ces offices, si on ne les soulage. »

faire exécuter les lois. A Clion (Indre), le 13 juin 1790<sup>1</sup>, les trois électeurs de la localité se mettant en route pour Châteauroux, une foule de paysans, rassemblés par la conviction que ces électeurs vont porter les rôles au chef-lieu, les arrête, crie qu'ils sont libres, qu'ils ne doivent plus rien, que c'est aux bourgeois maintenant à payer tout; le maire est menacé de la potence; injures et menaces sont prodiguées à la municipalité. « Si nous taxons les contribuables », écrit le 12 avril un maire des environs de Niort<sup>2</sup>, « nous courons risque de nous faire assommer; nous pouvons nous tromper, on ne peut juger les facultés de personne, on ignore les charges, les revenus : la plupart se cachent et ne veulent pas paraître ce qu'ils sont. » A Azay-le-Rideau (Indre-et-Loire)<sup>3</sup>, la mise à exécution du rôle des impositions ordinaires 1790, où la règle adoptée de l'imposition au lieu de la situation des biens a causé beaucoup d'augmentations et déçu beaucoup d'espérances, déchaîne une insurrection violente; on menace les officiers municipaux de les pendre, de les décapiter, et les collecteurs de les traiter de même s'ils se présentent pour percevoir. La municipalité, épouvantée, sollicite instamment du département l'autorisation de refaire ce rôle, comme seul moyen de ramener les esprits à la tranquillité. En Auvergne, les collecteurs, redoutant des vengeances, allèguent qu'ils ne sont pas les auteurs des rôles pour refuser de s'en charger; ils disent ne pas savoir s'ils sont bien ou mal faits, et pour cette raison s'abstiennent<sup>4</sup>. Un jour la municipalité d'Egliseneuve-de-Liard (Puy-de-Dôme) donne lecture publique du rôle; elle a chargé quelques-uns de ses membres de faire aussitôt, très ostensiblement, quelques paiements, dans l'espérance que cet exemple sera suivi; peine perdue; les paysans crient tout d'une voix qu'ils n'auraient pas dû être taxés plus de 5 sols, qu'ils le savent de bonne part; ils accablent d'injures les municipaux; le maire et le procureur de la commune sont forcés de fuir, et les plus effrayantes menaces sont proférées à l'adresse de quiconque paiera ou voudra faire payer<sup>5</sup>. « La municipalité

1. D VI 34.

2. D VI 55.

3. D VI 34.

4. Lettre de Riom (D VI 47).

5. Ibid. L'Assemblée rendit le 10 juillet un décret contre les gens mal intentionnés ayant persuadé aux habitants de cette paroisse qu'ils ne devaient pas payer plus de 5 sols de toutes tailles et impositions.

de cette ville », écrit la ville d'Hyères au Comité des finances le 1<sup>er</sup> juillet 1790<sup>1</sup>, « se trouve sans force et sans autorité pour faire exécuter les décrets de l'Assemblée nationale, principalement ceux concernant les impositions. Les commissaires nommés pour dresser les rôles de la capitation n'ont trouvé aucune sûreté à se charger de cette opération essentielle. Nous nous sommes vus forcés de terminer nos opérations par la contrainte et par les menaces. Deux officiers municipaux ont été dans la dure nécessité de quitter les places auxquelles les vœux de leurs concitoyens les avaient appelés... » Voilà bien des raisons pour des officiers municipaux d'être prudents et de ne pas se presser.

### *Conflits de pouvoirs.*

Les conflits de pouvoirs qui avaient tant nui au recouvrement des impositions dans les derniers temps de l'ancien régime ne sont pas épargnés non plus aux débuts du nouveau. Du pouvoir des intendants, rien ne subsiste ; de celui des tribunaux d'exception, il reste encore assez pour causer quelquefois des embarras. A Amiens, le département était terminé dès le 16 février par le bureau intermédiaire (de l'assemblée provinciale), de concert avec des officiers de l'élection, et les mandements envoyés aux paroisses, qui se mirent à faire les rôles. Mais l'élection prétendit ne pouvoir vérifier que des rôles faits sur des mandements signés de son président et de son greffier et se refusa obstinément à vérifier ceux qui lui étaient présentés. L'Assemblée dut intervenir : par décret du 27 avril, elle ordonna que les rôles faits sur les premiers mandements fussent rendus exécutoires par le premier officier de l'élection, et, à défaut, qu'ils le fussent sur le simple visa de la commission intermédiaire. Bref, comme le dira un peu plus tard le directoire du département de Saône-et-Loire : « Trop souvent l'administration n'a rencontré qu'obstacles et résistances lorsqu'elle se promettait justement de trouver des facilités et des modèles ; on a opposé des formes là où il n'était question que de bonne volonté... ; à chaque pas il a fallu solliciter de nouvelles lois lorsqu'il ne devait être question que d'exécuter les lois existantes... »

1. D VI 54.

*Retard des rôles.*

La conséquence de tous ces embarras, de toutes ces manœuvres devait être un retard sans précédents dans l'expédition des rôles des impositions ordinaires (nom nouveau donné à la taille et à la capitation d'autrefois)<sup>1</sup>. Sur les 25,040 paroisses des ci-devant pays d'élections, 2,518 seulement avaient achevé les leurs à la fin de mars, 6,996 à la fin d'avril, 8,770 le 10 mai, 18,141 le 7 août<sup>2</sup>; or, il convient de rappeler que l'année pour la taille commençait en octobre. Les rôles de vingtièmes, œuvre d'une administration particulière et beaucoup mieux outillée, sont loin d'être aussi retardés; cependant, là aussi, tout commence à péricliter; le travail tout nouveau des seconds cahiers (biens du domaine, biens ecclésiastiques, biens des princes et seigneurs ayant joui autrefois d'abonnements maintenant supprimés) est lent, et dans beaucoup d'endroits ces seconds cahiers ne seront faits ou ne seront mis en recouvrement que très tardivement<sup>3</sup>.

*Lenteur des recouvrements.*

Le mal eût pu être encore réparable si le contribuable avait mis plus de hâte à s'acquitter que les autorités municipales n'en mettaient à le taxer. On voulait avoir l'air d'y compter, et l'instruction ministérielle déjà citée l'annonçait avec complaisance: « Dans un moment », disait-elle, « où les témoignages et les protestations

1. Plus la contribution représentative de la corvée.

2. D VI 12 (états dressés par le contrôleur général Lambert).

3. Outre la longueur des recouvrements, le retard des rôles entraîna un autre inconvénient qu'il faut signaler; par suite de la corrélation établie par les lois nouvelles entre l'exercice des droits politiques et le chiffre des contributions, le nouveau système électoral et administratif mis à l'épreuve pour la première fois en 1790 fonctionna mal. La classification des citoyens en citoyens actifs (imposition égale à la valeur de trois jours de travail), électeurs (possession ou jouissance d'un lieu ou d'une habitation d'une certaine valeur minimum variant avec la population des communes) éligibles aux administrations de département ou de district (contribution de dix journées de travail), eût exigé des rôles bien faits, bien au courant, et rapidement expédiés. N'en ayant pas, on dut souvent fermer les yeux ou prendre des mesures provisoires: ainsi un décret du 2 février 1790, applicable aux localités n'ayant pas eu sous l'ancien régime de contributions directes, admit aux droits de citoyen actif dans les villes quiconque exerçait un métier, dans les campagnes quiconque avait une propriété ou des facultés connues.

de patriotisme et de dévouement au bien public se produisent sous les expressions du sentiment le plus vrai, ne peut-on point se flatter, ou plutôt ne doit-on pas espérer, que tous les citoyens s'empresseront, aussitôt l'arrivée du rôle dans lequel ils sont cotisés, d'acquitter, pour les termes déjà écoulés, leurs contributions avec exactitude, et que dès lors l'accélération des paiements compensera, et au delà, le retard de l'époque où les perceptions auront commencé? » La réalité fit promptement justice de ces illusions. Si tardive que soit l'arrivée des rôles, les contribuables n'en mettent pas pour cela plus de hâte à s'acquitter, bien au contraire. Ils sont dûment avertis que les contraintes, dont l'approche seule les déterminait généralement à payer, ne sont pas à craindre d'ici longtemps : ils n'ignorent ni l'impuissance à laquelle sont réduits les receveurs, ni les inépuisables complaisances de l'Assemblée pour les résistances populaires. Ce n'aurait pas été de trop, cependant, pour vaincre la mauvaise volonté générale, que l'emploi de tous les moyens de coaction qui avaient à peine suffi à l'ancien régime quand il était dans toute sa force. Or, maintenant, dans l'affreux désarroi de toutes les autorités administratives ou judiciaires, toutes à la veille de la mort ou au lendemain de la naissance, ces moyens ont disparu ou sont employés en pure perte. Les collecteurs se dérobent ; les huissiers s'abstiennent, sachant trop qu'ils ne pourraient remplir leurs fonctions qu'au péril de leur vie<sup>1</sup> ; les receveurs répugnent d'ailleurs à les mettre en marche, crainte de frais entièrement inutiles ; les corps administratifs, issus de l'élection populaire, n'osent pas recourir envers leurs commettants à des mesures sévères. L'Assemblée, toute la première, toujours portée à prendre parti pour le contribuable contre le collecteur, a décrété fort imprudemment, le 30 janvier, que les poursuites ne pourraient être exercées que sur le visa des futurs directoires de district, ce qui équivaut à paralyser le recouvrement jusqu'au jour, lointain encore, où ces districts seront constitués, et ce qui, surtout, a l'inconvénient de prouver de sa part une grande répugnance à maintenir les rigueurs d'autrefois, rigueurs indispensables cependant pour obtenir des contribuables

1. Lettre des receveurs particuliers des finances de l'ancienne élection de Bordeaux (arch. Gironde, L 889). — Lettre du ministre Tarbé au directoire de l'Aisne, F<sup>7</sup> 3648<sup>1</sup> (juillet 1791).

buables qu'ils s'exécutent<sup>1</sup>. Il faut compter aussi avec les misères que le désordre général, le chômage, la cherté des blés, l'inquiétude universelle, la cessation des dépenses des classes autrefois riches ou aisées ont multipliées partout. Le rétablissement de l'ordre, espéré pour 1790, ne s'est nullement produit : les agitations populaires à propos des subsistances, des droits féodaux, ne perdent rien de leur intensité et s'étendent partout : Bretagne, Limousin, Périgord, Berry, Bourbonnais, Bourgogne, Forez, Touraine, Gard, Haute-Marne, etc., etc., sont successivement ou simultanément gravement troublés. Plus de travail, plus de sécurité. Le peuple, encore grisé par la conquête de la liberté, n'est point revenu à la culture, à l'industrie, au commerce; la crainte de ses violences entretient l'émigration, arrête les étrangers qui seraient disposés à venir dépenser leur or en France. Le non-paiement des rentes, la disparition des droits féodaux ont anéanti beaucoup de revenus<sup>2</sup>. A la mauvaise volonté trop fréquente s'ajoute en bien des cas une impuissance très réelle. Certes, les campagnes ont beaucoup gagné à la suppression, de fait, des dîmes et des droits féodaux, mais elles ont aussi beaucoup perdu aux troubles, à l'impossibilité où se trouvent propriétaires ou fermiers de compter sur une vente normale de leurs récoltes, surtout de leurs récoltes en blé. Dans quantité de villes, l'affreuse détresse des classes laborieuses<sup>3</sup> a conduit à établir des taxes extraordinaires sur ceux de leurs habitants payant un certain minimum de capitation, pour le soulagement de leurs pauvres ou pour établissement d'ateliers de charité : Rouen (8 février), Langres, Poitiers (13 mars), Bourges (1<sup>er</sup> mai), Évreux, Noyon (17 mai), Albi (22 mai), Grenoble, Issoudun, Saint-Brieuc et quantité d'autres

1. De là, aussi, dans l'avenir, de graves difficultés provenant de la non-concordance des ci-devant élections avec les districts, de sorte qu'un même receveur aura parfois affaire à quatre ou cinq districts pour poursuivre ses redevables. Un exemple frappant en fut cité au comité des finances pour le district de Langres : les paroisses appartenant à l'ancienne élection de cette ville se trouvaient réparties entre quatre départements et onze districts (D VI 18).

2. Le rapport de Tarbé, ministre des contributions publiques, du 19 septembre 1791, signale cette suppression illégale des cens, champarts et autres redevances seigneuriales comme une des principales causes de la non-perception des impositions.

3. Misère telle que le contrôleur général Lambert, dans sa lettre du 27 novembre 1790 à l'Assemblée, « croit devoir épargner à sa sensibilité la lecture des nombreuses lettres qui la lui dépeignent de toutes les parties du royaume ».

ville sont dans ce cas; très certainement ces taxes passent avant les impôts d'État et font à ceux-ci une dangereuse concurrence. Le retard des rôles a fait perdre les premiers mois de l'année, en général les plus fructueux, car dès qu'arrive juin l'approche des frais de la récolte empêche de rien tirer des campagnards. Il n'y a pas jusqu'à la vente des biens nationaux, faite à des conditions extraordinairement tentantes, qui ne soit une cause de stagnation pour le recouvrement des impôts: on s'absent de payer pour conserver quelques disponibilités qui seront fort utiles lorsque le moment sera venu de prendre sa part de cette bonne aubaine<sup>1</sup>. Et pour toutes ces causes les recouvrements languissent.

*Manœuvres des contribuables pour échapper au paiement.*

De cette stagnation, l'Assemblée, pleine de défiance vis-à-vis des receveurs, frappée de ce fait que ces officiers, appelés à disparaître bientôt, avaient intérêt à garder entre leurs mains le plus possible de la valeur de leur charge, eut toujours tendance à accuser leur négligence, ou leurs desseins contre-révolutionnaires, ou leur désir de retenir les deniers perçus pour être, en toute hypothèse, à l'abri d'une perte ou d'un remboursement en assignats. Elle accueillait avec une faveur évidente les dénonciations qui lui étaient faites à chaque instant d'actes de refus ou d'abstention de la part de percepteurs, de bonne volonté inutile de la part de contribuables: « Le peuple veut bien payer », disait Ch. de Lameth, « mais on le renvoie quand il se présente<sup>2</sup>. » « La négligence des receveurs généraux et particuliers est telle », disait Martineau<sup>3</sup>, « que de riches particuliers de ma connaissance sont en arrière de trois années pour le paiement de leurs contributions; quand ils se sont présentés pour les acquitter, on leur a dit qu'il n'y avait rien de pressé. Les personnes employées dans l'ancien régime veulent faire manquer la Constitution. »

1. Un receveur du district de Bar-sur-Seine, signalant cette manœuvre (24 août: D VI 22), demandait qu'on admît aux enchères seulement les personnes présentant quittance de toutes leurs impositions directes. L'idée était excellente; le difficile était de la faire accepter à une Assemblée dominée par la peur de voir échouer les ventes, et trop disposée à sacrifier les intérêts du Trésor à ceux de sa popularité.

2. 15 avril, 5 novembre 1790, etc.

3. 4 août 1790.

« Le ministre », disait Camus<sup>1</sup>, « a souvent dénoncé les peuples, tandis que les receveurs généraux étaient peut-être seuls coupables. » La croyance était générale à une sorte de conspiration tramée parmi les officiers de l'ancienne finance pour faire avorter la Révolution par le déficit, et on légiférait plus volontiers contre le receveur, supposé, à tout le moins, trop indolent, que contre le contribuable réfractaire<sup>2</sup>. En réalité, il n'a pas été allégué de faits véritablement probants à l'appui de cette accusation<sup>3</sup> et, si les Constituants les plus mal disposés pour l'ancien personnel administratif avaient été jusqu'au fond des allégations produites contre lui, ils se seraient sans doute aperçus plus d'une fois qu'il y en avait, dans le nombre, de singulièrement fragiles. Combien de fois, par exemple, n'a-t-il pas dû arriver que des redevables ne faisaient des offres que parce que, faute de rôles, on était dans l'impossibilité de les recevoir, ou que des contribuables en retard sur 1789, 1788 faisaient pour 1790 des offres également inacceptables tant que les années antérieures n'étaient pas réglées<sup>4</sup>? Un témoin oculaire assista un jour à Montfort-l'Amaury à la petite scène suivante, qu'on devine avoir bien pu être présentée à des députés prévenus comme un acte de refus coupable de la part de l'administration<sup>5</sup>. Un paysan arrive chez un receveur et offre un assignat de 200 livres pour

1. 11 septembre 1790.

2. Décret du 1<sup>er</sup> juin ordonnant aux receveurs généraux des finances de fournir des états mensuels de leur recette, tant sur l'arrêté de 1789 et années antérieures que sur 1790 : décret du 13 juillet, etc., etc.

3. Le seul refus vraiment bien établi — je ne parle pas des nombreuses lettres où cette inculpation est lancée contre les receveurs, mais sans preuves — qu'on trouve dans les papiers du comité des finances est le suivant : le receveur de l'élection de Saint-Lô refuse un versement de 750 à valoir sur 1,170 dus par la paroisse de Saint-Pierre-d'Arthenay pour l'imposition des privilégiés de 1789 ; l'Assemblée rendit à ce propos un décret (5 novembre 1790) improuvant la conduite du receveur, mais reconnaissant le droit pour les receveurs de refuser les acomptes inférieurs aux sommes que les collecteurs se seraient engagés à verser à chaque terme par des abonnements particuliers. — Un vicaire de Saint-Lô ayant pour ce fait dénoncé ce receveur comme « un ennemi de notre sainte Révolution » fut condamné par sentence de l'élection à des excuses et à 6,000 livres de dommages et intérêts (D VI 38).

4. Mémoire du sieur Decret, contrôleur principal des impositions de Paris, 20 août 1790.

5. Lettre du 23 novembre 1790 (D VI 1). — On sait que la plus petite coupure de l'assignat fut longtemps de 200 livres. Ce fut seulement un décret du 8 octobre qui abaisse la coupure minimum à 50 livres, et il fallut du temps pour qu'il fût exécuté.

payer une cote de 40, alors que l'article 7 du décret du 17 avril obligeait le débiteur à faire l'appoint : ruse évidente, moins encore pour échanger un papier suspect contre du bon argent que pour se donner l'air de vouloir s'acquitter sans en avoir nullement l'intention. Sur la réponse qu'il est impossible de lui rendre, notre homme sort en maugréant et s'en va aussitôt se mêler à un groupe de gens de campagne qu'on entend comploter de se prêter successivement cet assignat, de le porter à tour de rôle chez le receveur et de lasser si bien l'administration qu'elle soit obligée de faire remise des arrérages de la taille. C'est ainsi que le papier-monnaie, versé plus tard en abondance dans les caisses publiques quand il n'eut plus de valeur, servait à ne pas payer les impositions quand il en avait encore une assez grande. Ce n'était pas déjouer de semblables manœuvres que de décréter, comme le fit l'Assemblée le 12 septembre, interdiction à tous receveurs et collecteurs de refuser des assignats au pair, de faire aucune différence entre assignats et numéraire et que d'autoriser les contribuables à se réunir entre eux pour acquitter au besoin plusieurs cotes avec un seul assignat. On pense si les taillables de Montfort-l'Amaury étaient disposés à faire usage de cette faculté d'association et si ce décret dut gêner beaucoup leur tactique.

Le contrôleur général Lambert, dans une lettre du 18 août 1790, protestait vivement et avec un évident accent de vérité contre cette hypocrisie ou contre cette erreur d'attribuer à la négligence, à la pusillanimité ou à la connivence des receveurs ce qui était beaucoup plutôt le fait de la mauvaise volonté des contribuables : « Réduit à voir jurement périr les revenus publics, à ne pouvoir employer, pour les conserver, aucun moyen que la mauvaise volonté... ne contrarie ou n'élude, à entendre encore imputer ce déprérissement à ceux qui ne soutiennent ce qui reste de ces revenus qu'à force de soins extraordinaires... je me dois à moi-même, je dois aux malheureux coopérateurs de l'administration de manifester les faits tels qu'ils sont... à l'Assemblée nationale elle-même, puisque c'est sur elle-même que, par un subterfuge qui semble concerté d'un bout du royaume à l'autre, les contribuables réfractaires rejettent leur résistance aux perceptions. Toute corporation de contribuables qui ne veut point se soumettre aux impositions envoie ou allège avoir envoyé son adresse à l'Assemblée nationale, et

de ce moment se croit dans un fort inaccessible aux poursuites, se croit en droit, s'il en était tenté, de les repousser par la force, dégagée de tous les décrets généraux précédemment rendus, se croit en mesure d'attendre avec tranquillité le décret particulier prétendu sollicité par elle, et tant que ce décret, vraisemblablement peu désiré, n'arrive pas, elle se maintient en jouissance d'une franchise entière. » Et le 27 novembre : « Des lettres multipliées, non seulement de percepteurs, mais de directoires de départements, m'ont attesté l'insuffisance de tous les moyens, l'opiniâtré des résistances, la connivence de plusieurs municipalités composées souvent de contribuables fraudeurs, la faiblesse et quelquefois la mauvaise volonté déterminée des gardes nationales... » « Il m'est revenu », écrit le même ministre<sup>1</sup>, « de la part de plusieurs receveurs particuliers, des plaintes sur les menaces auxquelles les garnisaires étaient journellement exposés ; il paraît que ces menaces ont été telles, dans quelques endroits, que les porteurs de contraintes refusent de marcher, dans la crainte d'essuyer quelque mauvais traitement, même d'exposer leur vie. » « Jamais », écrivait à l'Assemblée le receveur de Clermont en Beauvaisis pour protester contre les reproches adressés sans raison à ses collègues<sup>2</sup>, « jamais les receveurs n'ont mis plus de zèle et d'activité pour remplir leurs engagements..., mais que peuvent produire aujourd'hui les moyens qu'ils emploient?... Tant que le pouvoir exécutif ne sera pas mis en vigueur, qu'il n'y aura aucune peine contre ceux qui ne se soumettent pas à ce que la loi prescrit..., les deniers ne rentreront pas, les recouvrements languiront... Si un receveur envoie un garnisaire dans une paroisse, il ne s'y présente qu'en tremblant ; il n'ose parler ni agir, il n'y fait pas plus d'effet qu'un chien qui traverse en courant. Veut-on envoyer un huissier, il refuse ou ne veut aller qu'à grands frais ; il n'ose travailler, on le menace de le brancher, il tremble, il fuit, ainsi autant de frais inutiles. Les collecteurs... ont recours aux municipalités ; elles sont les premières à s'y opposer, étant elles-mêmes en retard, ou leurs parents, ou leurs amis, ou gens dont ils craignent les vengeances. Toutes les paroisses sont armées et l'on appréhende de se faire le plus petit ennemi... » Un jour, le receveur particulier de Saint-Quentin veut faire

1. 16 novembre 1790 (arch. Gironde, L 889).

2. 3 août 1790 (D VI 43).

faire une saisie chez un collecteur ; à peine arrivé, l'huissier est accablé de menaces et d'injures par le commandant de la garde nationale de l'endroit ; voyant sa vie en danger, il prend la fuite<sup>1</sup>. Aux portes mêmes de Paris, à Argenteuil, le porteur d'une contrainte envoyée par le receveur de l'élection de Paris est éconduit par le maire, qui déclare être du devoir de sa charge « de s'opposer à tous ces frais de garnison, à toutes ces vexations, suite odieuse de l'ancien régime, » et, chose plus grave, quand ce fait a été dénoncé à l'Assemblée par le contrôleur général Lambert, le district de Saint-Germain-en-Laye déclare qu'il n'y a lieu à aucune inculpation contre le maire ; la faute n'est pas à lui, mais à la surcharge des contribuables, à l'impatience avec laquelle le peuple supporte les droits dans l'attente où il est d'un nouvel ordre de choses, à la persuasion que ceux qui ne paieront pas auront cela de plus que ceux qui auront payé, aux exemples contagieux que plusieurs provinces ont donnés et qu'on se plaît encore à exagérer, au mépris où sont tombés les tribunaux anciens, à la non-existence des nouveaux, au défaut d'organisation de la force publique<sup>2</sup>. Bref, tout ce qui rendrait plus nécessaire une action énergique des autorités est précisément invoqué comme une excuse pour leur abdication ; comment une administration ainsi secondée pourrait-elle obtenir des résultats efficaces ?

Autre cause encore de déperissement : sous l'ancien régime, la taille était solidaire, les décharges obtenues par un contribuable retombaient sur le reste de la paroisse, et le fisc ne devait rien perdre. Maintenant, dans l'absolu désarroi des autorités, dans la multitude des instructions et des circulaires que chacun entend à sa guise et où l'on trouve des arguments pour toutes les interprétations, avec les surcharges dont toutes les paroisses se plaignent par suite de la nouvelle méthode d'assiette des impositions ordinaires et dont beaucoup se plaignent avec raison, la coutume s'introduit peu à peu d'accorder des modérations sans aucun rejet sur les autres contribuables et d'énormes abus se produisent : « Si les diminutions et les décharges sont imputées sur l'impôt même », écrit le 4 décembre l'administration de la Seine-Inférieure au comité des finances<sup>3</sup>,

1. F<sup>7</sup> 3648<sup>1</sup>.

2. Délibération du 15 septembre (D VI 52).

3. D VI 51.

« il se trouvera réduit à rien. Non seulement les municipalités qui sont seules consultées sur ces réductions et décharges ne seront point intéressées à les contredire, mais les officiers municipaux auront pour objet de se soulager eux-mêmes et leurs habitants ; et de plus, ils verront encore ultérieurement dans ce moyen celui de faire diminuer à l'avenir la contribution de leur paroisse... Dans cet état de choses, les districts, aujourd'hui juges des réductions et décharges, ne pourront se défendre d'en prononcer une multitude. Et quand on connaîtra les facilités si grandes à faire admettre de semblables réclamations, à quel excès ne seront-elles pas portées<sup>1</sup>... L'impôt de 1790 n'est autre que celui des années précédentes ; il doit donc être garanti par les paroisses, sans qui il ne serait plus en effet le même impôt ; il ne serait plus qu'une partie aliquote de cet impôt, qui se trouverait excessivement diminué par les réductions et décharges... »

*Produit des impôts ordinaires.*

Toutes ces causes concourant ensemble à empêcher les rentrées, rien de plus désolant que les chiffres annoncés chaque jour des différents points du royaume : partout, au nord, à l'ouest, à l'est, au centre, au midi, même impuissance, ou même mauvaise volonté. Sur 4,743,000 livres dues par la ci-devant Lorraine, il n'est rentré au 31 juillet que 358,000<sup>1</sup>. Vers la fin de l'année, la Loire-Inférieure a payé 522,924 sur 2,063,178<sup>2</sup>, le Lot-et-Garonne 830,000 sur 2,963,000<sup>3</sup>, le district de Bourges 114,000 sur 686,000, celui de Saint-Amand 39,000 sur 261,000<sup>4</sup>. En novembre 1791, le procureur général syndic de la Charente-Inférieure constatant que les 11/20 des impositions de 1790 sont encore en arrière, en dépit de tous les efforts de l'administration départementale, conseille un nouvel appel à ses administrés « pour leur exprimer avec l'énergie de la douleur les coups mortels qu'ils portent à la patrie, en éloignant de leur destination des fonds qui, réservés dans leurs

1. D VI 7.

2. D VI 36 (à la date du 31 janvier 1791).

3. D VI 37. A noter que ce département redoit encore au 31 décembre 1790 800,000 sur ses impositions 1789.

4. D VI 9 (au 16 novembre 1790).

mais, sont autant d'armes qui les meurtrissent et affaiblissent le lien de la force publique<sup>1</sup> ». Les impositions ordinaires de 1790 atteignaient un total d'environ 180 millions<sup>2</sup> : au 10 septembre, il n'en est encore rentré que 33; au 10 novembre, 49 1/2<sup>3</sup>; en mai 1791, plus de la moitié des impositions de 1790 sera encore due; en septembre 1791, le ministre Tarbé constatera que plus de 43 millions 1/2 restent encore à recouvrer, rien que sur les ci-devant pays d'élections. Cependant, le 20 mai précédent, l'Assemblée s'était enfin décidée à quelques mesures énergiques : obligation pour les directoires de district de viser dans les trois jours les contraintes à eux présentées par les receveurs, obligation pour les municipalités de donner aide et assistance aux porteurs de contraintes, sous peine de responsabilité solidaire, de répartir sur leurs contribuables le montant des décharges et réductions accordées pour surtaxes ou erreurs; défense de payer aucun traitement sans justification de l'acquit des impositions 89 et 90 et des deux termes échus de la contribution patriotique, etc., etc.; le tout, comme on voit, avec un médiocre succès.

*Impôt des ci-devant privilégiés.*

Le mal dont dépérissent les impôts ordinaires n'épargne pas, bien entendu, les contributions extraordinaires appelées à se greffer sur ceux-ci<sup>4</sup>. L'impôt supplétif des six derniers mois 1789, origine de ces longues altercations entre paroisses qui ont rendu si laborieuse la rédaction des rôles de 1790, met aux prises nombre d'intérêts contradictoires, ceux des communes se disputant les unes aux autres ces précieux contribuables, ceux des ci-devant taillables et des ex-privilégiés, provoque quantité

1. Charente-Inférieure (F 1c, III, 8). C'était d'ailleurs un des départements les plus arriérés parce qu'on avait commis la faute de n'imposer d'abord que les 3/5 de la somme due. On constatait que le chiffre des réclamations avait en conséquence dépassé de beaucoup celui des années 1788 et 1789.

2. Taille, capitulation et vingtièmes des ci-devant pays d'élections, 157 millions; imposition des pays d'Etats, 24 1/2. — Il y avait en outre l'imposition représentative de la corvée, environ 20 millions, qui ne fut pas levée partout en 1790, les seconds cahiers des vingtièmes, qui ne furent pas non plus établis partout, et l'imposition des ci-devant privilégiés, environ 27 1/2.

3. D VI 9.

4. Il ne sera point parlé dans le présent article de la contribution patriotique dont il sera question ailleurs.

de plaintes, soulève quantité de difficultés. Ces ex-privilégiés sont livrés absolument à la discrétion des municipalités nouvelles, souvent composées de gens animés contre eux de mauvais sentiments. Encore les municipalités anciennes, quand elles avaient procédé à la rédaction de ces rôles, avaient-elles dû les faire avec le concours de représentants de ces ex-privilégiés ; mais celles de formation nouvelle sont expressément affranchies de cette obligation par l'instruction du 5 avril 1790, « attendu que les nouveaux officiers municipaux, élus par les suffrages du concours général des habitants de la communauté, sont des représentants de toutes les classes de citoyens ». Ils ont donc toute facilité pour satisfaire de vieilles rancunes ou pour reporter sur ces victimes désignées la plus grande partie d'un fardeau dont ils comptent ainsi pouvoir s'affranchir ; et, s'il en faut croire des doléances, assez nombreuses, des diverses régions de la France, signalant des taxations excessives, œuvre de passion et non d'équité, ils ne s'en font pas faute<sup>1</sup>. Certaines communes élèvent la prétention outrecuidante de s'affranchir, grâce à l'imposition des ex-privilégiés, de la totalité de leurs impositions 1790 : quelques-unes même insinuent qu'un dédommagement leur serait bien dû par surcroît. Cambes, près de Bordeaux, qui payait 8,000 livres de taille, avait, à l'en croire, les 7/8 de son territoire possédés par des ci-devant privilégiés, notamment par des bourgeois de Bordeaux. Il semblait dès lors naturel que la part de ces ex-privilégiés fût des 7/8 de sa taille, soit 7,000. Mais ces villageois raisonnaient autrement : ayant lu dans le décret que les ci-devant devaient être cotisés dans la même proportion que les autres contribuables, ils en concluaient que ceux-ci devaient payer pour leurs 7/8 sept fois plus qu'ils n'étaient taxés eux-mêmes pour le .8<sup>e</sup> qu'ils possédaient, et leur idée était de porter l'impôt de leurs ci-devant à 56,000, soit à 28,000 pour une demi-année, d'où la conséquence, non formellement exprimée, mais clairement sous-entendue, que non seulement ils n'auraient plus rien à payer,

1. Un secrétaire de la préfecture du Var, auteur en l'an IX d'un travail important où était soutenue l'absolue nécessité de la confection d'un cadastre (F<sup>4</sup> 1061), accuse fortement le travail de la cotisation des biens ci-devant privilégiés de porter l'empreinte de la passion, de la vengeance, de la partialité. Or, ce travail était une des bases sur lesquelles reposait, notamment dans la ci-devant Provence, la répartition des contributions foncière et mobilière entre les communautés.

mais encore beaucoup à recevoir : et, si absurde que fût cette prétention, elle était soutenue avec assez d'entêtement pour retarder longtemps la rédaction du rôle et amener avec les localités voisines<sup>1</sup> des discussions dont personne, au fond, n'était fâché, car elles fournissaient un bon prétexte pour ne rien faire. Cambes dépassait toutes les bornes ; mais nombreuses furent les paroisses qui, sans aller aussi loin, caressèrent l'espérance de se procurer par des moyens analogues un bon plus ou moins considérable pour 1790. Dans la Charente-Inférieure, « les paroisses qui ont beaucoup de privilégiés<sup>2</sup> se sont faussement imaginé qu'elles pourraient disposer par leur propre fait et pour leur profit particulier du montant de ces rôles en déduction des 2/5 des impositions ordinaires de 1790 qui restent à répartir, tandis que, suivant la loi et l'équité, cette répartition doit être faite au marc la livre sur tous les anciens contribuables du département ; de sorte que ces communes, dans leur système, au lieu de payer l'impôt, auraient quelquefois à recevoir une indemnité ».

Toutefois les faits de ce genre ne furent qu'exceptionnels, et en règle générale on évita plutôt de trop surcharger les anciens privilégiés, surtout lorsque le premier moment d'enthousiasme fut passé et que vint l'heure de la réflexion. Ces privilégiés avaient pour se défendre un argument très fort, de nature à impressionner vivement des hommes chez qui la haine du fisc, dans ces premiers moments de la Révolution, était une passion beaucoup plus intense que les haines de classe. Ils n'avaient qu'à dire, et ils n'y manquèrent pas, qu'en les taxant avec rigueur on préparait à la paroisse une surcharge énorme, le jour, prochain sans doute, où les nouveaux impôts seraient mis en vigueur ; la prudence conseillait d'attendre ou, en tout cas, d'estimer très bas ; les surimposer serait, avant tout, rendre service à des voisins qui, plus prévoyants, n'auraient mis sur les leurs que des cotes modiques et se seraient ménagé l'utile réputation d'être pauvres. Le bénéfice des rôles supplétifs était attribué à la province et non à la paroisse ; à quoi bon courir le risque d'une augmentation considérable dans l'avenir pour un dégrèvement insignifiant dans le présent ? Tel fut le langage

1. Lettre de la ville de Créon (Gironde) au comité des finances, 7 avril 1790 (D VI 31).

2. Mémoire déjà cité du 29 novembre 1790 (D VI 24).

tenu partout et généralement avec succès. « Ce sophisme », écrivent des municipalités de l'Orne<sup>1</sup>, « chatouillant l'intérêt personnel, étayé de l'ancien respect qu'on porte naturellement à ceux qu'on est habitué de révéler, et de la juste frayeur d'être regardé comme mauvais citoyen, a presque généralement été accueilli dans les villes et les campagnes. Il a séduit jusqu'aux procureurs et aux juges des élections : les premiers ont refusé de rendre exécutoires des rôles dans lesquels on avait imposé les ci-devant privilégiés à leur taux juste et naturel, et les seconds, consultés, ont répondu que ce serait faire acte de mauvais citoyen. » « On a suggéré », écrit du Mans le futur conventionnel Philippeaux<sup>2</sup>, officier municipal de cette ville, « qu'il serait d'une mauvaise politique de taxer les privilégiés en raison proportionnelle de leurs biens, que l'appât offert par l'Assemblée nationale était un piège adroit pour connaître les ressources de chaque paroisse et lui donner, l'année prochaine, autant d'impôts que monteraient les deux sommes réunies pour 1789 ; il est arrivé de là que presque partout une propriété de 2,000 livres a été taxée sur le pied de 500 ; la commission intermédiaire a fixé à 2 deniers pour livre, pour 89 et 90, la taille des ci-devant privilégiés, tandis que presque partout les cultivateurs la paient 2 et 3 sols. Voilà comme on traite le pauvre peuple, toujours victime de l'aristocratie, même quand elle est expirante. » En Périgord<sup>3</sup>, « une infinité de paroisses se sont laissé séduire par ces raisonnements ; en conséquence, les unes ne les ont imposés qu'à la moitié de ce qu'ils devaient naturellement supporter, les autres le tiers, les autres le quart, les autres le sixième et les autres encore moins ». « Des insinuations perfides, artificieusement semées à l'avance », écrivent des membres du comité permanent de Vire<sup>4</sup>, « ont séduit les paroisses de notre ressort..., la masse entière de l'imposition des ci-devant privilégiés ne fournissant à l'État qu'une contribution devenue à peu près l'équivalent d'un zéro, tel est le tableau révoltant et fidèle des injustices que les rôles de supplément font commettre dans le pays qui nous entoure. »

De partout affluaient des plaintes semblables, attribuant tan-

1. D VI 43.

2. D VI 50. — Cf. *Feuilles d'histoire*, 1<sup>er</sup> avril 1914.

3. Lettre du notaire de Manzac (Dordogne) (D VI 53).

4. 9 décembre 1789 (D VI 43).

tôt à la séduction exercée par les ci-devant privilégiés, tantôt à la peur des municipalités de donner trop haute idée de leurs forces contributives les très faibles taxations dont ils étaient l'objet. Et on ne peut pas dire que ce calcul ait été dénué de toute justesse : les rôles supplétifs entrèrent en ligne de compte, quand il s'agit de procéder à la répartition entre les départements des contributions foncière et mobilière, et le manque de scrupule des municipalités ayant surchargé leurs ci-devant se trouva ainsi châtié à bref délai. On en vit même quelques-unes faire argument de la partialité et de l'injustice dont elles auraient été coupables et s'accuser, pour obtenir un dégrèvement, d'un tort qu'elles n'avaient peut-être pas eu. Réclamant en 1792 contre le chiffre de sa contribution foncière, le département de la Charente-Inférieure faisait valoir<sup>1</sup> à l'appui de sa prétention que dans la majeure partie du département « cette imposition (le supplément des privilégiés) avait été faite sans mesure et avec cette passion d'un homme qui se venge sur ses oppresseurs des fers qu'il a rompus ».

Les rôles des six derniers mois 89, péniblement arrachés à des municipalités tiraillées entre des influences opposées et des instructions contradictoires, se firent attendre presque aussi longtemps que ceux des impositions ordinaires. Au 29 mai 1790, d'après les déclarations de Necker, 16,805 communautés les avaient dressés, faisant un total de 6,598,000 ; 24,364 étaient en retard. De ces communes retardataires, beaucoup traînèrent longtemps encore<sup>2</sup>, beaucoup même n'aboutirent jamais<sup>3</sup> : Henne<sup>4</sup> affirme que sur 494 municipalités des Landes, il y en eut 245 auxquelles il fut toujours absolument impossible d'arracher aucun travail. L'inertie naturelle à gens grossiers et illettrés,

1. 12 janvier 1792 (AF III 219).

2. Par proclamation du roi du 12 septembre 1790, les municipalités de l'ancienne paroisse des Trois-Évêchés n'ayant point formé leurs rôles supplétifs, ni même ceux des impositions ordinaires 1790, sont sommées de les faire dans les quinze jours, sous peine pour les officiers municipaux d'être contraints solidairement à payer une somme égale à celle à laquelle se trouveront monter les impositions 1790. — Dans la Côte-d'Or, lorsque le département se constitua (juillet 1790), les rôles supplétifs des six derniers mois 1789 étaient à peine commencés.

3. Dans le district du Puy, par exemple, sur environ 120 communes, 26 seulement ont fait leurs rôles les six derniers mois 1789 (lettre du 7 juin 1791, citée par Gonnet, *Histoire économique de la Haute-Loire pendant la Révolution*, p. 59).

4. Dans sa *Théorie du crédit public* (1816).

pour qui c'était une difficulté insurmontable que de lire des circulaires et que d'écrire des rôles, la peur de se compromettre, la répugnance invincible à fournir au fisc le moindre renseignement, tout se réunissait pour les maintenir dans l'inaction ; c'est, du plus au moins, l'histoire de toute la besogne fiscale que la Révolution s'obstinera à faire faire à des municipalités inaptes à ce travail, au lieu de la demander à des hommes du métier. Dans l'état des impositions dressé en 1791 pour servir de base à la répartition entre les départements des contributions foncière et mobilière, l'impôt supplétif de 1789 figure pour 13,755,355, soit 27,510,710 pour une année entière, sensiblement moins que les évaluations complaisantes, 30 à 32 millions, qu'on avait cru, plus d'une fois, pouvoir en faire. Quant au produit effectif, dont il est impossible de déterminer le chiffre, il fut certainement beaucoup moindre, étant diminué par les décharges et modérations qu'il fallut accorder aux ecclésiastiques en considération des décimes par eux payés en 1789, aux gentilshommes à cause de leur capitulation de la même année, par l'émigration ou par la ruine de beaucoup des assujettis. De plus, les communes s'en emparèrent souvent comme de choses leur appartenant, bien qu'elles n'eussent en aucune façon le droit d'en disposer : elles allèrent au besoin jusqu'à empêcher les collecteurs de verser les fonds perçus dans les caisses des receveurs de district<sup>1</sup>.

*Impôt de remplacement des gabelles, droits sur les cuirs, fers, savons, etc.*

L'extrême difficulté de lever des impositions directes aurait dû avertir l'Assemblée de ne rien négliger pour assurer la perception des taxes indirectes subsistant encore. Mais l'animosité du public contre ces dernières continuait à se manifester avec une telle violence, et l'impossibilité de les lever était si évidente, qu'au moment même où la rédaction et le recouvrement des rôles 1790 se heurtaient aux difficultés que l'on sait, on se préparait à en faire dresser d'autres, de succès moins assuré encore, en remplacement de certains droits considérés comme particulièrement impopulaires ou comme particulièrement abu-

1. Rapport du procureur général syndic de l'Aisne, novembre 1791.

sifs. Et c'était au nom de l'équilibre budgétaire qu'on adoptait l'idée de cette transformation, fatallement destinée à être une nouvelle cause de déficit ! « Les vues les plus grandes et les plus hardies, les pensées les plus profondes, les résolutions les plus sages », disait Dupont de Nemours le 11 mars au nom du comité des finances..., « ne paraîtraient aux yeux de l'histoire, et ne seraient trop réellement que des rêves philosophiques si l'équilibre entre les revenus et les dépenses..., si la formation d'un fonds progressif d'amortissement... ne replaçaient la nation française au rang qu'elle doit tenir en Europe, au premier rang entre les nations. C'était l'unique espoir des ennemis du nouvel empire français que de persuader que les finances étaient sans ressource pour cette année et ne laisseraient pas le temps d'attendre les utiles institutions réservées à l'année prochaine... Vous établirez un revenu public suffisant pour les dépenses et propre à déployer la puissance nationale, sans prodigalité, sans parcimonie, avec une mâle, une juste, une imposante dignité... Il est nécessaire que l'équilibre des revenus et des dépenses ordinaires de 1790 soit rétabli : il le sera..., à condition que les barrières de vos principales frontières puissent être relevées, la contrebande repoussée, le produit du tabac et les droits des traites soutenus, la perception des droits sur les boissons rétablie... Il faut que toutes les municipalités, que toutes les milices nationales sachent que les bons citoyens... devront la plus exacte obéissance à ces dispositions auxquelles l'honneur et le salut de la nation sont attachés... » En dépit de ces considérations pleines de justesse, ce que conseillait Dupont de Nemours, c'était en réalité un gros sacrifice sur les revenus publics : estimant à 63 millions, y compris les droits de traite qu'acquittaient les sels à destination des provinces franches ou rédimées, ce qu'avait rapporté la gabelle, il portait aux deux tiers de cette somme, 42 millions, ce qu'il fallait faire payer aux provinces qui l'avaient supportée au moyen d'une imposition faite au marc la livre de toutes les autres impositions directes et indirectes conservées ; il pensait, d'ailleurs, que la vente au profit de l'État des sels emmagasinés par la ferme générale atténuerait le déficit résultant de cette substitution. Il demandait à une imposition semblable le remplacement des droits sur les cuirs, sur la fabrication des amidons, sur la marque des fers, sur les huiles et savons, qu'il condamnait tous avec une extrême sévé-

rité : le peuple serait ainsi soulagé de 4 millions de procédures et de frais que lui coûtait la levée de ces droits vexatoires, l'Etat de 2 millions de frais de perception et de régie; on pourrait, d'autre part, se procurer 3 millions par la suppression des abus qui s'étaient introduits en matière de franchise postale, et, avec quelques autres remaniements, regagner à 2 millions près le revenu que tirait l'Etat des gabelles et des droits de traite sur le sel; soulagé comme il le serait des plus onéreuses parties de sa contribution, « ce serait calomnier le peuple que de croire qu'il se refuserait aux autres ». Ordinairement clairvoyant et sincère, Dupont de Nemours se faisait ici les illusions les plus singulières, et l'on ne peut voir sans étonnement qu'il ait cru, ou voulu faire croire, à la possibilité de créer et d'obtenir dès le 1<sup>er</sup> avril des impositions nouvelles si compliquées, alors que les anciennes rencontraient une universelle résistance, alors qu'une longue interruption de paiement avait créé chez le peuple la persuasion que ces taxes odieuses étaient abolies sans retour, et non pas destinées à revivre sous un autre nom.

La discussion de ce projet, assez longue, car la question de l'impôt de remplacement suscitait bien des compétitions, signalée par de vigoureuses attaques de Cazalès contre le système des physiocrates, par sa remarquable apologie des impôts indirects « qui conviennent mieux à un peuple libre..., qui se plient à l'inégalité des fortunes, se perçoivent d'une manière simple, facile, journalière, et sans qu'on soit obligé de recourir à des contraintes toujours odieuses<sup>1</sup> », aboutit au vote des propositions, à peine légèrement modifiées, du comité des finances. Plusieurs lois des 21 et 22 mars supprimèrent, à partir du 1<sup>er</sup> avril — on sait qu'il y avait longtemps que les populations avaient devancé cette date — la gabelle et les autres droits visés dans le rapport de Dupont de Nemours. A la gabelle était substituée pour la présente année une contribution de 40 millions sur les pays de grande gabelle, de petite gabelle, de gabelles locales et de quart bouillon, en raison de la quantité de sel consommée dans chacun, par addition à toutes les imposi-

1. Cazalès aurait souhaité qu'on remplaçât la gabelle par une extension des droits de timbre; Maury aurait préféré une taxe d'un sou par livre à la sortie des marais salants; Malouet, une taxe modérée à la vente. Toutes ces propositions étaient discutables, mais chacune d'elles aurait mieux valu sans doute que l'impôt direct qu'on préféra et qui ne donna rien.

tions réelles et personnelles et aux droits de consommation dans les villes. Sur les pays exempts et rédimés, la contribution à lever, sur les mêmes bases, était de 2 millions. Une disposition d'application particulièrement difficile stipulait que ces deux contributions seraient levées dans le ressort de chaque grenier à partir du moment où il aurait été affranchi, en fait, du paiement de la gabelle. Une contribution semblable, de 1,500,000 livres, devait remplacer les droits sur les huiles et savons, une de 6 millions les droits sur les cuirs, une de 1 million le droit de marque des fers, une de 1 million les droits sur les amidons. Faculté était laissée aux villes d'acquitter leur quote-part soit par une addition de sous pour livre à leurs anciens octrois, soit par une augmentation de tarifs sur certains articles, soit par l'imposition de denrées jusqu'alors non imposées, soit par un accroissement d'impositions personnelles, soit par des impositions réelles « relatives aux loyers ou à quelques circonstances particulières ». En considération de ces soulagements, ordre était donné d'acquitter par tiers, dans les mois d'avril, mai et juin, les sommes restant dues sur droits d'aides, d'acquitter exactement tous droits non supprimés par les décrets de l'Assemblée, de rapprocher le paiement des impôts arriérés.

Jamais, peut-être, lois ne furent aussi complètement violées que celles-là. Elles étaient, en elles-mêmes, inexécutables ou, du moins, inexécutables immédiatement, la répartition des taxes de remplacement exigeant, avant tout, un état de ce que chaque département, chaque district, consommait de sel sous l'ancien régime : état d'autant plus difficile à dresser que les nouvelles divisions territoriales ne correspondaient pas aux anciennes. Ce fut en effet seulement le 9 octobre que les contingents respectifs furent établis, avec les dates, variant depuis le 1<sup>er</sup> août 1789 jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1790, à partir desquelles le remplacement était dû. Elles se heurtaient par surcroît à une résistance passive insurmontable, car ce que voulaient les populations, ce n'était pas remplacement, mais abolition de la gabelle, qu'elles tenaient d'ailleurs pour déjà supprimée, et dans les lois de mars 1790 elles virent non une libération, mais une tentative de rétablissement d'un impôt particulièrement odieux. Rien de plus compliqué que ce marc la livre à ajouter à tous les rôles d'impositions, eux-mêmes, comme on sait, indé-

finiment retardés ; rien de plus chimérique que cette prétention de faire rentrer tout l'arrière dû sur les contributions par reconnaissance pour un prétendu cadeau qui était en réalité, aux yeux des intéressés, une odieuse surcharge. Aussi l'impôt de remplacement resta-t-il absolument lettre morte. Il devait se monter à environ 51 millions et demi : au 1<sup>er</sup> janvier 1792 il n'avait produit que 8,862, au 1<sup>er</sup> avril de la même année que 284,617<sup>1</sup>. De tous les avortements fiscaux de la Révolution — et ils sont singulièrement nombreux — il n'en existe pas de plus complet, de plus lamentable. Suprême humiliation pour cet impôt mal venu : ses auteurs eux-mêmes semblent l'avoir oublié et n'en parlent point, quand, en 1791, ils s'évertuent à démontrer contre les critiques du côté droit que la Constituante a assuré l'équilibre du budget. Par décret du 17 prairial an II, la Convention abolira dédaigneusement cet impôt mort-né et imputera sur les contributions financière et mobilière les sommes qui auraient pu être payées à ce titre. Il est difficile d'imaginer une renonciation plus complète : c'est que jamais aussi n'avait été un échec plus éclatant. Dupont de Nemours avait été décidément mauvais prophète en prédisant soumission volontaire à la taxe de remplacement ; et divers autres orateurs de la Constituante s'étaient trompés plus lourdement encore en se portant garants, en termes emphatiques, d'un désintéressement patriotique, dont le contribuable était tout à fait dépourvu : « Dans deux mois, je n'en saurais douter », s'écriait Montesquiou (30 mars 1790), « le brigandage aura un frein, la perception des contributions un appui... A partir du 1<sup>er</sup> avril, je ne vois plus de perte à craindre sur la gabelle, parce que le remplacement commence ce jour-là et qu'il sera payé, non seulement avec facilité, mais avec plaisir. » On ne saurait surtout relier sans étonnement les ridicules déclamations de Rabaud Saint-Étienne (6 mars), persuadé, lui aussi, que le peuple ne demandera pas mieux que de s'acquitter : « Peuple infortuné ! Bon peuple qui savez aimer, servir obscurément et sans affection votre patrie et votre roi ! On vous opprime quand vous courbez la tête ; on vous calomnie quand vous osez la relever ! Aveuglement si étrange qu'on a quelque peine à ne pas le croire volontaire !

1. Rapport de Cambon sur l'état des finances au 1<sup>er</sup> avril 1792.

*Non-perception des impositions indirectes :  
tabac, octrois, traîtes.*

Est-il besoin d'ajouter que les impôts indirects, si particulièrement impopulaires, ne trouvent pas plus de grâce devant le contribuable irrité ? Ne parlons pas de la gabelle, qui, condamnée, ou plutôt ayant depuis longtemps déjà cessé d'exister, tombe dans les quatre premiers mois 1790 au produit infime de 1,116,188. Mais les autres droits des fermes générales ne sont pas mieux traités : le tabac est l'objet d'une contrebande qui n'a même plus à prendre la peine de se cacher ; le faux tabac se vend ouvertement sur la place publique, à la porte des entrepôts et jusque chez les débitants eux-mêmes<sup>1</sup>. « Le public », représente un mémoire de la ferme générale<sup>2</sup>, « regardant cet impôt comme au moment d'être supprimé ou totalement changé dans son régime, se livre à des spéculations sur les tabacs étrangers et sur ceux des ci-devant provinces d'Artois, de Hainaut et de Flandre, qui s'introduisent, se débitent et se consomment presque sans obstacles, en ce que les employés qui voudraient s'y opposer s'exposent à des dangers d'autant plus certains que les municipalités les mieux disposées dont ils requièrent le secours et la protection se refusent à ces réquisitions jusqu'à ce que l'Assemblée ait statué définitivement sur cet impôt. » Sur quarante-deux directions, trente en janvier 1790, trente-huit en mars sont en perte relativement aux mêmes époques de 1789 : en avril, toutes le sont, et le déficit ne cesse de s'accroître avec le temps<sup>3</sup>. Pour les octrois de Paris (faisant partie, comme on sait, du bail de la ferme générale), la fraude, de tout temps considérable, prend une telle extension que la vente des marchandises introduites en contrebande et souvent même par force se fait ouvertement sur la voie publique : les ouvriers des ateliers de Paris, les ouvriers des campagnes quittent leurs occupations pour se livrer à ce commerce criminel ; doublement criminel, car ces marchandises de contrebande, notamment le sel et le tabac, sont souvent altérées et falsifiées au point d'être un péril pour la santé publique<sup>4</sup>. Après

1. Lettre de l'entrepreneur du tabac de Mondoubleau, 4 mars 1790 (D VI 36).

2. Mémoire des fermiers généraux pour résiliation de leur bail (D VI 15).

3. Lettre du contrôleur général Lambert, 17 août 1790.

4. Expressions d'une proclamation de la municipalité, du 6 mars 1790, pour

la destruction des barrières, en juillet 89, une procédure entamée par la Cour des aides, tardivement, le 24 février 1790, est éteinte par décret du 1<sup>er</sup> juillet, le comité des rapports représentant « que le peuple ne considérait les employés que comme des agents de perceptions arbitraires, de vexations dont il avait été trop longtemps la victime, qu'il était agité du besoin d'être libre, et que, s'il avait brûlé des barrières, de la même main il avait pris la Bastille et assuré la liberté ». Une telle indulgence a pour effet immanquable d'encourager les résistances : les nombreux décrets que rend l'Assemblée, sans les faire suivre d'ailleurs d'aucune sanction, pour inviter les populations à l'exact paiement des droits qui subsistent, restent lettre morte, car on sent de sa part une inépuisable complaisance pour des délits qui sont à ses yeux une revanche presque légitime. « Après un tel régime », disait Montesquieu, « l'éclair de la liberté devait être le signal de la licence... Le peuple ne pouvait voir que des tyrans dans tous ceux qui exerçaient une autorité sur lui, parce que toutes les autorités l'avaient conduit à la misère et au désespoir. » Aussi quand les barrières sont rétablies à Paris, en juin 1790, et que les commis réapparaissent à leur poste, rien d'étonnant à ce que la fraude prenne des proportions inusitées. Les traites, que tout le monde sait condamnées à l'intérieur du royaume, ne sont pas plus respectées, même aux frontières, où elles doivent être maintenues : la répression mollit, des complaisances fâcheuses sont assurées à certains coupables influents, les agents se découragent; autrefois, la contrebande exigeait 15 à 20 % d'assurance pour introduire les denrées en fraude; maintenant, l'impunité et la facilité du délit ont fait abaisser à 7 et même à 6 % ce singulier tarif<sup>1</sup>. Tous ses droits réunis, la ferme générale réalise un produit de 18,745,486 livres pendant le premier tiers de l'année 1790<sup>2</sup>; or, le produit net moyen devait être de 13 à 14 millions

faire cesser ces scandales (Lacroix, *Actes de la Commune de Paris*, t. IV, p. 284).

1. Mémoire des agents et employés des traites de Septmoncel (Jura) à l'Assemblée nationale (D VI 35). — Dans cet intéressant mémoire, ces employés s'efforcent de faire comprendre de quel déplorable exemple serait la composition qu'il était question d'accorder à un détenteur de marchandises prohibées de Septmoncel, surpris le 6 juin 1790 en flagrant délit de recel.

2. Lettre du contrôleur général Lambert à l'Assemblée, 1<sup>er</sup> juin 1790, avec les pièces justificatives (D VI 12).

par mois. Dans le dernier trimestre de 1790, il tombe au chiffre infime de 8,600,000.

*Régie des aides : insurrection générale.*

Mais peut-être l'écroulement est-il plus complet encore dans la régie des aides, déjà si éprouvée l'année précédente. Le foyer de résistance qui s'est allumé dans la Picardie, l'impunité aidant, s'est propagé de la façon la plus inquiétante; le refus de l'impôt a trouvé un avocat ardent dans la personne de Babeuf, le fameux Babeuf, qui, dans la région de Péronne et de Roye, prêche aux populations qu'il faut cesser le paiement des droits et au besoin opposer la force à la force qui tenterait de les rétablir, qu'un impôt non-proportionnel aux facultés des contribuables est un impôt illégal et illégitime; que, si l'Assemblée nationale se rend oppressive, il faut résister contre elle à l'oppression; que c'est un des droits de l'homme, et qu'au peuple seul appartient le veto. Babeuf est incarcéré à Paris, momentanément, par décret de la Cour des aides, après ce discours incendiaire<sup>1</sup>, mais le mal est fait; quantité d'apôtres rivalisent de zèle à propager cette agréable doctrine, à laquelle les fidèles, bien entendu, ne manquent pas. La suppression des aides, mise en chanson, est colportée à travers les villages, sans que les municipalités puissent ou veuillent s'y opposer. A Airaines, dans la Somme, le curé Marduel, maire de l'endroit, est à la tête du mouvement; il fait si bien que les employés n'osent plus se montrer dans ce bourg et que la troupe de ligne qu'il a été question d'y envoyer n'en approche pas. Plus coupable encore, le curé de Longueval, lisant en chaire la pétition de Babeuf contre les impôts perçus sur les boissons, la fait suivre des excitations les plus criminelles, s'il faut ajouter foi à la plainte rendue contre lui par le procureur du roi du bailliage de Péronne : « Tuez, massacrez ces commis, mes très chers frères », aurait dit ce singulier ecclésiastique, « ne laissez jamais subsister pareils êtres, n'adhérez jamais à de pareils

1. Discours du 3 novembre 1790. — Relâché, Babeuf continua à exciter les populations à l'insurrection, au partage des biens, et, par un arrêté fortement motivé du 14 avril 1791 (D XXIX, 14), le directoire de la Somme pria et au besoin requit le tribunal du district de Montdidier de faire informer de ses propos séditieux et de le retenir en état d'arrestation pendant l'instruction.

décrets, versez plutôt jusqu'à la dernière goutte de votre sang : je marcherai à votre tête...<sup>1</sup>. » Les cabaretiers et aubergistes de Roye signifient à l'Assemblée leur volonté inébranlable de ne plus subir les droits d'aides, qu'ils déclarent proscrits par le décret du 7 octobre 1789, établissant l'égalité de tous les citoyens devant les contributions et charges publiques. « Nous périrons », disent-ils, « avant de nous plier à nourrir du fruit de nos travaux l'oisiveté révoltante de ces vampires du peuple... » Babeuf prête sa plume à leurs sommations menaçantes et à leurs protestations contre une délibération de la municipalité tendant au rétablissement de la perception<sup>2</sup> : « ... Il importe essentiellement à la tranquillité de tout le pays de ne point tenter, après huit mois de suspension, après huit mois pendant lesquels les hommes n'ont entendu proférer que les mots de liberté et de justice, de ne point tenter de faire revivre des objets qui excitent le soulèvement général... (Tout est à craindre) si vous ordonnez la reprise des fonctions de la gent maltotière... ; on trouvera des gens outrés, enragés... et les citoyens feront couler le sang des citoyens... Ce n'est point notre cause particulière que nous défendons... Il importe très peu à un marchand de vin qu'on impose telle somme sur ce qui est contenu dans ses tonneaux ; il en est quitte pour avancer cette somme et la reprendre sur le public... Le public est le seul vraiment intéressé dans cette circonstance... Ne croyez pas ce que des méchants pourront vous insinuer, que nous sommes un peuple de rebelles. Nous ne sommes qu'un peuple de citoyens qui réclament vivement la possession... de justes lois... Voilà ce que disent les francs et généreux Picards : coupez, tranchez, rompez, brisez ces maudites aides et gabelles ; demandez ensuite nos corps et nos biens pour le salut de l'État ; nous les sacrifices de la meilleure grâce du monde. » Bientôt toute perception cesse à Amiens, à Corbie, à Noyon, à Ham, à Soissons, etc. A Marle, les commis ont été prévenus de n'avoir à se présenter chez aucun redevable, sous peine de la vie ; des cordes sont toutes prêtes à cet effet dans les débits, et une armée populaire de 4 à 6,000 hommes, qui a mis de force à sa tête des maires, des officiers municipaux, même des membres du département, est là pour assurer le respect de cette consigne,

1. Lettres du contrôleur général Lambert, 12 juillet, 23 octobre (D VI 8 et 12).

2. 1<sup>er</sup> mars 1790 (D VI 53).

en même temps qu'elle saccage les châteaux et force les seigneurs à donner quittance de leur droit de terrage. Une proclamation maladroite du département de l'Aisne pour exhorter les populations au paiement des droits produit exactement l'effet contraire, parce qu'elle annonce que ces droits vont avoir le même sort que la gabelle : ce dont chacun conclut qu'on ne doit plus ni payer ni souffrir les commis.

Après la Picardie et le Soissonnais, la Flandre et le Hainaut, où les officiers municipaux sont contraints, sous les plus terribles menaces, de réduire le prix de la bière, au grand détriment des budgets municipaux, et où la sédition affiche si hautement son triomphe que des chefs du mouvement portent ouvertement et en grand apparat des médailles qui la relatent<sup>1</sup>; l'Artois, où partout cesse la perception des droits d'octroi sur les eaux-de-vie, où le fermier de ces octrois est mis dans l'impossibilité de percevoir, et où les municipalités, favorisant la fraude ou craignant les fureurs populaires, affectent de ne rien savoir, s'absentent dans les moments difficiles et manœuvrent pour faire retomber sur les commis eux-mêmes la responsabilité de la non-perception<sup>2</sup>; la Normandie, où le commissaire des guerres Pomiès, envoyé en mission dans la généralité de Caen pour décider les populations à subvenir aux besoins pressants du Trésor public, échoue de la manière la plus complète; à Caen, la municipalité feint de douter de la légalité de sa mission et lui conseille de partir au plus vite; à Bayeux, bouchers et cabaretiers se disent disposés à payer, mais seulement entre les mains de préposés de la ville, non entre celles des commis; à Valognes, la municipalité relâche en sa présence des gens emprisonnés pour fraude<sup>3</sup>. A Séez, une rébellion de la garde natio-

1. F<sup>7</sup> 3683<sup>6</sup>.

2. D VI 47. — Voici, par exemple, ce qui se passe à Montreuil un jour où la municipalité a promis de déployer des forces pour permettre le rétablissement de la perception : « Les officiers municipaux », écrit le directeur de Montreuil au comité des finances, « paraissent n'avoir fait qu'un simulacre pour nous leurrer et se mettre à l'abri des recherches; ils ont affecté d'aller presque tous en campagne ce même jour, sans doute pour ne pas être témoins des scènes qu'ils prévoyaient... On prétend même, ce que je ne crois pas, qu'ils soudoyaient la populace pour qu'elle insultât les commis et se mutinât contre les perceptions... Les gens étaient armés de cannes et de bâtons, jurant, murmurant, faisant des huées terribles et menaçant de nous jeter à l'eau et de nous tuer... »

3. Mourlot, *Débuts de la Révolution dans la généralité de Caen*, p. 440.

nale force le receveur à quitter la ville<sup>1</sup>; à Ingrande, la saisie par les commis de bateaux et de marchandises appartenant à des mariniers de Chalonnes déchaîne une émeute terrible au cours de laquelle sont enlevés, avec les bateaux saisis, ceux qui servaient à la perception des droits, et le receveur des traites est forcé, sous les plus effrayantes menaces, de payer à la populace attroupée le prix de sa journée d'émeute<sup>2</sup>; à Verdun, le 20 décembre 1789, on signifie aux commis que, s'ils ont le front de vouloir empêcher le faux sel et le faux tabac d'entrer dans la ville, on leur coupera la tête; un aubergiste, tirant un couteau de sa poche, crie à la populace d'égorger tous ces coquins-là et proteste qu'il ne quittera pas la place que tous les commis ne soient égorgés et éventrés<sup>3</sup>; à Brie-Comte-Robert, où la municipalité voudrait faire son devoir, un intrigant, démagogue qui a su se faire un parti puissant, la dénonce comme asservie à l'aristocratie, empêche les commis de faire leurs vérifications, et les cabaretiers, voyant l'impunité avec laquelle chacun vend des boissons sans payer de droits, mettent bas leurs bouchons et profitent du même avantage<sup>4</sup>; à Issoudun, vignerons, cabaretiers, aubergistes, tonneliers empêchent les commis de percevoir, les contraignent à fuir; la municipalité épouvantée refuse de faire agir la troupe et la non-perception des droits servira de prétexte dans la région pour dire qu'on les croyait abolis<sup>5</sup>; à Béziers, en janvier 1790, cinquante-deux commis réfugiés dans l'hôtel de ville y sont assiégés par une populace irritée d'une saisie qu'ils viennent de faire; les municipaux restent inactifs; M. de Baude, lieutenant-colonel du régiment de Médoc, qui n'a pas d'ordres, prend sur lui de

1. Lettre de Lambert, 23 octobre.

2. Id., 12 juillet.

3. D VI 31.

4. D XXIX 14.

5. La lettre du directoire et du procureur syndic du district de Vierzon au comité des finances (9 septembre 1790; D VI 25) peut être citée comme un modèle de l'hypocrisie trop fréquente avec laquelle les autorités imputent la non-perception des droits à l'absence ou à la négligence des commis, qu'elles laisseraient insulter et assommer s'ils étaient là et voulaient s'acquitter de leurs fonctions: « Les citoyens sont remplis de patriotisme, nous sommes assurés que jamais ils n'ont opposé la moindre résistance à la perception d'aucun impôt; les contraventions qu'ils se sont permises sont une suite de l'erreur où les a jetés le défaut d'exercice de ces droits qu'ils ont cru supprimés; enfin, leur retard aux anciens débets vient de la négligence qu'on a mise dans le recouvrement, portée jusqu'à refuser les offres de quelques redéposables... »

barrer l'entrée de l'hôtel de ville le temps nécessaire pour permettre à ces malheureux de fuir ; mais l'édifice est envahi et cinq d'entre eux sont massacrés avec de tels raffinements de cruauté que même en ce temps d'épouvantables crimes<sup>1</sup>, l'horreur générale inspirée par celui-ci fait comprendre la nécessité de faire ou tout au moins de paraître faire quelque chose pour l'ordre public. La Constituante vote alors une loi (23 février 1790) enjoignant aux officiers municipaux de proclamer la loi martiale en cas d'attroupements tumultueux mettant en danger la sûreté des personnes et des propriétés et la perception des impôts, et rendant les communes responsables des dommages provenant d'émeutes. En Roussillon, la rébellion contre la perception des droits est constante : les employés ont dû disparaître, les municipalités n'osent pas les rétablir, l'assemblée du district de Prades est forcée de se disperser, redoutant une insurrection de la garde nationale et de la populace du lieu<sup>2</sup> ; à Saint-Étienne, le commis aux aides Berthéas<sup>3</sup>, inutilement protégé contre la fureur du peuple par la garde nationale qui le mène en prison pour lui sauver la vie, y est rejoint par ses ennemis qui enfoncent la porte, le traînent dehors et l'assomment (4 août)<sup>4</sup> ; à Lyon, en juillet 1790, éclate une nouvelle émeute contre l'octroi aux cris de : point d'octrois, point de barrières, à bas les gapians ! Les barrières restent ouvertes les 8, 9 et 10 ; il entre sans payer une quantité énorme de denrées, toutes préparées pour saisir l'occasion et, quand enfin l'émeute est vaincue, grâce à un grand développement de troupes, les 26 et 27 juillet, rétablir les barrières est bien inutile : la ville est approvisionnée pour six mois ; on n'ose pas d'ailleurs publier ni faire afficher les décrets que l'Assemblée a rendus les 13 et 17 juillet pour l'exacte perception des octrois<sup>4</sup> ; à Arles, où

1. « Puisse-t-on oublier à jamais l'horrible scène des tourments qu'ils éprouvèrent ! L'histoire fidèle trouvera la postérité incrédule » (Relation d'une partie des troubles de la France, 1790 ; Bibl. nat., Lb<sup>39</sup> 4467).

2. Lettres de Ferrand, directeur des fermes à Narbonne, 24 octobre 1790, et de Lambert, 5 novembre (D VI 8).

3. « Les officiers municipaux (de Saint-Étienne) », écrit le 11 août l'intendant de Lyon (F<sup>7</sup> 3686<sup>6</sup>), « me marquent que tout y est dans la plus parfaite anarchie, que leurs voix ne sont plus écoutées et qu'ils n'ont aucune force pour faire exécuter la loi. La majeure partie de la garde nationale a refusé le service. Les officiers municipaux ont la douleur d'entendre que l'on se propose d'immoler de nouvelles victimes et qu'il est impossible de fixer le terme où les excès s'arrêteront. »

4. Wahl, *les Débuts de la Révolution à Lyon*, p. 178 et suiv. Le 19 juillet,

n'existe aucun imposition directe, la non-perception de tous les droits fait que depuis la fin de 1789 jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 1791 pas un sou d'une imposition quelconque n'est payé<sup>1</sup>; en Languedoc, le fermier de l'équivalent, mis comme tous les autres fermiers du royaume dans l'impossibilité de percevoir les droits affermés, représente que les « avantages infinis que le peuple s'est promis de la sagesse des décrets de l'Assemblée l'ont enivré au point qu'il s'est cru permis de se soustraire à tout ce qui pouvait le grever; il n'a pas réclamé contre l'impôt de l'équivalent parce qu'il le paye sans s'en apercevoir en achetant la denrée qui y est assujettie, mais les bouchers et les cabaretiers de qui il l'achète croient pouvoir se refuser de le payer, quoiqu'ils l'aient perçu dans l'augmentation du prix de cette même denrée, et cet esprit d'indépendance a forcément enrayé les recouvrements en suspendant les poursuites, qu'il est difficile et même dangereux de faire dans un moment où son ivresse met tout en fermentation »; de fait, à Nîmes, la fraude se fait à main armée par les gardes nationaux eux-mêmes, « les plus insignes et les plus redoutables contrebandiers de profession de la ci-devant province<sup>2</sup> »; à Anduze, chaque fois qu'il a été question de faire une saisie chez des fraudeurs, il a fallu céder aux craintes d'émeute, inspirées par le rassemblement des soldats nationaux; à Uzès, « la troupe de ligne elle-même n'a pu, malgré son commandant, être empêchée de tenir une contre-boucherie dans les casernes »; à Villeneuve-lez-Avignon, un placard est affiché défendant de payer l'équivalent sous peine d'être pendu, et la fuite seule peut sauver les commis de la fatale lanterne<sup>3</sup>; et il en est de même dans tout le Languedoc. On n'en finirait pas, si l'on voulait citer tous les actes de violence et tous les actes de faiblesse, toutes les manœuvres, toutes les capitulations qui, d'un bout à l'autre du royaume, concourent à ce résultat identique; faire tomber en non-valeur des impôts que le peuple déteste, contre lesquels il a une revanche à

le peuple mit à mort, avec d'horribles raffinements de sauvagerie, un soldat suisse du régiment de Sonnenberg qui s'était pris de querelle avec quelques individus pour des causes d'ailleurs tout à fait étrangères à l'octroi.

1. Rapport, 6 février 1792, des commissaires civils Dufour, Jaubert et Debourges (Arch. parlementaires, XXXVIII, 322).

2. Lettre de Delevaigne, directeur de l'équivalent à Nîmes, 8 novembre 1790 (D VI 29).

3. Mémoire des arrière-sous-fermiers de l'équivalent dans partie de la généralité de Montpellier, 28 juillet 1790 (ibid.).

prendre et qu'il ne veut plus souffrir, parce qu'il se sent le plus fort et qu'il entend jouir tout de suite de la liberté qu'on lui vante, de la manière qu'il la comprend. Sa hardiesse est parvenue à tel point qu'il ne se borne pas à refuser le paiement des droits existants ; il ne prétend rien de moins, parfois, que se faire rembourser ceux qu'il a payés autrefois. Les tanneurs d'Espalion réclament des sommes qu'ils ont versées jadis pour des sols pour livre, et la municipalité d'Auch réclame remboursement de son abonnement pour les droits réservés en 1788 et 1789.

*L'alcoolisme et la Révolution.*

D'autant plus fâcheuse est cette disparition des aides qu'une perception normale eût alors procuré de très importants bénéfices. Une des conséquences de la non-perception des impôts et des droits seigneuriaux, comme des mouvements révolutionnaires, du chômage, des promenades de gardes nationales et des fréquentes réunions électorales<sup>1</sup>, fut une augmentation considérable dans la consommation des boissons, notamment de l'eau-de-vie. On assista en Artois, en Flandre, en Picardie, en Bretagne, à un développement marqué de l'alcoolisme. « Depuis plus d'un an », écrit le 10 décembre 1790 la municipalité de Saint-Michel près Saint-Pol (Pas-de-Calais)<sup>2</sup>, « il s'en est bu infinité davantage qu'avant la Révolution ; le goût pour cette liqueur s'est propagé au point qu'il a gagné notre municipalité, qui n'en buvait pas avant cette époque. » Rien d'étonnant à cette progression : le prix a été fort inopportunément abaissé en Artois de 4 livres 4 sols à 3 livres dans les villes, de 3 livres à 2 livres 10 sols dans les campagnes, et surtout la contrebande se fait partout publiquement, ouvertement, au point que les fermiers, quoique forcés d'acheter plus cher parce qu'une hausse considérable s'est produite dans les pays de production, sont forcés de baisser encore leurs prix de vente pour ne pas voir leurs cantines entièrement désertées, et de subir une grosse perte pour n'en pas éprouver une plus grosse encore. De même en Bretagne : là, les troubles des États de 1788-1789 ayant empêché le renouvellement du bail des devoirs, ceux-ci ont été

1. « Les assemblées d'électeurs et primaires », écrit en décembre 1790 le directeur des devoirs de Quimper, « ont occasionné une consommation extraordinaire que je n'ai pu prévoir » (D VI 29).

2. D VI 47.

mis en régie : on a en même temps mis un terme à la longue injustice qui faisait vendre 4 ou 4 livres 10 sols au commun peuple le pot d'eau-de-vie vendu 50 sols à la noblesse, au clergé, à la haute bourgeoisie et autres *provisionnaires*<sup>1</sup> ; mais cet abaissement des droits sur la consommation populaire est en lui-même fâcheux, et on n'a pas prévu, en le faisant, la hausse énorme qui va se produire sur l'eau-de-vie et forcer la régie à ne vendre que 50 sols ce qu'elle paye elle-même, au loin, au moins ce prix, plus les frais de transport, de manutention, les déchets, le coulage, etc. Impossible de cesser ce désastreux commerce : le peuple a pris goût à cette boisson, qui, mélangée d'eau, lui remplace le cidre, dont la récolte a manqué ; il ne souffre pas que les débits ne soient pas approvisionnés, et les commis, menacés de mort dans les autres provinces quand ils veulent faire leur métier, le sont en Bretagne s'ils ne le font pas ; d'ailleurs des gens avisés profitent des circonstances pour s'approvisionner à bon marché d'alcool qu'ils comptent bien revendre ensuite 4 et 5 livres. Aussi la demande est-elle abondante, exigeante, impérieuse, menaçante. « Si la populace qui nous invente et nous menace à chaque instant ne trouvait plus d'eau-de-vie », écrit le directeur de Vannes<sup>2</sup>, « nous serions assaillis dans nos maisons. » « Me voilà », écrit de son côté son collègue de Saint-Brieuc, « dénué de toutes ressources et exposé par là à la fureur du peuple déjà déchaîné contre la régie. » A la faveur de cet invraisemblable bon marché, la consommation de l'alcool fait en Bretagne des progrès considérables. Le débit, de près de 300,000 pots en moyenne, passe en 1790 à 13 ou 1,400,000<sup>3</sup>. Il est telle direction, comme celle de Paimbœuf, où la distribution d'eau-de-vie qui a été en moyenne de 573 pots pendant les huit premiers mois de 1787, 88 et 89, monte brusquement à 5,602, soit presque au décuple<sup>4</sup>. Trois pêcheurs en état d'ivresse s'étant noyés à Douarnenez, le département du Finistère prend le 5 août 1790 un arrêté interdisant dans diverses municipalités du district de Pontcroix la vente des eaux-de-vie et liqueurs fortes les dimanches et jours de fêtes et la vente d'aucune boisson pendant les offices et passé dix heures du soir, « afin de pré-

1. On appelait de ce nom ceux qui faisaient — ou qui, par leurs ressources, auraient pu faire — un approvisionnement en gros.

2. D VI 36.

3. D VI 29.

4. D VI 36.

venir les excès et maux de tout genre qui sont la suite inévitable de l'intempérance avec laquelle les marins se livrent à l'usage de l'eau-de-vie et autres liqueurs fortes<sup>1</sup> »; et le directeur du Morbihan, mieux inspiré encore, supplie instamment l'Assemblée de ne pas supprimer tout impôt sur les boissons, comme il en est question. « Le peuple », écrit-il<sup>2</sup>, « dans l'étedue de nos cinq départements, est fortement adonné au vin; en détruisant l'imposition, ce serait favoriser son penchant et alimenter la cause principale de sa misère. La diminution dans le prix des eaux-de-vie en est un exemple frappant; nous voyons journellement avec douleur l'augmentation du débit entraîner sa ruine et le détriment de sa santé. La suppression ne serait propre qu'à nourrir un penchant nuisible à l'agriculture et à l'industrie, à corrompre les mœurs et à abréger la vie des citoyens. »

Ce qui est vrai en Bretagne est vrai aussi à Paris. On boit beaucoup plus dans cette ville depuis que les barrières ont été abattues un instant, en attendant qu'elles disparaissent tout à fait, et on y boit de plus en plus d'alcool; il n'y a qu'à lire les rapports de Grivel et de Siret sur le maximum pour voir l'importance qu'ils attachent à l'approvisionnement de Paris en eau-de-vie « dont le peuple fait un si grand usage<sup>3</sup> ». Un des plus sûrs moyens de conquérir la popularité est d'abreuver copieusement le peuple, et le fameux brasseur Santerre a dû une notable partie de son action sur le faubourg Saint-Antoine au fait d'y avoir versé gratuitement des tonneaux et des tonneaux de bière. Débiteur envers le Trésor de 49,503 livres 16 sols de droits pour la bière qu'il a fabriquée en 1789-90 et les trois premiers mois de 1791<sup>4</sup>, il allègue pour sa défense contre les réclamations des liquidateurs de la ferme générale qu'il n'a pas vendu la plus grande partie de cette bière, que sa maison était ouverte à tout venant, qu'on y distribuait de la bière gratuitement, qu'il en faisait porter chez les indigents, de même qu'aux corps de garde remplis de citoyens, sans en retirer aucun

1. F<sup>7</sup> 3676<sup>1</sup>.

2. 23 octobre 1790 (D VI 41). J'ai traité plus au long ces différents points dans un article des *Feuilles d'histoire*, 1<sup>re</sup> mai 1914.

3. Rapport de Grivel, 23 nivôse an II (Caron, *Bulletin trimestriel de la Commission d'histoire économique de la Révolution*, 1907).

4. Conseil exécutif provisoire, 6 avril 1793 (Aulard, *Actes du Comité de Salut public*, t. III, p. 117). — Necker et Delessart étaient eux-mêmes intervenus précédemment en faveur de Santerre, en termes fort élogieux pour celui-ci.

argent ; « et l'on conçoit facilement comment, dans un faubourg aussi vaste et aussi peuplé que celui de Saint-Antoine et dans un temps où le travail cessait et où les corps de garde étaient nécessairement très multipliés, la consommation de la bière de Santerre a dû être très considérable ». Nous le croyons sans peine, en effet. Et Santerre obtint facilement du Conseil exécutif provisoire remise des droits dont il était débiteur.

*Les domaines et droits domaniaux.*

Mis ainsi dans l'impossibilité de profiter des circonstances favorables, le Trésor subit au contraire tout le poids de celles qui sont défavorables ; c'est ainsi, par exemple, que, de même que les traites et les aides, les domaines et droits domaniaux éprouvent une diminution considérable. A la dévastation des forêts, à la cessation des tribunaux, à la non-perception des droits seigneuriaux, s'ajoute la diminution et presque la disparition des mutations immobilières autres que les ventes de domaines nationaux, auxquelles des motifs très plausibles ont fait accorder des priviléges particuliers en fait de droits de contrôle : de sorte que cette source importante de revenus est presque entièrement tarie. Autre cause de dépérissement : les employés, pleins d'incertitude sur leur sort futur, ont en grand nombre brigué les fonctions électives dans les départements, districts et municipalités, et souvent avec succès, car ils étaient très loin de partager l'impopularité des commis des gabelles, des traites et des aides<sup>1</sup>, frappés d'ailleurs d'inéligibilité ; pour se concilier les suffrages, ils ont évité de percevoir les droits à la rigueur ; et le directeur des domaines de Rennes demandait, dans l'intérêt du Trésor, qu'eux aussi fussent déclarés inéligibles<sup>2</sup>. Les intendants, juges des contestations en fait de matières domaniales, cessent leurs fonctions dans le courant de 1790 ; les tribunaux de district qui doivent leur succéder dans cette partie de leurs attributions n'étant pas encore

1. Pas toujours, cependant. A Saint-Germain (Haute-Vienne), Vergniaud, ex-cure de Magnac, à qui il a été réclamé des droits de centième denier, fait irruption dans le bureau du contrôleur des arts et appuie des pistolets chargés sur la gorge du receveur, lequel, dans une lettre du 29 septembre (D VI 55), insiste sur la nécessité de ne pas laisser cet attentat impuni, sous peine de voir bientôt les redevables ne plus payer que ce qui leur plairait et les bureaux du contrôle devenir des théâtres de guerre et de carnage.

2. Lettre du 9 novembre 1790 (D VI 33).

constitués, cet interrègne a aussi pour conséquence une diminution sensible des produits; les contribuables ne s'acquittent pas, sachant qu'on ne peut les contraindre, et les receveurs retiennent ou divertissent les deniers; aussi le contrôleur général sollicitait-il instamment l'Assemblée de constituer, pour exercer cette juridiction, un comité contentieux provisoire dans le sein de chaque directoire de département; mais il n'obtint satisfaction que le 9 octobre 1790. Pour toutes ces raisons, le produit de la régie des domaines, encore de 15 à 16 millions par quartier en 88 et en 89, tombe à 12 pour le quartier de janvier 90, à 11 pour celui d'avril, à 5,600,000 pour celui de juillet, à 2,254,000 pour celui d'octobre<sup>1</sup>.

Partout donc c'est le même désolant spectacle : impôts directs et indirects, impôts anciens et nouveaux, impôts forcés ou volontaires, tout est pareillement entraîné à la dérive. Le revenu public est anéanti. Tous les plans de finance qu'on a discutés, tous ceux qu'on a votés sont également vains, puisque tous reposent sur l'hypothèse d'un recouvrement satisfaisant des contributions ordinaires. Dans cette immense débâcle, il ne reste plus pour l'Etat d'autre moyen de vivre que de vivre sur son capital, et c'est à quoi il va s'employer assidûment. Heureux encore s'il avait su profiter de la preuve désormais faite que la mentalité des populations n'a nullement subi la transformation immédiate annoncée par de trop complaisants prophètes, qu'elles ne sont pas plus disposées à payer sous le nouveau régime que sous l'ancien, que les ménagements dont elles sont l'objet ont pour unique conséquence de leur rendre l'abstention ou la résistance plus facile! Mais il y avait dans cette Assemblée une telle puissance d'illusion qu'en dépit de l'expérience acquise, elle allait persister dans sa confiance naïve en la bonne volonté des contribuables et organiser en conséquence le nouveau système fiscal appelé à prendre la place de celui qui, en cette année 1790, achevait de disparaître.

M. MARION.

1. AD IX 563.

## MÉLANGES ET DOCUMENTS

---

### LES RELATIONS DIPLOMATIQUES DE L'ANGLETERRE AVEC LA RUSSIE AU XVI<sup>e</sup> SIÈCLE

---

#### I.

Avec la première arrivée des Anglais en Russie en 1553 furent établies entre les deux pays non seulement des relations commerciales<sup>1</sup>, mais encore des relations diplomatiques. Richard Chancellor, pilote général de la première flotte anglaise qui ait touché les côtes septentrionales de la Russie, prit le rôle d'un ambassadeur ; sur l'invitation du tsar Ivan IV, il poussa jusqu'à Moscou, où il reçut le meilleur accueil. Ses impressions méritent d'être recueillies. Il est frappé par la quantité de « boïars » qui entourent le tsar, par la richesse de leurs habits brodés d'or. Au dîner auquel il fut convié, et qui fut servi pour deux cents personnes, présidait le tsar, vêtu d'un habit d'argent et portant successivement deux couronnes ; toute la vaisselle était en or. Au départ, Ivan le Terrible remit à Chancellor une lettre pour le roi Édouard VI, datée de février 1554<sup>2</sup>, dans laquelle il promettait liberté de commerce aux Anglais en Russie et demandait l'envoi de nouveaux ambassadeurs anglais.

Dès lors, les relations entre les deux cours se poursuivirent pendant un demi-siècle. La première lettre envoyée d'Angleterre en Russie est datée du 1<sup>er</sup> avril 1555<sup>3</sup> ; écrite par la reine Marie et le roi Phi-

1. Sur l'histoire du commerce anglais en Russie, voir W. R. Scott, *Joint-Stock companies to 1720*, t. II; I. Lubimenko, *les Marchands anglais en Russie au XVI<sup>e</sup> siècle* (*Rev. histor.*, t. CIX, 1912, p. 1-26), et, par la même, un article publié en russe sous le titre : *Istorija torgovik snochennij Rossii s Angliej*; Gerson, *The Organisation and early History of the Muscovy Company*, dans les *Studies in the history of English Commerce in the Tudor period*, Univ. of Pennsylvania, 1912.

2. G. Tolstoi, *The first forty years of intercourse between England and Russia*, n° 2. Ce livre, publié à Saint-Pétersbourg en 1875 en russe et en anglais, est une collection de documents munie d'une préface. On sait que le roi Édouard VI était mort le 6 juillet 1553.

3. *Ibid.*, n° 3.

lippe, elle priait le tsar Ivan de continuer ses bonnes grâces aux marchands anglais et de nommer des commissaires spéciaux pour entrer en pourparlers avec les ambassadeurs anglais, Chancellor, Killingworth et Grey, qui partaient la même année; ces deux derniers étaient des agents d'une Compagnie de marchands-aventuriers, qui se constitua vers cette époque pour organiser le commerce anglo-russe et qu'on trouve plus tard dans les documents, appelée « Russia Company » ou « Muscovy Company ». Ainsi des agents de la Compagnie assumaient en même temps le rôle d'ambassadeurs : le fait se répétera plus tard. La couronne anglaise se déchargeait volontiers sur les compagnies de commerce des soucis et des frais des relations diplomatiques avec les pays éloignés, ouverts au commerce britannique par l'énergie et l'initiative de ses marchands. Quant à la Russie, elle n'était aux yeux des monarques anglais qu'un vaste champ nouveau pour l'activité commerciale des Anglais, et rien de plus.

Mais les tsars pensaient bien donner à ces relations une extension plus grande, comme le prouvent les quatre-vingt-dix lettres qui furent échangées entre les deux pays au cours des cinquante années suivantes. Ivan le Terrible avait fait bon accueil aux Anglais, non seulement parce qu'il avait voulu se procurer par eux des marchandises, des armes et des artisans, mais encore parce qu'il tenait à se rapprocher des souverains anglais. Dès 1556, il envoya auprès de la reine Marie un ambassadeur russe. Le lieutenant (namestnik) de Vologda, Osip Grigorievitch Nepeia avec vingt-six Russes, accompagna à leur retour Chancellor et les autres Anglais. Malheureusement, les bateaux qui les portaient firent naufrage; Chancellor et beaucoup de ses compagnons périrent; presque toutes les marchandises furent englouties par la mer. On arriva à sauver Nepeia qui échoua en Écosse le 7 novembre avec quelques bagages que pillèrent tout de suite les Écossais. Ce n'est que le 18 février 1557 qu'il parvint à la frontière anglaise à Berwick; le 27 il était à douze milles de Londres. Par ordre du roi, des Anglais avaient été envoyés au-devant de lui jusqu'en Écosse; près de Londres, il fut reçu par quatre marchands qui apportaient de riches présents. Le jour suivant eut lieu l'entrée dans la capitale : 140 membres de la Compagnie moscovite avec leurs serviteurs lui firent escorte; le maire et les aldermen en habits écarlates le reçurent avec des cadeaux et l'accompagnèrent à un appartement richement installé.

La reine ne revint de Flandre que le 21 mars, et le 25 l'ambassadeur eut audience à Westminster. Reçu par les plus grands seigneurs du royaume, il fut conduit vers le couple royal, auquel il remit

la lettre et les cadeaux du tsar. Il prolongea son séjour pendant un mois, visita les monuments de Londres, assista à des chasses, à des banquets, à la fête de l'ordre de la Jarretière (le 23 avril). Le 29, les marchands donnèrent en son honneur un souper dans la halle des Drapiers<sup>1</sup>; le 3 mai enfin, il partit pour Gravesend où il s'embarqua, emportant une lettre des souverains anglais pour le tsar<sup>2</sup>.

La pompe de la réception faite au premier ambassadeur russe en Angleterre a frappé ses contemporains. Camden dit que jamais peut-être l'Angleterre n'avait accueilli un ambassadeur avec plus de magnificence<sup>3</sup>. Les marchands anglais avaient voulu honorer le tsar dans la personne de son ambassadeur, espérant être récompensés en priviléges commerciaux. Les souverains anglais s'étaient laissé entraîner par les membres de la Compagnie, parmi lesquels se trouvaient de grands dignitaires du royaume. Le choix de l'ambassadeur russe avait été heureux, et les Anglais, tout en se plaignant un peu de sa grande réserve, étaient unanimes à louer son bon sens et sa conduite pleine de dignité.

Nepeia revint en Russie sur le bateau *Primerose* avec quelques Anglais, parmi lesquels le célèbre explorateur Anthony Jenkinson. On parvint à l'embouchure de la Dvina le 12 juillet. L'ambassadeur russe partit tout de suite pour Moscou. Jenkinson s'occupa d'abord des affaires de la Compagnie et n'arriva dans la capitale que le 6 décembre.

Le tsar lui fit une belle réception et l'invita à dîner; à l'occasion des fêtes de Noël, sept cents invités, dont cinq cents étrangers, mangèrent pendant six heures à une table toute chargée de vaisselle d'or. Jenkinson obtint la permission de passer par la Russie en Perse; il en profita pour faire plusieurs voyages en Asie et obtenir du schah des priviléges pour la Compagnie.

Cependant, ces premières ambassades n'aménèrent aucun rapprochement suivi des deux cours, et la correspondance régulière entre les deux souverains ne s'engagea que dix ans plus tard<sup>4</sup>; cependant, les marchands anglais acquièrent peu à peu des terrains et des priviléges et la Compagnie prenait pied dans l'empire des tsars.

1. Voir le récit de la réception de l'ambassadeur chez Hakluyt, *Collection of the early voyages*, nouv. édit., t. II, p. 350-362.

2. Datée du 28 avril 1557; voir Tolstoï, *op. cit.*, n° 4; *Recueil des actes et traités d'État* (*Sobranie gosudarstvennik gramot i dogovorov*), n° 113; *Cal. State papers Foreign, 1553-1558*, p. 300.

3. Camden, *Annals of Elizabeth*, édit. de 1719, t. II, p. 354.

4. Pour l'époque de 1557 à 1566, deux lettres seulement nous sont parvenues, adressées toutes deux par Élisabeth à Ivan : elles sont du 25 avril 1561 et du 23 juin 1564; Tolstoï, n° 5 et 6.

La seconde ambassade russe en Angleterre date de 1567; le 10 avril, le tsar, écrivant à la reine Elisabeth, l'informait qu'il envoyait auprès d'elle deux marchands russes, Stefan Tverdikov et Fedor Pogorelov, avec leurs compagnons, pour acheter en Angleterre des pierres précieuses; il lui demandait de les protéger et de les libérer de toutes taxes sur les marchandises acquises<sup>1</sup>. On n'a malheureusement pas de renseignements sur l'activité de ces marchands russes en Angleterre, mais il est permis de supposer qu'ils poursuivaient un autre but que celui qui est indiqué dans la lettre. Ivan le Terrible cherchait en effet à se rapprocher de l'Angleterre. Jenkinson, rentré d'un nouveau voyage en Perse, est reçu à Moscou avec grand empressement; de nouveaux priviléges demandés par lui pour les marchands sont accordés sans délai. En outre, le tsar lui annonce son intention de l'envoyer en Angleterre pour traiter d'affaires importantes. La situation du Terrible est à ce moment très difficile; il cherche les moyens de se protéger contre des trahisons qu'il soupçonne, de se rendre fort contre les haines qu'il a provoquées; il accumule des trésors et fait provision de pierres précieuses; il demande à la reine des architectes pour construire des forteresses, des médecins et des apothicaires pour veiller sur sa santé<sup>2</sup>. En même temps, il cherche à l'étranger un allié sûr contre ses ennemis extérieurs et un ferme soutien contre ceux du dedans. Il est frappé de l'activité des marchands anglais; il devine la grandeur et la force de l'Angleterre, et tout naturellement l'idée de s'allier avec Élisabeth se présente à son esprit.

Il élabora par suite un projet d'alliance étroite entre les deux pays et charge Jenkinson de le soumettre à la reine. L'ambassadeur expliquera que le tsar désire qu' « un amour et une amitié perpétuels » l'unissent à elle, que la Russie et l'Angleterre se lient de manière à ce que tout ennemi de l'une soit aussi ennemi de l'autre. Comme le roi de Pologne s'est montré hostile à la Russie, le tsar demande à la reine d'épouser ses justes griefs, de lui prêter aide contre la Pologne, d'interdire à ses sujets le commerce avec les Polonois. Il prie aussi Élisabeth de laisser partir pour la Russie des artisans capables de construire des bateaux et de permettre l'importation en son royaume d'approvisionnements de guerre de tout genre. Enfin les deux souverains jureront que, si un malheur arrive à l'un d'entre eux, il trouvera asile dans le royaume de l'autre. L'accord doit être tenu secret. Le tsar promet d'avance de se soumettre

1. Tolstoi, n° 10; cette ambassade est mentionnée dans une lettre de Henri Lane à Richard Hakluyt; Hakluyt, nouv. édit., t. III, p. 98-100.

2. Tolstoi, n° 11.

à toute nouvelle condition qu'exigera la reine; il attend la réponse pour le jour de saint Pierre (29 juin)<sup>1</sup>.

En apprenant par Jenkinson ces projets du tsar, Élisabeth dut éprouver une vive contrariété. L'initiative du Terrible la mettait dans une position difficile, car il fallait à tout prix sauvegarder les intérêts des marchands anglais, sans se compromettre dans une alliance avec un souverain qui était à ce moment en hostilité avec l'empereur et les rois de Pologne et de Suède. Peut-être en voulut-elle à Jenkinson de n'avoir pas su arrêter à temps les explosions d'amitié du tsar. Elle décida de ne pas se presser. Laissant passer le délai indiqué, elle choisit, une année plus tard, en juin 1568, comme ambassadeur, Thomas Randolph, auquel furent données des instructions détaillées et fort curieuses<sup>2</sup>. Burghley traça de sa main sur ce document ces mots significatifs : « L'alliance est nécessaire à l'Angleterre seulement au point de vue commercial, et c'est la principale raison pourquoi on vous envoie en Russie. » L'ambassadeur devait s'employer à y raffermir le commerce anglais, en tâchant d'esquiver l'alliance politique. Si le tsar le pressait à ce sujet, il devait répondre que Jenkinson avait bien fait part à la reine du désir de garantie réciproque qu'avait exprimé le tsar; mais Élisabeth avait cru à un malentendu; car d'une part elle n'avait aucune raison de rien craindre de ses sujets et, d'autre part, elle avait entendu vanter la puissance et la sagesse du tsar qui ne pouvait courir aucun péril dans son pays. Si cependant une pareille éventualité se présentait, elle était toute prête à le recevoir amicalement en Angleterre.

Comme on le voit, Randolph avait à remplir une mission difficile; on pouvait prévoir que le tsar, qui attendait avec impatience la réponse de la reine, ne se laisserait pas payer de mots. En outre, le tsar, soupçonnant les raisons du peu d'empressement de la reine, se montra mal disposé. Aussi n'est-il pas surprenant que Randolph eût à subir de grands ennuis<sup>3</sup>. Arrivé le 16 octobre 1568, il demeura

1. Tolstoi, n° 12, écrit en septembre, apporté en novembre 1567; voir aussi *Nero*, B. XI, fol. 333 : « A message from the Emperor of Russia to Queen Elizabeth delivered by Anth. Jenkinson, requiring her to joint him against the Poles. »

2. Tolstoi, n° 15 : « Copy of Instructions for M<sup>r</sup> Randolph sent into Moskovia, 26 Junii 1568. »

3. *Lansd.*, 10, fol. 130 : « The greate causes of offence given to the English Ambassador Thomas Randolph from the Queenes Ma<sup>re</sup> to th' emperor of Russia the tyme of his being there in the yere 1568 »; voir aussi *Lansd.*, 111 : « An imperfect letter from T. Randolph to the Lord Treasurer at the time of his embassy to Russia for maintaining of the English commerce, with some strong expressions of his dislike to that country. »

prisonnier dans la maison qu'on lui avait assignée comme résidence. Les « interlopers » anglais, qui voulaient nuire à la Compagnie, en profitèrent pour calomnier l'ambassadeur<sup>1</sup>.

Bon diplomate, Randolph sut vaincre toutes les difficultés. Reçu enfin officiellement au palais le 19 février 1569, il remarqua jusqu'à trois cents nobles assis le long des murs, en riches habits de parade et ne répondant point à ses saluts; mais il eut tôt fait de gagner la confiance du tsar, au point d'être invité à une audience secrète; elle eut lieu la nuit dans le palais, d'où il ne sortit qu'à l'aube<sup>2</sup>. Randolph se montre dans ses mémoires d'une grande discrétion et ne donne pas de détails sur sa conversation avec Ivan. Il faut constater cependant qu'il réussit à modifier complètement les sentiments du tsar à l'égard des Anglais. Il obtint un nouveau privilège pour les marchands, sans aucun doute le plus favorable de ceux qui leur furent donnés au XVI<sup>e</sup> siècle.

Pour arriver à ce but, il avait fait espérer que le plan de l'alliance pourrait aboutir; il s'était engagé à prendre avec lui en s'embarquant deux ambassadeurs russes, Sovine et Savostianov<sup>3</sup>, chargés de porter en Angleterre un acte que la reine devait signer sans y apporter aucune modification. Ce document ne nous est pas parvenu, mais nous pouvons nous en former une idée assez exacte par un document anglais. Les demandes du tsar furent soumises à une commission de lords-conseillers, nommés pour établir de concert avec Sovine les bases d'un traité d'alliance. La Commission travailla de juin 1569 à 1570, et de ses délibérations sortit un texte qui nous a été conservé<sup>4</sup>. Il contient une partie politique et une partie

1. *Lansd.*, 11, fol. 50-58 : « The copies of two of my Lord's [Randolph] letters, the one sent to the Emperor, the other to the counsell, the 7 May 1569. » Sur les intrigues des « interlopers », voir aussi *Nero*, B. XI, fol. 333, lettre écrite de Vologda, le 5 juin 1569, par Thomas Bannester et Ducket, agents de la Compagnie.

2. Sur l'ambassade de Randolph, voir la description dans *Hakluyt*, nouv. édit., t. III, p. 102-108; aussi *Tanner*, 50, fol. 146, supplication adressée par l'ambassadeur au tsar, et *Lansd.*, 11, fol. 93, lettre du 26 avril 1569 de William Garrard et William Chester, gouverneur de la Compagnie, à Randolph.

3. Tolstoi, n° 19 : lettre du tsar du 20 juin 1569 annonçant à Élisabeth l'envoi des ambassadeurs; *Ibid.*, n° 20, autre lettre du tsar de la même date, traitant des questions commerciales. Voir aussi *Tanner*, 50, fol. 140 : « The Embassage of th'Emperours Mag[es]tie John Basillewich of Russia, to the Quenes Mag[es]tie of Englaunde, by his highnes Embassador and gentleman alwaies in presence Andrewe Gregoriwich Sovyn, and Secretarie Symon Sebastian »; ancienne traduction anglaise d'un document russe dont l'original ne semble pas s'être conservé.

4. *Recueil des actes et traités d'État (Sobranie gosudarstvennik gramot i dogovorov)*, t. V, n° 135, traduction russe de la « Lettre des conseillers

commerciale<sup>1</sup>. La reine admettait qu'une amitié perpétuelle unit les deux pays (§ 1), que l'alliance fût offensive et défensive (§ 2) et que l'allié ne prêtât jamais aide à aucun ennemi de l'autre partie (§ 4); mais elle demandait qu'en cas d'hostilité avec une troisième puissance l'allié eût le droit de ne pas rompre avec cette puissance avant de l'avoir exhortée à la paix. Elle consentait à ce que l'allié prêtât aide en cas de nécessité, envoyant des soldats, des armes et de l'argent (§ 3), mais elle fit cette restriction que cette aide dépendrait de l'état financier et politique du royaume. Elle permettait aux artisans anglais d'entrer au service du tsar pour relever l'état militaire de la Russie (§ 5), mais à condition qu'ils ne fussent pas retenus en Angleterre par des travaux urgents. Les autres paragraphes traitaient de questions commerciales.

Tout ce travail fut vain, car Sovine avait ordre exprès d'obliger la reine à recopier simplement en son nom les demandes du tsar, sans y apporter aucune modification, chacun des souverains devant mettre sa signature au bout de deux documents identiques. Il ne put donc admettre aucun changement. Une année s'écoula sans apporter de résultats satisfaisants. Au printemps de 1570, fatigué de ces retards, l'ambassadeur se décida à repartir<sup>2</sup>.

Élisabeth n'avait pas accepté les conditions du tsar. Comptait-elle qu'il se montrerait moins exigeant? Espérait-elle en secret que l'alliance politique entre les deux pays resterait un beau rêve du tsar? La seconde hypothèse semble plus probable. En tout cas, elle ne fit rien pour se rapprocher de lui; Sovine fut renvoyé seul avec deux lettres, datées du 18 mai : l'une contenait des promesses vagues au sujet de l'alliance<sup>3</sup>; l'autre, secrète, signée par dix conseillers d'Élisabeth, promettait au tsar de le recevoir honorablement en cas de besoin avec toute sa famille et sa suite en Angleterre, où il pourrait vivre à ses frais personnels, en conservant sa religion, tout le temps qui lui paraîtrait nécessaire<sup>4</sup>.

Ce fut en Russie une explosion de colère. Furieux de ces restric-

anglais écrite en réponse à la proposition faite par l'ambassade russe au sujet d'une alliance entre la Russie et l'Angleterre ».

1. Tolstoi, n° 21 : « Articles agreead uppon (on her Maiesties part) on the part of the right high, right mighty and right excellent princesse Elizabeth by the grace of God Q. of England, etc..., for a League of Amitie betweene her Highnes and the (great Duke of Muscovia) right high, right excellent, right mightie prince John Basiliwich K. and great Duke of all Russia, etc..., her dearester brother and cousin. »

2. Tolstoi, n° 22 et 23.

3. Tolstoi, n° 25 ; c'est la première lettre de la reine écrite en anglais et non en latin.

4. *Ibid.*, n° 26, donnée à Hampton-Court.

tions humiliantes, indigné de la longue attente à laquelle on l'avait astreint, Ivan s'en prit aux marchands anglais; il leur enleva d'un coup tous leurs priviléges et confisqua leurs marchandises. Peu de temps après, il écrivit à Élisabeth une lettre d'insultes<sup>1</sup>; elle fut apportée en Angleterre par le serviteur de la Compagnie, Daniel Sylvester, qui avait été employé comme traducteur auprès de Sovine :

Nous supposons, écrit le tsar, que tu étais la reine de ton royaume et que tu y défendais toi-même ton honneur royal, et c'est pourquoi nous voulions conclure avec toi de telles affaires; mais d'autres personnages, ou plutôt des moujiks-commerçants gouvernent dans tes États et ne se soucient ni de notre honneur, ni des intérêts de nos terres, mais seulement de profits commerciaux, tandis que tu y règnes en vraie fille!... Nous avons donc mis de côté ces affaires...; quant à la charte commerciale que nous t'avons envoyée, renvoie-la, car en tout cas nous n'en tiendrons plus aucun compte, non plus que de toutes les chartes précédentes.

Dans ces paroles du tsar, on devine le mépris de l'homme pour la femme qui prétend régner, du monarque absolu pour la souveraine dont la liberté est limitée par des conseillers, par un parlement. Il faut remarquer qu'à maintes reprises Élisabeth s'était retranchée dans ses lettres derrière la volonté de son peuple; en 1568, elle avait fait au tsar toute une leçon de parlementarisme, et l'on sait pourtant le rôle effacé du parlement anglais à cette époque; malgré tout, il y avait une différence considérable entre l'absolutisme anglais et le despotisme moscovite.

Élisabeth fit d'abord mine de ne rien comprendre à cette colère du tsar; dans une lettre du 24 janvier 1571<sup>2</sup>, elle disait à Ivan que des rumeurs étaient parvenues de Russie concernant le retrait des priviléges et la saisie des marchandises anglaises; mettant ce malentendu sur le compte des intrigues des « interlopers », elle l'assurait que les ambassadeurs russes avaient été toujours reçus en Angleterre avec beaucoup d'égards et exprimait dans les termes les plus chaleureux son amitié pour lui. Cependant, à la réception de la lettre blessante du tsar, elle répondit par une réplique pleine de dignité<sup>3</sup> :

Notre ambassadeur (Jenkinson) vous racontera que notre royaume n'est pas gouverné et que nos affaires ne sont pas traitées par des

1. Tolstoï, n° 28, 24 octobre 1570.

2. Archives de l'Académie des sciences à Saint-Pétersbourg, *Manuscrits de Hamel* (copies prises il y a cinquante ans dans les archives anglaises), t. 33, 3663.

3. Lettre du 2 juin 1571 qui ne s'est malheureusement conservée qu'en fragment.

marchands, mais que nous nous en occupons nous-même, comme il convient à une demoiselle et à une reine placée sur le trône par Dieu tout-puissant, et qu'aucun monarque n'est plus obéi par son peuple que nous.

En août 1571, le tsar écrivit de nouveau à la reine<sup>1</sup>; sur un ton assez désagréable, il se plaignait de la conduite des marchands anglais et lui expliquait que leur disgrâce avait pour cause la mauvaise volonté avec laquelle avait été reçu en Angleterre sa demande d'alliance. Si la reine voulait que les affaires commerciales s'arrangessent, elle n'avait qu'à envoyer Jenkinson pour traiter des questions politiques.

Ce dernier se trouvait déjà en ce moment à Kholmogory. Comme Randolph en 1568, il se ressentit de la disgrâce dans laquelle étaient tombés ses compatriotes; tandis que les marchands se plaignaient à lui des injustices dont ils étaient les victimes, il éprouva mille tracasseries et attendit longtemps une audience du tsar. Ivan était occupé à cette époque à couper les têtes de ses boyars, soupçonnés de trahison; on dit qu'il avait déclaré que Jenkinson lui-même serait décapité s'il avait l'audace de reparaitre en Russie. La menace ne fut pas exécutée. Reçu par le tsar à Alexandrov, où le monarque s'était retiré, il y trouva un accueil gracieux; mais Ivan lui annonça que le temps de traiter l'affaire secrète entre l'Angleterre et la Russie était passé<sup>2</sup>.

On ignore la raison de cette volte-face subite; le supplice des grands boyars avait sans doute tranquillisé le tsar. Dès lors, il croyait inutile de reprendre la question d'un asile en pays étranger et il affichait tout son dédain pour une alliance qu'on lui avait trop longtemps refusée.

Cette méchante humeur ne dura pas, et nous le verrons deux ans après revenir à la charge. Dans son esprit obstiné, le rapprochement avec l'Angleterre devenait peu à peu une obsession, une idée fixe, à laquelle, avec l'âge, il s'abandonna de plus en plus. Pour le moment, il rendit aux Anglais leurs priviléges commerciaux. Dans une lettre du 20 octobre 1572<sup>3</sup>, Élisabeth constatait que le tsar avait tant fait pour ses sujets qu'il ne lui restait plus rien à désirer. Le

1. Tolstoï, n° 32.

2. Voir la lettre du tsar à la reine de mai 1572, Tolstoï, n° 35; Hamel, *les Anglais en Russie (Anglîchane v Rossii)*, p. 107, la date du 14 mai.

3. *Mss. de Hamel*, t. 33, 3676 : « Attulit nobis Antonius Jenkinson, Legatus noster, plenas humanitatis et benevolentiae literas a S<sup>ta</sup> V<sup>ra</sup> Majestate Calendas Maij ad nos datas; quibus postulatis nostris omnibus ita responsum est ut nihil uberior fieri potuerit, nec in amicitia honorificentius... »

15 avril 1573, Ivan annonçait à la reine que la Compagnie anglaise jouissait à présent d'une liberté complète et que ses concurrents, les « interlopers », avaient été bannis de Russie<sup>1</sup>. Déjà, l'année précédente, quand Jenkinson avait demandé au tsar de lui donner le nom des Anglais dont les intrigues avaient failli brouiller les deux pays, Ivan avait répondu : « Tu ne le sauras pas, car je leur ai pardonné, et que serait mon pardon de tsar, si je permettais à ta reine de les châtier ? »

En 1573, surgit une nouvelle raison de mécontentement contre les Anglais : dans l'armée suédoise qui faisait la guerre contre la Russie, on avait signalé des Anglais. La reine s'en excusa le 26 juillet, en assurant que c'étaient des Écossais, sur lesquels elle n'avait aucun pouvoir<sup>2</sup>.

Après le départ de Jenkinson en 1572, les pourparlers avec le tsar avaient été confiés à Daniel Sylvester. Du reste, c'était la reine surtout qui écrivait ; le tsar, ayant renoncé aux projets d'alliance, se souciait médiocrement de débattre des questions commerciales<sup>3</sup>.

En 1574, les projets de rapprochement politique entre les deux pays reprirent. En automne, Sylvester remit à Élisabeth une lettre du 20 août dans laquelle le tsar, revenant sur ses griefs de 1570, lui reprochait d'un ton aigu d'avoir sacrifié à des intérêts commerciaux l'entente politique, revenait sur l'accusation portée contre les Anglais, affirmant qu'ils avaient aidé la Suède, et demandait que la reine lui envoyât des armes et des approvisionnements de guerre : du cuivre, du plomb et de la chaux<sup>4</sup>. En même temps, Sylvester expliqua que le tsar se considérait comme offensé par les difficultés que la reine avait faites à la conclusion de l'alliance<sup>5</sup>.

Les marchands anglais se préoccupaient des moyens d'établir une ferme amitié entre les deux pays. Michel Lok, un des agents de la Compagnie, écrivit un projet intitulé : *Certaines notes faites par moi, Michel Lok, le 8 mai 1575, à Londres, touchant le bénéfice que peut retirer l'Angleterre du trafic des marchands anglais en Russie à l'aide d'une amitié ferme entre les deux*

1. Cette lettre ne semble pas s'être conservée. Hamel la mentionne dans son livre, *op. cit.*, p. 108.

2. *Mss. de Hamel*, t. 33, 3683.

3. La collection de Tolstoï comporte une lacune de plus de deux ans entre mai 1572 et août 1574 ; mais dans les *Mss. de Hamel* nous trouvons des copies de lettres d'Élisabeth à Ivan qui comblient cette lacune ; l'une, que nous venons de citer, du 20 octobre 1572, t. 33, 3676, et l'autre du 26 juillet 1573, t. 33, 3683.

4. Tolstoï, n° 36, 20 août 1574.

5. *Ibid.*, n° 37.

princes<sup>1</sup>. Après avoir énuméré ces profits commerciaux, il revient sur la personne même du tsar : d'après les récits de ceux qui ont été en Moscovie, Ivan le Terrible est le plus riche des souverains. Lorsqu'il voulait emporter son trésor, il chargeait 4,000 voitures avec le contenu d'un de ses palais, et il en a encore quatre autres. C'est un tsar conquérant sur lequel on peut compter. Il est naturel qu'il cherche à s'allier avec l'Angleterre, car il espère que, si après sa mort des troubles surviennent dans son pays, ses enfants pourraient trouver dans l'île un asile sûr. Il serait en tout cas un allié appréciable contre la Suède et le Danemark.

Mais la reine n'était pas de l'avis de ses marchands. Dans une longue lettre qu'elle écrivait au tsar à la même époque<sup>2</sup>, elle parlait de tous les malentendus commerciaux entre les deux pays et évitait soigneusement de répondre aux allusions blessantes du tsar du 20 août 1574, pour ne pas avoir à parler de l'alliance. Lorsqu'en mai 1575 Sylvester repartit pour la Russie, il reçut comme instruction<sup>3</sup> d'éviter à tout prix de remettre sur le tapis la question de l'alliance. Élisabeth ne pouvait songer à demander asile en Russie. Si les Anglais apprenaient que leur reine avait pu seulement les soupçonner d'infidélité, ils en éprouveraient un grand et juste mécontentement qui mettrait en danger son pouvoir. Elle ne doutait pas que son « cher frère » se garderait de la soumettre à une telle éventualité<sup>4</sup>.

Le tsar donna audience à Sylvester à diverses reprises ; à Moscou, le 29 novembre 1575, il lui manifesta son mécontentement de ce que la reine n'avait pas voulu conclure l'alliance ; il lui expliqua que ses appréhensions avaient été justifiées par la mauvaise conduite de ses sujets qui l'avaient forcé à remettre le pouvoir en d'autres mains<sup>5</sup>. A cette époque, en effet, Ivan le Terrible avait imaginé d'asseoir sur le trône de la Russie un prince tartare, Siméon Bekboulatovitch, personnage tout à fait insignifiant. Il est difficile d'expliquer comment cette fantaisie s'était formée dans l'esprit du tsar, et les historiens russes n'ont jamais pu se mettre d'accord sur les raisons de cette comédie qui ne dura que peu de temps et n'eut aucune influence

1. *Mss. de Hamel*, t. 33, 3692-3695 : « Certayn notes made by me Michael Lock the 8 Mai 1575 in London touching the benefit that may growe to England by the traffique of English marchants into Russia through a firme amity betweyn both the Princes. » Cet ouvrage n'est point mentionné dans le *Dict. nat. biogr.*

2. *Mss. de Hamel*, t. 33, 3701-3703, 9 mai 1575.

3. *Ibid.*, 3690, 10 mai 1575.

4. Tolstoi, n° 38, mai 1575.

5. *Ibid.*, n° 39 : « A note of speeche that th' emperor of Russia used unto me, Daniel Silvester, in his cithye Musco and howse of Oprisheno the 29 November 1575. »

sur le sort de la Russie. Le tsar lui-même ne l'avait jamais prise au sérieux. Dans une nouvelle entrevue avec Sylvester, le 29 janvier 1576, il lui explique que son abdication n'est pas définitive, que Siméon n'a pas été élu par le peuple, que lui, tsar, conserve la disposition de tout son trésor. Il se plaint amèrement de la reine : la conduite d'Élisabeth à son égard manque de franchise ; elle ne songe qu'aux intérêts de ses marchands ; elle le blesse par une fierté outrée, en se refusant à craindre pour elle des dangers auxquels lui est obligé de se reconnaître exposé. « Si notre sœur », dit-il, « s'était conduite envers nous dans ces affaires aussi amicalement que nous avions le droit de l'espérer, tout notre pays aurait été à son service, aussi bien que l'Angleterre ; elle aurait pu en faire venir tout objet aussi facilement que de son propre trésor, et tout notre empire aurait été sous ses ordres, comme il est, malgré tout, sous le commandement de ses marchands. » Il menace d'enlever à ces derniers leurs priviléges et de les donner aux Allemands et aux Vénitiens, car il est en train de conclure une alliance avec Maximilien II et se passera bien de l'amitié d'Élisabeth ; il consent toutefois à attendre la réponse définitive de la reine<sup>1</sup>.

A peine rentré en Angleterre, Sylvester dut aussitôt repartir pour la Russie, porteur de nouvelles lettres. Un accident tragique mit pour cette fois fin aux pourparlers. Arrivé à Kholmogory, l'ambassadeur se préparait à l'audience du tsar. Il essayait une robe de satin jaune qu'il devait porter lors de l'entrevue lorsqu'un coup de foudre le tua net en mettant le feu à sa maison ; la cassette qui contenait les papiers de l'ambassade et tous les cadeaux fut brûlée. En apprenant cette nouvelle, le tsar crut y voir un signe de Dieu. « Que la volonté divine s'accomplisse ! » s'écria-t-il, et il rompit les négociations.

## II.

Plusieurs années s'écoulèrent sans que la Russie fit de nouveaux efforts pour se rapprocher de l'Angleterre. Engagé dans des guerres avec la Suède et la Pologne, Ivan perdait peu à peu des territoires en Livonie. Enfin, sentant le besoin pressant de munitions de guerre, il résolut en 1580 de se servir d'un Anglais se trouvant alors en Russie, Jérôme Horsey<sup>2</sup>, et de l'envoyer « à travers les montagnes » vers Élisabeth. Le voyage était périlleux, car il fallait passer par les pays ennemis. La lettre à la reine fut cachée dans le double fond

1. Tolstoï, n° 40.

2. Voir sa biographie dans *Dict. nat. biogr.*

d'une bouteille plate à alcool, et celle-ci fut dissimulée dans la crinière du cheval. Horsey parvint en Angleterre, non sans avoir été arrêté à plusieurs reprises. Il présenta la lettre du tsar à Élisabeth qui fut frappée par l'odeur d'alcool qu'elle exhalait et lui en demanda la cause. Horsey en profita pour raconter à sa souveraine toutes les péripéties de son voyage. Il fut loué pour son courage et s'acquitta avec succès de sa commission. Au printemps suivant (1581), il revenait en Russie avec treize bateaux chargés des munitions demandées.

Dès lors, les relations reprirent entre les deux cours. Pendant les trois dernières années du règne du tsar, furent remises sur le tapis toutes les principales questions diplomatiques. En mai 1582, Ivan le Terrible décida d'envoyer auprès d'Élisabeth deux ambassadeurs, Feodor Pisemsky et Epifan Neoudatcha<sup>1</sup>. L'histoire détaillée de cette intéressante ambassade est parvenue jusqu'à nous<sup>2</sup>. Les ambassadeurs avaient une double mission à remplir : d'une part, ils devaient insister pour obtenir un traité d'alliance identique à celui qui avait été projeté à l'époque de Sovine ; d'autre part, Pisemsky était chargé d'entretenir secrètement la reine et ses plus intimes conseillers d'un mariage que le tsar voulait contracter avec une parente de la reine, Marie Hastings. Le bruit courut même en Russie qu'Ivan le Terrible avait le dessein d'épouser Élisabeth, et les historiens russes s'en sont longtemps faits les échos.

Les ambassadeurs, accompagnés d'une flotte de dix bateaux anglais et de quinze bateaux allemands, partirent le 11 août ; craignant une tempête, ils débarquèrent au port qui se trouva le plus proche, à Scarborough, le 16 septembre. Avec le chevalier Carlisle et quelques Anglais, ils passèrent en voiture par Hull, York, Doncaster, Nottingham et Harborough ; ils arrivèrent le 26 à Saint-Albans où ils furent reçus par les marchands anglais, venus de Londres à leur rencontre. Ceux-ci leur apprirent que par crainte d'une épidémie la reine s'était retirée à Windsor et avait choisi pour leur résidence Tottenham High Cross. Ils y restèrent pendant plusieurs semaines, recevant de temps à autre la visite de différents envoyés de la reine qui venaient s'enquérir de leur santé et de leurs besoins. Mais, malgré tous leurs efforts, leur réception était remise. Élisabeth prétextait qu'à Windsor elle vivait très modestement, ayant donné congé à la plupart de ses conseillers. Cependant les Russes apprenaient qu'elle y avait reçu l'ambassadeur du roi de Pologne.

C'est seulement le 14 novembre, c'est-à-dire six semaines après

1. Tolstoï, n° 41 et 42.

2. Le manuscrit de ce récit est à Moscou, dans les archives du ministère des Affaires étrangères, *Livres anglais*, n° 1 ; il a été publié dans le *Recueil de la Soc. hist. (Sbornik istoricheskago obchestva)*, t. XXXVIII, p. 1-70.

leur arrivée, que l'audience leur fut enfin accordée. Accompagnés par les marchands anglais, l'alderman Barne en tête, et par plusieurs personnages éminents, parmi lesquels Thomas Randolph, l'ancien ambassadeur anglais en Russie, ils arrivèrent au palais en carrosse. Élisabeth les reçut très amicalement, leur donna sa main à baiser, les assura de son amitié particulière pour le tsar, s'informa de la santé d'Ivan et de ses fils et reçut leurs lettres. Mais elle leur expliqua que ses conseillers n'avaient pas le temps de s'occuper immédiatement de l'alliance et promit de leur donner bientôt une nouvelle audience. Le 18 décembre, eut lieu à Greenwich une entrevue d'affaires entre les ambassadeurs russes et quatre conseillers anglais, les comtes de Leicester et de Huntingdon, Christophe Hatton et Francis Walsingham. Les deux ambassadeurs insistèrent pour que toute la suite des conseillers, qui comprenait jusqu'à soixante personnes, fût éloignée, puis, ayant reçu satisfaction, ils expliquèrent que leur souverain, ayant pour ennemis le roi de Pologne, l'empereur et le pape, désirait conclure une alliance avec la reine; les deux alliés devaient avoir amis et ennemis communs, s'entr'aider par des troupes et des armes; la reine permettrait l'importation en Moscovie de munitions de guerre et d'artisans habiles.

Un mois se passa sans réponse; le 20 janvier 1583, les ambassadeurs furent enfin mandés auprès de la reine à Richmond. Elle eut alors une conversation particulière d'une heure avec Pisemsky. Celui-ci lui exprima le désir du tsar de demander en mariage sa nièce, Marie Hastings, et lui demanda la permission de voir la jeune fille et d'obtenir un portrait d'elle pour Ivan. La reine fit des objections; elle doutait que la fiancée, qui n'était pas jolie et qui était de faible santé, pût plaire au tsar. Elle s'informa néanmoins des conditions du mariage, peut-être pour trouver de nouvelles raisons de refus. L'ambassadeur expliqua que la fiancée et les demoiselles anglaises qui la suivraient devraient embrasser la religion orthodoxe, que les enfants à naître de cette union ne régneraient sans doute pas: les fils seraient pourvus de riches patrimoines et les filles mariées à des souverains étrangers. On oubliait l'objection principale à un tel projet: Ivan était marié en septièmes noces et sa femme venait de lui donner un fils. La cour anglaise ne le savait pas; mais l'eût-elle su, la fille de Henri VIII et d'Anne Boleyn eût évité de discuter sur la légalité de pareils mariages. Quant à la question de l'alliance, la reine promit de s'en occuper avec ses conseillers. En mars, un projet anglais fut soumis aux ambassadeurs<sup>1</sup>; mais ils le retournèrent avec indignation, le

1. *Recueil de la Soc. hist.*, t. XXXVIII, p. 46-47.

trouvant tout à fait insuffisant. Le 23 avril, la reine reçut une troisième fois les ambassadeurs à Greenwich, mais il y eut un simple dîner de parade à l'occasion de la fête de saint Georges.

Cependant le temps pressait, tout l'hiver s'était écoulé, le printemps était arrivé et rien n'avait été décidé<sup>1</sup>. On s'arrêta comme toujours à un compromis. Le 17 mai, Pisemsky fut admis à voir Marie Hastings à Londres. Son impression fut plutôt favorable; il la décrit comme une jeune fille grande, mince, blanche de peau, avec des yeux gris, des cheveux châtais, un nez droit, des doigts longs et effilés. On lui donna son portrait pour l'auguste fiancé. Le 26 mai, eut lieu la dernière audience des ambassadeurs à Greenwich. Élisabeth les assura qu'elle était prête à soutenir le tsar contre ses ennemis et à lui envoyer des munitions et des artisans; lorsqu'ils lui demandèrent de rédiger un traité d'alliance comme l'exigeait le tsar, elle s'esquiva, prétextant qu'elle envoyait avec eux un ambassadeur spécial avec pouvoir de traiter directement. Cependant, recevant encore une fois Pisemsky en particulier, elle le pria d'assurer son cher frère le tsar qu'elle était liée à lui par une amitié inaltérable et qu'il pouvait compter sur elle en toute chose; l'opposition de ses conseillers même ne saurait avoir d'influence sur elle, car elle était décidée à faire, non ce que lui dictaient ses conseillers, mais ce que lui demandait son cher frère<sup>2</sup>.

Le nouvel ambassadeur anglais qui devait partir avec les ambassadeurs russes était Jérôme Bowes, chevalier. On a souvent insisté sur le mauvais choix fait par Élisabeth: Bowes manquait des qualités sérieuses dont avaient fait preuve Jenkinson et Randolph; et il semble que l'une des raisons pour lesquelles il avait été choisi était sa triste situation financière; on voulait lui donner l'occasion de gagner quelque argent en Russie. Pisemsky avait été renvoyé avec des promesses dérisoires et des lettres au tsar tout à fait insignifiantes<sup>3</sup>. On lui avait assuré que Bowes avait été instruit de manière à mener à bien les questions du traité et du mariage; mais les instructions données à celui-ci à la veille de son départ<sup>4</sup> nous montrent qu'il n'avait pas reçu de pouvoirs définitifs, qu'il devait s'en référer, au contraire, en toute chose aux réponses insuffisantes données aux ambassadeurs russes. D'autre part, il devait régler avec le tsar au profit des mar-

1. Tolstoï, n° 43, mai 1582 : « A memorial for her majesty touching the amity and trade with Russia », et n° 44, mai 1582 : « Articles and answers for the league betweene Heir Ma<sup>ie</sup> and the greate Duke of Muscovie. »

2. *Recueil de la Soc. hist.*, t. XXXVIII, p. 70.

3. Lettres du 13 juin 1583, *Recueil de la Soc. hist.*, t. XXXVIII, p. 1 et p. 13.

4. Tolstoï, n° 45, 46, 47, 48 et 49; Hakluyt, nouv. édit., p. 308-311.

chands anglais maints litiges commerciaux. Dans ces conditions, une conduite franche ou même simplement honorable n'était pas possible et le caractère du nouvel ambassadeur était en conformité avec sa mission : arrogant et querelleur, d'une audace à toute épreuve, on le verra se refuser nettement à certaines avances, leurrer le tsar par des promesses mensongères, et par toute sa conduite impertinente en imposer au tyran moscovite.

Il arriva à Moscou le 15 octobre 1583. Trois jours après, vint auprès de lui un envoyé du tsar pour le prévenir qu'à la prochaine audience il n'eût pas à parler des « affaires secrètes ». Il fut reçu au palais le 24 octobre, ce qui prouve déjà combien le tsar avait hâte de commencer les pourparlers, car il était de coutume que l'ambassadeur attendit plusieurs semaines et quelquefois des mois même avant d'être reçu.

On sait par les récits de différents ambassadeurs étrangers la manière dont se faisaient les réceptions à la cour moscovite. L'ambassadeur était prévenu dès la veille de se préparer à voir le tsar. Le matin même, l'approche des boïars lui était annoncée et il devait sortir pour les recevoir sur le palier. Des chevaux ou des équipages étaient envoyés de la cour pour tout le monde, et le cortège se mettait en route entre deux haies de soldats. Arrivé au Kremlin, l'ambassadeur était accueilli par de nouveaux envoyés du tsar; tout le monde descendait un peu avant le palais et on faisait les derniers pas à pied. Avant d'entrer, l'ambassadeur et sa suite devaient remettre toutes leurs armes aux boïars. Au milieu de l'escalier, ils étaient reçus par quelques nobles; sur le haut, d'autres les attendaient; enfin, à l'entrée des salles, ils trouvaient les plus grands boïars qui les conduisaient auprès du tsar. On passait par plusieurs pièces où des personnages en habits de parade, coiffés de hauts chapeaux de fourrure, se tenaient immobiles le long des murs. Dans la salle du trône, entouré de sa suite, le tsar était assis, portant de longs habits, la tête découverte, un bâton dans la main, son chapeau conique placé à sa droite. Près de lui sur un banc était une cuvette dorée et une serviette pour laver la main souillée par le baiser de l'étranger. L'ambassadeur lui remettait la lettre de son souverain; quand le nom de celui-ci était prononcé, le tsar se levait et descendait une marche de son trône, puis se rasseyait après avoir pris des nouvelles de sa santé. A ce moment, l'ambassadeur était appelé à baisser la main du souverain et à s'asseoir sur un banc. Au bout de quelque temps et après avoir remis les cadeaux, il s'éloignait généralement dans une autre salle pour débattre avec les boïars les questions en litige.

Les lettres que Bowes, reçu au palais le 24 octobre, remit au tsar Ivan étaient, on le devine, fort peu explicites<sup>1</sup>. Quand, s'étant retiré de la salle du trône, il fut interrogé par quatre conseillers choisis par le tsar<sup>2</sup>, il se retrancha derrière la réponse que Pisemsky avait reçue de la reine. Mandé ensuite à plusieurs reprises<sup>3</sup>, interrogé à nouveau par les conseillers et enfin par le tsar lui-même<sup>4</sup>, il s'obstina à ne vouloir prendre sur lui aucune initiative. Élisabeth avait apporté quelques modifications au « projet d'alliance d'Ivan ». Elle demandait qu'en cas de guerre l'allié eût le droit d'envoyer à l'ennemi des remontrances avant de devenir son adversaire et réclamait pour les Anglais le droit exclusif du commerce en Russie par la route du Nord. Bowes déclarait qu'il n'avait pas le pouvoir de faire des concessions, et en même temps il laissait entendre que, si le tsar voulait en obtenir, il n'avait qu'à envoyer un nouvel ambassadeur. C'était le moyen classique de gagner du temps. Le tsar était disposé à y consentir, mais il voulait au moins savoir quels étaient les pouvoirs donnés à Bowes au sujet du projet de mariage. Interrogé par les botars à ce sujet le 8 décembre, Bowes refusa de leur donner réponse, sous prétexte de ne pouvoir parler sur ce point qu'avec le tsar en personne. Ivan le reçut le 13 juin 1584 en une longue audience; mais il ne put tirer de lui que cette réponse équivoque qu'il était envoyé pour écouter les propositions du tsar et non pour lui en faire; cependant, voyant le courroux du souverain offensé, il se ravisa et lui conta que la fiancée choisie était laide et malade, mais qu'Élisabeth avait bien une dizaine d'autres nièces plus belles et apparentées de plus près à la reine dont il pourrait faire son choix. Pour en imposer au tsar, il vanta la force et la puissance du royaume d'Angleterre qui avait pu mettre sur pied une armée de 50,000 hommes contre le pape et le roi d'Espagne.

Nous possédons de longues narrations<sup>5</sup> des multiples entrevues de Bowes avec Ivan; en les lisant, nous sommes étonnés de la patience que montra le terrible tsar. Il lui passait ses impertinences, recueillait patiemment ses plaintes contre les Russes, agréait ses demandes

1. *Recueil de la Soc. hist.*, t. XXXVIII, p. 83 et 84, et Tolstoï, n° 51.

2. C'étaient : le lieutenant de Novgorod, Nikita Romanovitch Zakariin, le lieutenant de Rjev, Bogdan Belsky et les diaks Andrey Tchelkalov et Sava Frollov; *Ibid.*, p. 85.

3. Le 28 novembre, le 1<sup>er</sup> et le 8 décembre.

4. Le 13 décembre.

5. Voir *Rec. de la Soc. hist.*, t. XXXVIII, p. 71-133; *Archives du Nord (Severnij Arckiv)*, t. V, p. 109-120, et *Hakluyt*, t. III, p. 315-330; « A brief discourse of the voyage of Sir Jerome Bowes Knight, her Maj. ambassadour, to Ivan Vasilivich the Emperour of Muscovia, in the yere 1583. »

de faveurs et revenait obstinément à la charge pour lui arracher le secret des intentions d'Élisabeth à son égard ; mais chaque fois il se buttait à la même réserve, à la même obstination. Il ne sera certainement pas exagéré de dire que le tsar Ivan, à la veille de sa mort, désirait ardemment une alliance politique avec la reine contre ses principaux ennemis, la Pologne, la Suède et le Danemark. Il était prêt à écouter Bowes lorsque celui-ci lui conseillait de donner à la Compagnie de nouveaux priviléges étendus pour disposer la reine à contracter avec lui l'alliance. Il faut reconnaître que, si la conduite de Bowes prêtait à bien des critiques, il n'a pas été loin de réussir dans sa difficile mission, en remplissant à la lettre les instructions de sa souveraine : obtenir de nouveaux priviléges pour les marchands sans prendre aucun engagement définitif, ni pour une alliance politique, ni pour une alliance matrimoniale.

### III.

La mort subite du tsar, le 18 mars 1584, changea complètement la situation. La noblesse russe, nationaliste et conservatrice, lui reprochait amèrement sa sympathie pour les étrangers qu'il était à plaisir, en se prétendant d'origine allemande et en vantant les qualités des Anglais au préjudice de ses sujets qu'il traitait de lâches et de traîtres. À sa mort, une réaction devait se produire et des sentiments d'hostilité contre les étrangers, surtout contre les Anglais, se faire jour. De ses complaisances pour l'ambassadeur, de ses plans de mariage avec une Anglaise, on fit grief à Ivan et Bowes fut très mal vu. « Voilà ton tsar anglais mort » ! lui annonce avec une ironie et un triomphe mal cachés son ennemi, le diak Tchelkalov.

Le fils d'Ivan le Terrible, le tsar Feodor, étant faible de volonté et d'esprit, le gouvernement tomba dans les premiers temps aux mains de quelques boîters : Bowes nomme en première ligne Nikita Romanov et Andrey Tchelkalov<sup>1</sup>, qui avaient été toujours hostiles aux Anglais. Horsey, qui se trouvait à cette époque à Moscou, raconte que les boîters songèrent à exécuter l'ambassadeur et que celui-ci ne fut sauvé que par son intervention ; peut-être faut-il se défier de son récit ; en tout cas, Bowes dut payer cher toutes ses audaces<sup>2</sup>.

Dans le récit russe de cette ambassade, il est raconté simple-

1. Tolstoï, n° 52, lettre de Bowes du 12 août 1584.

2. Voir les *Travels* de Horsey publiés par Rond, *Russia at the close of the XVIIth century* (Hakluyt Soc., 1856).

ment qu'à la mort d'Ivan Feodor décida de renvoyer l'ambassadeur anglais qui fut reçu au palais une dernière fois le 14 mai pour la réponse définitive de la cour russe : le nouveau tsar veut rester en relations amicales avec sa sœur, la reine Élisabeth ; mais, les temps étant changés, l'alliance entre les deux pays est devenue inutile ; cependant un privilège est promis aux marchands anglais. Une lettre du nouveau tsar à la reine, remise à Bowes, confirmait cette réponse<sup>1</sup>. En même temps, des instructions étaient données pour que l'ambassadeur fût conduit sans empêchement jusqu'aux navires anglais. Mais sans doute ce récit russe ne contient pas toute la vérité ; il faut prendre une moyenne entre les deux versions. Selon toute apparence, Bowes fut maltraité par les Russes qui l'escortèrent dans son voyage de Moscou à la mer Blanche ; on savait qu'il n'était plus en faveur et son caractère querelleur lui avait créé des ennemis. N'en croyons pas sur parole Bowes, qui assura plus tard qu'on l'avait laissé mourir de faim et qu'il avait manqué d'être assassiné en route. D'autres ambassadeurs avant et après lui se sont plaints du froid et de la faim pendant ce long et périlleux voyage. Les Russes rognaien en général sur les vivres qu'ils devaient fournir et les ambassadeurs, à cause des règles de l'hospitalité, ne devaient rien se procurer. Du reste, il n'était pas toujours facile de s'approvisionner dans ces contrées désertes.

Bowes arriva au terme de son voyage dans un état d'exaspération qui lui fit commettre un acte discourtois, blessant pour la dignité du tsar, compromettant pour la reine et dangereux pour les intérêts de la Compagnie. Après avoir été conduit jusqu'à son bateau, il fit reporter secrètement sur le rivage les lettres du tsar et les cadeaux jugés insuffisants ; puis il fit lever l'ancre. C'était là une vengeance personnelle qui fut sévèrement jugée par les marchands anglais. Un des agents de la Compagnie écrivait à ce sujet à l'administration de Londres : « Pourquoi seulement est-il venu ici ? Que Dieu nous protège tous ! » A son retour, il y eut des contestations entre lui et la Compagnie à propos de son traitement, des dettes qu'il avait contractées et des marchandises qu'il avait apportées pour son compte personnel<sup>2</sup>.

Cependant Élisabeth prit la défense de son ambassadeur qui assurait que la lettre du tsar avait été écrite par Tchelkalov et Nikita Romanov, usurpateurs du pouvoir ; il espérait que le tsar leur cou-

1. *Recueil de la Soc. hist.*, t. XXXVIII, p. 137, et *Rec. des actes et traités d'État*, t. V, n° 139.

2. Dans les *State Papers, Russia*, I, plusieurs documents non numérotés de l'année 1584 concernent cette affaire.

perait un jour la tête<sup>1</sup>. Un revirement s'était en effet produit en Russie. Le pouvoir tomba de plus en plus aux mains de Boris Godounov, gendre du tsar; toutes les autres influences durent céder devant cette volonté forte et consciente. Godounov était un parvenu, tartare d'origine, manquant complètement d'instruction, affranchi des vieilles traditions; rêvant de pousser la Russie dans une nouvelle voie de civilisation et de gloire, il ne redoutait pas l'influence étrangère. Il se posa en ami des Anglais; il protégea, lors des troubles de Moscou, Horsey, avec lequel il se lia<sup>2</sup>. Pourtant Godounov, qui tenait à ouvrir à tous les étrangers le commerce de la Russie, n'encourageait pas seulement la Compagnie anglaise qui visait à un monopole.

Malgré un premier acte de mauvaise augure, les relations entre la Russie et l'Angleterre prirent sous le règne de Feodor un caractère plus stable, à peu près amical. L'abandon complet par la cour russe des plans d'alliance politique avec l'Angleterre rendait l'entente plus facile. On n'était engagé que pour les intérêts commerciaux. Malgré tout, la correspondance se poursuivit entre Élisabeth et Feodor, pour se doubler ensuite d'une correspondance entre Élisabeth et le régent Godounov, « Lord Protector », comme on l'appelait en Angleterre; mais les lettres, devenues souvent très volumineuses, ne débattent plus que les intérêts des marchands anglais, et les malentendus qui survinrent de temps à autre entre les deux cours ont toujours pour cause des difficultés commerciales.

Le Lituanien Beckman fut envoyé en Angleterre pour annoncer l'avènement de Feodor<sup>3</sup>. Il remit à Élisabeth une lettre<sup>4</sup> qui exprimait l'amitié du nouveau tsar pour la reine et son désir de protéger les marchands anglais, mais se plaignait de la conduite insolente de Bowes en Russie. Élisabeth, occupée par les préparatifs contre l'Armada et par l'affaire de Marie Stuart, offensée par le traitement infligé à Bowes, reçut médiocrement Beckman qui, à son retour, s'en plaignit au tsar.

D'autres froissements se produisirent: Horsey, qui avait accaparé la confiance de Godounov<sup>5</sup>, fut démasqué par le nouvel agent Peacock contre lequel il avait intrigué<sup>6</sup>; comme il tenait à revenir en

1. Tolstoï, n° 52 et 53.

2. Il prit par exemple sur lui de persuader la dernière parente du Terrible, Maria Vladimirovna, qui vivait retirée à Riga, de rentrer en Russie, où elle fut enfermée dans un monastère; à la mort du prince Dimitri, un de ses parents sembla être allé la nuit en informer Horsey.

3. *Rec. de la Soc. hist.*, t. XXXVIII, p. 146-161.

4. *Ibid.*, p. 146-149.

5. Voir les lettres de Godounov à Horsey du 15 août 1585; Tolstoï, n° 56.

6. *Lansd.*, n° 52, 37; 4 novembre 1587.

Angleterre avant que sa conduite y fût connue, il s'y fit renvoyer par le tsar dans l'automne 1585. La lettre qu'il apporta vers Noël à Londres<sup>1</sup> témoigne d'un refroidissement entre les deux cours; on y trouve même des allusions blessantes pour la reine: « Il nous semble », écrit le tsar, « que tes puissants conseillers, protégeant ton ambassadeur [Bowes] et le défendant dans cette affaire, ne t'ont jamais exactement informée de ce qui était écrit dans nos lettres et que les lettres que tu nous envoyas avec Reginald [Beckman] ne t'ont pas été lues entièrement; nous supposons aussi qu'elles n'ont pas été écrites par ton ordre! »

Ces phrases rappellent les paroles blessantes du tsar Ivan à la reine qui « règne en vraie fille ». Mais ce qui pouvait s'expliquer à la rigueur de la part d'un tyran, puissant et autoritaire, semble ridicule dans la bouche d'un pauvre d'esprit et de volonté, marionnette impuissante, adressant des reproches de faiblesse à l'une des plus remarquables reines que l'histoire ait vues sur le trône.

Élisabeth ne crut pas utile de relever ces allusions; la réponse qu'elle envoya avec Horsey<sup>2</sup> est écrite sur un ton conciliant. Elle se défend des accusations de Beckman: celui-ci n'a pas été reçu par elle dans un potager, au milieu de choux et d'aulx, mais dans un parc charmant, digne de tout souverain. En même temps, elle écrit à la tsarine une lettre de sympathie et l'informe qu'elle lui a envoyé une sage-femme et un de ses médecins personnels, Jacobi<sup>3</sup>.

Si la reine montrait tant de modération, c'était parce que les marchands anglais la pressaient de faire des avances<sup>4</sup>. Le nouveau tsar se souciait médiocrement des relations commerciales avec l'Angleterre, car d'autres étrangers affluaient depuis quelques années en Russie. Cependant Horsey réussit à obtenir, en 1586, un privilège pour la Compagnie. A son retour, il fut reconduit en grande pompe. S'il fallait l'en croire, les cadeaux qu'il emportait pour la

1. Voir sur ce départ un document curieux, *Lansd.*, 53, n° 19, lettre des marchands anglais à Godounov datée de la Maison moscovite à Londres, 12 décembre 1587. Sur le voyage de Horsey, voir *Nero*, B. XI, fol. 363-374, et *State Papers, Russia*, I, fol. 6-7.

2. *Rec. de la Soc. hist.*, t. XXXVIII, p. 169, 24 mars 1586, et *Tolstoi*, n° 58.

3. *Rec. de la Soc. hist.*, t. XXXVIII, p. 175; *Tolstoi*, n° 59, 24 mars 1586.

4. Plusieurs documents inédits montrent clairement que la Compagnie dictait volontiers au gouvernement anglais sa ligne de conduite envers la Russie; par exemple, *Mss. de Hanet*, t. 33, 3748 et 3754; *State Papers, Russia*, I, 44, et *Lansd.*, 16, n° 58, fol. 132; les deux derniers documents sont des demandes adressées par la Compagnie à Burghley. Voir aussi *Lansd.*, 112, n° 33: « Matters to be conteyned in her Ma<sup>re</sup> letters to be written to the Emperor of Russia in the behaule of the Companie of Merchants trading these parts. »

reine et pour lui-même auraient été chargés sur soixante-dix chariots et, quand Élisabeth les visita, elle en éprouva une si grande fatigue que la sueur perla de son front<sup>1</sup>; mais Horsey est un hableur et l'on ne saurait avoir dans ses récits qu'une confiance médiocre. Dans les années suivantes, les affaires des marchands s'embrouillèrent; il y eut entre Horsey et eux de graves dissentions.

En 1589, Fletcher fut envoyé comme ambassadeur en Russie<sup>2</sup> et chargé de faire une enquête sur tous les abus de la Compagnie et sur la conduite de Horsey. Il arriva à Kholmogory le 17 septembre et partit de là pour Moscou, mais il y fut fort mal reçu<sup>3</sup>; on le logea dans une maison peu confortable, où on le dé tint presque comme prisonnier, le laissant parfois manquer de nourriture et lui défendant d'envoyer des lettres en Angleterre. Lorsque, après une longue attente, il fut reçu par le tsar, on coupa court à son allocution, parce qu'il y avait omis le titre complet; ses cadeaux ne furent pas acceptés. Lui-même expliquait ce manque d'égards par différentes causes. Causes politiques : le tsar projetait de s'allier contre la Turquie avec le roi d'Espagne, ce projet fut abandonné lorsqu'on apprit la catastrophe de l'Armada; un ambassadeur allemand qui se trouvait à Moscou négociait une alliance contre la Pologne; causes commerciales : les Russes, ayant perdu Narva, ne tenaient plus à laisser aux seuls membres de la Compagnie les avantages des voyages par la route du Nord. On connaissait l'impopularité de la Compagnie en Angleterre et on espérait qu'en rompant avec elle on verrait affluer beaucoup plus d'Anglais en Russie. Ajoutons que l'ambassade envoyée à la hâte au moment où l'on était préoccupé par l'Armada avait été préparée avec peu de soins; les cadeaux semblent avoir été insuffisants.

Mais Fletcher était d'un caractère réfléchi et pondéré, en parfait contraste avec celui de Bowes. Il se rendait compte qu'on voulait lui faire perdre patience et il se tenait sur la réserve. Il sut débrouiller les affaires de la Compagnie, et, lorsqu'il quitta la Russie à la fin de l'été 1589<sup>4</sup>, il réussit à ramener avec lui en Angleterre Horsey, dont les fraudes avaient été dévoilées<sup>5</sup>.

1. *Lansd.*, 53, fol. 19, pétition de la Compagnie à Godounov du 23 décembre 1587, signée : « The Company of English merchants of the discovery of Russia by seas »; voir aussi, *ibid.*, fol. 20.

2. Sur cette ambassade, voir *Vremennik*, livre 8, *Postateiny spisok Fletcher'a*.

3. *Lansd.*, 60, fol. 157-159.

4. Voir la lettre du tsar que Fletcher porta à Élisabeth chez Tolstoï, n° 68, et *Vremennik*, t. VIII, p. 95-96; la lettre de Godounov à Élisabeth. Tolstoï, n° 69, et *Vremennik*, p. 89-93.

5. *State Papers, Russia*, 1 : « Matters objected against M<sup>r</sup> Horsey by the Emperor's Counsel of Rusland »; les réponses de Horsey sont *ibid.*, fol. 130.

Horsey arriva cependant à se disculper et, malgré l'opposition de la Compagnie<sup>1</sup>, il fut renvoyé en Russie en guise d'ambassadeur en avril 1590<sup>2</sup>. Il était probablement protégé par Walsingham<sup>3</sup>, qui avait confiance en son adresse diplomatique et dans la sympathie que lui témoignait Godounov<sup>4</sup>. Lord Burghley semble avoir été aussi gagné à la cause<sup>5</sup>. Mais Horsey s'était déjà trop compromis en Russie pour y réussir; il y avait aussi des ennemis puissants, tels que les Tchelkalov. On lui fit subir un interrogatoire auquel il ne put répondre d'une manière satisfaisante, puis on le renvoya en Angleterre en juillet 1591, sans l'admettre à voir le tsar. En même temps, dans une lettre envoyée par Cherry à Élisabeth, le tsar se plaignit amèrement de Horsey, qui avait tenu des discours blessants pour sa dignité impériale et projeté un coup de force pour éloigner les marchands étrangers des côtes de la mer Blanche. Il exprimait aussi son mécontentement au sujet des cadeaux insuffisants qu'on lui envoyait d'Angleterre dans les derniers temps, de ses titres amoindris dans les dernières lettres de la reine; il terminait néanmoins en témoignant de son intention de continuer la vieille amitié<sup>6</sup>.

Élisabeth y tenait de son côté. Elle présenta des excuses, protesta de ses bons sentiments pour le tsar<sup>7</sup> et écrivit à Godounov pour le remercier d'avoir protégé ses marchands<sup>8</sup> et d'avoir correspondu

1. Voir *State Papers, Russia*, I, fol. 48-49 : « Articles exhibited by the Companie of Merchants trading in Russia against Hierom Horsey », aussi *Lansd.*, 112, n° 40 : « A discourse as brief as can be conveniently set downe of the troubles and interruptions which have been mooved and procured to the Comp. of Musc. Merch. within these 4 years wholelie by the presence and working of Hier. Horsey. »

2. Voir les lettres remises par Horsey à la cour russe : lettres d'Élisabeth au tsar du 1<sup>er</sup> avril 1590, Tolstoï, n° 70, et d'août 1590, *Ibid.*, n° 73; lettre d'Élisabeth à Godounov du 1<sup>er</sup> avril 1590, *Ibid.*, n° 71.

3. Voir une description manuscrite de ses voyages, dédiée à Walsingham, *Harl.*, 1813, *Plut.*, 16, G : « A vocacion of memoriall abstracted owt of Sir Jerom Horsey his Travells... »

4. *State Papers, Russia*, I, fol. 15-16 : « The coppie of a letter writhen by me J. Horsey to the L. Boris Feodorowich and delivered unto him by the Companie, 2 nov. » [1590].

5. Voir une lettre d'avril 1590 de Burghley à Godounov, l'informant que Horsey s'était disculpé en Angleterre des actes et paroles qu'on lui avait imputés en Russie, dans Tolstoï, n° 72; ce document semble n'être qu'un brouillon écrit par la main de Horsey; on ne sait donc pas s'il a été réellement envoyé. C'est à Burghley que Horsey envoie la description de son dernier voyage en Russie; *State Papers, Russia*, I, fol. 40, avril 1591; voir aussi une lettre de Horsey à Burghley du 10 juin 1591, *Ibid.*, fol. 42. D'autre part, la Compagnie s'était aussi adressée à Burghley pour le supplier de ne pas envoyer Horsey, *Lansd.*, 112, n° 42.

6. Tolstoï, n° 74, juillet 1591.

7. *Ibid.*, n° 76, 14 janvier 1592, et *Hakluyt*, t. III, p. 422-427.

8. *Ibid.*, n° 77, 14 janvier 1592, et *Hakluyt*, t. III, p. 428.

avec Burghley au sujet des affaires commerciales<sup>1</sup>. A partir de ce moment, les malentendus cessèrent; Godounov prit sous sa protection les marchands anglais et, pendant tout le reste de son règne, des lettres amicales furent échangées entre les deux cours.

## IV.

En 1597, le tsar Feodor mourut; Godounov fut élu au trône de Russie sous le nom de tsar Boris<sup>2</sup>. Le régent était devenu tsar; l'ami des Anglais avait maintenant liberté complète de leur prouver son amitié. Cependant leur situation resta la même; le changement de monarque n'avait pas changé le pouvoir. Le privilège qui fut accordé aux Anglais par le nouveau tsar en 1598 ressemble à celui de 1586; le commerce avec la Perse, qui avait enrichi la Compagnie au temps du tsar Ivan, lui restait interdit sous différents prétextes; les autres étrangers pouvaient commerçer librement dans le pays.

Élisabeth avait écrit au nouveau tsar, le 24 juin 1598, une lettre de condoléances<sup>3</sup> et le 24 juin 1599 une lettre de félicitations<sup>4</sup>; la correspondance qui avait existé entre la reine et le régent Godounov continua sur un ton amical entre elle et le tsar Boris; mais elle se ressentait des relations plus étendues que la Russie commençait à entretenir avec d'autres souverains. Les faits et gestes de la reine d'Angleterre étaient rapportés et commentés à la cour russe par des ambassadeurs étrangers. L'empereur et le pape l'accusaient de soutenir les Turcs contre les souverains chrétiens. Le tsar Boris lui en témoigna son étonnement; elle s'en défendit<sup>5</sup>. Cependant, comme toujours, il n'y avait pas de fumée sans feu. Pressée par l'agent de la Compagnie de Turquie, Sir Edward Barton, d'envoyer un présent au nouveau sultan, Mahomet III, elle avait mis quatre ans pour se décider; en 1599 enfin, un bateau anglais, *Hector*, porteur de riches cadeaux, était entré dans le Bosphore<sup>6</sup>. Ce fait avait été rapporté en

1. Voir lettre de Burghley à Godounov en mai 1592, Tolstoi, n° 79.

2. Voir Hakluyt, t. III, p. 448-449 : « A branch of a letter from M. John Merrick, Agent unto the Moscovie Companie in Russia, closed up in the Mosco the 14th of March An. 1597, touching the death of Pheodor Ivanovich late Emperor of all Russia, etc. »

3. *Rec. de la Soc. hist.*, t. XXXVIII, p. 260.

4. *Ibid.*, p. 274.

5. *State Papers, Russia*, I, fol. 56-58; *Rec. de la Soc. hist.*, t. XXXVIII, p. 274, et *Charles anglaises* (Moscou), n° 16.

6. Rosedale, *Queen Elizabeth and the Levant Company*, p. 77-81. Certains documents du British Museum montrent qu'Élisabeth avait entretenu une correspondance avec les sultans de Turquie depuis 1565; voir *Add. MSS. 27, 909; Nero, B. XI*, fol. 76, 170, 177, 283 et 377; *Lansd.*, 63; *Stowe*, 161; *Hart.*, 4, 943, fol. 230.

Russie par un Polonais qui avait assisté à Constantinople à l'arrivée du navire<sup>1</sup>. On accusait aussi Élisabeth de soutenir les Polonais; le médecin Willis, envoyé en Russie, fut chargé d'expliquer que la reine avait envoyé un ambassadeur au roi Sigismond dans le seul dessein de l'amener à faire la paix avec la Suède<sup>2</sup>. Willis se montra gauche et maladroit; on se moqua à la cour de Russie de ce docteur qui était venu sans livre ni médicaments, et l'on demanda à la reine de mieux choisir ses représentants<sup>3</sup>.

Le tsar Boris, tout en ne voulant pas avantage les Anglais aux dépens des autres étrangers, tenait à conserver des relations amicales avec Élisabeth. En mai 1600<sup>4</sup>, il lui annonçait l'envoi de deux ambassadeurs, Grigory Mikouline et Ivan Zinoviev, accompagnés d'une nombreuse suite; les instructions<sup>5</sup> dont ils furent munis montrent à quel point cette ambassade avait été soigneusement combinée et préparée. Mikouline devait répéter en Angleterre que Boris avait été désigné par le tsar Feodor comme son successeur, ce qui était faux; qu'il avait été élu par le désir unanime des botars, du clergé et du peuple, ce qui n'était pas davantage exact; il avait mission de vanter le gouvernement du nouveau tsar, qui avait augmenté le territoire de l'empire, réorganisé l'armée, donné la paix et le bonheur à toutes les classes sociales. C'étaient là des instructions maladroites; elles montraient trop que Boris redoutait de passer à l'étranger pour un simple imposteur; en outre, elles étaient inutiles puisque les Anglais appréciaient les talents administratifs de Godounov et le tenaient en haute estime<sup>6</sup>.

1. *State Papers, Russia*, I, fol. 61, lettre de Francis Cherry du 20 juillet 1598 au trésorier et autres grands lords d'Angleterre racontant son voyage en Russie: « ... Hir Ma<sup>ts</sup> letters were acceptably taken and came in very good tyme, for the complaints of the Poope and Kinge of Spayne remayne still freshe and ware of late renieued by a certen Poole who affyrmeth that he shood by in Constantinople whenas the Turke received a presente from hir Ma<sup>ts</sup> to the value of 3000 l. and sayth morewer that his Ma<sup>ts</sup> merchaunts doe daylie ayde the Turke both with munition and corne. »

2. *Rec. de la Soc. hist.*, t. XXXVIII, p. 269-272; *State Papers, Russia*, I, fol. 70-71: « ... Concerning Doctor Willis »; et *State Papers, Russia*, II: « Doctor Willis his relation of his journey in Russia (1599). »

3. *Ibid.*, fol. 71: « ... Therefore that hereafter it will please the Queenes moste excellent Ma<sup>ts</sup> to give charge to her worthy Counsellors to have a care in sending unto our great Lord Kyng and great Duke Boris Pheodorwich of all Russia suche messengers and directions, as things be not mistaken, but that both their commissions and speeches may be agreeable the one to the other to the ende that hereafter betwene our great Lord and the Queenes Ma<sup>ts</sup> of England their may not be any occasion given of breach. »

4. *Rec. de la Soc. hist.*, t. XXXVIII, p. 278.

5. *Ibid.*, p. 279-300.

6. Voir par exemple dans *Hakluyt*, t. III, p. 448-449, la lettre de John Mer-

Mikouline devait aussi expliquer les causes du renvoi du docteur Willis et prier la reine de se joindre contre les Turcs à tous les monarques chrétiens.

Les deux ambassadeurs partirent d'Arkhangel le 20 août avec une flotte anglaise de treize bateaux ; l'agent de la Compagnie, John Merrick, qui avait passé bien des années en Russie, rentrait avec eux en Angleterre. Après un voyage fort mouvementé, ils aperçurent les côtes le 14 septembre et le 17 arrivèrent à Gravesend, où ils restèrent jusqu'au 28 ; de là, ils furent transférés à Londres, où ils séjournèrent jusqu'au printemps 1601. Reçus plusieurs fois en audience par la reine<sup>1</sup>, ils conformèrent strictement leur conduite à leurs instructions. Mikouline semble avoir été un personnage de haute intelligence ; le récit qu'il a fait de son ambassade<sup>2</sup> témoigne de la sagacité et de la sûreté de ses observations. Élisabeth fit au tsar un grand éloge de la conduite de son ambassadeur ; elle constatait que, non seulement il avait admirablement rempli sa mission, mais qu'il avait été prêt à la défendre elle-même au risque de sa vie pendant l'émeute fomentée par le comte d'Essex<sup>3</sup>.

Durant son séjour à Londres, Mikouline reçut à plusieurs reprises, avec l'autorisation de la reine, des ambassadeurs étrangers, par exemple ceux de l'empereur Rodolphe<sup>4</sup> ; dans ses conversations avec eux, il s'intéressa vivement aux questions de diplomatie internationale. Tout en se conduisant à l'égard de la reine sans aucune arrogance, il sut se montrer très ferme, lorsqu'il crut voir une atteinte à l'honneur de son souverain. C'est ainsi que, le 16 mai 1601, lorsque Élisabeth, à l'audience d'adieux accordée aux ambassadeurs, omis de leur remettre personnellement ses lettres au tsar<sup>5</sup>, Mikouline refusa

rick : « ... And certainly God hath done much for the Country, and hath made the people greatly happy in that he hath provided and appointed so famous and worthy a prince ; whose excellent government and experience the fourteeene yeeres has been manifest to all Russia... »

1. La lettre du tsar qu'ils remirent à Élisabeth est publiée dans le *Rec. de la Soc. hist.*, t. XXXVIII, p. 278.

2. *Ibid.*, p. 300-363. Voir aussi *State Papers, Russia*, I, fol. 84-85 : « The copy of the Ambassage of the great Emperor of Russia to the Queens most excellent Ma<sup>ts</sup>, 1600; The speeches of Ambassage of the great Lord Kinge and great duke Boris Pheodorowich only upholder of all Russia and Lord of many other Kingdoms delivered unto the most excellent Queenes Ma<sup>ts</sup> of England, Fraunce and Ireland by the great K. of Russia his messenger Gregory Ivanovitch Meklin [Mikouline]... »

3. Moscou, *Chartes anglaises*, n° 18, lettre d'Élisabeth à Boris du 16 mai 1601. Le récit russe de l'ambassade de Mikouline mentionne le soulèvement d'Essex, voir *Rec. de la Soc. hist.*, t. XXXVIII, p. 338-340.

4. *Ibid.*, p. 344-345.

5. Voir ces lettres, *Ibid.*, p. 310.

catégoriquement le vin et les fruits qu'on voulait lui servir après l'audience et força le comte de Derby à rapporter immédiatement à la reine son mécontentement. Celle-ci alléguait qu'elle n'avait pas songé à donner un congé définitif aux ambassadeurs et promit de les recevoir encore une fois après le repas, ce qu'elle fit. Le 23 mai 1601, l'ambassade quitta l'Angleterre<sup>1</sup> pour n'arriver à Arkhangel que le 14 juillet.

Pendant ce temps, la reine avait envoyé de son côté en Russie Sir Richard Lea, chevalier, que dix navires amenèrent, le 29 juin 1600<sup>2</sup>, à Arkhangel, avec quarante-six hommes de sa suite<sup>3</sup>. Le tsar donna des ordres afin que le voyage jusqu'à Moscou s'effectuât sans délais; Bogdan Vojekov, envoyé à la rencontre de Lea, prononça devant lui un long panégyrique des mérites du tsar Boris<sup>4</sup>, qui ne perdait aucune occasion de se glorifier devant les étrangers.

Lea à ce moment était malade. Les Russes qui l'accompagnaient jusqu'à Moscou informèrent à plusieurs reprises le tsar que l'ambassadeur avait les jambes prises, qu'il pouvait à peine se lever, avec l'aide de deux personnes. Cet accident causa à la cour un vif émoi, non par sollicitude pour l'ambassadeur, mais on se demandait si, conformément à l'étiquette, il ferait à cheval son entrée à Moscou<sup>5</sup>.

Comme la plupart des autres ambassadeurs anglais, Lea était simultanément ambassadeur de la reine et de la Compagnie, qui lui avait confié le règlement de ses affaires commerciales<sup>6</sup> et qui déboursa pour lui 2,058 livres<sup>7</sup>. Lea était chargé en outre d'une mission délicate. La reine et la Compagnie s'inquiétaient des relations du tsar avec les autres puissances. Boris avait exprimé à plu-

1. *State Papers, Russia*, I, fol. 76, lettre d'Élisabeth de 1601 annonçant au tsar que son ambassadeur serait renvoyé dès le printemps avec les premiers bateaux.

2. *Chartes anglaises*, n° 16, et *Rec. de la Soc. hist.*, t. XXXVIII, p. 363-364.

3. Les autorités d'Arkhangel annonçaient au tsar quarante-quatre personnes, douze déléguées par la reine et trente-deux de la suite personnelle de l'ambassadeur, *Ibid.*, p. 369; cependant une liste de ces personnages donnée un peu plus loin (p. 389) mentionne quarante-six noms.

4. *Rec. de la Soc. hist.*, t. XXXVIII, p. 371-379.

5. *Ibid.*, p. 394-401.

6. 2,057 l. 18 s. 9 d.; *State Papers, Russia*, I, fol. 107: « An accompte of the charges disbours'd by the companye of the Muscovia Merchants in the employm't of Sir Richard Lea, her Ma<sup>ties</sup> Ambassador to the Emperour of Muscovia. » La Compagnie avait passé avec Lea avant son départ un contrat qui stipulait qu'elle devait prendre sur elle l'entretien de l'ambassadeur et de sa suite pendant le voyage, et qu'en outre elle lui payerait 800 livres pour la conduite de ses affaires.

7. *Rec. de la Soc. hist.*, t. XXXVIII, p. 403.

sieurs souverains, et entre autres à Élisabeth, son désir de marier ses enfants, un fils et une fille, avec des princes étrangers. Les marchands anglais pressaient la reine de lui proposer des partis anglais ; ils l'assuraient que la permission de commercer avec la Perse ne leur serait accordée qu'à ce prix ; et si la reine ne montrait aucun empressement au tsar en cette circonstance, celui-ci pourrait même enlever tous leurs priviléges<sup>1</sup>. Ces craintes étaient sûrement exagérées, car Boris savait nettement distinguer entre ses affaires de famille et les intérêts commerciaux de son empire. Voyant que la reine ne se décidait pas, la Compagnie la persuada de proposer des fiancés qui ne conviendraient pas à cause de leur âge<sup>2</sup>.

Élisabeth accepta ce parti. Il s'agissait surtout de gagner du temps et d'empêcher le tsar de continuer ses pourparlers avec d'autres souverains. Lea fut probablement envoyé pour se rendre compte où en étaient les choses, peut-être aussi pour faire quelques propositions secrètes que le récit de son ambassade ne mentionne pas. Une lettre de la reine à Boris nous montre qu'un projet d'alliance entre le fils du tsar et une fille de la maison d'Autriche l'avait inquiétée et qu'elle s'était décidée à proposer une des filles du comte de Derby<sup>3</sup>. Le tsar consentit à interrompre ses négociations avec l'empereur et le roi de Pologne<sup>4</sup>. Mais il se trouva bientôt que la proposition anglaise n'était pas sérieuse ; la fiancée avait cinq ans de plus que le jeune prince, ce qu'Élisabeth probablement n'ignorait pas. Elle avait suivi ainsi à la lettre le conseil perfide donné par la Compagnie de leurrer le tsar par des promesses vaines.

Au printemps 1601, Lea quittait la Russie, mais, avant de rentrer, il songeait à se rendre en Suède, et le tsar s'occupa à lui faciliter le voyage<sup>5</sup>. Tenant à donner à l'ambassadeur anglais une impression favorable des terres et des villes russes par lesquelles il aurait à passer, il donna des ordres afin que sur son passage se trouvassent des groupes nombreux d'habitants à pied et à cheval, en costumes de fête. Ces ordres furent suivis, au moins au passage de Lea à Novgorod et à Iskov<sup>6</sup>. On sait que, cent cinquante ans plus tard, le prince Potemkin organisait pareil spectacle dans le midi de la Russie pour

1. *State Papers, Russia, I.*

2. *Ibid.*, fol. 113 : « Remenbraunce for the right honorable Sir Robert Sissell principle secretarie to her Ma<sup>ts</sup> out of Russia. »

3. *Nero*, B. VIII, fol. 36-37, 17 septembre 1601 : « Minute from her Ma<sup>ts</sup> to the Emperor of Muscovia. »

4. *State Papers, Russia, I*, fol. 93.

5. Il lui avait remis aussi une lettre pour Élisabeth, dans laquelle il l'assurait de son amour exceptionnel, *Rec. de la Soc. hist.*, t. XXXVIII, p. 402.

6. *Ibid.*, p. 408-409.

Catherine II. Ce nous est nouvelle preuve des efforts que Boris faisait pour en imposer à l'étranger.

Lea fut satisfait de son séjour en Russie. Le 18 mai, il envoya au tsar une lettre de remerciements chaleureux<sup>1</sup> et, une fois rentré en Angleterre, il lui écrivit de nouveau sur un ton très humble<sup>2</sup>.

Il fut suivi de près en Russie par un autre ambassadeur anglais, John Merrick<sup>3</sup>, chargé de continuer les négociations matrimoniales entamées probablement par Lea. Merrick arriva à Moscou le 9 février 1602<sup>4</sup>, à l'époque où le tsar était préoccupé d'un mariage entre sa fille Xenia et le prince danois Jean, frère du roi Christian IV. Le tsar écouta avec condescendance les explications de Merrick sur la question matrimoniale, tout en montrant quelques doutes sur la franchise de la reine. Il demanda tout à coup pourquoi on lui proposait la fille du comte de Derby en passant sous silence les filles des comtes de Hertford et de Huntingdon ; il avait donc eu des renseignements, peut-être par Mikouline. Les Danois,

1. *Rec. de la Soc. hist.*, t. XXXVIII, p. 410. La reine à son tour le remercia de l'accueil bienveillant que son ambassadeur avait trouvé auprès de lui ; *Nero*, B. VIII, fol. 36-37.

2. *Rec. de la Soc. hist.*, t. XXXVIII, p. 415-419, juin 1602 ; la lettre anglaise est fort mal publiée ici avec les fautes les plus grossières ; elle est accompagnée d'une traduction russe : « . . . . When as my purpose was somwaie to expresse howe much I am bound by your Princelie grace and favoures to serve and honour you, praynge ever that as God hath placed you in the throne of Ma<sup>tie</sup> and rule, soe he will increase dailie his favoures and blessings upon your selfe people, and kingdomes, till it bee his pleasure to give you that crowne of immortal glorie, and of his everlastinge kingdome. Soe most humblie kissinge your most faier and Princele handes, in all humbleness of a true devoted hart to your most excellent Ma<sup>tie</sup> I remoyne ever your Maiesties in all humble service. »

« Richard LEE. »

3. Fils de William Merrick, membre de la Compagnie, John avait passé auprès de son père une partie de sa jeunesse en Russie. Nous l'avons vu rentrer depuis peu en Angleterre avec Mikouline. Il connaissait parfaitement le russe et avait dans maintes occasions servi comme traducteur. En automne 1602, il avait écrit, de concert avec Cherry, une lettre au tsar Boris qui atteste que ces deux Anglais de nouvelle génération s'étaient formés en Russie, où ils s'étaient approprié le tour d'esprit russe (Arch. de Moscou, *Affaires anglaises, Anglijskija Dela*, n° 2). Elle abonde en expressions d'humilité exagérée à l'orientale, par exemple : « Francis Cherry and John Merrick doth humbly bow one selves under your Ma<sup>tie</sup> princely feete. » On y rencontre même quelquefois des expressions russes transcrites en lettres anglaises, par exemple : « I, Evannetty Williamove, vobshe hollope Vassemo Sarscomo Velichesve », ce qui veut dire : « Moi Jean, fils de William, serf de Votre Majesté Impériale. »

4. *Nero*, B. VIII, fol. 38-40 : « A particuler declaration of the enterteignement and usage of me, John Merrick, after my arrivall at Mosko beinge sent from the Queenes most excellent Ma<sup>tie</sup> with her princely letters and messadge unto the Emperors of Russia. »

craignant que la reine Élisabeth ne s'opposât au projet du mariage danois, avaient demandé au tsar de retenir l'ambassadeur anglais jusqu'à l'arrivée du prince Jean. Cependant Merrick partit le 24 juin, emportant une lettre amicale de Boris à Élisabeth<sup>1</sup>, ainsi que sa promesse de ne pas enlever sa protection aux marchands anglais. Le prince danois Jean ne partit pour la Russie qu'en septembre ; il y fut reçu comme fiancé officiel de la jeune princesse moscovite, mais il mourut peu de semaines après.

Un changement semble cependant s'être produit dans l'esprit d'Élisabeth. Quelque temps après, elle écrivait au tsar une lettre charmante<sup>2</sup>, le remerciant chaleureusement de ses bontés envers les Anglais. Elle lui exprimait son chagrin de ne pas avoir répondu par des offres plus appropriées à ses ouvertures<sup>3</sup> et lui annonçait qu'elle pouvait à présent lui proposer pour son fils une toute jeune fiancée, âgée de onze ou douze ans, de famille noble et de qualités supérieures<sup>4</sup>. Elle lui promit d'envoyer au mois de mai suivant un ambassadeur et le supplia, vu la grande importance de cette union pour les deux pays, de suspendre jusque-là tous ses autres projets pour son fils. Le tsar répondit en avril 1603, annonçant qu'il consentait à l'alliance, si la fiancée était proche parente de la reine<sup>5</sup>.

1. *Ashmolean*, 1763, n° 1538, superbe original très bien conservé, publié en 1913 par I. Lubimenko, *Histoire des relations commerciales de la Russie avec l'Angleterre (Istoria torgovik snocheny Rossii s Angliy)*, fasc. I, Doc. In., n° 21.

2. *State Papers, Russia*, I, fol. 147, sans date, doit être placé entre juin 1602 et février 1603. Comme le manuscrit que nous possédons n'est qu'une copie et peut-être même un brouillon, on ne pourrait pas affirmer que cette lettre fut envoyée, si on ne possédait pas la réponse du tsar.

3. « ... Wherin when we begann anew to search for som occasyon, how to make you see mor evidently, what estate, kindnes and gratitud worketh in us, proceeding from persons of so eminent place on earth as you ar, we found our selves much perturbed to remember, how unfortunat we wear at your last wrighting to us to be unprovised of som such persons, as might answere, in all due circumstance, your princely good will, so clerly sene by your offer of your princely children to be bestwed upon some convenient persons in our kingdom... »

4. « ... That by reason of som alteracyon in the myndes of som great and noble personages, who wer inclined to some other course for theyr children, then now they ar, we have found out, emongst others, a young lady, being a pure mayden, noble discended by father and mother, adorned with grave and extraordenary guifts of nature, of convenient years betwene XI and XII, of whom we ar resolved to make you a reciproqe offer... »

5. L'original de cette lettre ne s'est pas conservé, mais nous en possédons deux traductions anglaises faites au XVIII<sup>e</sup> siècle : la première au Public Record Office, dans les *State Papers, Russia*, I, An. 7111; et la seconde au British Museum, dans le ms. Cotton. Nero, B. XI : « Copy of the Emperor of Mosc, letter to the late Queene Elizabeth. »

Mais il semble qu'un sort malheureux se soit attaché aux projets de Boris pour marier convenablement ses enfants. La mort d'Élisabeth survint et interrompit la négociation. Du reste, on a le droit de se demander si, cette fois encore, comme dans tant d'autres occasions, la reine d'Angleterre n'avait pas voulu leurrer le tsar par des promesses illusoires, qu'elle ne tenait nullement à exécuter.

Une lettre de Richard Barne, membre de la Compagnie, annonça en Russie la mort d'Élisabeth et l'avènement au trône de Jacques I<sup>er</sup><sup>1</sup>. John Merrick avait été chargé de faire connaître au nouveau roi l'état des négociations anglo-russes sous le précédent règne et fut ensuite envoyé en Russie. En juillet 1604, il écrivit à deux reprises de Moscou au gouvernement. Sa première lettre, datée du 15, annonce la prochaine arrivée en Russie, comme ambassadeur, de Thomas Smith, gouverneur de la Compagnie<sup>2</sup>; celle-ci avait intercédé auprès de Jacques I<sup>er</sup> pour qu'on envoyât Smith en Russie<sup>3</sup>. La seconde lettre, datée du 29<sup>4</sup>, constate que l'ambassadeur se trouve déjà à Arkhangel.

Smith arriva donc en Russie dans les derniers jours de juillet 1604; d'après l'attestation de Merrick, il était chevalier, personnage éminent, ayant sa place dans la « chambre privée » du roi et jouissant de l'affection de Sa Majesté<sup>5</sup>. Il fut le dernier ambassadeur anglais reçu par le tsar Boris. Le 20 avril 1605, il écrivait de Vologda une lettre de condoléances au nouveau tsar Feodor Borisovitch. Son père, le tsar Boris, venait de mourir<sup>6</sup>. Une nouvelle période devait commencer en Russie, l'époque des troubles. L'équilibre du grand empire se trouvait rompu et les relations anglo-russes devaient s'en ressentir.

## V.

En récapitulant les faits étudiés plus haut, nous pouvons constater qu'à partir de 1567 les relations diplomatiques entre les deux pays sont stables et continues. En 1567, Ivan le Terrible envoie en Angleterre Tverdikov et Pogorelov; de son côté, Élisabeth, en 1568,

1. Moscou, Archives du ministère des Affaires étrangères, *Affaires anglaises*, n° 3.

2. *Affaires anglaises*, n° 2, fol. 6.

3. *State Papers, Russia*, I, fol. 187, lettre du 9 mai 1604 des membres de la Compagnie à Robert Cecil, secrétaire de Sa Majesté.

4. *Affaires anglaises*, n° 2, fol. 11.

5. « Beinge a knight and a principlall gentleman of his Mag<sup>ts</sup> privy Chamber, and one whome our Kinge doth greatly favours and affecte... »

6. Voir une description de la mort du tsar Boris dans une lettre manuscrite de William Scott au comte de Salisbury, *State Papers, Russia*, II : « William Scott to my Lord concerning Russia. »

expédié en Russie Randolph qui y demeure jusqu'en 1569. De 1569 à 1570, l'ambassade russe de Sovine séjourne en Angleterre; en 1571-1572, Jenkinson traite avec le tsar en Russie. Puis c'est Sylvester qui est chargé des pourparlers entre les deux pays; il est envoyé en Russie une première fois en 1572; le tsar lui confie une commission en Angleterre en 1574; en 1575, il est renvoyé en Russie et, en 1576, après être rentré en Angleterre, il repart une troisième fois en Russie où il trouva la mort.

Cette année de 1576 marque un arrêt dans les relations diplomatiques des deux pays qui ne reprennent qu'en 1580, lorsque Horsey est expédié par Ivan en Angleterre, d'où il revient au printemps suivant. De 1582 à 1583, l'ambassade russe de Pisemsky séjourne en Angleterre; en 1583-1584, Bowes se trouve en Russie; en 1584 et 1585, Beckman et Horsey sont successivement envoyés en Angleterre par le tsar. Des lettres nombreuses sont échangées entre les deux cours en 1586 et 1587<sup>1</sup>. En 1587, Beckman part une seconde fois en Russie pour dissiper des malentendus commerciaux, et en 1589, Fletcher est envoyé comme ambassadeur auprès d'Ivan par Élisabeth. De 1590 à 1591, Horsey assume la conduite des affaires anglaises en Russie. En 1591, l'envoi d'ambassades est interrompu, mais la correspondance entre les deux cours continue régulièrement jusqu'en 1594<sup>2</sup>. Puis les relations semblent avoir été suspendues pendant trois ans, jusqu'en 1597; en 1597, Cherry et Merrick sont envoyés pour traiter d'affaires commerciales<sup>3</sup>. En 1599, le docteur Willis est expédié vers le nouveau tsar Boris et, à partir de cette époque, les ambassades régulières reprennent et se multiplient même. On voit pour la première fois simultanément une ambassade russe séjourner en Angleterre et une ambassade anglaise séjourner en Russie; en 1600, Mikouline est envoyé par Boris vers Élisabeth et

1. Voir les lettres d'Élisabeth : du 23 mars 1586 au tsar, Tolstoï, n° 58; du 24 mars 1586 à la tsarine Irène, *Ibid.*, n° 59; de la même date à Godounov, conservée seulement en traduction russe du XVI<sup>e</sup> siècle et publiée dans le *Rec. de la Soc. hist.*, t. XXXVIII, p. 173; du 19 janvier 1587 au tsar, *Ibid.*, p. 186. Lettres adressées à Élisabeth : par le tsar en juin 1587, *Ibid.*, p. 179; par Godounov en juin 1587, *Ibid.*, p. 184; par le tsar en juillet 1587, *Ibid.*, p. 189.

2. Lettres d'Élisabeth du 14 janvier 1592 au tsar et à Godounov, Hakluyt, t. III, p. 422-427 et 428-430; lettres à Élisabeth de janvier 1593 du tsar et de Godounov, Tolstoï, n° 80 et 81; lettre d'Élisabeth à Godounov du 27 mai 1594; l'original à Moscou, *Chartes anglaises*, n° 13, publié par I. Lubimenko, *Histoire des relations de la Russie avec l'Angleterre*, I, Doc. In., n° 15.

3. Lettres d'Élisabeth du 20 mars 1597 au tsar et à Godounov, *Rec. de la Soc. hist.*, t. XXXVIII, p. 246 et 247; lettre de la reine à Godounov du 1<sup>er</sup> septembre 1577, inédite, *State Papers, Russia*, I; lettres de la reine à Feodor et à Godounov du 18 janvier 1598; les originaux ont disparu; publiées en traductions russes dans le *Rec. de la Soc. hist.*, t. XXXVIII, p. 252 et 254.

Lea par la reine vers le tsar. Le premier reste en Angleterre jusqu'en mai 1601 ; le second quitte la Russie vers la même époque. Il y est suivi de près par John Merrick, qui arriva à Moscou en février 1602 et repartit en juin. Après la mort d'Élisabeth, il y est renvoyé en 1604, et bientôt après l'ambassadeur Thomas Smith fait voile pour la Russie, où il se trouve encore le 13 avril 1605, à la mort du tsar Boris.

De 1567 à 1605, les relations diplomatiques entre la Russie et l'Angleterre peuvent donc être suivies presque d'année en année ; il n'y eut que deux arrêts, brefs et insignifiants. L'un eut lieu sous le règne du tsar Ivan de 1576 à 1580 ; la raison immédiate en fut la catastrophe où succomba Sylvester et que l'esprit superstitieux du tsar attribua à la volonté divine ; Ivan, du reste, était offensé par l'obstination d'Élisabeth à refuser l'alliance et absorbé par les guerres avec la Suède et la Pologne. L'autre interruption se produisit quatorze ans plus tard, de 1594 à 1597 ; du moins, pour ces trois années, nous ne connaissons ni ambassades, ni lettres échangées ; mais cet arrêt n'eut aucune influence désastreuse sur les relations.

La qualité des personnages envoyés d'Angleterre en Russie a été très différente. Il y avait parmi eux des personnages éminents, tels que Randolph, Fletcher, Lea ; puis des Anglais qui occupaient une position médiocre en Angleterre, mais assumaient en Russie le rôle de grands ambassadeurs, tels que Bowes. Dans certains cas, c'étaient des membres ou des agents de la Compagnie, tels qu'Antony Jenkinson, John Merrick, Thomas Smith. En Russie, l'on savait distinguer nettement entre l'ambassadeur et le simple envoyé et on lui faisait une réception très différente. D'ailleurs, à quelque titre qu'ils fussent choisis, les Anglais partant en ambassade pour la Russie étaient souvent choisis par les marchands et toujours payés par eux ; ils avaient naturellement la mission de régler les différents litiges commerciaux entre la Compagnie et le gouvernement russe, ce qui les amoindrisait aux yeux du tsar. Cependant, ils avaient aussi à déployer de grandes qualités diplomatiques, car souvent ils furent mêlés aux négociations les plus délicates.

Il est incontestable que ce fut le gouvernement russe qui prit sur lui le rôle actif dans les relations politiques entre les deux cours. Pour l'historien russe, cette initiative est curieuse ; il est intéressant de constater que la Russie avait élaboré un projet d'alliance, montré une volonté nette à le faire accepter, trouvé des diplomates conscients et habiles qui sauvegardèrent la dignité de leur patrie et éveillèrent en Angleterre des sentiments de sympathie et de respect.

Dès l'envoi du premier ambassadeur Nepela, Ivan avait proba-

blement déjà songé à une alliance politique. Néanmoins, le plan ne se dessina nettement que plus tard, en 1567. Le gouvernement anglais, tout en sauvant les apparences, s'y montra nettement hostile, et les mots significatifs de Burghley à Randolph en 1569 : « l'alliance est nécessaire à l'Angleterre seulement au point de vue commercial », résument la position qu'il maintint pendant tout le XVI<sup>e</sup> siècle. Ivan, par contre, tenait fermement à son plan; et la résistance de l'Angleterre ne le rendit que plus résolu à poursuivre la réalisation de son projet. En 1567, en le soumettant à Jenkinson, il s'était déclaré prêt à le plier aux exigences de la reine; trois ans plus tard, à l'envoi de Sovine, il refusa catégoriquement d'accepter les modifications anglaises; et dès lors il entendit que la reine d'Angleterre acceptait son texte sans modification.

Cette obstination du tsar imposait aux ambassadeurs anglais une mission délicate. La reine leur demandait de ne pas s'engager par des promesses trop précises, les marchands les sollicitaient de ne pas exaspérer le tsar par des refus imprudents. Il leur fallait donc atermoyer et faire des promesses illusoires. Jenkinson, Randolph et Bowes usèrent de ces moyens avec une grande habileté, et, grâce à ce stratagème, réussirent à obtenir d'Ivan des priviléges commerciaux. Mais lorsque des ambassadeurs russes étaient envoyés en Angleterre pour y recueillir le paiement de ces concessions commerciales et mener à bien l'entente politique, ils étaient accueillis avec une grande réserve; ici ce n'était plus la Compagnie, qui cependant payait les frais d'entretien des ambassadeurs russes, mais le gouvernement anglais qui dirigeait les pourparlers, et il tenait avant tout à esquiver la promesse d'une alliance. Les Russes restaient donc en Angleterre pendant de longs mois dans une attente énervante pour être renvoyés au printemps sans réponse définitive.

Ivan le Terrible était un esprit trop fin pour ne pas percer à jour ces manœuvres. Et cependant il les supporta jusqu'à sa mort, n'y répondant que par des colères terribles, mais passagères. L'idée d'un mariage avec une Anglaise qu'il conçut à la fin de son règne était probablement un nouveau moyen de se rapprocher d'Élisabeth et d'obtenir d'elle en tant que parent ce qu'il n'avait pu arracher en tant qu'« ami ».

L'alliance avec les Anglais pouvait avoir de grands avantages pour les Russes, isolés et entourés d'ennemis. En outre, l'Angleterre, grâce à sa position géographique et aux voyages annuels de ses bateaux en Russie, attirait Ivan comme un pays d'asile sûr pour lui et sa famille. Il songeait bien sérieusement à se réfugier en cas de danger en Angleterre; il avait fait construire à Vologda des bâti-

ments de pierre pour ses trésors et des barques pour les transporter plus loin au nord, s'il était nécessaire. Plus tard, Godounov, après la découverte d'un premier complot tramé contre sa personne, s'empressa aussi d'envoyer son trésor dans le monastère de Solovski sur la mer Blanche, et Horsey nous dit que son intention était de le transporter en Angleterre.

L'une des clauses du traité élaboré par Ivan comportait l'obligation pour les Anglais d'importer en Russie des armes et des artisans. La Compagnie anglaise avait provoqué au xvi<sup>e</sup> siècle parce commerce le mécontentement de plusieurs puissances, telles que la Pologne et la Suède<sup>1</sup>. En 1561, l'empereur Ferdinand I<sup>er</sup> avait écrit à Élisabeth pour la forcer de cesser cette importation et la reine dut faire un décret en ce sens<sup>2</sup>. D'autre part, ce service rendu par les Anglais était particulièrement estimé par la Russie, entourée de voisins hostiles qui s'ingéniaient à la priver des fruits de la civilisation européenne.

La cour russe avait donc maintes raisons de chercher un rapprochement politique avec l'Angleterre. Élisabeth, par contre, jugeait prudent de ne pas consentir à une alliance avec un souverain riche, mais primitif et capricieux, qui n'avait aucune flotte et ne pouvait lui rendre de sérieux services ; elle craignait de se mettre à dos d'autres puissances ennemis de la Russie, ainsi la Suède et la Pologne. Les historiens russes n'ont pas voulu voir dans ces tentatives de rapprochement avec l'Angleterre une politique suivie, mais des faits isolés sans cohésion ; par un parti pris étroitement nationaliste, ils se sont efforcés de diminuer l'importance de ces relations pour nier avec plus de vraisemblance l'influence de la civilisation européenne sur l'empire des tsars. La Russie aurait, selon eux, librement développé ses institutions et sa culture sans aucune intervention occidentale jusqu'à l'époque de Pierre le Grand qui, par son esprit puissant, mais révolutionnaire, rompit l'équilibre du grand empire en l'arrachant des voies indépendantes qu'il avait su se frayer dans l'histoire. L'exemple des relations étroites entre l'Angleterre et la Russie au xvi<sup>e</sup> siècle prouve nettement la fausseté de cette thèse.

Inna LUBIMENKO.

1. En 1558 déjà, Thomas Alcock, un des serviteurs de la Compagnie, fut arrêté en Pologne, parce que les Polonais avaient décidé d'empêcher le commerce anglo-russe, vu l'importation d'armes par les Anglais; *Hakluyt*, t. II, p. 396-399. De 1566 à 1569, le roi Sigismond écrivit plusieurs lettres à Élisabeth concernant la même question, *Tolstoi*, n° 9, et *Mss. de Hamel*, t. 33, n° 3582; voir aussi *Bricka*, *Indberetninger fra Charles de Dançay til det franske Hof*, p. 78, 83 et 110; sur les relations avec la Suède à ce sujet, voir *Ibid.*, p. 137.

2. *Cal. State Papers, Foreign, 1561-1562*, p. 178.

## KARL LAMPRECHT

---

Si la valeur d'un historien se mesurait au bruit que son nom fait dans le monde, Lamprecht serait un des tout grands. Il était persuadé qu'il avait trouvé la loi du développement historique des peuples et il édifia là-dessus toute une théorie qu'il appelle la *Kulturhistorische Methode*. Cette théorie fut vivement combattue par la presque unanimité des historiens allemands et ce fut le point de départ d'une polémique ardente qui compose toute une bibliothèque.

Au moment où il exposait ses idées, Lamprecht était déjà l'auteur d'une œuvre considérable : *la Vie économique de l'Allemagne au moyen âge*. Mais, pour faire la preuve de son système, il écrivit une vaste *Histoire d'Allemagne* en quinze volumes à laquelle il devait consacrer vingt ans de sa vie. Très habile à faire servir sa science à sa renommée, Lamprecht groupa une cohorte de jeunes historiens et de sociologues qui exaltèrent ses mérites. Grâce à ce groupe très entreprenant et très remuant, Lamprecht acquit une grande réputation non seulement en Allemagne, mais à l'étranger. On en vint à le considérer comme le plus grand historien de l'Allemagne ou tout au moins comme l'esprit dirigeant de la science historique allemande. Jusqu'à quel point cette réputation est-elle méritée? C'est ce que je voudrais essayer d'examiner dans cette étude<sup>1</sup>.

1. Parmi les travaux les plus récents sur Lamprecht, je citerai : M. Muret, *la Littérature allemande d'aujourd'hui* (Lamprecht, p. 373-393). Paris, 1909. — H. F. Helmolt, *Karl Lamprecht. Einleitung zur Porträtgalerie aus Lamprechts Deutscher Geschichte*. Leipzig, 1910. — A. B. Show, *The New Culture-History in Germany* (*History Teacher's Magazine*, t. IV, n° 8, octobre 1913). — G. Küntzel, *Karl Lamprecht* (*Frankfurter Zeitung*, Donnerstag, 13 mai 1915, Morgenblatt). Voir aussi un autre article de la *Frankfurter Zeitung* du 11 mai. — P. Schweizer, *Karl Lamprecht* (*Neue Zürcher Zeitung*, n° 624, 22 mai 1915). — M. Muret, *Karl Lamprecht* (*Mercure de France*, 1<sup>er</sup> mai 1915). — C. Brinkmann, *Lamprecht* (*Die neue deutsche Rundschau*, Juli 1915). — H. Barge, *Karl Lamprecht* (*Die Hilfe*, n° 20, 20 mai 1915). — E. Spranger, *Karl Lamprechts Geschichtsauffassung* (*Vossische Zeitung*, n° 284, 6 juin 1915). — F. Lifschitz, *Karl Lamprecht* (*Wissen und Leben*, VIII, 22 Heft, 15 Aug. 1915). — *Karl Lamprecht* (*Historische Zeitschrift*, 114 Band; III. Folge, 18 Band, 3 Heft). — Van Outhoorn, *Karl Lamprecht* (*De Gids*, n° 10, 1915).

\* \*

Karl Lamprecht, qui naquit le 25 février 1856 à Jessen, dans la Saxe prussienne, n'est pas sorti du grand courant historique prussien dont le rôle fut si considérable dans la formation de l'unité allemande. L'école historique à laquelle il se rattache est celle de l'histoire économique et de l'histoire artistique. Il subit pourtant l'influence du mouvement nationaliste. Il nous raconte qu'un de ses plus vieux souvenirs politiques concernait les fêtes du couronnement du roi Guillaume I<sup>er</sup>. A cette occasion, son père, qui était pasteur à Jessen, tint un discours patriotique devant les bourgeois de la ville assemblés. Plus tard, dans les collèges qu'il fréquenta — Wittenberg et Pforta — Lamprecht subit fortement l'emprise des traditions de la Réforme, si vivaces dans ces écoles. Bien qu'il se soit défendu de partager les préjugés des historiens de la « petite Allemagne », on doit reconnaître que, comme ces historiens, il était imprégné de l'esprit prussien et protestant. Une de ses thèses favorites était que protestantisme et germanisme sont des termes équivalents. « La Réforme », dit-il, « fut pour les Allemands l'événement national le plus important<sup>1</sup>. » Et cela lui semblait vrai, même pour les catholiques allemands. « La Réforme n'a gagné qu'une partie de la nation », écrivait-il; « l'autre cependant a subi son influence. Le catholicisme allemand diffère du catholicisme romain; à Rome, il est entaché d'hérésie<sup>2</sup>. » « On ne peut s'imaginer », dit M. Hans Helmut, « Lamprecht autrement qu'un historien protestant<sup>3</sup>. »

Pourtant, quand sa vocation d'historien s'éveilla, ce n'est pas vers l'Allemagne nouvelle que Lamprecht tourna ses regards, mais vers l'Allemagne du passé, l'Allemagne du moyen âge. Il se rendit d'abord à Göttingue où professait alors le plus fameux médiéviste allemand, Georges Waitz. Mais quand il arriva dans cette ville, Waitz venait d'être appelé à Berlin. L'étudiant dut se contenter des leçons de Weizsäcker qui ne le satisfirent guère. Du moins trouva-t-il une compensation dans l'enseignement d'Ernst Bernheim qui l'initia aux problèmes de méthodologie.

A Leipzig, où il étudia ensuite, Lamprecht fut l'élève de C. von Noorden, un historien politique de l'école de Sybel, dont le séminaire, fort bien organisé, lui servit plus tard de modèle pour créer

1. *Deutsche Geschichte*, t. V, 1<sup>re</sup> partie, p. 7.

2. *Le Nationalisme en Allemagne*, article paru dans la revue *Documents du progrès*, t. I, 1907.

3. *Einleitung zur Porträtgalerie aus Lamprechts Deutscher Geschichte*.

son *Institut pour l'histoire de la civilisation et l'histoire universelle*. Il suivit aussi les cours de l'économiste Roscher et se lia d'amitié avec Springer qui semble avoir orienté son esprit vers l'étude de l'histoire de l'art. Pourtant le travail qui l'occupe alors et dont il voulait faire une thèse de doctorat porte sur Grégoire VII et la querelle des investitures. Lamprecht nous a raconté lui-même comment ce travail politique le conduisit à l'histoire économique et plus tard à l'histoire de l'art. « Pour cette étude », dit-il, « il m'était nécessaire de résoudre le problème des dimes au XI<sup>e</sup> siècle, surtout en France, et de connaître exactement l'état économique de cette période. Peu à peu la question économique m'absorba. J'avais espéré qu'elle me rendrait la liberté nécessaire à un travail d'histoire; mais, en poursuivant mes recherches, je commençai à voir combien il est difficile de caractériser cette base changeante de l'état de la civilisation sur laquelle on a l'habitude de camper les grandes figures du moyen âge. A ce moment, je fus obligé de perdre quelque peu de vue mon héros et, à la place d'une dissertation d'histoire politique et religieuse, ce fut un travail d'histoire économique que je menai à terme<sup>1</sup>. »

Ce travail, *l'État économique de la France au XI<sup>e</sup> siècle*, présenté à Leipzig en 1878 comme thèse de doctorat, eut pour principal rapporteur l'économiste Roscher. Dès ce moment, Lamprecht dirige de plus en plus ses regards vers les problèmes économiques de l'histoire. Il parlait, à vrai dire, avec assez de désinvolture de cette première œuvre qu'il appelait un « péché de jeunesse ». Elle n'en est pas moins très caractéristique de sa manière et contient en germe toutes ses qualités et tous ses défauts. Ces qualités c'est le don de débrouiller les questions économiques et de marquer les rapports trop méconnus du droit, de l'histoire et de l'économie politique; ces défauts, qui sont peut-être le revers des qualités, c'est la tendance à faire trop d'incursions dans les domaines voisins et, en perdant de vue le sujet principal, de donner une place disproportionnée aux questions accessoires; c'est aussi une profusion de science non toujours bien ordonnée, une certaine hâte fébrile à conclure trop précipitamment, enfin une langue qui, à force de viser à

1. Préface de la traduction française *Études sur l'état économique de la France pendant la première moitié du moyen âge*. Cette traduction de M. A. Marignan (Paris, Alphonse Picard et Guillaumin, 1889) comprend, outre le petit livre *État économique de la France au XI<sup>e</sup> siècle*, trois chapitres de l'ouvrage *la Vie économique de l'Allemagne au moyen âge* (Droit et état économique à l'époque des Francs. — Les rapports réciproques du droit et de l'état économique. — Le développement des classes et de l'État).

l'originalité et de s'écartez des sentiers battus, devient bizarre, abs-truse et souvent inintelligible.

Il est intéressant de noter que c'est à ce moment que Lamprecht a l'intuition de sa méthode de culture historique. « En lisant *la Civilisation de la Renaissance en Italie* de Jacob Burckhardt », dit-il, « je fus frappé de voir comment toute une époque de culture est tirée de son centre de vie psychique... De l'individu sont dérivés l'État, les mœurs et la littérature de l'époque<sup>1</sup>. » Ce fut pour lui un trait de lumière et de là sortit sa carrière d'historien. « La tâche la plus attrayante de la recherche historique », disait-il plus tard, « consiste à établir le caractère de la vie psychique issue d'un tel faisceau de forces naturelles, économiques, politiques et sociales des individus<sup>2</sup>. »

Sous le coup de cette révélation, Lamprecht se mit à écrire d'un seul jet au printemps de 1878 un curieux essai sur *l'Individualité et sa compréhension dans le moyen âge allemand* qui esquisse déjà dans ses grandes lignes sa future théorie<sup>3</sup> : il y établit que l'histoire digne de ce nom n'est pas l'histoire des faits extérieurs, mais celle de l'âme du peuple, qui se révèle soit dans l'étude de ses besoins primordiaux, soit dans celle de sa vie artistique, laquelle est la manifestation de son activité qui apparaît d'abord la plus pure et la plus visible (*gleich rein und sichtbar*). Soucieux de bien montrer comment tous ses travaux s'étaient enchainés, Lamprecht écrit : « Des recherches pour la datation des lettres de l'évêque Ives de Chartres, j'arrivai aux dimes en France au xi<sup>e</sup> siècle, et de ces dimes je passai à une dissertation sur la vie économique de l'époque ; des sciences auxiliaires de l'archéologie du moyen âge et de l'étude des initiales des manuscrits jusqu'à l'exposé de l'histoire du costume, j'aboutis à l'histoire de la personnalité au moyen âge<sup>4</sup>. »

Le travail d'histoire artistique auquel Lamprecht fait allusion est la *Science de l'ornement des initiales du VIII<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle*, qui parut en 1882<sup>5</sup>. Là l'historien s'efforce de prouver que toute

1. Notes manuscrites de Lamprecht, communiquées par le professeur Édouard Spranger (*Vossische Zeitung*, du 6 juin 1915).

2. *Deutsche Geschichte*, t. I, p. 170.

3. *Ueber Individualität und Verständnis für dieselbe im deutschen Mittelalter*. Il a reproduit cet essai en appendice dans le dernier volume de son *Histoire d'Allemagne* pour prouver à ses contradicteurs que cette théorie qu'on lui reprochait d'avoir créé pour les besoins de sa cause avait déjà été formulée par lui à l'âge de vingt-deux ans et que les soi-disant emprunts faits à Auguste Comte, Karl Marx et Taine sont imaginaires.

4. Notes manuscrites communiquées au professeur Édouard Spranger (*Vossische Zeitung*, 6 juin 1915).

5. *Die Initialornamentik von 8. bis 13. Jahrhundert*.

science de l'ornement n'est pas, comme les érudits avaient cru jusqu'alors, un jeu de l'esprit combiné avec des éléments mathématiques, mais une imitation grossière de la nature. Cette imitation fait des initiales des manuscrits des documents de premier ordre pour fixer la psychologie du peuple d'où elles émanèrent. De là le mot de symbolisme qu'il applique à l'âge historique auquel répond cette disposition du peuple : pour les autres âges, il imagina d'autres termes analogues, typisme, conventionalisme, individualisme et subjectivisme qui, dit-il, correspondent chacun à une tendance dominante de l'âge et constituent les étapes par lesquelles passe toute vie historique<sup>1</sup>.

Au moment où il rédigeait cet ouvrage, Lamprecht commençait sa carrière universitaire à Bonn comme privat-docent, puis professeur extraordinaire d'histoire. Il était établi depuis quelques années à Cologne où il enseignait au Gymnase. Dans cette ville, il s'était lié avec des érudits locaux et des amateurs d'histoire, tels que Gustave de Mevissen et Joseph Hansen, avec lesquels il fonda une Société pour l'étude de l'histoire de la vallée du Rhin (1881) et une Revue de l'Allemagne occidentale pour l'histoire et l'art (1882)<sup>2</sup>. Lui-même se mit à étudier l'histoire des provinces rhénanes et des pays avoisinants et le fruit de ses recherches fut son premier grand ouvrage : *la Vie économique de l'Allemagne au moyen âge*<sup>3</sup>.

D'après le titre de l'ouvrage, on pourrait croire qu'il s'agit d'une histoire économique de l'Allemagne entière. En réalité, l'auteur ne s'occupe que des pays du Rhin moyen et de la Moselle, et dans ces régions ce n'est pas l'histoire économique dans son ensemble qui est traitée, mais seulement celle de la vie agricole et des problèmes qui s'y rattachent (développement des associations autonomes, régime rural, modes de culture et de tenure, organisation de la grande propriété, seigneuries et voulures, formation de la souveraineté terri-

1. Lamprecht reconnaissait qu'il n'était pas arrivé du premier coup à cette classification. « Ces mots de symbolisme, typique, conventionnel », dit-il, « ne s'appliquent pas seulement au développement de l'art, mais à l'activité de l'imagination, plus particulièrement dans le domaine artistique. Et, de fait, on les employait déjà depuis longtemps dans ce sens. L'essentiel pour moi était de trouver un certain nombre d'expressions qui pussent caractériser technique-ment le processus graduel de l'activité imaginative. Je n'ai pas été seul à m'occuper du choix de ces expressions : Lippé et plus tard Wundt et Ratzel m'ont aidé » (notes manuscrites du professeur Spranger).

2. *Gesellschaft für Rheinische Geschichtskunde* (Köln, 1881). — *West-deutsche Zeitschrift für Geschichte und Kunst* (Trier, 1882).

3. *Deutsches Wirtschaftsleben im Mittelalter*, 3 Bände. I<sup>er</sup> Band (1<sup>re</sup> und 2<sup>de</sup> Hälften), *Darstellung*; II<sup>er</sup> Band, *Statistisches Material, Quellenkunde*; III<sup>er</sup> Band, *Quellensammlung*. Leipzig, 1885-1886.

toriale). Lamprecht, qui constate que les forces d'un seul homme n'eussent point suffi à mettre sur pied un ouvrage d'ensemble, remarque que par un exemple particulier on peut établir une loi générale et qu'en décrivant la vie économique d'un coin de terre allemand, il a pu, du même coup, faire un tableau général de cette vie dans le pays tout entier. La chose n'est point tout à fait exacte, car les conditions de la vie dans les vallées de la Moselle et du Rhin n'étaient pas les mêmes que dans d'autres parties de l'Allemagne, colonisées plus tard et d'une civilisation moins avancée. Ce qu'il faut regretter aussi, c'est que Lamprecht se soit occupé presque exclusivement de la vie rurale et qu'il n'ait rien dit ou presque rien du mouvement commercial et industriel et du développement des villes.

Un autre reproche adressé à cet ouvrage, c'est d'avoir fait dériver la souveraineté territoriale de la seigneurie, alors que, comme l'ont prouvé Ficker, Berchtold et Schröder dans leurs travaux, les territoires allemands ont pour origine les ressorts des fonctionnaires impériaux (*Reichsamt*). Et cette erreur qui vicié tout le système de Lamprecht a été la source d'une multitude d'autres erreurs sur lesquelles alors et depuis se sont exercées les polémiques<sup>1</sup>. Dépourvu d'esprit de finesse, Lamprecht ne sait pas toujours émettre des hypothèses vraisemblables<sup>2</sup> et, quand il s'agit de dégager des vues d'ensemble, il est incapable de le faire d'une manière intéressante. C'est ainsi que dans ce livre d'économie rurale on ne trouve rien sur la condition des paysans, sur les circonstances qui améliorèrent ou empirèrent leur sort.

A plus forte raison, Lamprecht n'a pas abordé certains problèmes importants du moyen âge, celui, par exemple, de l'influence du christianisme et de certaines théories du droit canonique, celui des avantages ou des inconvénients que procurait l'existence du saint empire romain, celui des conséquences économiques des Croisades, celui de la première renaissance du droit romain. Erudit et archéologue, ayant le goût du détail, des ornements, des initiales, des monnaies, des livres de comptes, des renseignements statistiques sur l'administration des propriétés rurales, Lamprecht ne sort guère des questions ayant trait directement à ces sujets et il ne faut pas lui demander de s'élever à des vues synthétiques de quelque ampleur<sup>3</sup>. Du reste, son

1. Voir particulièrement G. Blondel, *Revue historique*, t. XXXV, p. 350 et suiv., et G. von Below, *Historische Zeitschrift*, Bd. 63, p. 294 et suiv.

2. « Il y a du caprice dans les affirmations de Lamprecht », dit M. de Below, qui ajoute : « Aucune des assertions de l'historien ne peut être acceptée sans remarque critique » (*Historische Zeitschrift*, Bd. 63, p. 294 et 296).

3. « On se demande », dit M. de Below, « si Lamprecht n'eût pas mieux fait de publier simplement ses matériaux après les avoir classés. »

livre chaotique, d'un style obscur et abscons, n'est pas d'une lecture très aisée<sup>1</sup>.

*La Vie économique de l'Allemagne au moyen âge*, œuvre de recherches très poussées, n'en fonda pas moins la réputation scientifique de l'auteur et lui valut l'honneur d'être appelé en 1890 à l'Université de Marbourg en qualité de professeur ordinaire. L'année suivante, il passait à Leipzig. Dès ce moment, commence une féconde activité d'historien. En 1891 paraît le premier volume de *l'Histoire d'Allemagne*; en 1892, Lamprecht fonde la *Commission d'histoire royale de Saxe*<sup>2</sup>; en 1894, il prend la direction de l'importante collection de Heeren et Uckert, *Histoire des États européens*, qu'il transformera plus tard en une *Histoire universelle des États*<sup>3</sup>; c'est alors aussi qu'il formule d'une manière définitive et complète sa théorie, à laquelle, étant donné la place qu'elle occupe dans sa carrière d'historien, il est nécessaire de s'arrêter un peu<sup>4</sup>.

1. « La lecture de ce livre est pénible et difficile », dit l'économiste Schmoller, et M. de Below, encherissant sur cette critique, ajoute : « La disposition de cet ouvrage est tout simplement grotesque. »

2. *Königliche Sächsische Kommission für Geschichte*.

3. *Geschichte der europäischen Staaten*; à partir de 1901, *Allgemeine Staatengeschichte*.

4. La bibliographie complète du sujet a été donnée jusqu'en 1900 par Nils Eden, *Frågan om en ny historisk metod* (*Svensk historisk tidskrift*, t. III, p. 246 et suiv., 1900), et par H. Berr dans le *Répertoire méthodique pour la synthèse historique*, 1903. — Voici la liste des travaux de Lamprecht et des réponses de ses critiques : Lamprecht, *Zum Unterschiede der älteren und jüngeren Richtungen der Geschichtswissenschaft* (*Historische Zeitschrift*, N. F., Bd. 41, p. 257 et suiv., 1896). — Id., *Alte und neue Richtungen in der Geschichtswissenschaft*. Berlin, 1896. — Id., *Aufsätze* (*Zukunft*, 1896, n° 19, 8 février, p. 247; n° 27, 4 avril, p. 1; 7 et 14 novembre; 1897, n° 14, 2 janvier, p. 1; n° 44, 31 juillet, p. 1; 1898, n° 23, 5 mars, p. 448). — Id., *Was ist Kulturgeschichte?* (*Deutsche Zeitschrift für geschichtswissenschaften*, N. F. 1, p. 75, 1896). — Id., *Aufsätze* (*Jahrbücher für Nationalökonomie u. Statistik*, III<sup>e</sup> Folge, Bd. 13, p. 880; Bd. 14, p. 161). — Id., *Aufsätze* (*Zeitschrift für Sozialwissenschaft*, Bd. II, p. 12 et 97, 1899; Bd. 3, p. 705, 1904). — Id., *Zwei Streitschriften, den Herrn Oncken, Delbrück, Lenz zugeeignet*. Berlin, 1897 [voir la réponse de H. Oncken, *Lamprechts Verteidigung. Eine Antwort auf dessen Zwei Streitschriften*. Berlin, 1898]. — Id., *Die historische Methode des Herrn von Below*. Berlin, 1899. — Id., *Die kulturhistorische Methode*. Berlin, 1900. — Id., *Moderne Geschichtswissenschaft*. Berlin, 1904 (édition anglaise : *What is history?* 1904). — Id., *Das Königlich Sächsische Institut für Kultur und Universalgeschichte bei der Universität Leipzig*. Leipzig, 1909. — Id., *Historische Methode und historisch-akademischer Unterricht*. Berlin, 1910. — Id., *Einführung in das historische Denken*. Berlin, 1913. — G. Schmoller, *Die Beurteilung Rankes, durch K. Lamprecht* (*Sitzungsber. der histor. Gesells. zu Berlin*, 258, Sitzung vom 8 juin 1896). — P. Barth, *Die Philosophie als Soziologie*, Bd. I, 1897. — F. Rachfahl, *Ueber die Theorie einer kollektivistischen Geschichtswissenschaft* (*Jahrbücher für Nationalöko-*

\* \* \*

Le principe fondamental de la méthode de Lamprecht est que l'histoire n'est pas scientifique par l'exactitude du détail, mais par la somme de vérités scientifiques qu'elle est en mesure d'établir. Certes, « mettre au jour les matériaux historiques dégagés de tout ce qui les dénature et faire apparaître leur immédiate connexion » est une opération nécessaire, mais ce n'est là, dit l'historien, qu' « une méthode inférieure, au-dessus de laquelle il y a une méthode supérieure dont l'objet est de dominer les faits et leurs rapports, d'embrasser du regard un plus vaste horizon ». Pour atteindre ce but, il faut donc autre chose que des qualités d'érudition, il faut l'esprit du philosophe, c'est-à-dire un esprit « capable de se former sur les choses des idées d'ensemble qui ne représentent plus tel ou tel fait isolé, mais des séries entières de faits, des groupes entiers d'objets ». Il en résulte que le rôle de l'historien n'est pas de « décrire des cas particuliers », mais d'essayer de « découvrir la loi commune qui gouverne tous les cas et d'exprimer cette loi dans une formule capable de s'appliquer à tous ». Or, Lamprecht constate que c'est ce que les historiens ont le moins fait jusqu'à présent. A l'instar de Schiller, « dramaturge par vocation divine et titulaire d'une chaire d'histoire à l'Université d'Iéna », ils ont été ou des littérateurs ou des philologues ou des hommes politiques qui ont conçu l'histoire chacun à son point de vue et jamais dans sa totalité. Individualistes

*nomie und Statistik*, III<sup>e</sup> Folge, Bd. 13, p. 659 et suiv., 1897). — G. von Below, *Die neue historische Methode* (*Historische Zeitschrift*, N. F., Bd. 45, p. 193 et suiv., 1898). — Rickert, *Kulturwissenschaft und Naturwissenschaft*. Freiburg, 1899. — G. von Below, *Ueber Theorien der wirtschaftlichen Entwicklung der Völker* (*Historische Zeitschrift*, N. F., Bd. 50, p. 1 et suiv., 1901). — P. Barth, *Fragen der Geschichtswissenschaft* (*Vierteljahrsschrift für wissenschaft. Philos.*, Bd. 23, p. 322, 1899; Bd. 24, p. 69; Bd. 25, p. 57, 1901). — E. Platzhoff-Lejeune, *Zum Streit um die historische Methode* (*Der Lotse*, 2<sup>e</sup> Jahrgang, Heft 37, 14 juin 1902). — E. Bernheim, *la Science historique moderne* (*Revue de synthèse historique*, vol. 10, p. 126 et suiv., 1905). — E. Spranger, *Die Grundlagen der Geschichtswissenschaft* : Lamprecht, p. 40-48. Berlin, 1905. — W. Wagner, *Zum Problem der kollektivistischen Geschichtsbetrachtung*. Greifswald, 1905. — B. Weiss, *Lamprechts Geschichtsphilosophie* (*Archiv für systematische Philosophie*, Bd. 12, p. 209 et suiv., 1906). — E. Bernheim, *Lehrbuch der historischen Methode* : Lamprecht, p. 711-718. Fünfte bis sechste Auflage. Leipzig, 1908. — O. Hintze, *Historische und Politische Aufsätze*. IV<sup>e</sup> Band : *Ueber individualistische und kollektivistische Geschichtsauffassung*, p. 3-12. Berlin. — Ch. Andler, *la Philosophie des sciences historiques* (*la Philosophie allemande au XIX<sup>e</sup> siècle*. Paris, 1913).

renforcés, ils n'ont pas compris « l'action obscure et féconde des masses, la conscience commune des groupes humains, les courants sociaux psychiques, l'évolution des forces collectives ». Or, cela seul importe en histoire et peut donner la clef de l'évolution historique. Il est donc nécessaire qu'à côté de la critique des textes qui ne donne qu'une certitude approximative sur des faits isolés, l'historien se familiarise avec la psychologie, qu'il étudie Creutzer, Kant, Herder, Herbart, Wundt, Ebbinghans, Münsterberg et Lipps<sup>1</sup>. En effet, c'est seulement par la psychologie qu'il parviendra à « fixer ce qu'il y a d'universel et de permanent dans les sociétés humaines et à établir que la suite des époques historiques n'est pas arbitraire, que toutes les nations subissent à des moments donnés des transformations identiques et qu'il y a dans la vie des peuples un ordre déterminé et durable » (*bestimmte und bleibende Ordnung*)<sup>2</sup>.

Mais la psychologie n'est pas le seul procédé de recherche : il y en a un autre très important, l'étude comparative. « En comparant les peuples dans leur processus psychologique », dit Lamprecht, « on arrive à distinguer les éléments essentiels et permanents de leur culture » ; sont essentiels tous les éléments qui renferment entre eux « des moments critiques identiques ». Et, pour préciser sa pensée, l'historien recourt à un exemple, les régimes, ou mieux encore les civilisations féodales de l'Europe du moyen âge, de l'Égypte, de la Perse et du Japon. En comparant ces régimes, on voit, dit-il, « qu'ils résultent tous d'une forme donnée de la vie économique des sociétés, qu'ils ont été constitués par cette vie économique, limitée elle-même par l'exploitation des produits du sol » (*Naturalwirtschaft*). Mais ce n'est pas tout ; à y regarder de plus près, on découvre que ces régimes ont pour fondement une conception toute spécifique de la fidélité ; que de son côté cette conception de la fidélité se rattache à un mode particulier de la vie morale ; et, menant bout à bout notre raisonnement, nous distinguerons que le mode particulier de la vie morale n'est qu'une partie d'une certaine forme de vie intérieure propre à tous les hommes contemporains d'un régime féodal, et seulement à eux ; en un mot, si nous comparons entre eux divers régimes féodaux dans des pays et dans des temps différents, nous serons immédiatement et nécessairement amenés à reconnaître que ces régimes féodaux ont tous pour fondement une certaine vie inté-

1. « La science historique de tendance sociale », dit Lamprecht, « n'est pas autre chose qu'une application de plus grande intensité d'observation moderne à la matière historique. » Et ailleurs : « L'histoire n'est que de la psychologie appliquée » (*Moderne Geschichtswissenschaft*, p. 15).

2. *Die historische Methode*, p. 25 et 27.

rieure et une certaine vie matérielle de la société à laquelle ils correspondent, c'est-à-dire un certain caractère de l'état de civilisation de cette société; ou, d'une façon générale, la comparaison faite entre les régimes de plusieurs sociétés différentes nous ramènera à comparer les civilisations même de ces sociétés. Nous apprendrons à ne considérer le régime établi que comme une dépendance de la civilisation contemporaine, et nous reconnaîtrons que la plus profonde explication de toute forme de vie dans une société humaine est toujours fournie par l'étude de son état de civilisation, c'est-à-dire par l'étude de la vie intérieure propre à cette société, comme aussi de sa vie matérielle, si étroitement liée à sa vie intérieure<sup>1</sup>.

Deux conséquences découlent de ces principes, à savoir que la vraie histoire ne peut être que l'histoire de la civilisation de caractère universel et que toutes les sociétés subissent à un moment donné de leur évolution des transformations identiques. On peut donc dégager les lois du processus historique des nations civilisées, lois qui sont aussi fixes et immuables que celles du mouvement et de l'équilibre pour la mécanique, que celles des phénomènes naturels pour la physique, que celles de la synthèse et de l'analyse des corps pour la chimie. Au milieu de ce monde déterminé par des lois inviolables, la volonté de l'homme ne compte guère. « Je ne puis », dit Lamprecht, « accorder à aucune personnalité isolée une influence historique assez puissante pour bouleverser tout un siècle ou pour en renouveler complètement le caractère<sup>2</sup>. »

L'historien, on le voit, aboutit à une théorie déterministe de l'histoire. Il s'en est défendu pourtant au moment de trancher la question de savoir si les deux éléments de la vie sociale, vie de l'âme et vie matérielle, sont réductibles l'un à l'autre. Ici, il fait de prudentes réserves et, par des considérations subtiles, dont la clarté n'est pas la qualité principale, il semble faire des concessions à la doctrine individualiste. En réalité, par ses principes, action obscure des masses au sein desquelles l'individu est noyé, sa conception historique est toute mécanique. Il s'efforce, du reste, de prouver qu'on ne doit nullement comparer son système à ceux d'autres théoriciens de l'histoire. Il prétend même que sa théorie toute neuve est profondément originale et ne doit rien à personne. Quelques critiques ayant voulu lui objecter que Herder, les Romantiques, Guillaume de Humboldt et même Ranke avaient exposé des idées semblables aux siennes sur la psychologie des masses ; que l'on trouvait déjà dans Condorcet,

1. *La Méthode historique en Allemagne*, par Karl Lamprecht (*Revue de synthèse historique*, t. I, p. 24).

2. *Revue de synthèse historique*, t. I, p. 26.

en 1795, l'affirmation que « l'histoire n'a été jusqu'ici que celle de quelques hommes et qu'il était temps qu'on y fit entrer le genre humain » ; que Taine et Buckle avaient, avant lui, insisté sur l'étroite dépendance de l'homme de son milieu ; que le système psychologico-social d'Auguste Comte aboutissait à des conclusions analogues aux siennes ; à toutes ces objections, Lamprecht s'est borné à répondre : « Quand on est un créateur soi-même, on ne saurait mieux faire que de sourire de telles affirmations » ; que, s'il y avait quelques analogies entre sa théorie et celles de quelques-uns de ses devanciers, c'était par hasard et que, en tout cas, ce fut « une vraie nouveauté d'avoir en Allemagne présenté de ce mode particulier de la méthode historique une conception claire, approfondie et raisonnée<sup>1</sup> ».

On comprend qu'avec une telle idée de l'originalité et de la supériorité de son système Lamprecht n'ait jamais toléré la moindre critique. « On n'est point parvenu à réfuter mes idées », dit-il, « bien mieux, je ne puis m'empêcher de déclarer que tous les écrits de mes adversaires ne m'ont rien appris. » Et pourtant Lamprecht aurait eu profit à méditer ces critiques. Loin de s'exclure, en effet, comme il le croyait, la théorie individualiste et la théorie collectiviste se complètent l'une l'autre et c'est même de leur union seule que peut sortir la vraie méthode historique. Autrefois, on allait trop loin en niant l'action des masses en histoire, sans se rendre compte du rôle considérable que celles-ci jouent dans la formation et les transformations des langues, des mœurs et du droit, mais Lamprecht, de son côté, ne tient pas assez compte de l'individuel en histoire. Peut-il, par exemple, avec sa théorie, expliquer pourquoi de vingt hommes, ou de cent ou de mille, soumis en apparence aux mêmes conditions intrinsèques ou extérieures, il n'en est pas deux qui se ressemblent ? J'irai même plus loin et je dirai que le génie ne peut pas entrer dans le système de Lamprecht. En s'efforçant, en effet, d'enfermer dans le cadre rigide de sa doctrine la vie historique infinitement mouvante et nuancée, l'historien enlève à la civilisation ce qu'elle a de meilleur, de plus fin et de plus haut. Certes, Lamprecht se souciait médiocrement de l'art en histoire, mais il se faisait illusion en croyant avoir fait une œuvre d'un caractère scientifique rigoureux. En imposant à l'histoire une idée préconçue<sup>2</sup>, il contrevenait à la

1. On pourrait relever chez Lamprecht d'autres influences, par exemple celles de Jacob Burckhardt et de Riehl. Il est curieux de constater que, dans tout ce qu'il a écrit sur la méthode historique, l'historien allemand n'a jamais mentionné le nom de J. Richard Green, dont l'œuvre admirable, *A short history of the English people*, s'inspire du même esprit que la sienne.

2. Lamprecht affirmait que cette idée lui avait été imposée par l'expérience.

première règle de la recherche scientifique qui veut que le savant ne soit l'esclave d'aucun système, qu'il se déifie de la discipline rigoureuse des lois de la logique et qu'il s'efforce de chercher la vérité en elle-même, sans parti pris, avec prudence et ténacité, en se résignant à ne point tout savoir et à s'arrêter au point précis où la sagesse commande de s'arrêter. A cela Lamprecht répondait : « J'ai fait la preuve de mon système : c'est mon *Histoire d'Allemagne*<sup>1</sup>. »

Voyons jusqu'à quel point cette prétention est fondée.

\* \* \*

L'*Histoire d'Allemagne* de Lamprecht<sup>2</sup> peut, à bien des égards, se comparer à l'*Histoire de la littérature anglaise* de Taine. Non pas que les deux œuvres aient la même valeur littéraire, ni même la même valeur scientifique, mais toutes deux s'inspirent des mêmes principes et sont conçues d'après le même système. On peut dire que, si Taine s'est proposé de faire la psychologie du peuple anglais au travers de sa littérature, Lamprecht a voulu faire la psychologie du peuple allemand d'après son histoire<sup>3</sup>. Chez les deux écri-

« Je suis arrivé à cette conception », disait-il, « par un procédé d'induction de caractère pratique » (*Die kulturhistorische Methode*, p. 26).

1. « Mon *Histoire d'Allemagne* », dit-il, « est la première œuvre historique qui soit ordonnée d'après les idées de telles époques de culture et qui représente le développement du peuple allemand d'après les exigences de la méthode de culture historique » (*Die kulturhistorische Methode*, p. 26).

2. *Deutsche Geschichte*, 12 Bände. Freiburg-in-Brisgau und Berlin, 1891-1912 (1<sup>er</sup> Band, 1891; 2<sup>er</sup> Band, 1892; 3<sup>er</sup> Band, 1893; 4<sup>er</sup> Band, 1894; 5<sup>er</sup> Band, 1<sup>er</sup> Hälfte, 1894; 2<sup>er</sup> Hälfte, 1895; 6<sup>er</sup> Band, 1904; 7<sup>er</sup> Band, 1<sup>er</sup> Hälfte, 1905; 2<sup>er</sup> Hälfte, 1906; 8<sup>er</sup> Band, 1906; 9<sup>er</sup> Band, 1907; 10<sup>er</sup> Band, 1907; 11<sup>er</sup> Band, 1908; 12<sup>er</sup> Band, 1912). — Volumes supplémentaires : *Deutsche Geschichte. Ergänzungsbände* : Zur jüngsten Vergangenheit, 2 Bände, 1<sup>er</sup> Band, 1902; 2<sup>er</sup> Band, erste Hälfte, 1903; Zweite Hälfte, 1904. Freiburg-in-Brisgau. — Voir sur l'*Histoire d'Allemagne* : G. Winter, *Lamprechts Deutsche Geschichte*, Bde 1-3 (*Nationalzeitung*, 1893). — H. Finke, *Die kirchenpolitischen und kirchlichen Verhältnisse zu Ende des Mittelalters nach der Darstellung K. Lamprechts*. Eine Kritik seiner *Deutschen Geschichte*. Rome, 1896. — G. von Below, *Lamprechts Deutsche Geschichte*, Bände 1-3 (*Historische Zeitschrift*, Bd. 71, 1893). — F. Rachfahl, *Deutsche Geschichte vom wirtschaftlichen Standpunkt* (*Preussische Jahrbücher*, Bd. 83, p. 348 et suiv., 1896). — G. Schnürer, *Lamprechts Deutsche Geschichte* (*Historische Jahrbücher der Görresgesellschaft*, Bd. 18, p. 88 et suiv., 1897). — M. Lenz, *Lamprechts Deutsche Geschichte*, Bd. V (*Historische Zeitschrift*, N. F., Bd. 41, 1896). — H. Oncken, *Zur Quellenanalyse modernster Geschichtsschreibung* (*Preussische Jahrbücher*, Bd. 89, 1897). — F. Rachfahl, *Lamprechts Deutsche Geschichte*, V<sup>er</sup> Band (*Mitteilungen des Instituts für Österreichische Geschichtsforschung*, Bd. 17, p. 468 et suiv., 1896).

3. « Lamprechts Geschichtsauffassung wollte in ihrem Kern *Geschichte der*

vains aussi on trouve la même tendance à résumer l'âme du peuple qu'ils étudient par une dominante. Cette dominante, dit Lamprecht, est ce qu'il y a de plus intime dans une nation dont elle constitue le fond permanent et immuable. « Les caractères psychiques des races », dit-il, « sont les produits d'un développement lent, s'étendant sur des centaines et même des milliers de siècles. Ils ne se modifient pas du jour au lendemain ; ils constituent le fondement de l'existence nationale, fondement d'abord insoupçonné, mais pourtant très solide et sur lequel tout repose<sup>1</sup>. » Et il montre que, de même que les particularités que présente le Chinois de nos jours sont absolument semblables à celles que révèle son art ornemental d'il y a six mille ans, de même l'Allemand d'aujourd'hui, dans ses traits essentiels, reproduit le type qu'a dépeint Tacite. « Sans doute », ajoute Lamprecht, « la nation allemande, depuis le jour où Tacite décrivit son caractère, a passé par des vicissitudes innombrables ; sans doute du sang étranger, celto-romain, slave et même mongol, s'est mélangé au sien ; pourtant les particularités fondamentales de son être moral persistent encore aujourd'hui, telles que Tacite les a fait connaître<sup>2</sup>. »

Quand il cherche par un mot à caractériser la dominante de la race germanique, Lamprecht n'en trouve pas d'autre que celui d'idéalisme. Il constate que, dès l'origine, c'est le trait le plus marquant des Germains, comme on le voit par leur fierté, le sentiment qu'ils ont de la dignité humaine, la fidélité à la parole donnée qu'on retrouve chez toutes les tribus germaniques et particulièrement chez les Francs, lesquels entre tous les Germains peuvent être considérés comme la race élue<sup>3</sup>. « Les Romains », dit-il, « ne tenaient point les Germains pour des sauvages ; si barbare que parût leur culture, elle inspirait le respect<sup>4</sup>. »

Mais c'est surtout dans l' amour de la liberté et l'esprit d'indépendance que se manifeste le mieux l'idéalisme germanique. Quand le Germain embrasse le christianisme, dit Lamprecht, il y met tout de suite sa marque propre. Sans doute cette conception chrétienne

*Seele sein... Die Psychogenetis, der Mensch in seiner inneren seelischen Beschaffenheit, nicht seine objektiven Schicksale und überindividuellen Verflechtungen gaben ihm den Leitfaden für das Verständnis der historischen Entwicklung ab.* » (Spranger, *Vossische Zeitung*, 6 juin 1915.)

1. *Le Nationalisme en Allemagne, Documents du progrès*, t. I, p. 11.

2. *Documents du progrès*, t. I, p. 11.

3. *Auctore Deo condita et Gestia Dei par Francos*, dit-il. Il dit aussi : « La fidélité est un traité spécifiquement germanique » (*Deutsche Geschichte*, t. I, p. 135).

4. *Ibid.*, p. 81.

germanique (*das germanische Verständnis des Christentums*) n'apparaît pas d'abord dans tout son éclat. « C'est seulement plus tard », dit Lamprecht, « que, dans ce domaine, le christianisme devait révéler les qualités du grain de sénévé que son divin fondateur annonçait; dans les temps nouveaux de la libération spirituelle des peuples romano-germaniques, il devait grandir et se propager superbement, afin que les peuples de la terre pussent habiter à son ombre. » Mais avant de s'épanouir avec la Réforme, il anime déjà toute la vie religieuse du peuple allemand pendant le moyen âge. Aussi, rien d'étonnant à ce que Lamprecht donne une place considérable — la première même — à l'événement qu'il considère comme le plus important de la vie germanique. « La signification de la Réforme », dit-il, « n'est pas en ce que, pure doctrine de foi, elle se substitue au catholicisme du moyen âge. Elle n'est pas simplement un événement de l'histoire religieuse et ecclésiastique. Elle signifie surtout le passage du moyen âge au monde moderne, d'une existence spirituelle des peuples irrévocablement liée à des puissances extérieures, à une existence plus libre<sup>1</sup>. »

Dès lors, Luther devient pour Lamprecht le héraut de l'âge moderne, le « grand Allemand » qui a fait « brèche dans les murailles qui enserraient le monde du moyen âge » et qui « a ouvert toute grande la porte à l'individualisme ». « Après lui », dit-il, « des combattants joyeux pénètrent dans le monde moderne<sup>2</sup>. » Pour l'Allemagne, c'est une vie nouvelle qui commence, avec un art national, la langue écrite fixée, une littérature populaire. « C'est alors », dit-il, « que se fonde la réputation de la nation d'être une nation de poètes et de penseurs. » On pourrait croire à ce moment que l'idéal de l'unité politique, de l'État national allemand, si fort au moyen âge, ait disparu. Il n'en est rien, il sommeille un peu, mais existe à l'état latent. Sans doute, ce sentiment subit quelques éclipses au cours des âges. Lamprecht insiste sur les modifications que la guerre de Trente ans apporte à l'esprit national. « Les sentiments acquis au xvi<sup>e</sup> siècle », dit-il, « disparaissent momentanément. L'antique fierté est perdue. Des sentiments inférieurs se font jour; on sent le besoin maladif d'une réputation nationale et l'inquiétude de le conserver. Résultat : une attitude de chien rampant que prend l'Allemagne vis-à-vis de l'étranger et qu'il n'a même pas tout à fait abandonnée. »

Mais vienne un héros national et ces sentiments n'en renaissent

1. *Deutsche Geschichte*, t. I, Introduction, p. 20.

2. *Ibid.*, p. 21.

qu'avec plus de vigueur. Lamprecht voit ce héros dans Frédéric le Grand dont il fait un portrait enthousiaste<sup>1</sup>. Il trouve surtout le roi de Prusse grand pendant « la guerre gigantesque qu'il soutient contre l'Europe coalisée ». Obscurément, le peuple sent que cette lutte, dont l'existence de la Prusse est l'enjeu, est une « lutte nationale, une lutte pour la civilisation allemande ». Dans l'Empire, on n'est « plus prussien, mais frédéricien<sup>2</sup> », « le plus beau signe de reconnaissance pour le plus grand des Hohenzollern. Aussi, quand la paix se signe à Hubertshbourg, commence pour la Prusse une politique de grand État, supérieure à celle de la Saxe, du Hanovre, du Wurtemberg et de la Bavière ». C'était le premier signe qui montrait au peuple que « dans les Hohenzollern, les Allemands auraient leurs guides ».

Avec les Hohenzollern, empereurs d'Allemagne, commence une nouvelle phase de l'histoire allemande, que Lamprecht étudie dans deux volumes complémentaires, *le Plus récent passé allemand*. L'idéalisme allemand va s'y manifester sous une forme nouvelle, « l'universalisme ». Ici, Lamprecht, pour donner plus de poids à cette idée, invoque l'autorité de Schiller, « le plus grand poète idéaliste allemand ». « Dans une suite magnifique de pensées », dit-il, « nées lors de la pleine maturité de son esprit, vers 1800, le poète a avancé qu'il était dans la vocation et les attributions du peuple allemand de mettre à la disposition du monde son idéalisme, son art, sa poésie et sa pensée acquise dans la recherche passionnée et minutieuse de la vérité ; qu'ainsi le peuple allemand serait à la tête du monde par les services distingués qu'il lui rendrait de tout cœur. » Et précisant encore la pensée de Schiller, Lamprecht ajoute : « L'on peut dire que cette idée a bien été celle de l'évolution intellectuelle de l'Allemagne au xix<sup>e</sup> siècle ; elle a été à la base de sa poésie classique et romantique, de sa science, de sa musique, de ses méthodes d'éducation et surtout de sa philosophie<sup>3</sup>. »

Telle est l'idée qui circule tout au travers de cette *Histoire d'Allemagne*, sans parvenir pourtant à lui donner son unité. Car, comme dans ses ouvrages précédents, Lamprecht, s'il est un érudit estimable, n'est pas un grand historien. Certes, le plan de son livre était grandiose : il voulait, dans un vaste tableau, tracer l'histoire

1. *Deutsche Geschichte*, t. VII, Zweiter Teil, p. 777 et suiv.

2. « *Man fühlt nicht preussisch, aber fritzisch* », mot de Goethe cité par Lamprecht.

3. Cette citation est tirée de l'article de Lamprecht, *le Nationalisme en Allemagne*, où est résumée l'idée de l'idéalisme allemand incorporée aujourd'hui dans ses aspirations nationales.

des progrès politiques, intellectuels, économiques et moraux de la nation. Mais l'exécution a faibli entre les mains d'un ouvrier malhabile. Il suffit pour s'en rendre compte de comparer l'œuvre de Lamprecht avec l'*Histoire de la littérature anglaise* de Taine. Si les deux ouvrages offrent des ressemblances frappantes, ces ressemblances s'arrêtent à l'extérieur. Autant l'œuvre de Taine est nette, claire, vigoureuse, bien conçue et coulée d'un seul jet, autant celle de Lamprecht est confuse, obscure, mal ordonnée et plus mal exécutée encore. Certes, Lamprecht affichait un grand mépris pour les dons littéraires chez l'historien, mais ce mépris s'est cruellement vengé dans son œuvre. Non pas qu'on réclame de lui des tableaux ou des portraits brillants. Il affectait de dire avec dédain : « Il convient de rompre scientifiquement avec cette conception, d'après laquelle le manteau bigarré de l'évolution exprimerait aussi l'âme de celle-ci. » Mais pour exprimer l'âme d'une civilisation ou d'un peuple, il n'en faut pas moins des qualités d'écrivain. Esprit subtil, ramifiant à l'infini ses idées, Lamprecht est incapable de donner du relief aux choses essentielles et de nuancer les valeurs moindres. Renan disait : « Bien écrire, c'est bien raisonner. » Cela est vrai pour Lamprecht qui écrit mal parce qu'il raisonne mal. Bizarre dans ses arguments, il est déconcertant dans les conclusions qu'il en tire. L'esprit farci de théories, il les étale à propos de tout, non seulement dans ses préfaces, mais dans le corps même de son récit. Et, comme il croit qu'il n'a jamais été trop explicite, il revient sans cesse aux mêmes idées, qu'il répète sous des formes à peine différentes. Aucun ordre, aucune méthode, même pour les faits matériels<sup>1</sup>. Et dans quel style tout cela est écrit ! Hérissée de termes abstraits, la langue de Lamprecht emprunte son vocabulaire au jargon de toutes les sciences, à la psychologie, à la philosophie, à la mécanique, aux mathématiques, à la biologie. A chaque ligne, on rencontre des mots comme intégration, aperception, différenciation, syncrétisme, paradygme, sumsumption, phénomènes osmotiques, diosmose, endosmose, exosmose, ontogénèse, philogénèse. Et si ces mots barbares ne marquent pas assez la nuance de sa pensée, Lamprecht n'hésite pas à en forger de nouveaux. Il dira, dans une langue intraduisible en français : *Periodicierung, Fundamentierung, Kerzdisziplin, Intensivierung, Konkretivierung*.

1. Le cinquième volume de son histoire se termine par le congrès de Münster. Dans le sixième, Lamprecht revient au XVI<sup>e</sup> siècle, et l'on est au milieu du volume qu'on a à peine atteint le XVII<sup>e</sup> siècle. Toute une histoire des universités allemandes et des gymnases qui aurait dû trouver place dans le cinquième volume forme un chapitre du sixième.

Certes, les pages remarquables ne manquent pas dans cette *Histoire d'Allemagne*. Les premiers volumes surtout, relatifs au moyen âge, sont pleins de détails intéressants<sup>1</sup>. On y trouve quelques bonnes généralisations sur l'empire carolingien, les luttes de la papauté et de l'empire, le développement et le caractère de la chevalerie, la naissance des villes allemandes, les transformations agraires, la constitution de centres germaniques en Flandre et en Hollande, la germanisation des territoires entre l'Elbe et l'Oder. Là, l'auteur est en pays de connaissance et l'on sent que son érudition s'appuie sur des travaux de première main. Il a une compétence toute particulière sur la vie économique et la vie sociale de l'époque. Mais quand il entre dans l'histoire moderne, il n'en est plus ainsi. Quelques parties traitant la vie économique, sociale, littéraire et artistique offrent encore des détails intéressants<sup>2</sup>. Mais, quand l'auteur aborde la vie politique, il devient vraiment insuffisant. Sans doute Lamprecht, qui n'avait pas fait une étude spéciale de cette période, met à contribution les nombreux et excellents travaux qui, sur le sujet, existent en Allemagne, mais travaillant très vite (il ne faut pas oublier que l'œuvre entière, quinze volumes, a été écrite en vingt ans), il commet de multiples erreurs de détail, il transcrit mal les textes qu'il cite; il lui arrive même d'intercaler dans sa narration des fragments à peine modifiés de Burckhardt, Winter, Ranke et Bezold. « Les chapitres de l'*Histoire d'Alle-*

1. Voir, par exemple, ce que Lamprecht dit de l'ambre et de l'étain considérés comme véhicules de la civilisation, de la flore et de la faune germaniques d'après les écrivains anciens, du caractère des premières migrations germaniques, du chant, de la musique et du dessin des anciens Germains, des fêtes du printemps, dont on retrouvait des vestiges au xvi<sup>e</sup> siècle dans les pays du Rhin, de Trèves, résidence des Césars, de la vie militaire des garnisons romaines, de l'agriculture des indigènes d'origine ou d'émigration celtique, des infiltrations germaniques dans la langue latine, etc.

2. A remarquer, dans les V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> volumes, les pages sur la grandeur et la décadence de la Hanse, le commerce de la Baltique, le développement social de la bourgeoisie au xvi<sup>e</sup> siècle, l'humanisme allemand, l'apparition du capital dans l'industrie, la condition des ouvriers des villes, la décadence sociale de la population rurale, les journaux, les auberges, les hôtelleries, les postes, le développement des sciences au xvii<sup>e</sup> siècle; dans les VII<sup>e</sup> et VIII<sup>e</sup> volumes, sur le patriciat des grandes villes, le développement de l'intellectualisme, le plétisme, l'architecture baroque et rococo, l'importance de Hambourg, la musique, la vie littéraire zurichoise au temps de Bodmer et de Breitinger, la vie sociale et économique dans le Brandebourg, l'accroissement de la puissance de la bourgeoisie, le développement des manufactures, Frédéric le Grand, Beethoven; dans les IX<sup>e</sup>, X<sup>e</sup>, XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> volumes, sur le romantisme, la renaissance du sentiment national, Goethe, les philosophes, les sciences, l'agriculture, l'union douanière prussienne, le machinisme, les premières théories socialistes, etc.

*magne consacrés à l'histoire politique* », dit M. G. de Below, « ont tantôt le caractère d'un sec manuel, tantôt celui d'un article de revue... Dans cette partie de l'œuvre de Lamprecht, autant d'erreurs que de phrases. Jamais professeur universitaire n'avait encore rédigé un livre avec une telle légèreté<sup>1</sup>. »

Et ce défaut alla en s'aggravant à partir du XVII<sup>e</sup> siècle. Arrivé à cette période, Lamprecht avait éprouvé quelque difficulté à poursuivre. S'imaginant alors qu'il comprendrait mieux le XVII<sup>e</sup>, le XVIII<sup>e</sup> et la première partie du XIX<sup>e</sup> siècle, s'il étudiait au préalable l'âme contemporaine, il abandonna son travail pour écrire *Du récent passé allemand*, ouvrage en deux volumes qui est un complément de son histoire<sup>2</sup>. Mais, en s'occupant de ce passé récent, Lamprecht prit la mauvaise habitude de se documenter d'après les revues, les journaux ou les publications d'occasion, ce qui nuisit à son œuvre. On le vit bien quand, après avoir terminé son esquisse de l'histoire actuelle de l'empire, il revint aux siècles antérieurs. Les cinq derniers volumes de l'*Histoire d'Allemagne* sont certainement les plus mauvais. On ne peut s'imaginer composition plus décousue et forme plus défectueuse. Il y a de tout dans ces volumes, des considérations philosophiques qui sont de pur charabia<sup>3</sup>; une dissertation sur la différence entre l'individualisme et le subjectivisme qui eût fait la joie des filles de Gorgibus; des définitions baroques comme celle-ci de l'idéalisme : la perception et le pathétique de la distance; un étalage présomptueux de sa méthode et de ses connaissances encyclopédiques; un méli-mélo de musicographie, de stratégie, de critique littéraire et esthétique, de théories scientifiques mal digérées; des mots de petit journal; des prosopées : « Inclinons-nous avec respect devant le nom de Beethoven »; des effusions lyriques : « Parviendrai-je à ressentir en créateur cette grandeur (il s'agit de Frédéric le Grand) et réussirai-je, sans rompre le charme, à la fixer dans la nouvelle vie de l'exposé historique ? »

1. *Historische Zeitschrift*, Bd. 71, p. 252.

2. Raisonnant en psychologue, Lamprecht dit : « L'évolution psychique d'un enfant est facile à observer. Ses progrès comme adolescent continuent d'être sensibles; mais les changements qui s'opèrent chez lui quand arrive l'âge mûr sont beaucoup moins accusés. Ils ne consistent plus guère qu'en nuances souvent imperceptibles. Ils ne sont plus définissables que par comparaison. La même loi préside au développement des peuples. Le passé d'une nation s'éclaire singulièrement par la connaissance de son état actuel. » D'accord avec cette théorie, Lamprecht croyait que par une étude minutieuse et approfondie du présent il arriverait à comprendre l'étude du XVII<sup>e</sup> siècle allemand. C'était sans doute une illusion. Lamprecht comprenait moins le XVII<sup>e</sup> siècle allemand parce qu'il le connaissait mal.

3. Voir particulièrement, dans le VI<sup>e</sup> volume, le chapitre II.

ou bien, lorsqu'il arrive au terme de son ouvrage et qu'il entonne son *Exegi monumentum* : « Oui, nous l'aimons, patrie allemande<sup>1</sup>. » Et quand on est au bout de ces volumes, où le style abstrus et pédant alterne avec le style sautillant d'un feuilletoniste littéraire, on ne peut que souscrire au jugement que porte M. G. de Below sur cette histoire : « Qu'une œuvre historique puisse être mieux faite, c'est ce que montre non seulement le grand et le petit Weber, mais le premier livre de classe venu... Telle est pourtant cette œuvre classique de la nouvelle méthode qui, pour la première fois, devait nous présenter un tableau satisfaisant du développement scientifique d'un peuple<sup>2</sup>. »

\* \* \*

L'ambition de Lamprecht était plus grande encore. Par son œuvre, il espérait aussi devenir l'éducateur politique de son peuple. En cela, il était bien dans la tradition des historiens allemands de tendance prussienne. De même qu'il considérait comme eux la Réforme comme le point de départ d'une civilisation nouvelle dont la Prusse devait être le porte-drapeau en Allemagne, de même il croyait, à l'instar de Giesebricht, « qu'il est faux que la science n'ait pas de patrie et qu'elle plane au-dessus des frontières, qu'elle doit être au contraire nationale, allemande ». Mais tandis que les historiens de la petite Allemagne — Dahlmann, Häusser, Duncker, Droysen, Sybel et Treitschke — bornaient leur ambition à vouloir créer une Allemagne impériale continentale, lui représentant des temps nouveaux, il rêvait d'une grande Allemagne orientée vers la conquête des océans et des marchés du monde. « La nouvelle génération », dit-il, « regarde au delà des poteaux noir-blanc-rouge qui marquent les frontières de l'empire. Rêve-t-on pour l'histoire politique nationale un brillant essor politique? On ne peut la concevoir autrement qu'avec un programme teinté de pangermanisme<sup>3</sup>. »

Lamprecht a l'air de dire qu'il ne s'agit là que d'un pangermanisme anodin<sup>4</sup>. En réalité, quand on étudie d'un peu près ses der-

1. *Deutsche Geschichte*, t. XI, 2<sup>me</sup> Teil, p. 220.

2. *Historische Zeitschrift*.

3. « Ein glänzender Aufschwung nationalpolitischer Geschichtsschreibung wird schwerlich uns einem anderen als einem irgendwie alldeutsch geführten politischen Programm hervorgehen können. » *Alte und neue Richtungen in der Geschichtswissenschaft*.

4. Il se défendait, en effet, d'être un pangermaniste, et, quand un publiciste français accola ce mot à son nom, il se fâcha. Dans son *Nationalisme en Allemagne*, il dit que certains historiens allemands, en exaltant leur patrie au détriment des autres peuples, « ont enflé l'orgueil national » et créé un « chau-

niers écrits, *Du récent passé allemand*, son essai sur Guillaume II<sup>1</sup> et surtout les nombreuses brochures qu'il fit paraître depuis la guerre, *Der Krieg der Völker Krieg und Kultur*, *Zur Lage*, *Der deutsche Aufstieg*, *Die geschichtliche Stellung des deutschen Reiches* (1871-1915), on voit qu'il est un pangermaniste avéré et d'autant plus redoutable qu'il feint la modération et qu'il recouvre les théories de l'*Alldeutscher Verband* d'un vernis scientifique. C'est toujours en partant de l'idéalisme germanique qu'il prétend servir à la fois la science et la morale. Les Allemands, par leurs vertus, ne sont-ils pas destinés à régénérer le monde? Et Lamprecht s'efforce de le prouver.

La période subjectiviste de l'histoire d'Allemagne qui commence vers 1750 se manifeste dans d'énormes proportions — surtout de nos jours — par le sentiment de la puissance organisatrice de l'intelligence et de la volonté humaine. L'homme applique son énergie avec une remarquable intensité à la conquête du « pouvoir » scientifique ou technique, économique ou politique. Aux yeux de Lamprecht, l'Allemagne est appelée à jouer un rôle prépondérant dans ce mouvement. Elle l'a révélé depuis les débuts de la seconde période du subjectivisme (après 1870), période qu'il appelle « une période d'excitabilité nerveuse » et qu'il divise à son tour en deux autres périodes, la période d'excitabilité naturaliste et la période d'excitabilité idéaliste. Chacune est incarnée dans un homme, la première dans Bismarck, la deuxième dans Guillaume II. Bismarck le réaliste n'avait, dit Lamprecht, qu'une politique à courte vue, une politique d'expédients ; son échiquier était l'Europe ; il ne comprenait rien à la politique coloniale, à l'expansion de la plus grande Allemagne. Guillaume II, l'idéaliste, est tout différent. En lui revit sous sa forme la plus élevée l'idéalisme germanique. Il a une conception épique du vieux germanisme. Il rappelle les grands empereurs du moyen âge. Comme eux, il est toujours par voies et par chemins. S'il eût vécu en leur temps, « le peuple l'eût révéré comme un saint et les pèlerins seraient accourus de tous les pays pour prier sur ses ossements ». Comme ses grands ancêtres, Guillaume II est mystique et croit que les souverains reçoivent de Dieu leurs inspirations. Lorsque ses soldats se battent en Chine, il prie pour eux. « Ses discours », dit Lamprecht, « rappellent absolument la conception de l'époque carolingienne, en vertu desquels des souverains comme

vinisme qui s'efforce de considérer la nation allemande comme la seule élue », et il ajoute : « Les manifestations diverses de ce chauvinisme dégénèrent en une attitude que les Français ont appelée grossièreté allemande. »

1. *Der Kaiser. Versuch einer Charakteristik*. Berlin, 1913.

Charlemagne parlaient couramment de la coopération de leurs deux armées, celle des guerriers en campagne et celle des moines en prière dans les couvents. » Aussi est-il persuadé que sa nation est la nation élue. Il dit : « Le bon Dieu ne se serait jamais donné tant de peine pour notre patrie allemande s'il ne nous réservait une grande destinée; nous sommes le sel de la terre. Dieu nous a appelés à civiliser le monde<sup>1</sup>. » Dieu est donc le grand allié des Germains, *unser Gott*. Ce Dieu demande qu'on soit inexorable envers ses ennemis. Quand les soldats allemands partent pour la Chine, l'empereur leur dit : « Pas de pardon, pas de prisonniers... Vous agirez à votre gré, soldats allemands, envers ceux qui tomberont entre vos mains... Montrez-vous si violents que jamais plus un Chinois n'osera contempler en face un Allemand. » Et Lamprecht, qui approuve, ajoute : « Qui donc oserait nier que maintenant encore il existe un Dieu chrétien germanique et qu'il lui arrive de se manifester à l'étranger comme un Dieu fort et jaloux? » Pour suivant sa démonstration, Lamprecht va nous montrer de quelle manière se réalisera ce grand empire germanique de caractère idéaliste. « L'empire », dit-il, « n'est plus aujourd'hui un corps politique enfermé dans des limites territoriales; il est une puissance vivante agissant dans l'univers; il est partout où les intérêts économiques allemands étendent leurs tentacules; il est tentaculaire. » Cette œuvre, il l'a déjà commencée en Europe et dans les quatre autres continents. Tout le monde reconnaît les progrès que le germanisme a accomplis en Belgique, en Hollande, en Italie, en Russie, dans la vallée de l'Euphrate et dans le Turkestan, en Afrique, en Australie et surtout en Amérique, où il y a des colonies allemandes très prospères<sup>2</sup>. Mais ce n'est là que la phase préparatoire à une plus grande expansion, à ce qu'on nomme, en pays anglo-saxons, « l'impérialisme », ou mieux encore, « l'universalisme réaliste », « lequel », dit Lamprecht, « aspire à la grandeur politique, sinon à la suprématie, en même temps qu'à l'expansion économique<sup>3</sup> ». Pour cela, « les forces économiques de la nation doivent être mises en marche, comme l'armée et la flotte qui ne font qu'un avec elles ».

Lamprecht se trouve ainsi amené à développer les trois articles du

1. Lamprecht applaudit à ces paroles : « Quel Allemand, en fin de compte », dit-il, « ne partagera pas ce sentiment? » *Und welcher Deutsche wird ihr letzten Endes im Gefühl nicht anhangen?* (*Der Kaiser*, p. 107).

2. Voir le curieux volume d'impressions que Lamprecht rapporta d'un voyage en Amérique, *Americana, Reiseeindrücke; Betrachtungen, Geschichtliche Gesamtansicht*. Freiburg-in-Brisgau, 1906.

3. *Le Nationalisme en Allemagne*, p. 15.

programme pangermaniste, à savoir : 1<sup>o</sup> que l'Allemagne ne peut continuer à vivre dans l'étroitesse du cadre où elle est enclose; 2<sup>o</sup> que la guerre est voulue par Dieu et qu'elle est une loi de la nature; 3<sup>o</sup> que l'Allemagne a pour mission de régir le monde pour le plus grand bien de l'humanité. Il est vrai qu'il n'expose point ces idées avec la brutalité d'un Bernhardi : il y met la forme. Ayant un jour affirmé ses sentiments de solidarité sociale à l'égard des autres peuples<sup>1</sup>, il ne veut pas se mettre en contradiction avec lui-même. « Si les nations étaient toutes suffisamment civilisées », dit-il, « elles n'auraient pas besoin de s'en remettre aux armes pour décider de leur puissance. » Malheureusement, tel n'est pas le cas, et, de même que les Japonais ont dû recourir à la guerre « pour que leur civilisation avancée et originale obtint dans le concert des nations pleine reconnaissance et égalité des droits », de même les Allemands devront un jour dégainer l'épée pour « obtenir ce qui, en bonne justice, revient à leurs aptitudes singulières. C'est là une évolution dont le cours silencieux devrait bien satisfaire les autres nations... Il n'est dans l'intérêt de personne de faire obstacle à cette évolution ; l'on devrait bien à l'étranger attendre la fin de son cours et non point le troubler par des reproches souvent très déplacés, adressés même directement aux voyageurs et touristes allemands<sup>2</sup> ». Reprenant alors son antienne sur l'idéalisme allemand, Lamprecht dit : « L'idéaliste poursuit des buts lointains ; c'est un travailleur de longue haleine ; mais il n'aime pas qu'on le trouble dans la poursuite de ses idées ; il peut alors devenir fort désagréable ; il s'emporte et va même jusqu'à la fureur<sup>3</sup>. » L'historien insiste sur cette « fureur teutonique » que Tacite signalait déjà et qui paraissait si redoutable au moyen âge, où l'on disait : « *Quis furiosam tulerit Teutonicorum insaniam?* » Et, rappelant 1813 et les sacrifices que la nation fit alors pour sauver la patrie, il ajoute, comme un garde à vous : « Il est à souhaiter que le xx<sup>e</sup> siècle ne lui donne

1. Il est à remarquer que, modéré dans ses jugements sur les peuples étrangers, Lamprecht, malgré quelques amabilités adressées à des Français en particulier, n'a jamais eu de sympathie pour l'esprit français. Il n'en parle jamais dans son *Récent passé allemand* qu'avec un sentiment de mépris, de jalousie et de méfiance séculaire. Voir aussi ce qu'il dit de la *Französerei* à propos de Frédéric le Grand (*Deutsche Geschichte*, t. VII, 2<sup>e</sup> Hälfte, p. 830). Il n'a jamais voulu reconnaître que la France fut d'esprit libéral et démocratique. « Elle est infiniment moins progressiste que l'Allemagne », dit-il ; « c'est un pays conservateur sous un gouvernement démocratique. La France est en recul dans tous les domaines. » Voir aussi ce qu'il dit du boulangisme et de l'alliance russe dans son *Récent passé allemand*.

2. *Le Nationalisme en Allemagne*, p. 13.

3. *Ibid.*, p. 11.

jamais l'occasion de se déchaîner, car son explosion, jusqu'alors salutaire pour la nation allemande, ne pourrait être provoquée que par de graves conflits internationaux; elle entraînerait alors des conséquences dont les Allemands ne seraient pas seuls à pâtir<sup>1</sup>. »

Avec un tel état d'esprit, on comprend que Lamprecht ait accueilli la guerre de 1914 avec un enthousiasme mystique<sup>2</sup>. Pour lui, il n'y avait aucun doute que cette guerre avait été imposée à l'Allemagne par des voisins jaloux, anxieux de sa puissance et qui méditent sa ruine<sup>3</sup>. Aussi, dès l'ouverture des hostilités, l'historien fut-il sur la brèche, multipliant les conférences et les brochures. Il y dit : « Nous sommes entrés dans la guerre avec des coeurs hauts et purs, pénétrés de la pensée de notre avenir national. Cet avenir, nous le remplirons des floraisons de notre culture; il nous est promis, par la volonté qu'ont ensemble tous les Allemands, d'élever le monde à toute noblesse et toute beauté. »

Dans une conférence faite au mois de septembre 1914, il s'inspire des paroles qu'il appelle prophétiques que Guillaume II prononça à Münster en 1907 : « Que tous, anciens et nouveaux sujets de cet empire, bourgeois, paysans, ouvriers, s'unissent dans un même sentiment d'amour et de fidélité pour la patrie, et le peuple allemand sera le bloc de granit sur lequel Notre-Seigneur Dieu pourra élever etachever la civilisation du monde; c'est alors que se réalisera la parole du poète : « Le monde, un jour, devra son salut au germanisme » (*Am deutschen Wesen wird einmal noch die Welt genesen*).

Ce thème devient le *leitmotiv* de ses discours : « Les tâches dont la solution nous incombe et qui déjà s'imposent à nous depuis longtemps », dit-il dans son *Deutscher Aufstieg*, « ne sont pas

1. *Le Nationalisme en Allemagne*, p. 12. Il dit aussi dans le même article : « L'Allemand est habituellement fort endurant : cela est certain, c'est même là une qualité vraiment allemande. Mais, dès qu'il reconnaît que la situation est intolérable, dès qu'il s'aperçoit nettement que l'on trouble son intimité, alors il est difficile de le calmer; il n'en est pas seulement ainsi de l'individu, mais de la nation tout entière et en masse » (p. 12).

2. Il semble que, dès 1913, il prévoyait cette guerre. Dans son essai sur Guillaume II, il note que l'empereur « est de plus en plus préoccupé du problème anglais, qu'il étudie avec zèle les journaux et les revues anglaises » et qu'il juge que « le conflit avec l'Angleterre est inévitable et que tôt ou tard il faudra en découdre » (*Der Kaiser*, p. 108). — On trouve aussi dans cette brochure un curieux jugement sur la diplomatie allemande que Lamprecht juge « insuffisante pour ses informations et nullement à la hauteur de sa tâche ».

3. Lamprecht fut un des signataires du fameux Manifeste des 93. Nous espérons qu'il signa ce Manifeste, comme plusieurs savants allemands, sans l'avoir eu sous les yeux.

purement des tâches de puissance politique, mais des tâches de puissance de culture; ce n'est pas pour préserver notre puissance extérieure que nous avons pris les armes, mais pour ouvrir dans l'humanité une voie libre à la civilisation allemande, bien entendu avec un accroissement de puissance; c'est cette civilisation qui guérira de nouveau le monde<sup>1</sup>. » Là-dessus, Lamprecht esquisse un vaste programme pangermaniste : « Le moment est venu de créer le grand état allemand qui réponde aux nécessités de l'avenir et le garantisse contre les attaques de ses voisins jaloux. L'empire, sous sa forme actuelle, est en train de disparaître<sup>2</sup>. » Par quoi sera-t-il remplacé? Lamprecht prévoit une nouvelle confédération d'États (*Zusammensetzung*) qui, au centre de l'Europe, formera un vaste conglomérat germanique « identique avec la patrie allemande<sup>3</sup> ». Il ne nous dit pas jusqu'où s'étendront les frontières de cet empire (« cela dépendra de l'issue de la guerre », dit-il), mais il affirme avec certitude que ce sera la « résurrection de l'ancien empire romain de nation germanique adapté aux temps nouveaux<sup>4</sup>. Pour atteindre ce but, la politique de culture allemande (*die deutsche Kulturpolitik*) ne doit pas reculer devant l'agrégation et l'absorption des petits états (*Anziehung und Aufsaugung der Kleinstaaten*)<sup>5</sup>. Et devenant subitement lyrique, il s'écrit : « As-tu bien mesuré, ô mon peuple allemand, l'étendue de tous ces changements dont j'ai parlé jusqu'à présent avec la froide raison? T'es-tu montré digne, dans cette lutte sanglante des peuples, dont la danse commence maintenant, d'occuper l'un des premiers, sinon le premier rôle? Tes aspirations à la domination du monde sont-elles justifiées? Peux-tu te vanter de posséder la haute raison et la force morale qui justifient tes prétentions à une aussi haute situation dans l'univers? Es-tu vraiment le noble peuple qui peut s'élancer en avant, dans la conviction joyeuse que le monde encore une fois guérira à son contact<sup>6</sup>? »

Et c'est ainsi que pendant tout un hiver, Lamprecht, pour réchauffer les zèles, alla de lieu en lieu prêcher la bonne nouvelle. Il se rendit aussi en Belgique pour étudier sur place, comme il disait, « un problème qui l'avait toujours passionné, celui d'une terre longtemps contestée et qu'occupent aujourd'hui les

1. *Deutscher Aufstieg*, p. 2.

2. « Il devient un empire historique » (*Ibid.*, p. 46).

3. *Ibid.*, p. 59.

4. *Ibid.*, p. 62.

5. Cité par P. Schweizer, *Neue Zürcher Zeitung* du 22 mai 1915.

6. *Zur Lage*, discours prononcé à Leipzig le 23 août 1914, p. 15.

Allemands ». Il y retourna au printemps, mais une activité aussi dévorante était faite pour épuiser les forces d'un homme même robuste. Lamprecht, qui souffrait du diabète, dut s'aliter à son retour et, après quelques jours de maladie, il expirait le 11 mai, à l'âge de cinquante-neuf ans<sup>1</sup>.

\* \* \*

Si, après cet exposé de la pensée et de l'œuvre de Lamprecht, je cherche à répondre à la question que je me posais au début, à savoir si la valeur de l'historien est à la hauteur de sa réputation, je suis bien forcé de conclure par la négative. Certes, Lamprecht occupe une place considérable dans l'historiographie allemande. Il a de grandes qualités, une imagination vive et active, un esprit curieux, toujours en éveil, le don de combiner et de construire, un remarquable talent d'organisation<sup>2</sup>. Nous avons vu aussi que, par ses travaux sur l'histoire économique du moyen âge allemand et les premiers volumes de son *Histoire d'Allemagne*, il a enrichi la littérature historique de son pays. Mais ce qu'il n'a pas su faire, malgré son énorme labeur et ses connaissances encyclopédiques, c'est une œuvre qui reste un bien commun de la nation, une œuvre qui puisse se placer à côté des livres classiques des grands historiens allemands du xix<sup>e</sup> siècle, Ranke, Mommsen, Sybel et Treitschke.

Lamprecht fondait de grandes espérances sur sa méthode de culture historique par laquelle il croyait avoir révolutionné l'histoire. Or, nous avons vu que ce qu'il y a de meilleur dans cette doctrine — la psychologie des masses, l'action lente et incessante des grands

1. Lamprecht écrivit sur ces voyages des articles dans le *Berliner Tageblatt*. Il convient de remarquer qu'il y dit, après étude sur les lieux, que l'Allemagne ne parviendra jamais à s'assimiler les Belges, pas même ceux de l'idiome flamand (*Berliner Tageblatt*, 25 décembre 1914).

2. Ce talent, Lamprecht l'a surtout révélé dans la création de l'*Institut royal de Saxe pour l'histoire de la civilisation et l'histoire universelle* qu'il a fondé à Leipzig en 1909. C'est un séminaire de grand style où l'on s'occupe de l'histoire de tous les peuples de la terre, non point sous l'angle étroit de l'histoire politique, mais sous l'angle de l'histoire de la civilisation. Pour l'étude comparée de l'histoire des peuples et pour la psychologie de ces peuples, il y a réuni dans de vastes bibliothèques des collections de documents psychologiques, autographes, dessins d'enfants ou de peuples primitifs, gravures, reproductions photographiques de lieux et de types humains. Cet Institut occupe toute une maison à Leipzig — la maison historique des Breitkopf — organisée d'une manière très pratique. Dès le 1<sup>er</sup> semestre 1909, l'Institut comptait 250 élèves et 9 professeurs, dont plusieurs étrangers, enseignant dans leur langue. Voir le discours d'ouverture de Lamprecht, *Das königlich Sächsische Institut für Kultur und Universalgeschichte bei der Universität Leipzig*, Leipzig, 1909.

courants historiques, la dépendance qui soumet l'homme à son milieu, la nécessité de donner une large place à l'histoire de la civilisation et la conception de l'histoire sous l'angle de l'universel — se trouvait déjà chez d'autres historiens. Quant à sa conception des époques historiques, le symbolisme, le typisme, le conventionalisme, l'individualisme, le subjectivisme, qui, au dire de l'auteur, reviendraient périodiquement et comme automatiquement à toutes les époques et chez tous les peuples de la terre, elle ne se tient pas debout<sup>1</sup>. Toute la théorie qu'il a échafaudée là-dessus est l'œuvre d'un idéologue qui violente les faits au profit d'une gageure. Stendhal, qui avait vu beaucoup d'esprits de cette sorte parmi les savants allemands, disait d'eux très justement : « La vérité n'est pas pour eux ce qui est, mais ce qui, d'après leur système, doit être. »

Antoine GUILLAND.

1. C'était la chose dont Lamprecht était le plus fier. Très vaniteux, il voulait qu'on crût à son génie. Il ne se lassait pas de répéter : « Je suis l'homme du progrès qui a accompli une révolution en histoire. » Il disait aussi : « Les pierres milliaires importantes du développement de l'historiographie sont Voltaire, Bernheim et moi. » Quand il se comparait à d'autres historiens, il s'exprimait ainsi : « Ranke est le Mozart de l'histoire, moi j'en suis le Wagner », ou « mes frères sont des miniaturistes, moi je suis un peintre à fresques ». Cette vanité n'allait pas sans un certain charlatanisme que relèvent même ses partisans (C. Brinkmann, *Neue Deutsche Rundschau*, juillet 1915). Des faits multiples montrent que Lamprecht entendait à merveille l'art de la réclame.

# BULLETIN HISTORIQUE

---

## HISTOIRE GRECQUE.

(1911-1914.)

(Suite<sup>1.</sup>)

III. ÉPIGRAPHIE. — Le *Corpus des Inscriptiones græcae* (voir *Rev. histor.*, t. CI, p. 120; t. CIV, p. 333; t. CVIII, p. 96) a fait de grands progrès dans ces dernières années. On le constatera, quand nous serons amenés, dans le tour de Grèce que nous allons faire, en Laconie, en Arcadie et à Délos. Mais partons d'Athènes.

Depuis les années 1877-1888 où Köhler avait édité dans le *Corpus* les inscriptions attiques de l'archontat d'Euclide au règne d'Auguste, tandis que dans l'intervalle (1878-1882) Dittenberger s'occupait de la période impériale, on avait découvert une masse de documents nouveaux. Les Suppléments, dont la publication s'arrête d'ailleurs en 1895, remédiaient insuffisamment au mal; car, en se multipliant, ils dispersaient les textes que le *Corpus* avait pour but de réunir. L'Académie de Berlin décida donc en 1905 de faire publier une seconde édition des tomes II et III, dans un format plus maniable. J. KIRCHNER en fut chargé. Cette édition *minor*<sup>2</sup> est plus pratique que l'autre pour l'usage ordinaire. Elle ne s'embarrasse pas de caractères épigraphiques et ne donne que les transcriptions en caractères vulgaires. Chaque numéro est muni d'un *lemma* où l'on voit d'un coup d'œil la concordance avec la première édition et avec les principaux recueils, le titre mentionnant l'objet du décret, les lettres caractéristiques de l'original. Des notes marginales disent, à droite, si l'inscription est στοιχηδέν ou non et quel est le nombre de lettres par ligne, à gauche, quelle est la date. Kirchner commence par les documents les plus importants pour

1. Voir *Rev. histor.*, t. CXX, p. 86-120.

2. *Inscriptiones græcae. Voluminis II et III editio minor : Inscriptiones atticae Euclidis anno posteriores, edidit Johannes Kirchner. Pars prima decretorum continens. Fasc. prior : Decreta annorum 403/2-230/29. Berlin, Reimer, 1913, in-fol., ix-337 p.*

l'histoire d'Athènes, les décrets, et comprend dans la première livraison ceux des années 403/2-230/29. Il ne s'est pas borné à consulter les *shedae* de l'Académie de Berlin et une ample collection d'estampages et de photographies ; il est allé examiner les monuments inscrits et les pierres réunies dans le musée épigraphique d'Athènes et dans les musées du Pirée et d'Éleusis ; il a, de plus, utilisé largement les savantes indications d'Ad. Wilhelm, qui l'a aidé à corriger presque toutes les épreuves ; il a reçu en communication de Skias et de P. Foucart nombre de textes inédits et de restitutions. Il est impossible ici d'énumérer tous les documents publiés pour la première fois ou reproduits d'après des publications récentes. Signalons-en toutefois quelques-uns. Les n° 40 et 98 permettront de préciser l'histoire de la seconde confédération athénienne. Le n° 140 est un amendement de 353/2 à une loi antérieure des nomothètes sur les premices offertes à Éleusis ; cet acte, édité naguère par Oiconomos, a été depuis étudié à fond par A. ELTER<sup>1</sup>, qui en a tiré d'utiles renseignements sur la procédure de la nomothésie et sur les sacrificeurs chargés d'offrir à Éleusis un sacrifice annuel. La valeur du n° 236 a été mise en lumière par Ad. Wilhelm : c'est l'adhésion des Athéniens à la ligue panhellénique en 338. Le n° 493 est un décret honorifique qui a servi à Johnson à éclairer sur certains points l'histoire de la guerre Lamiaque<sup>2</sup>. Mais il suffit de rappeler les services rendus par le vieux *Corpus inscriptionum atticarum* pour se figurer l'utilité qu'il aura sous une forme plus dense et rajeunie.

Une découverte bien imprévue et très importante pour l'histoire politique d'Athènes est celle qu'a faite A. BRUECKNER de quarante-quatre *ostraca*, balayures de l'agora ramassées après un vote d'ostracisme, jetées alors *extra muros* et retrouvées parmi des terres rapportées dans le cimetière du Dipylon. Sur trente-neuf suffrages lisibles, onze désignent pour victime Thucydide, fils de Mélésias ; vingt-six s'en prennent à Cleippidès, fils de Deinias ; deux voix perdues portent le nom de Teisandros, fils d'Épilycos, beau-père du fils ainé de Périclès, et celui d'un inconnu, Eucharidès. Thucydide fut ostracisé en 443 ou 442 ; mais il rentra dans la vie publique au moins pendant les années 432-425, et c'est dans cette période que se place la carrière de Cleippidès. Chargé en 428 de mener la flotte le plus vite possible à Lesbos, où la révolte grondait, celui-ci se laissa

1. Anton Elter, *Ein Athenisches Gesetz über die Eleusinische Aparche*. Programm der Rheinischen Friedrich-Wilhelms-Universität. Bonn, Marcus und Weber, 1914, in-4°, 55 p.

2. Allan C. Johnson, *A new inscription from the Acropolis of Athens*, dans *l'American journal of archaeology*, t. XVII (1913), p. 506-519.

devancer par un navire marchand qui mit les Mytiléniens en garde, et il consentit à traiter avec eux (Thucydide, III, 3-4). De là sans doute la colère des Athéniens, qui commençaient à écouter docilement Cléon, bouleuté en 428. Comme on procédait au vote préalable sur l'ostracophorie pendant la sixième prytanie et au vote définitif avant la huitième, il est probable que l'opération dont nous avons ici un souvenir matériel eut lieu dans les trois premiers mois de 427. Ce fait, auquel aucun auteur contemporain ne fait allusion, jette un jour nouveau sur les luttes intérieures dans Athènes pendant les années si obscures qui suivent la mort de Périclès et préparent le triomphe de Cléon ; il permet aussi de combler l'énorme lacune qui sépare l'ostracisme de Thucydide en 442 et celui d'Hyperbolos en 417. Il n'est pas jusqu'au nombre de personnages simultanément exposés à l'ostracisme qui ne doive attirer l'attention : plus que jamais on doit croire que le chiffre des 6,000 suffrages nécessaires n'est pas celui du *quorum*, mais celui des voix réunies contre un seul ; sinon, il faudrait admettre que, dans le cas présent, où le vote porte sur quatre noms, un citoyen pouvait être dépouillé de tous ses droits et banni par 1,501 voix<sup>1</sup>.

Parmi les inscriptions attiques du IV<sup>e</sup> siècle découvertes récemment, il faut signaler les stèles qu'un vaisseau de Sylla laissa tomber au fond de la mer près de Carthage et que MERLIN a retirées des eaux au bout de deux mille ans (voir t. CXX, p. 118). Trois d'entre elles proviennent du Pirée, dont deux de la chapelle dédiée au héros Paralos et une du temple d'Ammon. Celle-ci porte une liste de dons faits au dieu par le peuple athénien en 363/2, année où Athènes avait intérêt à opposer l'oracle étranger à l'oracle de Delphes, parce qu'elle connaissait l'hostilité du Conseil amphictionique à son égard (voir Michel, *Recueil d'inscriptions grecques*, n° 94). Celles-là sont des décrets rendus par l'équipage de la trière paraliennne en l'honneur de bienfaiteurs<sup>2</sup>.

É. MICHON a publié et commenté une inscription entrée récemment au musée du Louvre, document remarquable sur les fêtes locales des dèmes attiques. A Cholargos se célébraient en 334/3 des Thesmophories. Les deux présidentes (*ἀρχοντας*) fournissaient à la prêtresse comme redevances : un hémiechte d'orge, de froment, de farine d'orge, de farine de froment, un conge de vin, un demi-conge d'huile, deux cotyles de miel, une chénice de sésame blanc, de sésame noir, de pavot, deux fromages blancs d'au moins un statère,

1. A. Brueckner, dans *l'Archæol. Anzeiger*, 1912, col. 31.

2. A. Merlin, dans les *Comptes-rendus de l'Académie des Inscriptions*, 1909, p. 160-161 ; 1911, p. 208 (cf. Ch. Michel, *Recueil d'inscriptions grecques*, n° 1517).

deux statères d'ail, une torche d'au moins deux oboles et quatre drachmes en espèces<sup>1</sup>.

W. KOLBE a publié le fascicule des *Inscriptiones græcae* réservé à la Laconie et à la Messénie; HILLER VON GÆRTRINGEN, celui de l'Arcadie. Ils ont ainsi fait aboutir des efforts collectifs que bien souvent contraria la mort. C'est Fraenkel qui, après avoir édité les inscriptions de l'Argolide (1892), devait consacrer ses soins au reste du Péloponèse. Il commença (1895) par la Laconie et la Messénie. Il avait dépouillé le recueil de Fourmont conservé à la Bibliothèque nationale, les journaux de Ross et de Welcker conservés à l'Académie de Berlin, les itinéraires de Conze et de Michaëlis, et se mettait en devoir de quitter Sparte pour une exploration méthodique, lorsqu'il fut arrêté par la maladie qui devait l'emporter (1903). Von Prott, qui l'avait accompagné et qui lui succéda, fit le voyage projeté et mourut la même année. La besogne fut alors partagée entre Kolbe et Hiller. Ils ont donc ajouté chacun dix années de travail à l'œuvre accomplie avant eux. Aucune des commodités qu'on peut demander à une collection de ce genre ne fait défaut : les indices sont excellents et, pour éclairer les textes épigraphiques, tous les textes littéraires relatifs à l'histoire locale sont reproduits dans des introductions qui faciliteront beaucoup les recherches ultérieures. Au premier fascicule ont largement profité les fouilles anglaises de Sparte; car Tod a libéralement cédé les inscriptions inédites qu'il détenait. Dans le second fascicule on remarquera : le texte singulièrement amélioré du fameux jugement rendu à Mantinée contre des sacrilèges (n° 262) et les décrets de Stymphale (n° 351-357) qu'Haussoullier a reconstitués avec une patience sage et où il a reconnu des dispositions de grande importance sur le droit international en matière de *symbola*. En tête de la collection (p. XXXIV-XXXVII), l'éditeur a placé avec raison, sous le titre de *Corollarium delphicum*, deux belles inscriptions trouvées à Delphes et communiquées par Haussoullier et A. Plassart, véritables monuments de la langue, de l'histoire et de la géographie arcadiennes : 1<sup>o</sup> le décret rendu en 324 par Tégée pour rappeler les bannis conformément à l'édit d'Alexandre; 2<sup>o</sup> une liste de théarodoques rangés par ordre géographique, qui fixe l'emplacement relatif des villes arcadiennes et en fait même connaître une ignorée jusqu'ici<sup>2</sup>.

1. Étienne Michon, *Un décret du dème de Cholargos relatif aux Thesmophories*. Extrait des Mémoires présentés par divers savants à l'Académie des Inscriptions, t. XIII (1913). In-4°, 24 p. avec une pl.

2. *Inscriptiones græcae*. Vol. V : *Inscriptiones Laconicæ Messenicæ Arcadicæ*. Berlin, Reimer, 1913. Fasc. prior : *Inscriptiones Laconicæ Messenicæ*, edidit Gualtherus Kolbe. In-fol., xxviii-377 p. Additæ sunt tabulæ septem. —

Grâces en soient rendues à Bourguet et à Colin ! Enfin la publication des inscriptions delphiques a commencé en 1910. BOURGUET s'est chargé des documents trouvés sur la voie sacrée. Il la suit en partant de l'entrée pour visiter successivement les monuments des Crotoniates, des Corcyréens, des Arcadiens (n° 3-49), des Lacédémoniens (n° 50-69), des Argiens (n° 70-128), des Tarentins (n° 129-135) et des Étoliens (n° 142-154), le mur des décrets pour les Mégariens (n° 155-196), les trésors de Siphnos (n° 197-288), de Cnide (n° 289-350) et de Thèbes (n° 351 et suiv.). Comme les peuples grecs aimait à consacrer leurs victoires par l'envoi de trophées au dieu Pythien et par la gravure d'inscriptions commémoratives, l'intérêt de ces textes est très grand pour l'histoire politique et militaire : il y en a un bon nombre qui pourraient servir d'épilogues à des récits de guerre. Nous signalerons aussi une loi (n° 294-295) dont Homolle s'est réservé le commentaire : c'est — exception unique en Grèce — une loi du IV<sup>e</sup> siècle qui fixe un maximum au taux de l'intérêt. A COLIN sont revenues les inscriptions du trésor athénien. Après la dédicace commémorative de la bataille de Marathon, il présente la série (n° 2-67) qu'il avait déjà en grande partie publiée et étudiée dans sa thèse sur *le Culte d'Apollon Pythien à Athènes*. L'ordre qu'il suit est à peu près celui qu'il avait observé dans cet ouvrage : les chefs de la pythaïde; le corps de la pythaïde, théôres et pythaïstes; l'escorte, éphèbes et cavaliers; les femmes, canéphores et pyrphoros; les jeux hippiques et musicaux; la pythaïde au I<sup>r</sup> siècle; la théorie athénienne au I<sup>r</sup> siècle; la dodécade sous l'Empire. Les actes relatifs aux technites dionysiaques témoignent du soin avec lequel les sociétés d'acteurs se faisaient confirmer leurs priviléges et nous montrent le sénat romain intervenant entre celle d'Athènes et celle de l'Isthme (n° 68-70). Les fameux hymnes delphiques accompagnés d'une notation musicale sont édités ici d'une façon définitive et commentés par Th. Reinach (n° 137-138). Un décret amphiécyonique du I<sup>r</sup> siècle montre la faveur persistante dont jouissait la monnaie d'Athènes, en donnant cours forcé à son tétradrachme avec la pleine valeur de quatre drachmes euboïques<sup>1</sup>.

Fasc. alter : *Inscriptiones Arcadiæ*, edidit Fred. Hiller de Gaetringen. In-fol., xxviii-194 p. Accedunt tabulas octo.

1. *Fouilles de Delphes*, exécutées par ordre du gouvernement français et publiées sous la direction de Théop. Homolle. T. III : *Épigraphie*; 1<sup>er</sup> fasc. : *Inscriptions de l'entrée du sanctuaire au trésor d'Athènes*. Texte par Émile Bourguet. 1<sup>re</sup> livraison, 1910, p. 1-104, avec 8 pl. et 29 fig.; 2<sup>e</sup> livraison, 1911, p. 105-200, avec 2 pl. et 5 fig. — 2<sup>er</sup> fasc. : *Inscriptions du trésor d'Athènes*. Texte par G. Colin, 5 livraisons, 1909-1913, 1v-397 p., avec 16 pl. et 5 dessins dans le texte.

L'un après l'autre, Ad. WILHELM<sup>1</sup> et NIKITZKY<sup>2</sup> ont étudié dans de longs mémoires une belle inscription trouvée récemment sur le territoire de l'ancienne Locride. Tous ceux qui s'intéressent aux coutumes archaïques de la Grèce ont lu dans les textes littéraires qu'à la suite du sacrilège commis par Ajax, lorsqu'il arracha Cassandra des autels d'Athèna, les Locriens envoyoyaient tous les ans en Troade deux victimes expiatoires, deux vierges destinées à servir Athéna Ilias. Au IV<sup>e</sup> siècle, après la destruction de Naryka qui, étant la patrie d'Ajax, était spécialement responsable, les Locriens trouvèrent le tribut bien lourd. Ils essayèrent vainement de s'y soustraire; ils durent chercher la façon la plus équitable de le répartir. C'est la décision prise vers 275-250 qui est gravée sur le nouveau document. La charge annuelle incombe, comme de justé, aux Aiantéens (descendants d'Ajax) et à la cité de Naryka; mais, comme compensation, ils obtiennent des Locriens des garanties pour leurs personnes et leurs biens: ils sont relevés de l'atimie qui pesait sur eux depuis des siècles.

A peine le recueil des inscriptions thessaliennes avait-il paru (voir t. CI, p. 120) que l'infatigable épheore ARVANITOPOULLOS s'efforçait à le compléter par la publication de textes nouveaux; de 1910 à 1914, il en a édité 290, ajoutant ainsi au volume d'Otto Kern un supplément tel que déjà le volume serait à refaire. Un acte d'Homolion (n° 27), relatif à l'achat de terres aux frais de la ville en vue d'une réforme agraire, est intéressant pour l'histoire sociale de la Grèce à la fin du III<sup>e</sup> siècle; il l'est plus encore pour l'histoire économique, parce qu'il donne les prix tant de la terre en friche que du vignoble, et l'on remarque non sans surprise que la valeur moyenne de la terre était supérieure à ce qu'elle est aujourd'hui. Une liste d'affranchisements (n° 40) contribue à fixer la chronologie des stratégies thessaliens au I<sup>er</sup> siècle av. J.-C. Une série de décrets (n°s 64-88, 233) honore des juges que les Thessaliens des deux derniers siècles avant l'ère chrétienne, comme les Béotiens de la même époque, appelaient de l'étranger pour statuer soit en premier ressort (εὐθεῖα δική), soit en appel (βέλημος δική, βολημοδικαστα). Un dossier de témoignages rendus en justice dans une contestation de limites (n° 165) est bien curieux par le langage savoureux ou trivial des bergers et autres gens du peuple. Un décret de Gonnos (n° 232) est provoqué par un décret d'Athènes où

1. Ad. Wilhelm, *Die Lokrische Mädcheninschrift*. Extrait des *Jahreshefte des österr. archäol. Institutes*, t. XIV (1911), p. 163-236, fig. 143-147.

2. Nikitzky, dans le *Journal du ministère de l'Instruction publique*, section classique-philologique, 1913, p. 1-100 (en russe).

persiste la politique religieuse qui s'efforçait de donner aux Panathénées, aux Éleusinies d'Athènes et aux mystères d'Éleusis une vogue panhellénique<sup>1</sup>.

Aux dernières nouvelles, E. Ziebarth achevait l'impression du fascicule consacré dans le *Corpus* à l'Eubée (vol. XII, fasc. 9). En attendant, C. COUROUNIOTIS publie les inscriptions qu'il a découvertes à Érétrie. Elles datent, en général, du IV<sup>e</sup> et du III<sup>e</sup> siècle. La plus remarquable est un cahier des charges (*διαγραφή*) réglementant les entreprises théâtrales et musicales en Eubée au temps de Démétrios Poliorcète. Les technites donnaient des représentations deux fois par an (aux Dionysia et aux Démétria) à Érétrie, à Chalcis et à Oréos et même une troisième fois à Carystos (aux Aristonikeia). Les commissaires de ces villes devaient se réunir à Chalcis pour organiser les tournées; mais on ne voit pas clairement s'ils s'entendaient avec la troupe directement ou par l'intermédiaire de l'impresario. Les émoluments sont à l'année: 60 drachmes au flûtiste, 400 aux comédiens, 300 au costumier. En cas de déplacement, la troupe a droit à une indemnité de 9 oboles par tête et par jour, pendant cinq jours. Pour toute absence non justifiée, les acteurs paient une amende<sup>2</sup>.

Le tome XI du *Corpus*, qui doit comprendre les inscriptions de Délos, était en bonne voie et deux fascicules avaient paru, quand les événements sont venus compromettre l'achèvement du travail. On sait qu'une entente établie entre l'Académie de Berlin et notre Académie des Inscriptions laissait aux savants français le soin d'éditer ce volume, puisque aussi bien l'École française d'Athènes s'est acquis des droits indéniables sur la plupart des inscriptions déliennes. Le volume doit être divisé en trois parties: 1<sup>o</sup> les monuments les plus anciens, avec les actes amphictyoniques; 2<sup>o</sup> les documents de la période d'indépendance (314-166); 3<sup>o</sup> ceux qui datent de la seconde domination athénienne. C'est par la seconde partie que commence la publication. Elle doit comprendre trois fascicules qui porteront

1. A. S. Arvanitopoulos, *Inscriptions inédites de Thessalie*, *Revue de philologie*, 1911, p. 122-162 (n<sup>o</sup> 1-49); p. 282-305 (n<sup>o</sup> 50); Εφήμερις ἀρχαιολογική, 1911, col. 123-149 (n<sup>o</sup> 51-88); 1912, col. 60-101 (n<sup>o</sup> 89-164); 1913, col. 25-52 (n<sup>o</sup> 165-181); 1914, p. 4-23 (n<sup>o</sup> 182-231); p. 167-184 (n<sup>o</sup> 232-242); *Revue épigraphique*, t. I (1913), p. 17-34 (n<sup>o</sup> 243-274); t. II (1914), p. 221-236 (n<sup>o</sup> 275-290). — Cf. A. M. Woodward, *Annals of archaeology and anthropology*, t. III (1910), p. 145-160; *Journal of hellenistic studies*, t. XXIII (1913), p. 313-346; J. Hatzfeld, *Bulletin de correspondance hellénique*, t. XXXV (1911), p. 231-237.

2. Const. Courouniotis, dans l'Εφήμερις ἀρχαιολογική, 1911, col. 1-38, avec 2 pl. et 35 fig.

les numéros 2, 3 et 4. Les fascicules 2 et 3 sont réservés aux actes de l'administration publique, aux actes des archontes et des hiéropes, de 314 à 250 et de 250 à 166 : c'est la part de DÜRRBACH. Le fascicule 4, attribué à P. ROUSSEL, contient les autres inscriptions de la période d'indépendance, décrets, traités, dédicaces et textes divers. Dürrbach a publié le premier de ses deux fascicules en 1912; Roussel a fait paraître le sien en 1914. Les comptes des hiéropes, dont un certain nombre avaient déjà vu le jour dans le *Bulletin de correspondance hellénique*, étaient attendus avec impatience. L'attente n'est pas dégue : la chronologie des archontes déliens est fixée, et l'histoire économique de l'antiquité dispose d'une masse de faits et de chiffres à quoi l'on pourrait à peine comparer l'ensemble des renseignements fournis par les papyrus. Les textes édités par Roussel éclaireront d'un jour nouveau les relations extérieures de l'île sacrée, l'influence commerciale qu'elle exerçait dès avant le protectorat attico-romain et les échanges de cultes qui s'opéraient aux temps hellénistiques entre les Cyclades et l'Égypte<sup>1</sup>.

Tandis que ce volume était en cours de publication, bon nombre d'inscriptions trouvées à Délos dans les dernières années étaient éditées isolément. Un sénatus-consulte envoyé par les stratèges d'Athènes à l'épimélete athénien de Délos a été commenté par CUQ et a reçu de P. ROUSSEL une explication plus satisfaisante : les autorités de l'île sont invitées en 164 à faire rouvrir un Sarapieion privé que le sacerdoce officiel de Sarapis avait fait fermer<sup>2</sup>. — M. HOLLEAUX commente deux décrets rendus par des soldats reconnaissants : les auxiliaires envoyés par la confédération crétoise à Alexandrie louent Aglaos de Cos, personnage considérable à la cour et proxène de la confédération, et font allusion à la campagne de Cypre entreprise en 158 ou 154 par Ptolémée Philométor contre son frère Evergète II<sup>3</sup>. — Une autre inscription, dont HOLLEAUX a également fait ressortir l'intérêt, provient d'un temple : c'est une loi

1. *Inscriptiones Græcae*. Vol. XI : *Inscriptiones Deli insulæ*. Fasc. 3 : *Inscriptiones Deli liberæ. Tabulæ archontum, tabulæ hieropæorum annorum 314-250*, edidit Dürrbach. Berlin, Reimer, 1912, in-fol., VIII-149 p., avec 4 pl. — Fasc. 4 : *Inscriptiones Deli liberæ. Decreta, fædera, catalogi, dedicatio-nes, varia*, edidit P. Roussel, 1914, III-149 p., avec 6 pl.

2. Cuq, *le Sénatus-consulte de Délos de l'an 166 avant notre ère*, dans les *Mémoires de l'Académie des Inscriptions*, t. XXXIX (1912), p. 139-161. — P. Roussel, *le Sénatus-consulte de Délos*, dans le *Bulletin de correspondance hellénique*, t. XXXVII (1913), p. 310-322. — Cf. P. Wahrmann, dans la *Berli-ner philologische Wochenschrift*, t. XXXI (1914), p. 403-407.

3. M. Holleaux, *Décret des auxiliaires crétois de Ptolémée Philométor*, trouvé à Délos, dans l'*Archiv für Papyrusforschung*, t. VI (1913), p. 9-23.

sacrée par laquelle les prêtres et les prêtresses lancent des imprécations contre quiconque prêterait assistance aux esclaves fugitifs, qu'ils appartiennent au dieu ou à des particuliers, et livrent les coupables au bras séculier des astynomes; on comprend toute l'importance qu'avait une pareille excommunication dans l'île sainte qui était en même temps un grand marché d'esclaves<sup>1</sup>. — Des trente-quatre inscriptions trouvées par A. PLASSART dans le gymnase, la plus importante de beaucoup est une liste de gymnasiarques (n° 9) qui doit servir de fondement à la chronologie tant athénienne que délienne du II<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. — Le plus grand nombre des articles épigraphiques contenus dans les *Mélanges Holleaux* se rapportent naturellement à Délos. AVEZOU et CH. PICARD étudient la palestre du légat Triarius et surtout le mur qu'il bâtit en 69 pour défendre l'île contre les pirates. A. PLASSART réunit les dédicaces Θεῷ ὑψίστῳ trouvées sur l'emplacement d'une synagogue découverte en 1912. Ad. REINACH recule la date du monument de Nikératos jusqu'aux environs de 260 et rattache à cet artiste les débuts de la sculpture pergaménienne. P. ROUSSEL publie des règlements rituels portant des prohibitions alimentaires et sexuelles. E. SCHULHOFF fixe la chronologie délienne d'accord avec Dürrbach<sup>3</sup>.

A Gortyne, dans un édifice de l'agora, près de l'Odéon, sur un mur duquel était gravée la partie déjà connue de la loi, la mission italienne (voir t. CXIX, p. 92) a découvert deux nouveaux blocs de la grande inscription et un grand nombre d'autres documents, dont une liste de cosmes et d'agoranomes. Gortyne va encore une fois réjouir les épigraphistes et les juristes<sup>4</sup>.

La mission danoise a fait en 1904, à Lindos, une découverte dont les résultats apparaissent aujourd'hui magnifiques. Elle a trouvé cinq stèles dans un dallage. Quatre d'entre elles portent le catalogue des prêtres d'Athèna Lindia depuis l'an 170 av. J.-C. jusqu'à l'an 47 de notre ère et un fragment de catalogue pour la période antérieure. Mais cette liste, si importante qu'elle soit pour

1. M. Holleaux, dans les *Comptes-rendus de l'Académie des Inscriptions*, 1911, p. 511.

2. A. Plassart, *Fouilles de Délos. Inscriptions du gymnase (1910-1911)*, dans le *Bulletin de correspondance hellénique*, t. XXXVI (1912), p. 387-435, pl. V-VII. A. Plassart et Ch. Avezou, *Inscriptions du gymnase de Délos. Addenda*, *Ibid.*, p. 661-666.

3. *Mélanges Holleaux*. Recueil de mémoires concernant l'antiquité grecque offert à Maurice Holleaux en souvenir de ses années de direction à l'École française d'Athènes (1904-1912). Paris, Picard, 1913, in-4<sup>e</sup>, 315 p., avec 13 pl. et une fig. dans le texte. — Cf. *Rev. histor.*, t. CXVI, p. 222.

4. Voir Karo, dans l'*Archæol. Anzeiger*, 1913, col. 120.

la chronologie rhodienne, n'est rien en comparaison du document gravé sur la cinquième pierre. Chr. BLINKENBERG l'a publié, avec un abondant commentaire en français, sous le titre de *Chronique du temple lindien*. La célébrité qu'avait acquise ce document par le peu qu'on en savait est pleinement justifiée et croitra encore dans l'avenir. Gravée vers le commencement du 1<sup>er</sup> siècle avant l'ère chrétienne, l'inscription comprend trois parties. En tête figure un décret : sur la proposition d'Hagèsitos sont nommés deux commissaires, dont l'un est le fils d'Hagèsitos, Timachidas, personnage connu comme philosophe et poète ; ils sont chargés de rédiger d'après les pièces d'archives et les ouvrages historiques un rapport sur les ex-voto conservés dans le temple, tant avant qu'après un incendie qui le ravagea vers 340, et sur les apparitions dûment constatées de la déesse. Ce rapport devra être inscrit à la suite du décret sur la même stèle. — Il l'est en effet. Le catalogue des ex-voto est le morceau capital. Depuis les origines du temple jusqu'à la fin du III<sup>e</sup> siècle, il énumère plus de quarante offrandes. Chaque article indique l'auteur et les circonstances de la consécration, fait une description sommaire de l'objet consacré et se termine par des références précises aux ouvrages d'histoire et, depuis l'époque d'Alexandre, aux documents officiels. La période mythique et la période archaïque, jusqu'aux guerres médiques, fournissent les trois quarts des ex-voto ; le reste provient de la période hellénistique ; rien dans l'intervalle des années 490 et 350. Dans tout cela l'historien trouvera de quoi faire une ample moisson. Cadmos dédie un chaudron de bronze avec inscription en caractères phéniciens. Ceux qui ont combattu avec Tlapolémos à Ilion dédient comme prémisses de leur butin neuf armures, de même que chacune des tribus dédie un tableau représentant un phylarque avec neuf coureurs : renseignement précieux sur l'organisation tripartite à la dorienne. Les relations extérieures de Rhodes aux VII<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> siècles s'éclairent d'un jour nouveau. On savait que le roi d'Égypte Amasis avait envoyé à la déesse une cuirasse de lin ; mais voici une dime consacrée vers 570 par « les Lindiens qui sont allés avec les fils de Pankis fonder Cyrène en compagnie de Battos ». D'Asie sont venus : des boucliers enlevés par Cleuboulos aux Lyciens ; des casques et des cimetières conquis par les Phasélites, colons de Rhodes, sur les Solymes ; de riches offrandes dédiées par Artaphernes, « stratège du roi des Perses », au moment de partir pour la Grèce. Avec l'Occident les rapports sont continuels : les gens de Géla, dans leur quartier de Lindos, n'oublient pas leur Athéna « Patròa », et Deinoménès, un de leurs deux oikistes, se souvient d'avoir été « magistrat lindien » ;

de même que le tyran d'Agrigente Phalaris envoie un cratère ciselé jadis par Daidalos pour le roi de Camicos, vainqueur de Minos, les Agrigentins veulent qu'Athèna se réjouisse de leur victoire sur Minôa ; la déesse lindienne compte parmi ses fidèles Pollis de Syracuse et Amphinomos de Sybaris. Plus tard, Artaxerxès témoigne sa bonne volonté à l'île qui donnera à son successeur Mentor et Memnon ; Alexandre, Ptolémée Sôter, Pyrrhos, Hiéron, Philippe V de Macédoine savent combien ils ont intérêt à se la rendre favorable ; les Lindiens eux-mêmes lui vouent un bouclier à l'occasion d'une guerre contre Ptolémée Philadelphe. Parmi les objets décrits, l'archéologue remarquera particulièrement : le « tableau très ancien » dont il a été question plus haut, « où est peint un philarque avec neuf coureurs, tous d'un type archaïque » ; une « vache en bois avec son veau » ; deux statuettes égyptiennes en or avec inscription bilingue en grec et en hiéroglyphes ; « un Palladian aux extrémités en ivoire » et, par conséquent, au corps en bois ; le trésor envoyé par le grand roi et composé d'une cotte de mailles dorée, d'une tiare, d'un cimeterre enrichi de gemmes, de colliers d'or également ornés de pierres précieuses, « le tout pesant 1,375 drachmes d'or ». Mais ce qu'il y a de plus extraordinaire dans ce catalogue, ce sont les références. On verra plus loin (p. 142) l'étonnante abondance et la précision exceptionnelle des renseignements qu'on y peut puiser sur les historiens grecs et sur les érudits de l'école alexandrine. — Le rapport sur les « éiphanies » de la déesse est dans le ton habituel aux hagiographes. Le premier de ces récits a pour but manifeste de justifier rétrospectivement le médisme de Rhodes au temps de Darios : les barbares assiégeaient Lindos ; l'eau commençait à manquer, quand la déesse apparut en songe à un des magistrats et lui annonça qu'elle demanderait à son père de faire le nécessaire ; la pluie tomba, et l'amiral Datis, émerveillé, envoya des offrandes à la déesse et fit amitié avec ses protégés. Une autre fois, un homme s'étant pendu dans le temple à un support de la statue, la déesse ordonna au prêtre de découvrir la toiture au-dessus de l'idole en manière de purification. Lors du siège de Rhodes par Démétrios Poliorcète, elle adresse à un ancien prêtre des injonctions répétées pour qu'il suggère au Conseil d'implorer le secours du roi Ptolémée. On voit que, si Timachidas aimait à citer les chroniques connues de son temps, la sienne aussi sera citée bien souvent à l'avenir<sup>1</sup>.

1. Chr. Blinkenberg, *la Chronique du temple lindien*. Extrait du *Bulletin de l'Académie royale de Danemark*, 1912, n° 5 et 6. Copenhague, Luno, 1912, in-8°, 141 p., avec une pl. et 6 fig. dans le texte.

Avant de quitter les îles, notons que R. Herzog et A. Rehm ont bien avancé la préparation de deux fascicules qui prendront place dans le tome XII du *Corpus*, l'un avec les inscriptions de Cos et de Calymna (fasc. 4), l'autre avec celles de Chios et de Samos (fasc. 6). Mentionnons aussi l'appendice épigraphique qui termine la monographie consacrée à l'île d'Andros par Th. SAUCIUC (voir t. CXX, p. 88) et qui ajoute au *Corpus* (fasc. 5<sup>1</sup>) un bon nombre de textes, dont vingt et un inédits, ainsi que le supplément aux inscriptions de Lesbos (fasc. 2) qu'a publié le gymnasiarque de Mitylène, EMM. DAVID<sup>2</sup>.

Au cours d'un voyage en Éolide et en Ionie, A. PLASSART et Ch. PICARD ont découvert ou corrigé une cinquantaine d'inscriptions. Le plus remarquable des textes inédits est une loi de Cumès (n<sup>o</sup> 1). Malheureusement mutilée, elle justifie cependant une fois de plus l'opinion d'Aristote sur une législation où il voyait le type de l'archaïsme « naïf et barbare à l'excès ». On avait déjà trouvé à Cumès la coutume de la cojuration et la promenade infamante de la femme adultère sur un âne; ici c'est l'amende considérée comme un rachat de la vie et le non-paiement de la composition entraînant la mise hors la loi. En même temps — comme il arrive aux États les plus conservateurs — Cumès devance presque toutes les autres cités de la Grèce sur un point essentiel : elle connaît l'institution du ministère public, qui est confié à des magistrats spéciaux, les ἐπαρχοντες. Les deux membres de l'École française ont encore rendu un grand service en donnant une lecture plus complète des baux conclus par la phratie des Clytides à Chios (n<sup>o</sup> 25)<sup>2</sup>.

Le recueil des inscriptions trouvées au Delphinion de Milet par A. REHM (voir t. CXX, p. 110) abonde en informations nouvelles. Il renferme le fameux catalogue des stéphanéphores qui est le fondement de la chronologie milésienne et dont le prix s'augmente encore d'indications annalistiques (n<sup>o</sup> 122-128). Les stéphanéphores nommés sont ceux des années 525/4-260/59, 232/1-184/3, 89/8 av. J.-C.-31/2 ap. J.-C. L'intitulé apprend que le stéphanéphore était à l'origine l'aisymnète du collège aristocratique des *molpoi*. Le titulaire de 334/3 est Alexandre, fils de Philippe; celui de 332/1 est pour la première fois le dieu Apollon, fils de Zeus; en 313/2, le nom d'Hipponachos est suivi de ces mots : « Sous lui, la ville fut rendue libre et autonome par Antigone et la démocratie rétablie »; en 280/79, on fut obligé de choisir Antiochos, fils de Séleucos (Antio-

1. Emmanuel David, *Ἀνέρδοτοι ἐπιγραφαὶ Λέσβου*. Mitylène, 1913.

2. A. Plassart et Ch. Picard, *Inscriptions d'Éolide et d'Ionie*, dans le *Bulletin de correspondance hellénique*, t. XXXVII (1913), p. 155-246.

chos 1<sup>er</sup>), ce qui n'empêche pas que l'année suivante le pays fut donné au démos par le roi Ptolémée ; en 86/5, le stéphanéphore est le roi Mithradates ; en 39/8, grâce à Antoine, « la ville redevint libre et autonome » ; en 16/15 et en 7/6, on fait les honneurs du stéphanéphorat à Auguste ; en 11/12, à C. César ; en 8/9, à Tibère. — Parmi les textes déjà édités, nous retrouvons la loi des *molpoi* (n° 133), rattachée maintenant à la grande crise de l'an 450/49, et l'acte de la fondation scolaire due à la générosité d'Eudémox (n° 145). — La multiplication des décrets conférant le droit de cité et la proxénie, phénomène général à l'époque hellénistique, n'atteint nulle part les mêmes proportions qu'à Milet (n° 40-119), et la facilité des naturalisations est d'autant plus significative ici qu'elle favorise particulièrement les enfants de naissance illégitime (les *nothoi* sont au nombre d'un sur trois). — L'histoire religieuse s'enrichit d'un calendrier liturgique, composé, à la fin du vi<sup>e</sup> siècle ou au début du v<sup>e</sup> (n° 31), d'un règlement presque aussi ancien sur le culte d'Héraclès (n° 132) et d'une loi qui maintient les repas sacrés des *cosmoi* et des *molpoi* en associant le culte des empereurs à ceux d'Apollon Didyméen et d'Apollon Delphinios (n° 134). — Deux documents sont d'une grande importance pour l'étude des finances grecques ; ils montrent bien la différence qu'il faut toujours faire, quand il s'agit d'États dont le crédit n'est pas universel, entre les emprunts intérieurs et extérieurs. En 205/4, Milet lance un emprunt auquel sont conviés les citoyens : un capital de 3,600 drachmes, versé à la banque publique en deux fois, à raison de 2,000 drachmes le jour de la souscription et 1,600 drachmes cinq mois après, donne droit à une rente viagère (*αιτηρέσιον*) de 30 drachmes par mois ou de 10 %, payable à la personne au nom de qui l'obligation est souscrite, c'est-à-dire le plus souvent en fait à un mineur. Une quarantaine de souscripteurs apportèrent à la ville plus de vingt-trois talents (n° 147). Une autre fois, en 282, la ville est forcée de s'adresser à des notables de Cnide. Ces créanciers étrangers ne veulent pas de placement à fonds perdus et obtiennent pour leur argent la garantie personnelle de soixante-quinze Milésiens ; mais ils se contentent d'un intérêt de 6 % pour neuf talents dix mines prêtés pendant trois ans et renoncent à tout intérêt pour trois talents prêtés pendant un an, conditions tellement douces que la cité reconnaissante leur vote un décret honoraire (n° 138). — Avec ses colonies, Milet continue jusqu'aux derniers temps d'entretenir de bonnes relations : au iv<sup>e</sup> siècle, elle renoue les liens qui rattachaient à elle Olbia (n° 136) ; au iii<sup>e</sup> siècle, elle dispense Kios, en un moment de pénurie, de consacrer des phiales dues au dieu de la métropole (n° 141) ; au ii<sup>e</sup> siècle, elle reçoit

les ambassadeurs d'Apollonia du Rhydacos, venus pour rendre hommage à la patrie de leurs ancêtres (n° 155). A l'égard des autres villes, Milet semble suivre avec persévérence une politique d'union : au temps d'Alexandre, elle se rapproche de Sardes (n° 135) ; puis, elle conclut des traités d'*isopolitie* avec Cyzique et Phygela (n° 137, 142) ou fait l'échange du droit de cité avec Séleucie et Mylasa par voie de décrets conjugués (n°s 143, 146) ; elle absorbe même Pidasa par une *sympolitie* qui transplante les habitants de la petite ville dans la grande, en assurant aux nouveaux citoyens le logement et une exemption quinquennale des droits sur les produits autres que l'huile (n° 149) ; elle s'entend avec les trois associations de villes crétoises dirigées par Cnossos, Gortyne et Phaistos pour le rachat réciproque des nationaux réduits en servitude et la restitution réciproque des esclaves (n° 140) ; enfin, de Méthymna, d'Érésos, de Byzance, d'Érétrie, on s'adresse à elle pour avoir des juges impartiaux (n°s 152-154). Mais avec les grandes puissances Milet déchue se fait humble. Elle recherche avec l'Égypte une alliance inégale ; elle rappelle par une statue les bienfaits de Ptolémée Sôter ; serrée de près sur terre et sur mer, elle fait lire avec déférence devant le Conseil et devant l'assemblée les lettres où Ptolémée Philadelphe l'assure de sa royale protection, la félicite d'une fidélité dont il a reçu le témoignage par son fils, son amiral et ses fonctionnaires, enfin l'informe qu'il envoie un ambassadeur prendre sur place les décisions nécessaires (n° 139). Plus tard, c'est ailleurs qu'elle demande appui : quand elle conclut avec Héracléia du Latmos un traité spécifiant que les deux villes auraient mêmes amis et mêmes ennemis, elle fait toutes réserves quant à l'alliance fondamentale avec Rhodes (n° 150). Au fond, les questions qui passionnent le plus Milet à l'époque hellénistique, ce sont les contestations de frontières qui la mettent aux prises avec Priène et Magnésie du Méandre. Elle se fait reconnaître par les Lagides le territoire de Myonte (n° 139). Elle y établit des clérouques militaires, des mercenaires crétois, à qui elle concède des domaines avec le droit de cité (n°s 33-38). Lorsqu'une guerre éclate entre Milet, soutenue par Héracléia, et ses deux rivales, poussées par Philippe V de Macédoine, Rhodes intervient et fait conclure la paix par un traité de partage dont elle se porte garante (n° 148).

Le septième rapport de Th. WIEGAND sur les fouilles de Milet (voir t. CXX, p. 110) donne également quelques inscriptions intéressantes. Le temple du peuple romain et de Rome a fourni un édit (*διαχροφή*) sur l'organisation du sacerdoce : le titulaire à titre vénal doit présenter un prêtre âgé de vingt ans au moins, qui ne pourra se désis-

ter de sa fonction avant trois ans et huit mois qu'en la laissant aux mains d'un vicaire et qui recevra un traitement annuel de 600 drachmes. Du stade provient un acte de fondation dû au roi Euménès II : les fonds, destinés à une distribution de blé, seront constitués, à la banque publique, par les intérêts d'un capital prêté à des négociants, combinaison financière qui a pu servir de modèle plus tard à l'institution alimentaire en Italie. A Didymes, on a trouvé un nouveau témoignage sur un don de trente-quatre dents d'éléphant fait par Ptolémée XIV et des réponses de l'oracle à des questions sur le culte de Corè Sôteira (époque impériale).

Parmi les inscriptions découvertes à Pergame et publiées par A. IPPEL (voir t. CXX, p. 111), il y en a une qui donne de curieux détails sur l'enseignement au III<sup>e</sup> siècle avant l'ère chrétienne : c'est un palmarès du collège de jeunes filles (γραψὴ τῶν νεωκηκυτῶν παρθένων) ; il est remis au président (πρύτανος) par le censeur (δῆμος τῆς εὐκοσμίας), et il porte des prix de poésie épique, élégiaque, mélisque et un prix de récitation.

La plupart des quatre-vingt-dix textes trouvés dans le théâtre d'Éphèse par R. HEBERDEY (voir t. CXX, p. 112) sont de l'époque romaine. Mais le plus ancien, qui appartient au commencement du III<sup>e</sup> siècle, est remarquable, non seulement par les détails qu'il donne sur la « guerre commune » contre Priène, mais encore par une disposition relative à un expédient fiscal, la vente du droit de cité à six mines par tête.

Durant leur seconde mission en Lydie, J. KEIL et von PREMERSHEIM ont lu environ 380 inscriptions ; ils en ont publié 278 dans leur second rapport à l'Académie de Vienne. Le travail est tout prêt à être versé dans la grande publication des *Tituli Asiae Minoris*. Plusieurs des inscriptions provenant de Thyateira (n° 18-111) et d'Apollonis (n° 112-118) enrichissent nos connaissances sur le royaume de Pergame ; celles de Maionia (n° 165-181) et de Gjölde (n° 182-210) intéressent surtout l'histoire religieuse<sup>1</sup>.

On a trouvé à Sardes, dans le sanctuaire d'Artémis (voir t. CXX, p. 114), de nombreuses inscriptions. L'une d'elles promet d'être d'une importance capitale pour les orientalistes : il s'agit d'un bilingue lydien-araméen, daté d'Artaxerxès I<sup>er</sup> (465-424)<sup>2</sup>. Qui sait si nos lin-

1. Joseph Keil und Anton von Premerstein, *Bericht über eine zweite Reise in Lydien ausgeführt 1908*. Extrait des *Denkschriften der kais. Akad. der Wissensch. in Wien*, philos.-histor. Klasse, Bd. LIV, 2 (1911), 162 p., avec indices, une carte et 91 fig. dans le texte.

2. Voir Howard Crosby Butler, *Third preliminary report...*, dans *l'American journal of archaeology*, t. XVI (1912), p. 477-478.

guistes n'y trouveront pas la clef tant cherchée du lydien, clef qui pourrait bien ouvrir encore d'autres portes obstinément fermées? Une autre de ces inscriptions, publiée par BUCKLER et ROBINSON, constitue un document précieux sur la vente à réméré et le régime des terres en Asie Mineure. Si elle datait, comme le croient les éditeurs, des années 306-303, elle renverrait même toutes nos notions sur l'origine du colonat; mais, en réalité, il faut la ramener au 11<sup>e</sup> siècle. Il y est question d'un domaine engagé à la déesse en garantie d'un prêt-dépôt de 1,325 statères d'or. Ce domaine (*εἴκος*) comprend un certain nombre de villages avec colons (*λαξτι*) et de lots (*ελάχιστοι*); c'est une sorte de bénéfice concédé par le roi et dont le détenteur paie au fisc un impôt de 116 statères et 16 oboles d'or. Faute de rembourser sa dette dans le délai prescrit, l'emprunteur perd tout droit sur le gage. Si un tiers créancier a des droits à faire valoir sur le domaine, la *pœna dupli* porte la créance de la déesse à 2,650 statères. Si le roi reprend le bénéfice, l'emprunteur devra rembourser, en sus de la dette, toutes les dépenses faites sur le domaine par l'intendance sacrée<sup>1</sup>.

Dans son grand travail sur le Pont et les régions voisines, Franz CUMONT est arrivé à la partie épigraphique. Un premier fascicule présente plus de 350 inscriptions grecques, dont près de 200 inédites. On trouvera sous le n° 66 une édition définitive, avec traduction et commentaire, du serment de fidélité prêté à Auguste en l'an 3 av. J.-C. par les habitants de la Paphlagonie et les marchands romains établis dans le pays<sup>2</sup>.

La mission de l'Université de Princeton en Syrie a publié, de 1910 à 1913, deux nouveaux fascicules d'inscriptions syriennes (voir t. CI, p. 121; t. CIV, p. 334). En passant à la Syrie méridionale, LITTMANN a pris pour collaborateurs D. MAGIE et D. R. STUART<sup>3</sup>.

Deux catalogues de musées méritent d'être signalés aux épigraphistes. E. BRECCIA, directeur du musée d'Alexandrie, a rédigé

1. W. H. Buckler and D. M. Robinson, *Greek inscriptions from Sardes*, dans *American journal of archaeology*, t. XVI (1912), p. 11-82 (n° 1); t. XVII (1913), p. 29-52 (n° 2 et 3); p. 353-370 (n° 4-7).

2. Franz Cumont, *Studia Pontica*. T. III : *Recueil des inscriptions grecques et latines du Pont et de l'Arménie*, publié par J. G. C. Anderson, Franz Cumont et Henri Grégoire. Fasc. 1. Bruxelles, Lamertin, 1910, in-8°, 256 p.

3. *Publications of the Princeton University archaeological expedition to Syria in 1904-1905 and 1909*. Division III : *Greek and latin inscriptions in Syria*, by Enno Littmann, David Magie and Duane Reed Stuart; section A : *Southern Syria*; part 2 : *Southern Hauran*, p. 1-130; part 3 : *Umm-idj-Djimâl* (p. 131-223). Leiden, Brill, 1910, 1913, in-4°, 223 p., avec un appendice de xxviii p.

le catalogue des inscriptions grecques et latines confiées à sa garde; il l'a fait précéder d'une introduction qui contient de courtes et bonnes études sur les soi-disant vases sacrificatoires des reines d'Égypte, sur les vases funéraires datés et les amphores panathénaiques datées<sup>1</sup>. — Fr. CUMONT a refait le catalogue des sculptures et inscriptions grecques conservées au musée du Cinquantenaire à Bruxelles. La première édition, publiée en 1898, n'était qu'une brochure où l'épigraphie ne tenait presque aucune place; l'édition de 1913 forme un volume, dont l'exécution matérielle est de premier ordre et où sont reproduites soixante-douze inscriptions, quelques-unes inédites<sup>2</sup>.

Nous en aurions fini avec les publications nouvelles de textes épigraphiques, si Ad. WILHELM n'avait pas une manière de traiter les inscriptions déjà publiées qui en fait vraiment des textes inédits. On connaît ses procédés favoris: il réunit des fragments dépareillés et en fait aussitôt jaillir la lumière, ou bien il trouve dans le rebut du Musée épigraphique une pierre dédaignée de tous et il n'a besoin que d'y déchiffrer quelques lettres pour y appliquer des noms et des faits de lui seul connus et arriver à une restitution généralement complète et certaine. Voyez son mémoire sur la ligue de Corinthe: il n'a peut-être rien produit qui soit d'une aussi grande portée dans le domaine de l'histoire. Deux fragments avaient été publiés séparément par Kœhler dans le *Corpus*, par Dittenberger et par Hicks chacun dans son recueil. On voyait bien que l'un concernait la ligue hellénique au moment de sa fondation par Philippe ou de son renouvellement par Alexandre; l'autre passait pour une liste des peuples confédérés au moment de la guerre Lamiaque. Wilhelm montre qu'ils se suivaient sur la même stèle, et quelle stèle! La première partie, c'est tout simplement le traité conclu entre Philippe et Athènes après la bataille de Chéronée en 338; la seconde, c'est la liste des États qui adhérèrent ensuite à la ligue de Corinthe, avec indication des suffrages attribués à chacun: Thessaliens, 10 voix; Éleimiôtes de Macédoine, 1; Samothrace et Thasos, 2; Ambraciotes...; Thraces...; Phociens, 3; Locriens, 3; Cœtœns, Maliens et Ainiennes, 3; Agraiens et Dolopes, 5; Perrhèbes, 2; Zacinthe et Céphalénie, 3. Donc, la ligue de Corinthe n'était pas fondée

1. *Catalogue général des antiquités égyptiennes du musée d'Alexandrie. Iscrizioni greche e latine* (n° 1-568), par Evaristo Breccia. Le Caire, imprimerie de l'Institut français d'archéologie orientale, 1911, in-fol., xxxi-275 p., avec 59 pl.

2. Franz Cumont, *Musées royaux du Cinquantenaire. Catalogue des sculptures et inscriptions antiques (monuments lapidaires)*, 2<sup>e</sup> édition refondue, Bruxelles, Vromant, 1913, in-8°, 268 p.

sur le principe d'égalité, mais proportionnait les droits à la puissance; elle n'imposait pas l'autonomie des cités, mais englobait des confédérations restreintes; elle n'était pas réservée aux pays en deçà des Thermopyles, de façon à rejeter les peuples de la Grèce septentrionale dans la dépendance directe de la Macédoine, mais au contraire s'ouvrirait largement à tous ces peuples, qui s'étaient montrés fidèles vassaux de Philippe; enfin, elle faisait une bonne place aux Phociens, huit ans après la paix de Philocrate qui les avait mis au ban des nations, preuve nouvelle des services rendus par les Phociens à Philippe au début de la campagne qui l'avait mené à Élatée. Mais Wilhelm continue son travail de reconstitution. Parmi les inscriptions d'Épidaure figurent sept fragments où l'éditeur, Fraenkel, reconnaissait les clauses d'un pacte fédéral et une écriture du IV<sup>e</sup> ou du III<sup>e</sup> siècle. Il faut y voir maintenant les restes précieux des négociations que Philippe engagea en 337 avec les Grecs pour préparer son expédition en Asie. Toute cité qui n'enverra pas à l'armée fédérale le contingent fixé par les synédres paiera durant toute la campagne une indemnité quotidienne à raison d'une demi-mine par cavalier, de vingt drachmes par hoplite, de dix par fantassin léger, de sept, huit ou dix par matelot. Enfin, d'un fragment trouvé sur l'Acropole en 1897 et resté inédit, Wilhelm dégage certaines conditions du pacte renouvelé par Alexandre avec les confédérés, ou spécialement avec les Athéniens. On réglait la question des vivres que devaient toucher les hommes des contingents durant la campagne et dix jours encore après leur libération; on fixait leur solde, qui s'élevait à une drachme pour l'hypaspiste. Quelle vive lumière projetée brusquement sur des faits qui, malgré leur importance capitale, étaient restés si obscurs !

Dans une nouvelle série de *Beiträge* (voir t. CIV, p. 334-335), le même Wilhelm commente, comme il sait le faire, un bon nombre d'inscriptions, surtout béotien (n° 1-3) et Péloponésien (n° 4-8). Puis il fournit d'utiles contributions à l'histoire des III<sup>e</sup> et II<sup>e</sup> siècles. Il appelle l'attention sur les petits dynastes d'Asie Mineure qui n'ont pas été sans jouer leur partie dans les combinaisons d'Attale I<sup>r</sup> et de Philippe V (n° 11). A propos d'un traité entre Termessos et Adada (n° 12), il jette un coup d'œil sur la Pisidie au II<sup>e</sup> siècle. Par un nouvel exemple qu'il tire d'un texte restitué (n° 13), il confirme l'habileté politique des Rhodiens : il montre

1. Adolf Wilhelm, *Attische Urkunden. I. Teil : Urkunden des korinthischen Bundes der Hellenen*. Extrait des *Sitzungsberichte der kais. Akad. der Wissensch. in Wien*, philos.-histor. Klasse, Bd. CLXV, 6. Abhandl. Wien, Hölder, 1911, in-8°, 55 p., avec 5 pl. et 2 fig. dans le texte.

comment ils entretiennent avec Ios une amitié durable, qu'ils transforment en alliance formelle. Mais les autres périodes de l'histoire grecque ne sont pas sacrifiées. En complétant le décret par lequel Thasos accorde le droit de cité aux habitants de Néapolis (n° 14), l'auteur précise nos connaissances sur la naturalisation collective et sur la politique des cités thraces dans les années qui précédèrent ou suivirent la fin de la guerre du Péloponèse. Mieux que, la loi de Corcyre la Noire (n° 15) distingue avec plus de rigueur les différentes catégories de terres distribuées aux premiers colons, qui sont privilégiés, et aux immigrants qui viendront les rejoindre<sup>1</sup>.

Faute d'indices, le troisième volume des inscriptions dialectales publié par Collitz (voir t. CI, p. 121) n'avait pas toute l'utilité qu'il aurait dû avoir. Grâce à O. HOFFMANN et à P. GÄRTCHEN, il est maintenant pourvu de suppléments qui donnent quelques textes nouveaux, des observations sur la grammaire des dialectes et surtout des indices complets. Ces suppléments se réfèrent, d'une part, aux Doriens de Laconie, de Messénie, de Théra, de Cyrène et de Mélos; d'autre part, aux Ioniens de l'Eubée et de ses colonies, des Cyclades, de l'Asie Mineure et du Pont-Euxin (Milet, Olbia, Priène, Éphèse, Chios et Érythrées, Samos, etc.<sup>2</sup>).

Le tome I des *Inscriptiones græcae ad res romanæ pertinentes*, publiées sous la direction de R. CAGNAT, a été achevé en 1911 (cinq ans après le tome III). Le dernier fascicule est tout entier pris par les indices. Rappelons que ce volume comprend l'Europe, sauf la Grèce, et l'Afrique avec la Crète. Pendant ce temps, le tome IV, réservé à l'Asie proconsulaire, suit son cours : le 4<sup>e</sup> fascicule nous mène dans la Phrygie méridionale, depuis Hiérapolis jusqu'à Cibyra, et dans les îles, depuis Chios jusqu'à Cos<sup>3</sup>.

L'excellent recueil de Ch. MICHEL, qui a paru de 1897 à 1900 (voir t. CI, p. 121) aurait vieilli prématurément, si l'auteur ne s'était pas décidé à le faire suivre d'un *Supplément*. Il y donne les ins-

1. Adolf Wilhelm, *Neue Beiträge zur griechischen Inschriftenkunde*. I. Teil. *Ibid.*, Bd. CLXVI, Abhandl. 1, 1911, 64 p., avec 2 pl. — II. Teil. *Ibid.*, Abhandl. 3, 1912, 43 p.

2. *Sammlung der griechischen Dialekt-Inschriften*, hrsg. von H. Collitz und O. Hoffmann. Vierter Bd., IV. Heft, 1. Abteilung : *Nachträge, Grammatik und Wortregister* zum ersten und zweiten Heft der zweiten Hälfte des dritten Bandes, von Otto Hoffmann. Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1911, in-8°, p. 676-848. — 2. Abteilung : *Nachträge...* zum fünften Heft... (Ionien), von Paul Gärtchen und O. Hoffmann, 1914, p. 849-1028.

3. *Inscriptiones græcae ad res romanæ pertinentes*. Paris, Leroux, in-4°. T. I, fasc. 7, curavit R. Cagnat auxiliantibus J. Toutain et P. Boudreux, 1911, p. 1-vii, 545-688. — T. IV, fasc. 4, curavit R. Cagnat auxiliante G. Lafaye, 1912, p. 289-368.

criptions les plus importantes parmi celles qui avaient dû être écartées ou qui ont paru dans l'intervalle. Le plan a changé : après avoir subordonné l'ordre géographique à l'ordre logique, il fait l'inverse. Un premier fascicule est consacré à l'Attique et donne les lois et décrets, les documents administratifs et les textes relatifs aux institutions religieuses. Parmi les textes de publication tout à fait récente, il faut signaler surtout les inscriptions mises au jour en 1910 par les fouilles d'Oiconomos : la loi des nomothètes sur les prémices dues aux déesses d'Éleusis (n° 1459 ; voir plus haut, p. 110), un décret en l'honneur de taxiarques (n° 1479), un autre en l'honneur de prytanes (n° 1483), un rapport des pôlètes sur l'adjudication des mines (n° 1514). L'inédit même ne manque pas (n°s 1467<sup>b</sup>, 1468<sup>c</sup>, 1517). La valeur de ce recueil ne tient plus seulement à la correction scrupuleuse et presque irréprochable du texte, mais encore à un grand nombre de restitutions plausibles et à une collaboration constante de Wilhelm (n°s 1427-1430, 1432, 1437, 1438, 1455, 1463, 1505)<sup>1</sup>.

Entre « le Michel » et « le Dittenberger », il y a concurrence établie. A la publication du *Recueil* répondait, de 1898 à 1900, la seconde édition du *Sylloge*. Comme riposte au Supplément du *Recueil*, on annonce une troisième édition du *Sylloge*, celle-là posthume.

Dans deux collections publiées sous la direction de Lietzmann, plusieurs professeurs se sont occupés simultanément, en 1913, des étudiants désireux de s'initier à l'épigraphie. O. KERN s'est chargé de leur présenter, avec d'excellentes notices, un choix de fac-similés très bien venus, où ils pourront apprendre à déchiffrer les écritures gravées sur les monuments grecs durant un millénaire, du VI<sup>e</sup> siècle av. J.-C. au IV<sup>e</sup> de notre ère<sup>2</sup>. — NACHMANSON leur offre deux petits recueils de documents relatifs à l'histoire d'Athènes et de la Grèce en général, en joignant aux textes des notices où la science la plus sûre s'impose une heureuse sobriété. — Avec moins de succès, F. BLECKMANN a essayé de faire une sélection parmi les inscriptions les plus intéressantes pour l'étude des institutions<sup>3</sup>.

1. Charles Michel, *Recueil d'inscriptions grecques. Supplément*. Fasc. I. Paris, Leroux, 1912, in-8°, 124 p.

2. *Tabulae in usum scholarum editae sub cura Johanniss Lietzmann. Inscriptiones græcae*, colligit Otto Kern. Bonnæ, Marcus et Weber, 1913, in-4°, xxiii p., 50 tab.

3. *Kleine Texte für Vorlesungen und Übungen*, hrsg. von Hans Lietzmann. Bonn, Marcus und Weber, in-16. N° 110 : *Historische Attische Inschriften*, ausgewählt und erklärt von Ernst Nachmanson, 1913, 82 p. — N° 121 : *Historische Griechische Inschriften bis auf Alexander den Grossen*, ausgewählt und erklärt von Ernst Nachmanson, 1913, 60 p. — N° 115 : *Griechische Inschriften zur Griechische Staatenkunde*, ausgewählt von F. Bleckmann, 1913, 79 p.

A. LAUDIEN a même eu l'idée d'accommoder l'épigraphie à l'enseignement des gymnases. Il a voulu « illustrer » des passages d'Hérodote, de Thucydide, de Xénophon, de Sophocle, de Platon et de Démosthène à l'aide des inscriptions. Il y a quelque chose de factice dans cette tentative; car, si l'inscription citée se rapporte parfois au fait même qu'elle commente, le plus souvent elle ne présente avec le texte littéraire qu'une analogie plus ou moins lointaine. Et puis, franchement, l'explication des textes épigraphiques convient-elle en Allemagne, plus qu'elle ne ferait en France, à des élèves qui peinent sur une phrase de l'*Anabase* ou de l'*Apologie de Socrate*?

Avant de consacrer une dizaine d'années à son grand manuel d'épigraphie grecque (voir t. LXXVII, p. 132; t. CI, p. 122-123), LARFELD avait déjà publié, en 1892, dans la collection des *Handbücher* d'Iwan von Müller, un traité d'épigraphie grecque à l'usage des Universités. C'était le remaniement d'un travail publié par Hinrichs en 1886, mais avec des changements tels que l'ouvrage primitif en était presque doublé (266 p. au lieu de 144). La nouvelle édition double encore une fois la précédente (536 p.). Quand on connaît la manière de l'auteur, qui ne craint pas d'emprunter aux sciences positives leurs procédés d'abréviation, on devine que de choses il sait enfermer dans une page. La valeur du livre a augmenté en raison de son ampleur. Il n'est guère de question — histoire de l'épigraphie, alphabets, formules, bibliographie — sur laquelle il ne donne les renseignements indispensables avec une étonnante précision. Il donne même plus que l'indispensable : s'il y a un reproche à lui faire, c'est que son ouvrage est bien touffu pour des apprentis et, par exemple, bien peu d'entre eux prendront intérêt à lire plus de cent pages sur l'histoire de l'épigraphie grecque<sup>2</sup>.

Saluons, pour terminer, une nouvelle revue dirigée par ESPÉRAN-DIEU et Ad. REINACH. Héritière de la *Revue épigraphique du Midi de la France* pour la partie latine, la *Revue épigraphique* étend son domaine à l'Orient hellénique. Elle doit être ainsi « pour les inscriptions l'équivalent de ce qu'est l'*Archiv für Papyrusforschung* pour les papyrus ». Dans les deux premières années de son existence, elle a publié un bon nombre d'inscriptions inédites et d'ar-

1. Arthur Laudien, *Griechische Inschriften als Illustrationen zu den Schulschriftstellern*. Berlin, Wiedmann, 1912, in-8°, 78 p.

2. Wilhelm Larfeld, *Griechische Epigraphik* (*Handbuch der klassischen Altertumswissenschaft* begründet von Iwan von Müller, fortgeführt von R. von Pöhlmann, I. Bd., 5. Abt.). München, O. Beck, 1914, in-8°, XII-536 p.

ticles tirés des documents épigraphiques. A d'intéressantes chroniques elle joint des comptes-rendus analytiques et critiques. Elle se propose de donner une plus grande extension au *Bulletin épigraphique* que la *Revue des études grecques* n'a cessé d'offrir au monde savant depuis plus de vingt-cinq années et qu'Ad. Reinach a rédigé lui-même quelque temps<sup>1</sup>.

IV. PAPYROLOGIE. — Avec une persévérance infatigable, HUNT a publié en 1911 et 1912 deux nouveaux volumes de *Papyrus d'Oxyrhynchos* (cf. t. LXXVII, p. 134; t. CI, p. 123; t. CVIII, p. 96). Le tome VIII contient un grand nombre de textes littéraires, dont plusieurs sont inédits, tels que les méliambes satiriques d'un poète philosophe qui vivait au III<sup>e</sup> siècle, le cynique Cercidas, un fragment de drame satyrique et des scolies de l'*Iliade*. Un papyrus de cette catégorie est encore muni de son étiquette, portant ce titre : « *Dithyrambes de Bacchylides*. » Viennent ensuite des recettes médicales, qui sont souvent bizarres à souhait. Les documents officiels, les contrats et les lettres privées datent de l'époque romaine et de l'époque byzantine. Le tome IX est un de ceux que les fervents de l'histoire littéraire consulteront toujours avec la curiosité passionnée qui s'attache à toute édition princeps. On y trouve de véritables perles enchaînées dans les *New classical texts* : d'abord, plusieurs centaines de vers inédits de Sophocle, à savoir de longs fragments d'un drame satyrique plein de poésie et de gaité, les *Ichneutai* ou les *Trappeurs*; puis quelques passages d'une tragédie, l'*Euryptyle*, où le pathétique frise parfois le pathos; enfin une bonne partie d'une *Vie d'Euripide* par Satyros, qui écrivait des biographies dialoguées au II<sup>e</sup> siècle avant notre ère<sup>2</sup>.

Comme si ce n'était pas assez de travailler pour deux, puisqu'il n'a plus l'aide de Grenfell, HUNT trouve encore le temps de publier le catalogue des *Papyrus grecs de la collection Ryland* à Manchester. Dans le premier volume, qui donne les textes littéraires, il convient de noter : un fragment historique, datant du II<sup>e</sup> siècle av. J.-C., où il est question d'un fait inconnu jusqu'à présent, de la lutte menée par le roi de Sparte Anaxandridas et l'éphore Chilon contre les tyrans du VI<sup>e</sup> siècle (n° 18); un abrégé du chapitre XLVII des *Philippica* de Théopompe (n° 20); un fragment de traité politique qui mentionne les opérations dirigées par Antipatros et Par-

1. *Revue épigraphique*, publiée sous la direction de Émile Espérandieu et Ad. Reinach. T. I et II. Paris, Leroux, 1913, 1914. In-8°, 430, 354 p.

2. *The Oxyrhynchus Papyri*, edited with translations and notes by Arthur S. Hunt. London, Offices of the Egypt Exploration Fund, in-4°. Part VIII, 1911, xiv-314 p., avec 7 pl. — Part IX, 1912, xii-304 p., avec 6 pl.

ménion de Thrace vers les débuts de la guerre déclarée par Athènes à Philippe (n° 19)<sup>1</sup>.

Les Allemands avaient révélé assez clairement leur intention de contester le plus tôt possible aux autres, à des Anglais surtout, la suprématie dans l'empire de la papyrologie. Ils veulent rattraper le temps perdu. Leur activité s'est changée en hâte fébrile dans ces dernières années. Il faut reconnaître qu'elle a eu d'heureux résultats.

Paul MEYER a continué d'édition les *Papyrus de Hambourg* (voir t. CVIII, p. 97). Dans le second fascicule de cette publication, on remarque : un document qui complète bien les articles des *Revenue laws* relatifs au monopole de l'huile ; un contrat conclu en 222 entre l'administration et un clerc pour la culture du sésame (n° 24) ; une constitution d'hypothèque sur la personne d'un esclave, contrat privé qui date du II<sup>e</sup> siècle av. J.-C. et qui éclaire une institution connue par les inscriptions contemporaines de Delphes (n° 28) ; les papiers de l'ex-décurion L. Julius Serenus, qui ajoutent à nos connaissances sur la trésorerie militaire de l'époque impériale (n° 40-54)<sup>2</sup>.

Trois autres publications sont parvenues à terme. Grâce à la collaboration de KORNEMANN et de Paul MEYER, a paru le troisième fascicule des *Papyrus de Giessen* (voir t. CVIII, p. 97). Il contient, avec les indices du volume entier, des pièces assez intéressantes pour l'histoire économique et sociale, administrative et juridique de l'époque impériale, entre autres un rapport adressé en 118 aux fonctionnaires du cadastre sur les semaines effectuées au village de Naboo (n° 22) et des documents d'ordre privé relatifs à l'éducation des filles (n° 80 et 85)<sup>3</sup>. — PREISIGKE achève également la publication d'un volume des *Papyrus de Strasbourg* (voir t. CI, p. 125) par un troisième fascicule muni d'une table générale des matières. Jusque-là déchiffrés au hasard, les documents sont maintenant classés. Un seul d'entre eux (le n° 79), relatif à une vente d'esclaves, est antérieur à l'ère chrétienne ; le plus grand nombre date du II<sup>e</sup> et du III<sup>e</sup> siècle<sup>4</sup>. — Enfin, SCHUBART a donné

1. *Catalogue of the greek Papyri in the John Rylands library Manchester*. Vol. I : *Literary texts* (n° 1-61), edited by Arthur S. Hunt. Manchester, University press, 1911, in-4°, xii-202 p., avec 10 pl.

2. *Griechische Papyrusurkunde der Hamburger Stadtbibliothek*, hrsg. und erklärt von Paul M. Meyer. Bd. I, Heft 2. Leipzig-Berlin, Teubner, 1913, in-4°, p. 101-210 et phototypies VIII-XIV.

3. *Griechische Papyri im Museum des oberhessischen Geschichtsvereins zu Giessen*, im Verein mit O. Eger hrsg. und erklärt von Ernst Kornemann und Paul M. Meyer. Bd. I, Heft 3 (nr. 58-126). Leipzig-Berlin, Teubner, 1912, in-4°, xiii-168 p., avec 3 phototypies.

4. *Griechische Papyri der kais. Universitäts- und Landesbibliothek zu*

les deux dernières livraisons des *Griechische Urkunden* de Berlin (voir t. CI, p. 125; t. CIV, p. 335-336; t. CVIII, p. 97). L'une contient ce qui reste de l'ancienne Busiris, aujourd'hui Abousir-el-Meleq (n° 1185-1193) et des textes provenant du nome Héracléopolite dont cette ville était le chef-lieu (n° 1194-1209). Ce sont toujours des documents du 1<sup>er</sup> siècle av. J.-C. ou des premières années du suivant. Les plus intéressants sont des actes relatifs à l'administration militaire des derniers Ptolémées (n° 1185, 1186, 1190) dont Lesquier a tiré un bon parti dans son étude sur l'armée des Lagides, des pièces provenant d'archives sacrées (n° 1194-1202) où les prêtres défendent leurs priviléges contre les empiétements du pouvoir royal, et une curieuse correspondance de famille (n° 1203-1209). La dernière livraison se compose tout entière d'indices<sup>1</sup>.

Entre temps, les papyrologues allemands préparaient des publications nouvelles. Dans un premier fascicule des *Papyrus de Munich*, HEISENBERG et WENGER n'ont donné que des documents juridiques du VI<sup>e</sup> siècle ap. J.-C.<sup>2</sup>. — Le professeur de Marburg, KALBFLEISCH, a déchiffré avec ses élèves les *Papyrus de la collection Janda*, qui datent presque tous de l'empire romain ou de la domination byzantine<sup>3</sup>. — Il semblait que les papyrus du Caire n'eussent plus rien de nouveau à fournir, depuis que Grenfell et Hunt ont édité ceux de la période gréco-romaine qu'ils jugeaient les plus importants, et Jean Maspero ceux de la période byzantine. Cependant, PREISIGKE a encore trouvé dans la collection une cinquantaine de pièces, provenant du Fayoum, d'Hermopolis et d'Oxyrhynchos, qui valaient la peine d'être publiées : ce sont des

*Strassburg*, hrsg. und erläutert von Dr. Friedrich Preisigke. Bd. I, Heft 3 (nr. 55-80). Leipzig, Hinrichs, 1912, in-4°, p. 187-252, avec 3 phototypies et 20 fig. dans le texte.

1. *Ägyptische Urkunden aus den kgl. Museen zu Berlin*, hrsg. von der Generalverwaltung. *Griechische Urkunden*. IV. Bd., Heft 11, 12. Berlin, Weidmann, 1911, 1912, in-4°, p. 321-352, 353-374, avec 2 pl. en héliogravure.

2. *Münchener Papyri*. Veröffentlichungen aus der Papyrussammlung der kgl. Hof- und Staatsbibliothek zu München. Heft 1 : *Byzantinische Papyri*, hrsg. von A. Heisenberg und L. Wenger. Leipzig-Berlin, Teubner, 1913, in-4°, x-204 p.

3. *Papyri Iandanæ*, cum discipulis edidit Carolus Kalbfleisch. Leipzig-Berlin, Teubner, in-8°. Fasc. I : *Voluminum codicumque fragmenta græca cum amuleto christiano*, ed. Ernestus Schaefer, 1912, p. I-vi, 1-33, phototypies I-IV. — Fasc. II : *Epistulae privatae græcae*, ed. Leonhardus Eisner, 1913, p. 35-73, phototypies V-VII. — Fasc. III : *Instrumenta græca publica et privata*. Pars I, ed. Ludovicus Spohr, 1913, p. 74-123, phototypies VIII-XI. — Fasc. IV : *Instrumenta...* Pars II, ed. Georgius Spiess, 1914, p. 124-160, phototypies XII-XIV.

textes de l'époque impériale, sauf un seul (n° 37) qui date du III<sup>e</sup> siècle avant notre ère<sup>1</sup>.

Mais la place d'honneur appartient sans conteste aux *Papyrus de Halle*. La publication à laquelle a collaboré toute la GRÆCA HALENSIS est un vrai coup de fortune. En déroulant ces *Dikaiomata*, en ouvrant ce dossier judiciaire, on a trouvé des extraits d'ordonnances royales et de lois municipales qui jettent un jour inespéré sur la constitution d'Alexandrie au temps des Lagides et sur les principes du droit gréco-égyptien. Une série de douze documents nous fait connaître : 1<sup>o</sup> la procédure des poursuites en faux témoignage; 2<sup>o</sup> les droits de mitoyenneté; 3<sup>o</sup> l'exécution à l'encontre du condamné pour voies de fait et la formation du tribunal compétent en cas de plainte reconventionnelle; 4<sup>o</sup> les priviléges judiciaires des officiers royaux; 5<sup>o</sup> les prescriptions en matière de logement militaire; 6<sup>o</sup> les principales dispositions sur différents délits d'attentat contre les personnes; 7<sup>o</sup> le serment officiel; 8<sup>o</sup> l'habeas corpus des Alexandrins; 9<sup>o</sup> la procédure de la citation en témoignage; 10<sup>o</sup> les formalités de la saisie; 11<sup>o</sup> celles de l'aliénation immobilière; 12<sup>o</sup> les exemptions de gabelle accordées aux maîtres d'école, aux acteurs et aux vainqueurs des jeux. Il est impossible de dire ce que donneront tous ces textes, quand les historiens et les juristes les auront rapprochés de ceux dont ils regrettent les lacunes. Dès à présent, l'image d'Alexandrie apparaît plus nette, avec son droit de cité qui, contrairement à ce qu'on soutenait légèrement, ne distingue pas les « citoyens » et les « Alexandrins », avec ses magistrats aux fonctions déterminées par des lois spéciales (nomophylaque et thesmophylakes, tamiai, astynomes), avec son agora, avec ses registres officiels des saisies et des mutations de propriété, avec la remarquable variété de ses juridictions autonomes qui comportent trois sortes de tribunaux, des magistrats instructeurs et des fonctionnaires chargés de l'exécution. D'autre part, certains théoriciens n'oseront plus affirmer avec la même assurance l'unité du droit grec. Il est vrai qu'Alexandrie, à l'instar de Rome, a recopié à peu près textuellement la loi de Solon sur le droit de plantation, de construction et de fouille dans le voisinage de la propriété d'autrui. Mais, en bien d'autres matières, elle a rejeté les principes posés par Athènes. Elle n'a pas assuré une aussi forte protection à la liberté personnelle; elle n'a pas consenti à reconnaître de droits à

1. *Griechische Urkunden des Ägyptischen Museums zu Kairo*, hrsg. von Friedrich Preisigke (Schriften der Wissenschaftlichen Gesellschaft in Strassburg, 8. Heft). Strassburg, Trübner, 1911, grand in-8°, VIII-58 p.

l'esclave. Ceux qui discernaient dans l'histoire du droit grec la supériorité d'Athènes sur les autres cités ne seront pas étonnés de constater que la *koinè* juridique de l'époque alexandrine marque par certains côtés un recul sur les nobles conquêtes de la démocratie athénienne<sup>1</sup>.

En France, où la papyrologie byzantine était brillamment représentée par le regretté Jean Maspero, la papyrologie classique a pour centre l'Institut né à l'Université de Lille. P. JOUGUET, qui en est le père, a publié les *Papyrus de Théadelphie*, en les accompagnant d'une traduction, d'une introduction géographique et historique et d'un riche commentaire. Nous aimerions à insister sur ces cinquante-neuf textes, contrats de vente et de cheptel, baux, procès-verbaux d'audience, pétitions, reçus, etc., s'ils n'étaient tous d'une date postérieure à la période qui doit nous retenir (280-342 ap. J.-C.). Disons toutefois que les soucis et les tourments de Sakaon, fils de Satabous, cōmarque de Théadelphie, sont pleins d'enseignements sur les piétres conditions de l'administration locale en Égypte au temps où l'empire romain commence à déchoir. Il y a plus qu'un symbole, il y a une frappante image de la misère universelle dans cette bourgade, qui, après avoir eu son heure de prospérité, voit ses vergers, ses vignes et ses olivettes envahis peu à peu par le désert et ne renferme plus que vingt-cinq contribuables, pauvres possesseurs de chèvres et de moutons, harcelés sans cesse par les agents du fisc et les pillards<sup>2</sup>.

Elève de Jouguet avant d'être passé maître, LESQUIER a fait une nouvelle édition des *Papyrus de Magdola*, accompagnée d'une traduction et d'un commentaire et précédée d'une introduction. Publié pour la première fois en 1902, souvent corrigés à tort, ces papyrus avaient besoin d'une revision attentive; le travail est exécuté avec un soin minutieux. On possède maintenant un texte à peu près parfait de ces pétitions rédigées vers l'an 220 av. J.-C. Grâce à l'introduction qui résume des études approfondies et difficiles, on suit le va-et-vient des plaintes adressées au stratège de Crocodilopolis, apostillées par lui et renvoyées à l'épistate chargé d'y donner telle suite qui convenait; d'autre part, une discussion serrée du pro-

1. *Dikaiomata. Auszüge aus Alexandrinischen Gesetzen und Verordnungen in einem Papyrus des philologischen Seminars der Universität Halle (Pap-Hal. I)*, mit einem Anhang weiterer Papyri derselben Sammlung, hrsg. von der Graeca Halensis. Berlin, Weidmann, 1913, in-4°, x-252 p., avec 9 pl.

2. Pierre Jouguet, *Papyrus de Théadelphie*, thèse présentée à la Faculté des lettres de l'Université de Paris. Paris, Fontemoing, 1911, in-8°, xvi-263 p., avec 2 héliogravures.

blème des calendriers gréco-égyptiens permet de dater exactement, par an, mois et jour, un grand nombre de ces pièces. Il faudra recourir à ces papyrus de Magdola pour résoudre maintes questions de droit public ; Lesquier lui-même s'en est servi, dans son livre sur les institutions militaires des Lagides, pour définir la situation des miliciens  $\tau\bar{\eta}\varsigma \ \bar{\epsilon}\pi\iota\gamma\bar{\eta}\varsigma$  (n° 8, 13, 29) et le droit des clérouques au logement chez l'habitant (n° 2) ; ils aideront aussi à déterminer la condition des terres concédées « à titre de dons », où l'on voit les fermiers ester en justice sans l'intermédiaire de leur maître (n° 28). Mais ces documents font surtout saisir sur le vif la vie privée dans le nome arsinoite au dernier quart du III<sup>e</sup> siècle. Les paysans s'entraident en se prêtant de l'orge, du vin, une ânesse (n° 25, 17, 16) ; la moindre localité possède un établissement de bains chauds (n° 27). Mais, comme nous n'avons sous les yeux que des actes judiciaires, nous voyons ces gens surtout par leurs vilains côtés. L'un empiète sur le champ de son voisin (n° 1), l'autre mutilé les bêtes de son ennemi (n° 21) ; on vole à chaque instant des grains, du bétail, des habits (n° 18, 4, 35) ; les bergers se distinguent par la brutalité de leurs mœurs et s'en prennent même au garde-champêtre (n° 6, 38) ; un garçon de bains ébouillante méchamment une cliente (n° 27) ; une mégère, qui vient de vider un pot d'eau sale sur un passant, crache ensuite sur lui et fait pis encore (n° 24) ; une fille, Démô, se fait souscrire un billet fictif par un étourneau (n° 14). Toutes les races se mêlent, et les indigènes sont noyés au milieu des immigrés : les clérouques sont macédoniens, argiens, perses (n° 13, 29, 8) ; un barbier arabe réclame son salaire à un client phénicien (n° 15) ; une bagarre se termine dans la synagogue sous l'œil effarouché du *hazzan* (n° 35). La vérité pittoresque abonde dans ces textes, qui suffiraient à illustrer bien des œuvres littéraires et artistiques de la période alexandrine<sup>1</sup>.

Le second volume des *Papyrus de Florence*, publié par D. COMARETTI, ne contient que des textes littéraires sans intérêt spécial et des documents de l'époque impériale tels que la correspondance d'Héroninos (n° 118-277) et l'épistolaire d'un chef d'armée (n° 278). Le troisième volume, qui a pour auteur VITELLI, se partage à peu près également entre les périodes romaine et byzantine. A signaler un fragment déjà connu qui provient d'un cadastre exécuté au

1. J. Lesquier, *Papyrus de Magdola*, thèse présentée à la Faculté des lettres de l'Université de Paris (*Papyrus grecs* publiés sous la direction de P. Jouguet à l'Institut papyrologique de l'Université de Lille, t. II, fasc. 2-4). Paris, Leroux, 1912, in-4°, 222 p., avec 12 pl.

II<sup>e</sup> siècle à Apollonopolites *Heptacomias* (n<sup>o</sup> 331) et des fragments de comptes datés du III<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. — Les acquisitions de la Société italienne pour la recherche des papyrus, rapidement publiées par le même savant, intéressent plus l'histoire littéraire que l'histoire proprement dite. On y remarquera, outre le lot ordinaire de contrats, reçus et ordres de paiement, des papyrus magiques (n<sup>o</sup>s 28-29), un dossier de pétitions remontant au II<sup>e</sup> siècle av. J.-C., mais surtout des fragments d'odes de Sappho (n<sup>o</sup> 123) ; un fragment de comédie, probablement de Ménandre (n<sup>o</sup> 126) ; un fragment des *Éées* d'Hésiode, des fragments de l'*Hécalè* de Callimaque<sup>2</sup>.

La Suède fournit, à son tour, une contribution à la papyrologie. Stockholm possédait depuis 1832 un papyrus chimique. On savait que c'était le jumeau du *Papyrus de Leyde* qu'édita jadis Leemans et qui a été si utile à Berthelot lorsque, dans ses études sur les origines de l'alchimie, il a voulu montrer comment la technique des alliages mena les esprits à l'idée de la transmutation des métaux. Ce *Papyrus Holmiensis* vient d'être édité et traduit par Otto LAGERCRANTZ. La publication est faite avec un soin extrême ; elle est éclairée par un excellent commentaire, écrit en allemand. Elle servira, non seulement à l'histoire des sciences, mais encore à celle des industries extractives et métallurgiques, textiles et tinctoriales<sup>3</sup>.

PREISIGKE, qui a tant fait pour la publication des papyrus inédits, s'est encore proposé de rendre plus corrects et plus facilement utilisables les papyrus déjà édités. Il a entrepris simultanément deux recueils qui promettent de devenir des instruments de travail inestimables. Dans les *Berichtigungsliste*, il apporte d'innombrables corrections en parcourant les collections de papyrus par ordre alphabétique. Les deux premiers fascicules sont consacrés aux papyrus Amherst, à l'*Archiv für Papyrusforschung*, aux Berliner Griechische

1. *Papiri greco-egizii*, pubblicati della R. Accademia dei Lincei sotto la direzione di D. Comparetti e G. Vitelli. *Supplementi filologico-storici ai Monumenti antichi*. Vol. II (n<sup>o</sup> 106-278) : *Papiri Fiorentini*, *Papiri letterari ed epistolari*, per cura di Domenico Comparetti. Milano, Hoepli, 1911, in-4<sup>e</sup>, xi-298 p., con 6 tavole in fototipia e 70 fotografie in pagina. — Vol. III (n<sup>o</sup> 279-391) : *Documenti e teste letterari dell' età romana e bizantina*, per cura di Girolamo Vitelli, 1915, xi-202 p., con 5 tavole in fototipia.

2. G. Vitelli, *Papiri greci e latini*. Pubblicazioni della Società Italiana per la ricerca dei Papiri greci e latini in Egitto. Firenze, tipogr. Ariani, in-4<sup>e</sup>. Vol. I (n<sup>o</sup> 1-112), 1912, xiv-227 p., 13 tav. — Vol. II (n<sup>o</sup> 113-156), 1913, x-101 p., 5 tav. — Vol. III (n<sup>o</sup> 157-279), 1914, xiii-176 p., 1 tav.

3. Otto Lagercrantz, *Papyrus gracis Holmiensis. Recepte für Silver, Steine und Purpur (Arbeten utgivna med understöd af Vilh. Ekmans Universitetsfond, XIII)*. Uppsala, Academiska Bokhandeln; Leipzig, Harrasowitz, 1913, in-8<sup>e</sup>, 248 p., avec 2 pl. phototyp.

Urkunden, aux papyrus du Caire, au Corpus des papyrus Régnier, aux papyrus d'Éléphantine, du Fayoum, de Florence, de Genève, de Giessen, aux papyrus Goodspeed de Chicago et du Caire, aux papyrus Grenfell, aux papyrus de Halle, de Hambourg, de Hibeh et de Leyde. Le *Sammelbuch* réunit tous les documents dispersés dans des périodiques ou des mémoires ou dans les petites collections qui ont paru sans une liste de mots; quant aux textes imprimés pour la première fois dans l'*Archiv* et dans la *Chrestomathie*, il n'en sera tenu compte que dans l'index. Mais, tant qu'on ne disposera pas de cet index, l'ouvrage ne rendra presque aucun service; car, s'il rassemble les textes d'accès difficile, il les donne au hasard, l'auteur déclarant impossible de les classer dans un ordre soit logique, soit chronologique, soit topographique. Cet inconvénient ne disparaîtra que par le classement général réservé pour le dernier fascicule<sup>1</sup>.

Le recueil de lettres privées que WITKOWSKI a tiré des papyrus (voir t. CI, p. 127) s'est augmenté, dans une seconde édition, de textes nouveaux<sup>2</sup>. — A. LAUDIEN, qui a voulu mettre l'épigraphie à la portée des gymnases (voir p. 129), leur offre également un petit choix de papyrus. Il a réuni avec goût les lettres les plus piquantes, les documents les plus caractéristiques de la vie privée, quelques actes judiciaires, les textes qui font le mieux connaître la religion et les superstitions de l'Égypte ptolémaïque. Mais nous répétons la question que nous avons déjà posée : les professeurs allemands trouvent-ils vraiment le moyen de faire expliquer tout cela à leurs élèves dans les classes de grec<sup>3</sup>?

Dans notre dernier *Bulletin*, nous terminions la partie relative à la papyrologie (voir t. CVIII, p. 98) en demandant quand paraîtra la *Chrestomathie* promise par MITTEIS et WILCKEN. La réponse n'a pas tardé. Nous prendrions plaisir à dire à quel point cette œuvre satisfait à toutes les attentes et comble tous les vœux; mais Lécrivain en a donné ici une longue analyse (t. CXIII, p. 108-112). Nous tenons toutefois à dire hautement qu'en ce qui concerne la période ptolémaïque, on ne trouvera nulle part un meilleur résumé

1. Friedrich Preisigke, *Berichtigungsliste der Griechischen Papyrusurkunden aus Ägypten*. Heft 1, 2. Strassburg, Trübner, 1913, in-8°, p. 1-100, 101-196. — *Sammelbuch Griechischer Urkunden aus Ägypten*. Heft 1, 2. Strassburg, Trübner, 1913, in-8°, p. 1-128, 129-256.

2. St. Witkowski, *Epistulae privatae græcae quæ in papyris etatis Lagidarum servantur. Editio altera auctior*. Leipzig, Teubner, 1911, in-12, xxxvii-194 p.

3. Arthur Laudien, *Griechische Papyri aus Oxyrhynchos für den Schulgebrauch ausgewählt*. Berlin, Weidmann, 1912, in-8°, viii-58 p., avec une phototypie.

des faits acquis et plus de vues nouvelles sur toutes les institutions politiques, administratives et juridiques<sup>1</sup>.

Si l'Égypte nous fournit des papyrus sans répit, l'Asie livre de temps en temps des parchemins. Trois pièces de ce genre ont été trouvées par des Kurdes sur le mont Avroman dans un vase de pierre; acquises par un médecin persan, elles ont été apportées en Angleterre. Minns, qui se propose de les publier, en a fait provisoirement le sujet d'une communication à la « Society for the promotion of hellenistic studies » de Cambridge; A. Deissmann en a entretenu l'« Archäologische Gesellschaft » de Berlin, et Haussoullier l'Académie des Inscriptions. Toutes les trois proviennent du royaume des Arsacides et sont datées de 88 et de 22 av. J.-C. L'une est écrite en grec; l'autre porte un texte grec au recto et un texte pehlvi au verso; la troisième est uniquement en pehlvi. Ce sont des contrats de fermage, mais qui présentent un grand intérêt pour l'histoire générale. D'une part, les dates sont indiquées d'après l'ère des Arsacides mise en rapport avec l'ère des Séleucides, ce qui suggère l'idée d'une subordination au moins morale de la Parthie à la Syrie hellénisée. D'autre part, les contractants et les témoins sont tous des Parthes, habitants d'un petit village, et ils se servent pour les contrats privés de la langue grecque autant que de leur dialecte maternel. De pareils documents éclairent d'une vive lueur l'expansion de l'hellénisme dans l'Asie centrale<sup>2</sup>.

V. NUMISMATIQUE. — Le *Corpus numismatique*, vaillamment mis en train par Imhoof-Blumer, s'était attaché jusqu'ici à la Grèce septentrionale (voir t. CI, p. 127; t. CVIII, p. 98). Franchissant la mer, il s'établit en Mysie. Là, Hans von FRITZE décrit les monnaies de douze villes, par ordre alphabétique, depuis Adramyton jusqu'à Kisthène. Pour montrer le parti que l'histoire peut tirer des études numismatiques, il suffirait de citer les résultats obtenus par von Fritze dans ses recherches chronologiques sur les monnaies préimpériales d'Adramyton; car une série de ces monnaies est au nom d'Orontas, satrape rebelle de Mysie, et cette révolte, qu'on datait généralement de 356 et qu'il vaut mieux ramener à 349, sert de point de départ pour dater les autres séries<sup>3</sup>.

1. Ludwig Mitteis und Ulrich Wilcken, *Grundzüge und Chrestomathie der Papyruskunde*. Leipzig-Berlin, Teubner, 1911, grand in-8°, 2 Bde in 4 Teile. — I. Bd. : *Historischer Teil* (Wilcken) : 1. Hälfte : *Grundzüge*, LXXII-437 p.; 2. Hälfte : *Chrestomathie*, VII-579 p. — II. Bd. : *Juristischer Teil* (Mitteis) : 1. Hälfte : *Grundzüge*, XVIII-298 p.; 2. Hälfte : *Chrestomathie*, VI-430 p.

2. Voir Haussoullier, dans les *Comptes-rendus de l'Académie des Inscriptions*, 1913, p. 663; Karo, dans *l'Archæol. Anzeiger*, 1914, p. 45.

3. *Die antike Münzen Mysiens*, unter Leitung von F. Imhoof-Blumer, hrsg.

Pendant ce temps, le *Nomisma* (voir t. CIV, p. 336) prépare la suite de cette grande publication par des études qui ont presque toutes un rapport étroit avec l'histoire politique ou religieuse de la Grèce. Expliquant les types monétaires à l'aide des textes et des légendes ou inversement, IMHOOF-BLUMER considère successivement les héros navigateurs, les athlètes et les agonothètes couronnés, les dieux des fleuves avec enfants, le jeu des osselets devant les images de culte, une légende de Parion, la légende de la fondation de Prusa, l'aedicula qui orne la tête de l'Artémis éphésienne, le motif du satyre et de la nymphe, les images de divinités panthéïstiques, les vieilles images de culte (fasc. V, p. 25-42; fasc. VI, p. 1-23; fasc. VIII, p. 23-65). — H. von FRITZE classe les monnaies de Cyzique. Pour les statères en électron, les fameux cyzicènes qui eurent tant de vogue après les dariques et avant les « philippes », il distingue quatre groupes : le premier est émis dès la fin du VII<sup>e</sup> siècle; le deuxième fait son apparition vers 550; le troisième vers 460; le dernier commence avec le IV<sup>e</sup> siècle et finit après la conquête d'Alexandre vers 330. Les pièces d'argent forment six groupes, qui suivent les destinées de la cité, depuis le commencement du VI<sup>e</sup> siècle jusqu'au milieu du I<sup>er</sup> siècle av. J.-C. (fasc. VII, p. 1-38; fasc. IX, p. 31-56). — Enfin, SELTMAN, dans une étude sur les monnaies du temple d'Olympie, distingue onze groupes qui comprennent vingt-cinq séries et dont les dates initiales, coïncidant généralement avec des événements considérables dans l'histoire de l'Elide ou de la ville sainte, sont les années 510, 471, 452, 432, 421, 365, 363, 343, 323, 271, 191 (fasc. VIII, p. 23-65; fasc. IX, p. 34-56)<sup>1</sup>.

Le Catalogue des monnaies grecques du British Museum (voir t. CI, p. 127; t. CVIII, p. 98) en est à son vingt-septième volume, consacré à la Palestine. HILL a eu de la chance cette fois : le British Museum possède le trésor de monnaies palestiniennes le plus riche qui existe, grâce à l'acquisition de la collection formée par Leop. Hamburger, de Francfort-sur-Mein. L'auteur décrit les pièces de Galilée, de Samarie et de Judée; il passe en revue les séries philisto-arabes et égypto-arabes, puis les monnaies juives (celles des Asmonéens, d'Hérode, des procureurs, des deux révoltes), jusqu'à la fin du monnayage grec impérial sous Trebonianus Gallus et Volusianus. Il a eu à se poser de nombreux problèmes. Le plus

von der kgl. Akad. der Wissensch., bearbeitet von Hans von Fritze. I. Abteilung : *Adramytion-Kisthene*. Berlin, Reimer, 1913, in-4°, v-223 p., avec 10 pl.

1. *Nomisma*. Untersuchungen auf dem Gebiete der antiken Münzkunde, hrsg. von Hans von Fritze und Hugo Gaebler. Berlin, Mayer und Müller, in-4°. Fasc. V (1910), 42 p. et 3 pl.; fasc. VI (1911), 33 p. et 3 pl.; fasc. VII (1912), 38 p. et 6 pl.; fasc. VIII (1913), 65 p. et 6 pl.; fasc. IX (1914), 56 p. et 6 pl.

important est celui de la date qu'il faut assigner aux sicles juifs ; il les croirait volontiers contemporains de la première révolte (66-70). Une table des ères, une autre qui donne les mesures en pouces et en millimètres et les poids en grains et en grammes offrent de grandes facilités pour les recherches<sup>1</sup>.

Ceux qui voient spécialement dans la numismatique une science auxiliaire de l'histoire mettront hors de pair le mémoire de Théod. REINACH sur l'*Anarchie monétaire chez les anciens Grecs*<sup>2</sup>. Le phénomène qu'il étudie est une des formes qu'affecta la passion innée des Grecs pour l'autonomie. La monnaie ne pouvait avoir cours forcé ni, par conséquent, de valeur fixe que dans les limites étroites de la cité ; au dehors, elle était soumise à de fortes fluctuations. De là, une gène incessante pour les relations commerciales. A un mal patent on trouva maints palliatifs ; le remède ne pouvait venir que de l'unité absolue. Athènes finit par lier toutes les cités de l'empire maritime à son système monétaire par des décrets dont le texte nous a été conservé dans les inscriptions et dans Aristophane. Au IV<sup>e</sup> siècle, une union monétaire est créée entre Phocée et Milet. Le traité qui, en 244, ne reconnaît plus qu'un seul droit de cité aux habitants de Smyrne et de Magnésie du Sipyle ne laisse subsister que la monnaie de Smyrne. Quelquefois on essaie dans une ville de fixer, par la voie unilatérale d'un décret, le cours légal de la monnaie étrangère. Au I<sup>er</sup> siècle av. J.-C., le Conseil amphictyonique de Delphes impose à tous les États représentés l'obligation de recevoir la même monnaie au pair ; il sanctionne par de fortes pénalités une loi ainsi conçue : « Tous les Grecs accepteront le tétradrachme attique pour quatre drachmes d'argent. » On voit par ces exemples l'intérêt du sujet. Peut-être cependant l'auteur incline-t-il à considérer la question au point de vue non pas même économique, mais strictement monétaire, tandis qu'elle est essentiellement politique. Le droit de battre monnaie, comme toutes les autres manifestations de l'indépendance locale, est nécessairement modifié par les tentatives plus ou moins hardies de centralisation, impérialisme, fédéralisme ou sympolitie ; ne convenait-il pas de mettre fortement en rapport les deux séries de transformations ?

VI. HISTORIOGRAPHIE. — Pour trouver rapidement des renseignements succincts et sûrs sur les œuvres littéraires qu'il avait à

1. *Catalogue of the greek coins of Palestine (Galilee, Samaria and Judaea)*, by George Francis Hill. London, British Museum, 1914, in-8<sup>e</sup>, cxiv-343 p., avec une carte, une table de l'alphabet hébreu et 42 pl.

2. Théodore Reinach, *l'Anarchie monétaire chez les anciens Grecs*. Extrait des *Mémoires de l'Académie des Inscriptions*, t. XXXVIII, 2<sup>e</sup> partie. Paris, Klincksieck, 1911, in-4<sup>e</sup>, 14 p.

consulter, l'historien devait jusqu'à ces derniers temps s'adresser à la littérature grecque de CHRIST. La dernière édition de cet excellent manuel, la sixième, date de 1912. Sans remaniement général, elle a reçu de nombreuses modifications de détail, toutes sortes d'additions et de rectifications qui la mettent à jour<sup>1</sup>. — Mais, désormais, l'étudiant français dispose d'une bibliographie rédigée en sa langue, qui lui fournit la plupart du temps l'essentiel. Paul MASQUERAY ne cherche pas à étaler sous les yeux du lecteur des morceaux d'érudition; il vise, avant tout, comme il l'indique par le titre de son ouvrage, à être « pratique », c'est-à-dire à citer pour chaque écrivain « le livre capital, l'article important, l'édition dont il faut se servir<sup>2</sup> ».

La difficulté qu'éprouvent les historiens à consulter les poèmes homériques comme des documents historiques tient à ce que les rhapsodies se répartissent sur plusieurs siècles. S'il fallait en croire E. BETHE, il y aurait même de quoi désespérer; ce ne serait qu'au VI<sup>e</sup> siècle que l'*Iliade* aurait reçu sa forme actuelle. « Notre *Iliade*, dit-il en manière de conclusion, est bâtie sur une vieille et célèbre petite épopee d'environ 1,500 vers, qui avait décrit la colère d'Achille en traits rudes et graves avec un art sévère. On y a joint des chants séparés, dont les uns s'y rattachaient, dont les autres n'avaient rien de commun ni avec cette épopee ni avec le même cycle, et des morceaux de provenances diverses. » Mais les historiens peuvent se rassurer. Malgré toute sa science et tout son talent, Bethe n'est parvenu qu'à multiplier les observations fines et ingénieuses. Ils en tireront profit, sans se croire obligés, fût-ce par les traits de moeurs les plus récents, de faire d'Achille un contemporain de Pisistrate<sup>3</sup>.

H. PETER a fait un grand effort pour comprendre le véritable caractère de l'historiographie antique. Il montre comment la conception artistique de l'histoire permettait à l'auteur d'introduire sa personnalité dans la tradition, fût-ce aux dépens de l'exakte vérité, et faisait dépendre le style de l'enseignement donné dans les écoles des rhéteurs. Pour s'expliquer qu'on ait pu, chez les anciens, con-

1. Wilhelm von Christ, *Geschichte der griechischen Literatur* (*Handbuch der klassischen Altertumswissenschaft* begründet von Iwan von Müller, VII Bd., I. Abt.). 6. Auflage unter Mitwirkung von Otto Stählin bearbeitet von Wilhelm Schmid. Erster Teil : *Klassische Periode der griechischen Literatur*. München, O. Beck, 1912, in-8°, XIV-771 p. (pour les historiens, voir p. 446-541).

2. Paul Masqueray, *Bibliographie pratique de la littérature grecque, des origines à la fin de la période romaine*. Paris, Klincksieck, 1914, in-12, v-334 p.

3. Erich Bethe, *Homer; Dichtung und Sage*. Erster Bd. : *Ilias*. Leipzig-Berlin, Teubner, 1914, in-8°, v-374 p.

sidérer l'œuvre d'un Éphore comme marquant un progrès sur celle de Thucydide et que les *Helléniques* de Théopompe aient pu paraître comme le chef-d'œuvre de l'histoire grecque, il faut nous départir des idées modernes et placer ces écrivains dans leur temps. L'ouvrage de Peter nous y aidera ; mais il ramène peut-être un peu trop la rhétorique des historiens à une tendance purement esthétique, sans accorder assez d'attention à la tendance éthique, comme s'ils avaient toujours écrit *ad narrandum*, et non pas surtout *ad probandum*<sup>1</sup>.

Jamais on n'aurait pu s'attendre à trouver sur une inscription une chronique presque entière et, dans cette chronique, une masse de références telle qu'elle nous fit connaître une foule d'auteurs ignorés et d'ouvrages perdus. C'est cette merveilleuse contribution à l'histoire grecque qu'apporte la *Chronique lindienne* déchiffrée par BLINCKENBERG (voir p. 118). Non seulement elle serait à placer tout entière dans une nouvelle édition des *Fragmenta historicorum graecorum*, mais elle obligerait à y ajouter bien des noms nouveaux, à y compléter bien des chapitres. Voici, par exemple, la note sur la cuirasse offerte par Amasis : « Mentionné par Hérodote de Thourioi, *Histoire*, I. II ; cf. Polyzalos, I. IV. Hiéron, *Rhodes*, I. I, rapporte que l'offrande comprenait, en sus de la cuirasse, deux statuettes d'or ; cf. . . . . . s, *Chroniques*, I. XXX ; Aristion, *Chroniques*, I. I ; Aristonymos, *Recueil de chroniques* ; Onomastos, *Chroniques*, I. I. D'après Xénagoras, *Chroniques*, I. I et IV, il y aurait eu, outre la cuirasse et les statuettes, dix phiales... ; cf. Hiéroboulos, *Rapport adressé aux mastroi*. » Ce passage suffit à montrer ce que les études sur l'histoire grecque et l'érudition alexandrines retireront de l'œuvre composée par un spécialiste tel que Timachidas. Ajoutons pourtant qu'il cite parmi ses sources, en dehors des pièces d'archives, trois histoires, onze chroniques, quatre ouvrages sur Rhodes, deux monographies sur Lindos, un auteur d'*Eliaca*, enfin une *Guerre des Exagiades* (fait inconnu) par un certain Aiélouros.

La papyrologie cède donc le pas cette fois à l'épigraphie en ce qui concerne les historiens anciens. Il ne faut pourtant pas négliger les fragments anonymes, mais importants, que Hunt a trouvés dans les *Papyrus Ryland* (voir p. 130). Il serait intéressant de savoir quel est l'auteur qui connaissait si bien la politique de Sparte à l'égard des tyrans au VI<sup>e</sup> siècle.

Grâce à F. JACOBY, les historiens grecs sont largement représentés.

1. Hermann Peter, *Wahrheit und Kunst, Geschichtsschreibung und Plagiat im klassischen Altertum*. Leipzig-Berlin, Teubner, 1911, in-8°, xii-490 p.

tés dans les récents volumes de la *Real-Encyclopädie*. On peut même dire qu'ils y occupent une place hors de toute proportion : heureux excès dont nos études n'ont qu'à se féliciter. Si Thucydide, Kratippos, Théopompe, Philochoros et Polybe sont un jour traités comme l'ont été Hécatée, Hellanicos et surtout Hérodote, le Pauly-Wissowa-Kroll sera le meilleur répertoire d'historiographie grecque qu'on puisse consulter. L'étude sur Hérodote, qui atteint les dimensions d'un fort volume, est d'une très grande valeur. Rien n'est laissé dans l'ombre. La biographie de l'auteur et les recherches sur ses voyages, le tableau analytique de l'œuvre, la longue discussion sur les différents opuscules qui s'y amalgamèrent, les jugements sur sa valeur historique et son mérite littéraire, tout indique une maîtrise complète du sujet. D'après Jacoby, Hérodote commença sa carrière comme voyageur, avec l'idée de faire un ouvrage comme la *Périodos* d'Hécatée de Milet. Mais la préférence qu'il accordait à l'ethnographie sur la géographie pure l'entraîna aussitôt à polémiquer contre son modèle et l'inclina vers une histoire des peuples barbares analogue aux *Persica* de Dionysios. Il fit alors des conférences (λέγει) sur les pays qu'il avait parcourus, sur les peuples qu'il avait visités et sur leurs coutumes. Insensiblement, tandis qu'il rédigeait l'histoire grecque du VI<sup>e</sup> et du V<sup>e</sup> siècle et le récit des guerres médiques, l'ethnographie passait au second plan : Sparte et Athènes, l'empire perse et le royaume de Lydie lui fournissaient de nouveaux sujets à traiter en public. Comme Halicarnassien, il était sujet d'Athènes ; bien reçu par Sophocle et Périclès, il devint Athénien de cœur. A Thourioi, où il suivit les colons de sa patrie adoptive, il prit activement part à la lutte qui se livra pendant les premières années de la guerre du Péloponèse entre les partisans d'Athènes et ceux de Sparte : dans une nouvelle série de conférences, il se proposa de montrer les services rendus à la cause panhellénique par les vainqueurs de Salamine. Lorsqu'enfin il voulut faire entrer tous les matériaux qu'il avait amassés dans une œuvre unique, il n'eut pas le temps d'y mettre la dernière main : le livre III et la seconde moitié du livre IV sont inachevés ; aux autres livres, surtout au V<sup>e</sup> et au VI<sup>e</sup>, manque une dernière révision ; la conclusion, qui devait mener le récit des événements jusqu'à la fondation de la confédération maritime, s'arrête à la prise de Sestos. Ainsi s'explique que l'histoire laissée par Hérodote soit tout entière composée d'*excursus* où l'auteur apparaît éminemment et tour à tour comme un périégète et comme un historien des Achéménides<sup>1</sup>.

1. F. Jacoby, articles *Hekataios*, *Hellanikos*, *Herodotos*, dans la *Real-Encyclopädie* de Pauly-Wissowa-Kroll, XIV. Halbband (1912), col. 2667-2769; XV. Halbband (1913), col. 104-153; *Supplement*, II. Heft (1913), col. 205-520.

Après le remarquable Hérodote de Macan (voir t. CI, p. 128-129), W. W. How et J. WELLS ont cru et prouvé qu'il y avait encore lieu de publier une bibliothèque hérodotéenne plus courte, plus maniable, plus classique. Dans une introduction d'une cinquantaine de pages, ils résument tout ce qu'on sait sur la vie de l'auteur, sur la composition et la valeur de son ouvrage. Ils admettent en gros la théorie de Bauer, opposée à celle de Kirchhoff ; ils reconnaissent la priorité des livres VII-IX, écrits avant 445, suivis du livre II et revisés à Athènes pendant les premières années de la guerre du Péloponèse ; tout le reste n'est qu'hypothèse pure. Paragraphe par paragraphe, phrase par phrase, quelquefois mot à mot, ils commentent leur auteur en notes brèves, mais précises et pleines de choses. Dans de nombreux appendices, ils synthétisent les renseignements fournis par Hérodote en les éclairant à l'aide des autres sources ; ils présentent ainsi l'histoire des pays orientaux et de la Scythie, la géographie et la chronologie d'Hérodote, ses vues sur les Pélasges et sur la tyrannie, Sparte au temps de Cléomène, enfin les grands faits des guerres médiques. Des cartes simples et claires aident à comprendre le récit. Voilà d'excellente vulgarisation, faite par des *scholars* capables d'avoir une opinion<sup>1</sup>.

Plus on pénètre avant dans l'histoire politique d'Athènes au v<sup>e</sup> siècle, plus on reconnaît le prix du pamphlet classé jadis parmi les œuvres de Xénophon et qui fut écrit en réalité vers les premières années de la guerre du Péloponèse. Mais, comme il convient pour ce genre d'ouvrage, l'auteur procède souvent par affirmations générales ou même par allusions. Il était donc d'un très grand intérêt d'accompagner le texte de cet opuscule d'une traduction qui tînt compte des connaissances acquises par ailleurs, en le faisant précéder d'une introduction portant sur les questions de date et de composition et en le faisant suivre d'un commentaire perpétuel qui éclairât les faits ou suppléât aux réticences. Telle est la tâche assumée par KALINKA. Il s'en est acquitté avec une science approfondie que fait valoir une réelle finesse d'analyse et une élégante sobriété. Il ne prétend pas connaître la personnalité de l'auteur, ce « sphinx » de la littérature grecque, comme on l'a justement appelé ; mais, allant plus loin que Kirchhoff dans la même voie, il arrive à une hypothèse très séduisante : le libelle que nous avons conservé serait une allocution prononcée par un partisan de l'oligarchie dans une réunion d'hétaire. On trouvera dans les excellentes notes de Kalinka

1. W. W. How and J. Wells, *A commentary on Herodotus*, with introduction and appendices. Oxford, Clarendon press, 1912, 2 vol. in-12, XII-446 p., avec 4 cartes ; VIII-423 p., avec 4 cartes.

de quoi renouveler sur plusieurs points l'histoire traditionnelle des relations extérieures, des institutions et des luttes de partis au début de la grande crise qui devait ébranler la puissance athénienne<sup>1</sup>.

FISCHER a fait d'intéressantes observations sur l'histoire du texte de Thucydide d'après les fragments conservés dans les papyrus<sup>2</sup>.

La collection Teubner continue de nous fournir une édition *major* et une édition *minor* de Xénophon (voir t. CIV, p. 338). Après l'*Anabase*, GEMOLL donne la *Cyropédie*. Il ne s'est pas contenté de réviser les trois collations de Dindorf; il a étudié deux autres manuscrits. Au premier abord, le travail produit donc bon effet; tous les dehors semblent dénoter une préparation minutieuse. Mais, quand on y regarde de près, on est frappé de voir un texte criblé de fautes grossières, qui ne sont pas toujours des fautes d'impression, et un appareil critique gâté par un manque absolu de méthode. Non, décidément, ce n'est pas dans cette édition qu'il faudra lire le roman politique de Xénophon<sup>3</sup>. — Quant aux *scripta minora*, entre autres la *République d'Athènes*, la *République de Sparte* et les *Revenus du trésor athénien*, c'est RÜHL qui les a éditées. Il a bien fait d'y joindre l'intéressant fragment de l'*Art équestre* qui nous reste de Simon. Le bien-fondé de ses jugements sur la valeur relative des codices, sa prudence en matière de conjectures, sa large impartialité dans l'appart critique inspirent toute confiance au lecteur, sans lui ôter le libre choix de solutions plus hardies<sup>4</sup>.

La discussion sur l'auteur des *Helléniques* trouvées à Oxyrhynchos, l'anonyme P (= Papyrus), n'est toujours pas close. Est-ce Théopompe ou Cratippe? Théopompe semblait avoir cause gagnée, grâce à des champions tels que Busolt, Wilamowitz, Ed. Meyer et Wilcken (voir t. CIV, p. 338-339). Mais Lehman-Haupt, dans l'*Einleitung in die Altertumswissenschaft* (t. III, p. 89), et L. PARETI, dans un intéressant article, viennent encore une fois rompre quelques lances en faveur de son rival: le fantôme qui a

1. Ernst Kalinka, *Die pseudoxenophontische Αθηναῖον Πολιτεία. Einleitung, Übersetzung, Erklärung (Sammlung wissenschaftlicher Kommentare zu griechischen und römischen Schriftstellern)*. Leipzig-Berlin, Teubner, 1913, in-8°, vi-324 p.

2. Friedericus Fischer, *Thucydidis reliquiae in papyris et membranis aegyptiacis servatae*. Leipzig, Teubner, 1913, in-8°, 75 p.

3. Xenophontis *Institutio Cyri*. Edidit Guilielmus Gemoll. Editio major. Lipsiae, Teubner, 1912, in-8°, xiv-461 p. — Editio minor, 1912, in-12, xi-344 p.

4. Xenophontis *Scripta minora*. Fasciculus posterior opuscula politica, equestria, venatica continens. Post Ludovicum Dindorf edidit Franciscus Rühl. Accedunt Simonis *De re equestri* quæ supersunt. Lipsiae, Teubner, 1912, in-12, xxiv-200 p.

nom Cratippe serait un Athénien ; il aurait écrit dans la première moitié du IV<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. D'autres, sensibles surtout aux arguments négatifs dirigés contre l'un et l'autre compétiteur, en cherchent maintenant un troisième et mettent en avant Éphore. JUDEICH avait commencé<sup>2</sup>. E.-M. WALKER a soutenu la nouvelle théorie dans un cours professé à Oxford qu'il publie en y ajoutant un chapitre sur le morceau le plus précieux des *Helleniques*, l'exposé de la constitution bœtieenne<sup>3</sup>.

Depuis quelques années, la critique s'est moins exercée sur les œuvres mêmes d'Aristote que sur ses théories politiques, économiques et sociales.

La seconde édition de l'*Αθηναίων Πολιτεία* que publie SANDYS est une reproduction de la première, mais mise *up to the date*. Les six derniers chapitres, les plus mutilés, ont été à peu près sûrement reconstitués depuis 1893 par un travail collectif ; l'éditeur fait naturellement passer dans son texte les corrections acquises. Sa bibliographie est doublée. En ne changeant presque rien à l'introduction et aux notes, Sandys rend hommage, sans le vouloir, aux qualités de son travail antérieur<sup>4</sup>.

Quant à la valeur historique de l'œuvre, telle qu'on peut se la représenter après vingt ans de recherches assidues, elle est assez exactement définie par A. VON MESS. La *Πολιτεία* prend place entre les écrits de l'école théraménienne et ceux de Démétrios de Phalère : dans le récit des faits comme dans l'exposé des institutions, elle reste sous l'influence de la même doctrine, elle a la même tendresse pour la « constitution des ancêtres », la *πάτριος πολιτεία*<sup>5</sup>.

C'est cette opinion que généralise J. KINKEL quand il examine dans leur ensemble les théories politiques et économiques d'Aristote. Le Stagirite ne conçoit pas d'idéal en dehors de la réalité ; mais la réalité qui lui sert d'idéal est un passé déjà lointain. Il copie la situation de l'Attique à la fin du VI<sup>e</sup> et au commencement du

1. L. PARETI, *Cratippo e le « Elleniche » di Oxyrhynchos*, dans les *Studi Italiani di filologia classica*, t. XIX (1912), p. 398-517.

2. W. JUDEICH, « *Theopomps Hellenika* », dans le *Rheinisches Museum*, t. LXVI (1911), p. 94-97.

3. E. M. WALKER, *The Hellenica Oxyrhynchia, its authorship and authority*. Oxford, Clarendon press, 1913, in-8°, 149 p.

4. John Edwin Sandys, *Aristotle's Constitution of Athens. A revised text with an introduction, critical and explanatory notes, testimonia and indices*. 2<sup>e</sup> édition revised and enlarged. London, Macmillan, 1912, in-8°, xci-331 p.

5. A. von MESS, *Aristoteles, Αθηναίων Πολιτεία und die politische Schriftstellerei Athens*, dans le *Rheinisches Museum*, t. LXVI (1911), p. 356-372.

v<sup>e</sup> siècle, pour y trouver une cité où dominent l'économie naturelle et le régime de l'« autarkie », où tous les chefs de famille sont propriétaires, où toutes les fortunes sont égales. Il exècre ces relations commerciales qui font qu'Athènes attend sa subsistance du dehors et la mettent sous la dépendance de l'étranger; dans l'empire maritime, il ne voit qu'une calamité fatale. Qu'est la classe des *zeugites*, des paysans? Rien. Que doit-elle être? Tout. A elle de mener l'État. Ainsi, quand Aristote parle de la question sociale, ses jugements sont au fond des *Klassenwerturteile*. L'ouvrage de Kinkel est un peu court de pensée, un peu simpliste; il y a plus que cela dans Aristote. Du moins, c'est une idée intéressante d'avoir suivi l'histoire de sa doctrine jusqu'à nos jours (p. 94-146), en arrivant par la *Somme de Thomas d'Aquin* à la philosophie morale de Cathrein et à la polémique de Bücher contre Ed. Meyer et J. Beloch<sup>1</sup>.

DEFOURNY a traité le même sujet que Kinkel; mais il en a mieux discerné la complexité et, sans être plus long, il a une tout autre ampleur. La méthode n'est pas différente, et elle ne pouvait pas l'être; car Aristote, se faisant une loi d'être réaliste, nous défend de chercher l'explication de sa théorie ailleurs que dans les faits. Cependant Defourny ne découvre pas dans la théorie d'Aristote une unité absolue, une inflexible rigueur, mais, au contraire, un mélange continual d'idées empruntées à l'économie domestique ou « économique » proprement dite et à l'économie monétaire ou « chrématische »; l'homme a beau avoir une tendresse secrète pour les unes, le philosophe est bien obligé par son principe de tenir compte des autres. De là résulte que les idées d'Aristote sur la production et la circulation, la monnaie, le monopole et l'esclavage, en un mot que toute sa conception de la science économique présente d'apparentes contradictions, des éléments divers, un aspect trouble et quelque peu confus. C'est que la théorie d'Aristote est, non pas le produit d'une pensée concentrée sur elle-même, non pas même l'image plus ou moins fidèle d'une cité prise à un moment de son histoire, la généralisation d'un exemple isolé dans le temps et l'espace, mais la synthèse aussi complète et aussi précise que possible des faits observables. Celui qui, avant d'écrire sur la politique, étudia l'histoire et la constitution de cent cinquante-huit cités depuis leur origine jusqu'à leur dernier développement ne pouvait pas non plus émettre de doctrine économique sans l'adapter « aux exigences d'un milieu hétérogène ». La civilisation hellénique commence par la communauté patriarcale

1. J. Kinkel, *Die sozialökonomischen Grundlagen der Staats- und Wirtschaftsleben von Aristoteles*. Leipzig, Duncker und Humblot, 1911, in-8°, xvii-146 p.

et l'économie domestique. En plein IV<sup>e</sup> siècle, ce régime subsiste, à peine altéré, dans les cantons les plus reculés de la Grèce. Mais ailleurs la rupture du lien familial et l'accroissement simultané de la puissance publique entraînent, avec le développement de la vie urbaine, une plus grande division du travail, la séparation progressive des métiers, la création des fabriques à main-d'œuvre servile, l'extension du commerce, enfin, là où la fortune mobilière entra en conflit soit avec la richesse foncière, soit avec le paupérisme, une suite indéfinie de crises sociales. Selon qu'Aristote se trouve d'un côté ou de l'autre, le même phénomène économique lui présente donc une face différente. Il est certain que l'esclavage est un fait de nature et qu'il se justifie par l'abjection des races où il se recrute; il est indéniable aussi qu'on doit affranchir les sujets méritants. Antinomie? Non; car l'esclavage agricole qui comble les lacunes du régime domestique n'a rien de commun avec l'esclavage qui fournit du personnel aux métiers évolués et aux grandes industries. C'est un fait que les familles échangent leur excédent de production contre les objets naturels qui leur manquent; c'est un fait aussi que le commerce transforme les objets naturels en monnaie, excite la soif de l'or, pousse à la déloyauté, encourage le vice funeste de l'usure. Mais Aristote ne se borne pas à observer des réalités contraires; il déclare l'une bonne et l'autre mauvaise. Pourquoi? Le régime qu'il préfère est une démocratie rurale, fondée sur une classe moyenne de propriétaires qui se suffisent en s'entraînant. Au nom de quel principe fait-il ce choix? Ici Aristote fait pénétrer dans l'économie un élément éthique. Juste milieu entre deux extrêmes, la vertu désigne le régime le plus approprié à la fin de l'homme et de la cité. Par conséquent, toutes les institutions destinées à combattre les excès de la chrèmatistique et à maintenir la moyenne propriété, l'esclavage rural, les lois contre la liberté d'aliénation immobilière, la restriction de la natalité, toutes ces institutions sont justes et légitimes. Ajoutons — ce que n'a point fait Defourny — qu'on peut, en dépit de la majesté philosophique, soupçonner Aristote de se laisser guider à son insu par des préjugés de milieu et de naissance embusqués derrière les principes; il reste toujours dans la tradition de Théramènes, et il juge en Macédonien quand il exclut de l'odieuse chrèmatistique l'exploitation industrielle des forêts et des mines<sup>1</sup>.

Dans l'innombrable série des travaux critiques sur les sources de

1. M. Defourny, *Aristote. Théorie économique et politique sociale*. Extrait des *Annales de l'Institut supérieur de philosophie de l'Université de Louvain*, t. III. Louvain, Institut supérieur de philosophie, 1911, grand in-8°, 134 p.

L'histoire d'Alexandre, la dissertation de H. ENDRES sur les Éphémérides royales et sur l'ouvrage de Ptolémée prendra une bonne place. Suivant les principes posés par J. Kaerst, l'auteur cherche, en étudiant de près l'*Anabase* d'Arrien, à se faire une idée plus exacte des documents officiels contenus dans les Éphémérides, pour discerner la façon dont Ptolémée s'est servi de cette documentation et ce qu'il y a ajouté. Les Éphémérides, ce journal des actes royaux que Philippe faisait déjà rédiger par son secrétaire Eumènes, se remplit naturellement sous Alexandre de pièces incomparablement précieuses. En ce qui concerne les guerres, elles racontaient les opérations des détachements isolés d'après les ordres de marche et les rapports des stratèges, les opérations du gros d'après les ordres de bataille. Pour l'histoire de l'administration, elles donnaient les arrêts de nomination des satrapes, ceux des fonctionnaires militaires et civils établis dans les régions occupées, toutes les pièces relatives aux mouvements du personnel dans les postes de l'armée et du quartier général. Enfin, elles fournissaient des renseignements variés sur les principaux événements de la vie publique et de la vie de cour, sacrifices, fêtes et réceptions d'ambassades. De ce recueil inestimable, Ptolémée a fait le meilleur usage; mais il ne s'est pas interdit de compléter les documents officiels d'après ses notes ou ses souvenirs. La première fois que le fils de Lagos exerce un grand commandement, c'est dans la poursuite et la capture de Bessos; immédiatement, la narration d'Arrien présente des détails personnels, des choses vues. Qu'on lise la campagne contre les Aspasiens ou le siège de Sangala; chaque fois que Ptolémée prend part à une action, le ton change; l'ordinaire sécheresse disparaît; plus d'ampleur, plus de vivacité; l'intérêt se concentre sur un général, aux dépens des autres et même du roi: Arrien est sous l'influence d'une source nouvelle. Au surplus, les commentaires de Ptolémée, tels qu'ils transparaissent dans le récit d'Arrien, restent sobres; pas de phrases, ce sont les faits qui louent, et la brièveté militaire met en valeur le talent militaire. En somme, la tradition qui remonte au quartier général d'Alexandre se distingue par son « *Urkundlichkeit*! ».

En préparant une édition complète d'Arrien, A. G. Roos ne s'est pas seulement occupé de l'*Anabase* et des *Scripta minora*; il a voulu réunir les fragments des ouvrages perdus. De là des recherches critiques, dont il publie les résultats. Un premier

1. Heinrich Endres, *Die offiziellen Grundlagen der Alexanderüberlieferung und das Werk des Ptolemäus. Quellenkritische Studien zur Alexandergeschichte*. Diss. inaug. Würzburg, Staudenraus, 1913, in-8°, 77 p.

mémoire est consacré aux *Parthica*, déjà rassemblés par Gutschmid, et à l'*Historia rerum ab excessu Alexandri* (τὰ μετ' Ἀλέξανδρον), déjà étudiée par Köhler ; les *Bithynica* feront l'objet d'un second mémoire. Les fragments en question proviennent tous de Suidas. Les uns sont expressément attribués par le lexicographe à Arrien ; il suffit de montrer à quel ouvrage ils appartiennent. Les autres sont cités sans nom d'auteur ; il faut prouver qu'ils sont d'Arrien et leur assigner leur place. C'est un travail d'historien et de philologue. Roos y apporte la prudence nécessaire, et sa reconstitution est aussi complète et sûre que sa documentation le permet<sup>1</sup>.

Le codex Palatinus graecus 129 de Heidelberg, publié par Reitzenstein, contient quatre fragments relatifs à l'histoire des diadoques. G. BAUER a essayé d'en déterminer la valeur et l'origine. Le premier raconte le règlement de la succession d'Alexandre, le rôle joué par Perdiccas, Antipatros, Polyperchon et Cassandre, l'anéantissement de la famille royale, l'avènement d'Antigone et de Séleucos. Le deuxième mentionne le transfert du corps d'Alexandre, le retour des rois en Europe, leur mort, et parle de Thessalonique, femme de Cassandre. Dans le troisième, il est question d'Eumène. Le quatrième parle du mariage d'un Ptolémée avec une Cléopâtre. L'auteur a puisé à la même source que Diodore ; l'un et l'autre, par exemple, nomment comme satrape de Susiane en 321 Antigone, au lieu d'Antigénès, commune erreur qui dérive peut-être d'Agatharchidès. Mais cette source déjà suspecte est encore contaminée par des emprunts au roman d'Alexandre. Les quatre fragments sont donc de valeur assez mince. Ils proviennent probablement d'une *Epitome* rédigée par un Byzantin d'après un ouvrage sur la formation des monarchies hellénistiques<sup>2</sup>.

Sur Plutarque, sur sa vie, son caractère et ses écrits, sur son influence dans l'antiquité, au moyen âge et dans les temps modernes, sur le culte des héros dont il a été le grand prêtre, R. HIRZEL a publié un livre de vulgarisation fort agréable à lire. Il est regrettable que, dans son enthousiasme, il ait négligé de faire quelques réserves au nom de l'histoire et d'opposer à la crédulité de son auteur les principes d'une méthode sévère<sup>3</sup>.

Nous avons classé jadis la *Prosopographia attica* de Kirchner parmi les travaux d'épigraphie (voir t. CI, p. 123), parce qu'elle se

1. A. G. Roos, *Studia Arrianea*. Leipzig, Teubner, 1912, in-8°, vi-79 p.

2. G. Bauer, *Die Heidelberger Epitome*. Leipzig, Teubner, 1914, in-8°, 104 p.

3. Rudolf Hirzel, *Plutarch (Das Erbe der Alten, Heft IV)*. Leipzig, Weischer, 1912, in-8°, 211 p.

sert surtout des inscriptions pour dresser la liste des Athéniens connus. Nous signalerons la *Prosopographie lacédémonienne* de PORALLA comme un utile complément des recherches historiographiques, parce qu'elle a pour source unique les documents littéraires. Il n'en pouvait être autrement; car l'auteur s'enferme volontairement dans la période qui précède Alexandre, période singulièrement pauvre à Sparte en documents épigraphiques, et d'ailleurs il ne connaissait encore que par les épreuves les *Inscriptions Laconiae*, parues la même année (voir p. 112). Poralla ne s'est pas borné à tirer un *index nominum* de tous les textes qui signalent des Spartiates; il joint à son travail une dissertation sur les deux maisons royales et les listes des navarques et des éphores connus<sup>1</sup>.

VII. CHRONOLOGIE. — La chronologie universelle, la mesure du temps depuis les moyens imaginés par les peuplades primitives jusqu'au système du calendrier républicain, tel est le sujet que F. K. GINZEL a traité dans une œuvre monumentale. Chaque page y révèle une documentation complète, une critique puissante et une science astronomique qui, si approfondie qu'elle soit, sait se mettre à la portée des ignorants. La partie de l'ouvrage consacrée à la Grèce ancienne se trouve dans le tome II. L'auteur a lu et étudié tout ce que les auteurs anciens et modernes ont écrit sur la question; il connaît les poèmes d'Homère et d'Hésiode, les histoires d'Hérodote et de Thucydide, les travaux des astronomes Hipparque et Géminos, les documents épigraphiques; il sait tirer parti de tout. Période par période, il examine les différentes manières d'évaluer la mesure du temps: les divisions du jour; les mois dans les calendriers de toutes les cités; le système décimal appliqué au mois (décades) et à l'année (prytanies); le comput des années par les magistratures ou les olympiades; les remèdes employés pour faire concorder l'année lunaire avec l'année solaire, l'octaétrie, les cycles de Méton et de Callipos, etc. Les tables qui accompagnent le volume donnent la liste des éclipses de soleil et de lune visibles à Rome et à Athènes de l'an 800 av. J.-C. à l'an 308 de notre ère (table II); la date des nouvelles lunes de 100 av. à 308 ap. (table III); la date des pleines lunes de 500 av. à 100 ap. (table IV); le synchronisme des années de l'ère chrétienne avec les années varroniennes et les années d'olympiade, les dates du 1<sup>er</sup> thoth égyptien, celles du solstice d'été de 500 av. à 300 ap. (table V); la liste des archontes athéniens de 683 à

1. Paul Poralla, *Prosopographie der Lakedaimonier bis auf die Zeit Alexanders des Grossen*. Breslau, J. Max, 1913, in-8°, 172 p., avec 2 pl.

31 av. (table VI). Le tome III traite des calendriers et des ères usités chez les Macédoniens et chez les peuples de l'Asie Mineure et de la Syrie. Aux historiens de la Grèce, comme à tous les autres, Ginzel a rendu un très grand service<sup>1</sup>.

Sur la chronologie des différentes cités, les travaux de détail ne manquent pas.

C'est une question intéressante pour la chronologie et l'épigraphie de savoir en quelle année fut créée par les Athéniens la tribu Ptolémaïs, cette treizième tribu qui portait le nom de Ptolémée III Evergète (246-221). Jusqu'ici on penchait généralement pour l'an 224/3; dans les dernières années on avait reculé à l'an 229/8; A. C. JOHNSON arrive même à 232/1. Ce changement de date ne va pas sans entraîner un nouveau classement des faits historiques et un remaniement de la liste des archontes pour les années 273/2-191/0. La démonstration de Johnson paraît forte; il inspire cependant quelques doutes par la facilité avec laquelle il dédouble les archontes embarrassants (Héliodoros I et II, Archélaos I et II)<sup>2</sup>.

En rendant compte d'un article de L. PARETI sur le calendrier spartiate<sup>3</sup>, Eug. CAVAGNAC reprend la question pour son compte. L'année spartiate commence à la néoménie qui suit la fête olympique. Le cycle de l'octaétride fut adopté à Sparte sous l'éphorat de Chilon, en 560. A l'époque de la guerre du Péloponèse, les années ordinaires et les années embolimiques (à treize mois) se rangent selon le type O O E O O E O E. La correction d'Enopides, qui s'introduisit à Olympie au milieu du v<sup>e</sup> siècle, ne fut appliquée à l'ère spartiate qu'en 410, d'où la suppression du mois intercalaire pour cette année<sup>4</sup>.

D'après les décrets de Delphes, E. BOURGUET croyait qu'il fallait admettre l'existence de deux archontes delphiens du nom d'Emménidas, l'un en 281/0, l'autre vers 263-260<sup>5</sup>. POMTOW a combattu

1. F. K. Ginzel, *Handbuch der mathematischen und technischen Chronologie. Das Zeitrechnungswesen der Völker*. T. II : *Zeitrechnung der Juden, der Naturvölker sowie der Römer und Griechen*. T. III : *Zeitrechnung der Makedonier, Kleinasiier, Syrer, der Germanen und Kelten, des Mittellagers, der Byzantiner..., sowie Nachträge zu den drei Bänden*. Leipzig, Hinrichs, 1911, 1914, in-8°, VIII-597, VIII-445 p.

2. Allan C. Johnson, *The creation of the tribe Ptolemais at Athens*, dans *l'American journal of philology*, t. XXXIV (1913), p. 381-417.

3. Luigi Pareti, *Note sul calendario spartano*. Extrait des *Mem. della R. Acad. delle Scienze di Torino*, 1909-1910. Torino, Bona, 1912, in-8°, 20 p.

4. Eugène Cavaignac, dans la *Revue des études grecques*, t. XXIV (1911), p. 488-491.

5. Émile Bourguet, *Monuments et inscriptions de Delphes*. VII : *Questions*

cette hypothèse. Dans un premier article, il cite de nombreux textes à l'aide desquels il dresse un nouveau tableau des archontes du III<sup>e</sup> siècle et assigne à l'unique Emménidas l'an 267. Dans un second article, il rectifie sa liste, effaçant un nom pour en ajouter un nouveau et versant au débat des lettres de Kolbe sur les archontes athéniens de 277/6 à 262/1<sup>1</sup>.

Nous ne reviendrons pas ici sur la chronologie milésienne; on a vu plus haut (p. 120) l'importance de la liste des stéphanéphores. Voyez également, sur la chronologie de Gortyne en Crète et de Lindos à Rhodes, p. 117.

Une inscription trouvée par J. HATZFELD au pied des murailles de l'ancienne Atrax en Thessalie donne, sur des listes d'affranchissement, les noms et la succession de dix stratèges thessaliens, dont quatre inconnus, qui exercèrent leurs fonctions dans la seconde moitié du I<sup>er</sup> siècle av. J.-C. (cf. plus haut, p. 114). Elle apporte des modifications assez sérieuses à la liste dressée naguère par Kroog et par O. Kern (voir t. CI, p. 120)<sup>2</sup>.

La chronologie de Délos au temps de l'indépendance (314-166) semble définitivement fixée par les recherches qu'a demandées à DÜRRBACH la publication des inscriptions déliennes (voir p. 116) et par les remarques de SCHULHOFF dans les *Mélanges Holleaux* (voir p. 117); les dates des archontes sont bien, dans l'ensemble, celles qu'avait indiquées Homolle. Pour la période de la seconde domination athénienne, qui commence en 166/5, on dispose maintenant d'un document capital, la liste des gymnasiarques intitulée : « Phokiôn, fils d'Aristocritos de Mélitè, gymnasiarque sorti de charge, a dressé la liste ci-dessous des gymnasiarques ayant exercé leur fonction depuis que le peuple (athénien) a repris possession de l'île grâce aux Romains. Bien qu'une trentaine de noms inscrits sur les tranches de la pierre soit à peu près illisible, les cinquante-six noms lus par A. PLASSART sur la face donnent le plus solide des fils conducteurs pour les années 166/5-112/1. Comme, par ailleurs, de nombreuses inscriptions établissent un synchronisme entre les

*de chronologie, dans le Bulletin de correspondance hellénique*, t. XXXV (1911), p. 481-491.

1. H. Pomtow, *Die delphische Archontentafel im III. Jahrhundert*, dans les *Göttingische Gelehrte Anzeigen*, 1913, p. 143-189. — *Delphische Neufunde*. I : *Zur delphischen Archontentafel des III. Jahrhunderts (Neue Soterien und Amphictyonen-Texte)*, dans *Klio*, t. XIV (1914), p. 265-320. — Kolbe, *Ibid.*, p. 267-270.

2. Jean Hatzfeld, *Inscriptions de Thessalie*, dans le *Bulletin de correspondance hellénique*, t. XXXV (1911), p. 231-237.

gymnasiarques de Délos et les archontes d'Athènes, la liste des gymnasiarques éclaire par surcroit la chronologie des archontes athéniens du 11<sup>e</sup> siècle. Dès à présent, elle rend discutable la « loi des secrétaires » établie par Ferguson (voir t. CI, p. 130) : c'est ce qu'a montré P. Roussel, et, malgré toute la souplesse de sa dialectique, FERGUSON ne semble pas échapper aux arguments qu'on lui oppose<sup>1</sup>.

Gustave GLOTZ.

(A suivre.)

1. A. Plassart, *Fouilles de Délos. Inscriptions du gymnase (1910-1911). Textes datant de la seconde domination athénienne*, dans le *Bulletin de correspondance hellénique*, t. XXXVI (1912), p. 395-411. — Pierre Roussel, *Note additionnelle sur la liste des gymnasiarques déliens*, *Ibid.*, p. 436-438.  
— W. Scott Ferguson, *The delian gymnasiarchs*, dans la *Classical philology*, t. VIII (1913), p. 220-222.

---

## COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

---

Georges ESPINAS. **La vie urbaine de Douai au moyen âge.** Paris, Aug. Picard, 1913. 4 vol. in-8°, XLIV-1003, 1210, xv-645, 802 pages, tableaux et planches.

Voici sans aucun doute l'ouvrage le plus considérable qui ait été consacré à une ville française du moyen âge. Et son intérêt dépasse de beaucoup l'histoire locale, bien que l'auteur s'interdise les digressions. Douai est pris comme « exemple ». C'est un microcosme où se reflètent tous les aspects de la vie urbaine du Nord, juridiques, économiques, sociaux.

La méthode qui retrace la vie du passé en procédant par larges monographies est légitime et louable. Un tableau synthétique ressemble au « portrait de famille » où tous les traits, juxtaposés plutôt que fondus, apparaissent dans une « moyenne » indistincte; aucun détail n'est absolument faux, mais aucun n'est absolument vrai. On peut estimer que le portrait exact d'un seul individu peut être représentatif à un degré supérieur de toute une lignée. Une monographie bien faite, copieuse, fouillée peut avoir une portée générale supérieure à celle d'une synthèse hâtive ou prématurée. Telle est, pensons-nous, le cas du grand travail que nous annonçons, trop tardivement, au public. Indiquons-en tout d'abord l'économie.

Les deux premiers volumes sont consacrés à l'exposé, les deux derniers renferment les pièces justificatives, les tableaux et les cartes. Le tome premier traite de la vie politique et juridique de la ville, le deuxième de la vie économique et sociale. Malgré les dimensions de l'ouvrage, l'exposé n'excède que rarement le cadre du XIII<sup>e</sup> siècle.

Dans le tome I même, une première partie, subdivisée en deux livres, traite de l'histoire externe de la ville (p. 5-192), c'est à savoir de l'extérieur de la ville et de la ville à l'extérieur : formation topographique (la *villa*, le *castrum*, le *portus*, la *Neuville*); histoire « extérieure » (du X<sup>e</sup> siècle à 1369); un livre II est consacré aux rapports du pouvoir urbain avec les pouvoirs non urbains. Mais la partie fondamentale, l'histoire juridique, embrasse les 4/5 du volume (p. 193-981). Elle se subdivise, à son tour, en deux livres, le premier traitant de l'histoire intérieure de la ville, depuis son apparition dans l'histoire jusqu'à sa subordination aux pouvoirs extérieurs au XIV<sup>e</sup> siècle, et décrivant ses caractères fondamentaux : commune, association, ville et fief (p. 193-298) — le second l'état juridique. Après deux chapitres consacrés à la constitution de la ville et à ses organes (éche-

vinage, jurés, prud'hommes, p. 302-370), à la législation (p. 371-383), vient le chapitre qui, à lui seul, emplit plus de la moitié du tome I, le *Droit* (p. 384-844). Il se partage naturellement en sections consacrées aux personnes et aux biens (bourgeois, acquisition de bourgeoisie, forains, orphelins, propriété immobilière, rentes perpétuelles, rentes viagères), à la justice (*loy de Douai, tribunaux*). Sous la rubrique *droit local*, une subdivision de 300 pages (p. 521-816) traite des actes des particuliers et de leur forme diplomatique, des notaires, de la lettre d'obligation, du droit collectif (arbitral, criminel) avec ses procédures spéciales (quarantaines, asseurements, paix, etc.), du droit individuel (arbitral, criminel et civil), du droit criminel (procédure, pénalités), du droit civil non pénal et pénal, des juridictions « extraordinaires » (c'est-à-dire les conseils, l'appel du bailli contre les échevins, l'appel des parties, le droit de grâce, de Douai chef de sens). Un chapitre sur l' « administration » (fonctionnaires, police, le sceau, la ban cloke, la vie militaire, les fortifications, les archives) remplit les pages 845 à 975. Un chapitre sur les « filiales » (p. 976-981), un appendice sur la fameuse charte wallonne de 1204 (p. 982-986) terminent ce premier volume.

Le deuxième volume renferme les troisième et quatrième parties consacrées, l'une, de beaucoup la plus étendue (p. 1-1145), à l' « histoire économique », l'autre (p. 1145-1185) à « la Ville ». A Douai, comme dans les autres villes nouvelles du moyen âge, la draperie était au centre de l'activité urbaine. Mais avant d'y arriver, l'auteur expose, dans un livre I, les caractères généraux de l'économie à Douai, parle du commerce et de l'industrie « en dehors du tissage » et de l' « histoire sociale » (p. 1-638). Le livre II, la « draperie », traite du sujet sous toutes ses faces avec une richesse extrême de divisions et subdivisions, ainsi que le comporte le sujet; signalons des pages précieuses sur la technique (p. 738-817). Dans la quatrième partie, l'auteur revient sur l'origine de Douai et sur la cause de son développement. Sa formule finale est que la ville est une communauté économique nouvelle (p. 1189).

Les tomes III et IV renferment un choix de 1,549 pièces allant de la fin du xi<sup>e</sup> à la fin du xiv<sup>e</sup> siècle, suivies d'un index géographique et de neuf tableaux (pénalités diverses, listes des moulins, des marchands drapiers, des draps avec leurs dimensions et leur poids). Sous la rubrique « Planches », l'auteur donne ensuite une reproduction du plan de Douai en 1649 par Blaeuw, suivi d'un plan historique des accroissements de la ville accompagné d'une énumération des rues en constructions où le nom ancien est mis en regard du nom moderne. La carte des lieux d'émigration attribués aux « nouveaux bourgeois » (1328-1334) est éclairée par trois tableaux (chiffre des entrées des bourgeois par an et mois, liste par zone des endroits d'émigration, liste des professions par branches économiques). Une notice sur les sceaux de Douai, accompagnée d'une planche, termine l'ouvrage.

De l'exposé qui précède, le lecteur a sans doute déjà tiré une conclusion : l'excès de rigueur des divisions et subdivisions engendre moins là clarté que la confusion. Qu'il sépare l'histoire « externe » de la ville de l'histoire interne, voilà qui est déjà artificiel, quoique commode peut-être pour les nécessités de l'exposition. Mais pourquoi séparer en deux livres différents le rôle de Douai dans l'histoire politique, qu'il appelle « histoire extérieure » (p. 48-84), et les rapports du pouvoir urbain avec le pouvoir public ? Pourquoi ranger sous un titre fallacieux dans l'histoire « externe » la formation topographique de la ville (p. 7-84) qui est tout ce qu'il y a de plus « interne » ? Pourquoi, enfin, rejeter à la fin de l'ouvrage comme « quatrième partie » (t. II, p. 1147-1185), sous le titre « la Ville », l'étude sur les origines de Douai et les causes de son développement ?

Dans la deuxième partie du tome I, intitulée « histoire juridique », on trouve une description des troubles révolutionnaires de 1296-1311 qu'on eût préféré voir dans la partie consacrée à l'histoire politique ; d'autant que ces luttes, selon l'auteur lui-même, n'ont point une base juridique ou canonique, mais une cause fiscale, d'où la nécessité de l'intervention publique (p. 231-268). Il en va de même de la section (p. 269-275) consacrée à la « période publico-urbaine » qui s'étend de 1312 à 1400.

L'énorme livre II, « l'état juridique », qui embrasse 700 pages (p. 299-981), ne nous semble pas vraiment homogène. Son chapitre I (la constitution, ou plutôt les constitutions de 1228, 1297, 1311, 1368, 1373) et même son chapitre II (la législation) gagneraient visiblement à en être détachés pour être joints à l'histoire interne et politique de Douai. Peut-être cela vaudrait-il mieux également des pages qui traitent de l'administration de la justice (p. 497 et suiv.), de l'extradition, de l'appel du bailli, du droit de grâce (p. 816-837) ; et aussi des p. 386-444, où il est question de l'acquisition et de la perte de la « bourgeoisie », des forains, etc. On eût préféré trouver groupés les renseignements sur les actes privés et leur diplomatie, la juridiction échevinale (p. 521-578) et sur les archives urbaines (p. 961-975) ; sur les « filiales » (p. 976-981) et sur Douai, « chef de cens » (sic) (p. 838-842). Le reste, c'est-à-dire la subdivision consacrée aux « biens » (p. 457-494) et le « droit processif individuel », entendez la procédure et pénalités (p. 679-816), eût formé une section « droit ». Je sais bien que l'auteur se défend (p. vii) de traiter du droit privé et déclare « n'avoir abordé l'étude de la condition des personnes et celle du régime des terres qu'en vertu de leur nature essentiellement mixte » ; en fait, il lui était impossible de ne pas consacrer à ce sujet capital de longues études et, dès lors, mieux eût valu se résigner à l'aborder franchement et distribuer la matière d'une façon plus commode et plus claire.

Quoi de plus contestable aussi que le plan qui consiste, au tome II, à traiter de l'« histoire sociale » dans le livre I, consacré à l'« histoire

économique *en dehors du tissage* », alors que la draperie, qui forme le livre II, est le noyau de l'histoire économique et sociale de la ville ? Par contre, les pages consacrées dans ce livre II au capital et au travail (p. 1070-1143) auraient gagné à ne point décrire simplement les rapports entre les marchands drapiers d'une part, les « maîtres » de l'autre, mais embrasser l'ensemble du sujet.

Ces contestations sur le plan peuvent paraître une vaine chicane et l'on peut répliquer que l'important n'est pas que tel renseignement soit à telle ou telle place, mais qu'il existe et qu'on le trouve. Mais l'architecture d'un travail n'est pas chose indifférente, et la preuve c'est que, lorsqu'elle n'est pas excellente, on ne se retrouve pas aisément dans l'édifice. Ainsi, si l'on veut connaître tout de suite la pensée de l'auteur sur la nature *juridique* de la ville de Douai, il serait vain de chercher dans le livre II du tome I, intitulé *l'Etat juridique* ; les pages essentielles sont les p. 278-298 du tome I et, à la fin du tome II, la « quatrième partie » rejetée bizarrement à la suite de la description de l'industrie textile. Le résultat c'est que l'ouvrage, en apparence très bien construit, est pénible à lire et ne donne pas l'impression de la vie. Évidemment, l'auteur est plus anatomiste que physiologiste.

Et son style ne contrarie pas cette appréciation. Impossible de trouver une langue plus abstraite, plus décolorée. Prenons un exemple. J'ouvre tout à fait au hasard un volume et je lis (t. I, p. 29) : « Ainsi des traits à la fois nouveaux et similaires semblent bien distinguer ce second côté de l'agglomération par rapport au *castrum*. Pour son origine, ce ne sont plus certainement des causes de défense militaire, mais très probablement des raisons de travail qui, dans quelques conditions que ce soit, ont dû intervenir et jouer un rôle essentiel. Pour sa composition, le pouvoir central matériellement n'y tient plus que peu de place, et s'il peut continuer à se manifester, c'est sous des apparences en somme bien différentes de celles déjà constatées ; l'élément particulier s'y montre donc presque exclusivement et parfois aussi selon des formes analogues à celles de l'autorité souveraine. Bref, Douai ne constitue plus évidemment une réunion de fonctionnaires publics, une dépendance absolue d'un centre extérieur : au contraire, il a une existence toute locale, et, de plus, cette dernière apparaît à bien des égards comme de résultante et de nature économiques ; grâce à ces transformations, l'ensemble est presque entièrement original. » Je ne dis pas que ce soit inexact, ni que ce soit obscur, c'est pire : c'est terne, c'est flasque, c'est sans vie, et il y a plus de 2,000 pages de ce style ! En outre, l'auteur, qui est un esprit juridique, n'a pas eu, je crois, de formation juridique. De là, parfois, une discordance entre la pensée et son expression.

Mais quand on aura fait ces réserves et d'autres encore<sup>1</sup>, il n'en

1. La bibliographie en tête du t. I énumère pêle-mêle sources, ouvrages de fond, ouvrages d'ensemble, études locales. J'aurais à faire des réserves sur plus

restera pas moins que ce livre est un bon livre et que son auteur est une autorité, sans doute la plus haute en France à l'heure actuelle, dans un domaine trop délaissé chez nous depuis que l'activité d'Arthur Giry s'était détournée dans une autre direction<sup>1</sup>. Il est difficile, dans le cadre d'un compte-rendu, de relever toutes les richesses de cet ouvrage. L'historien, le juriste, le diplomatie trouveront à apprendre dans le premier volume<sup>2</sup>, mais j'attire tout particulièrement l'attention sur le second. Les pages sur les corporations, la technique de l'industrie drapière, les conflits du capitalisme naissant et du travail, bien que l'érudit se tienne rigoureusement dans son sujet, atteignent à une portée non point locale, mais générale.

Ferdinand LOT.

---

Charles DIEHL. **Une république patricienne. Venise.** Paris, Ernest Flammarion, 1915. In-12, VIII-316 pages; dans la collection : *Bibliothèque de philosophie scientifique*.

Voulez-vous que nous commençons par les légères critiques que nous devons faire à ce charmant volume? A vrai dire, elles s'adressent plus au plan de la collection elle-même qu'au présent travail. Les éditeurs, songeant au grand public, ont demandé aux auteurs de supprimer toute référence et toute bibliographie, même sommaire; se sont-ils doutés que la lecture de ces ouvrages inspire au profane le désir de savoir davantage? Vollà pourquoi nous regrettons que dans ces 300 pages sur Venise le nom de Molmenti, sauf erreur, ne soit pas mentionné. Heureusement, de-ci de-là, M. Diehl a manqué à la convention; il cite, p. 17, le traité de l'administration de Constantin Porphyrogénète; p. 102, le traité de Saint-Didier, *la Ville et la république de Venise*, Paris, 1680; puis, p. 260, Yriarte, *la Vie d'un patricien de Venise au XVI<sup>e</sup> siècle*, ou, p. 263, Baschet, *Histoire de la chancellerie secrète*; mais c'est à peu près tout. En second lieu, un livre sur Venise appellait en quelque sorte l'illustration; M. Diehl, en des pages brillantes, nous montre et le palais des doges et la basilique de Saint-Marc; des planches auraient dû être jointes au texte. Et aussi nous regrettons que parfois M. Diehl ait été contraint par le plan de la collection d'être si court; lui qui est un historien de l'art très averti, qui a consacré un charmant volume à Boticelli a dû être irrité de devoir passer si vite sur « la splendeur

d'une analyse dans les pièces justificatives. Il manque enfin une étude sur la démographie de Douai.

1. L'auteur ne se rattache point, du reste, à Giry, mais à Pirenne.

2. Je n'arrive pas à bien saisir la pensée de l'auteur sur la vraie nature juridique de la ville de Douai. Est-ce vraiment pour lui une « commune »? Parmi les villes flamandes, Saint-Omer est de droit une « commune ». Il n'en est pas ainsi de Gand, de Bruges, d'Ypres.

artistique » de Venise au XVI<sup>e</sup> siècle, de pouvoir consacrer quatre pages au plus « à la pléiade prestigieuse des Giorgione, des Titien, des Véronèse, des Tintoret ».

Ces réserves faites, tout est à louer dans ce volume. M. Diehl a visité souvent Venise, s'est imprégné de son atmosphère; et il est sans doute en France quelques voyageurs qui ont parlé de la façon la plus saisissante de l'admirable site. Mais, en plus, M. Diehl a fait des voyages fréquents dans le passé de la République. Dans les chroniques latines ou italiennes, et aussi dans les chroniques grecques — car l'Orient byzantin permet seul de comprendre cette cité toute grecque — il a étudié à fond son histoire; derrière chacune de ses assertions nous devinons le texte précis. En plus il a disposé sa matière avec beaucoup d'art; on suit avec un véritable intérêt ses développements toujours clairs; on lit avec un grand plaisir ses descriptions chatoyantes. Qu'on compare ce volume avec un ouvrage à peu près analogue publié en Allemagne, le *Venedig als Weltmacht und Weltstadt* de H. v. Zwidineck-Südenhorst, dans la collection des *Monographien für Weltgeschichte*; autant celui-ci est lourd, doctrinal, et malgré tout superficiel, autant celui-là est gracieux, pimpage, et aussi très solide.

Parcourons rapidement les quatre livres dont se compose le volume pour en signaler les parties essentielles. Le premier nous entretient des origines de Venise et de la formation de sa grandeur. Par le traité de 812, Venise échappa à la domination des Carolingiens; placée sous la suzeraineté de Byzance, gouvernée par ses ducs qui cherchèrent à rendre leur charge héréditaire, elle établit son autorité solidement sur l'Adriatique et jeta les fondements de sa grandeur maritime.

Avec le livre II, nous entrons au cœur du sujet. Du XI<sup>e</sup> à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, Venise est, dans la Méditerranée, la grande puissance commerciale; et avec beaucoup de raison, M. Diehl insiste sur l'organisation de ce commerce, sur l'essor que lui donnèrent les croisades et la conquête de Constantinople en 1204 — fort vivant est son portrait du doge Henri Dandolo — sur les luttes maritimes avec les Génois, sur les nouvelles routes de l'Asie qu'ouvrirent les explorations d'un Marco Polo<sup>1</sup>. Et, pendant ce temps, se forme la constitution de Venise « qui est quelque chose d'unique dans l'histoire ». Nous voyons comment à la puissance du doge s'oppose l'aristocratie vénitienne qui finit, après toute une série de révoltes, par triompher en 1297, lors de la *serata del Consiglio*. De cette constitution de Venise, M. Diehl démonte les principaux rouages : grand conseil, sénat ou *pregadi*, collège, seigneurie, doge, conseil des dix, et, pour la première fois, nous en avons saisi le mécanisme si compliqué et nous l'avons vue en mouvement;

1. Nous aurions désiré quelques mots sur les relations de Venise avec l'Allemagne et sur le *fondaco dei Tedeschi* qui paraît dans l'histoire dès 1228. Voir H. Simonsfeld, *Der Fondaco dei Tedeschi in Venedig und die deutsch-venetianischen Handelsbeziehungen*. Stuttgart, 1887.

et pourtant nous avons eu autrefois le courage de lire *l'Histoire de Venise* de Daru. Les habitants de Venise se consacrent au commerce et à la politique; mais ils veulent que leur cité soit, selon l'expression de Commynes, « triomphante » entre toutes; ils y élèvent Saint-Marc et le palais ducal, et tant d'autres églises et palais; ils consacrent leurs loisirs à la culture de leur esprit, aux nobles préoccupations de l'homme de goût, de l'artiste, de l'érudit, et M. Diehl voit dans André Dandolo, qui fut doge de 1343 à 1354, le type représentatif de cette génération; il en trace un vigoureux portrait qui fait pendant à celui de Henri Dandolo.

Le livre III montre l'évolution de Venise du milieu du xv<sup>e</sup> à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle. Les causes de décadence sont déjà très visibles. Les Turcs enlèvent à Venise son bel empire colonial; l'acquisition de Chypre ne compensa point la perte de Nègrepont. Le traité de 1540 arrache à la république ses dernières possessions en Morée; il ne lui reste plus avec Chypre que Candie et quelques îles de l'Archipel; Chypre même est perdu en 1571; et Joachim du Bellay pouvait dire des Vénitiens, raillant la cérémonie du *Sposalizio del mare*:

Ces vieux cocus vont épouser la mer,  
Dont ils sont les maris, et le Turc l'adultère.

Surtout la mer Méditerranée cessa d'être la mer principale; après les découvertes de Vasco de Gama, les épices de l'Inde furent apportées à Lisbonne, non plus au fond de l'Adriatique; la grande voie commerciale se déplaça et les efforts que fit Venise pour garder son monopole étaient condamnés d'avance. Trouvera-t-elle au moins une compensation dans les conquêtes qu'elle fit à partir du xiv<sup>e</sup> et surtout au xv<sup>e</sup> siècle sur le continent italien? Elle est désormais mêlée à toutes les intrigues italiennes, suscite contre elle les colères de la ligue de Cambrai, tourne en quelque sorte le dos à toute son histoire qui était sur l'eau. Il lui reste encore l'éclat de son art, la magnificence de ses habitations, le luxe de ses fêtes, son théâtre, son carnaval que M. Diehl se complait à nous décrire. Il lui reste le talent d'observation et l'esprit d'intrigue de ses diplomates, et fort justement on nous dit ici quels services rendent aux historiens les *Relazioni* des ambassadeurs vénitiens.

Le livre IV, « la fin de Venise », n'est qu'un épilogue assez court. En 1669, Venise perd la Crète; la conquête de la Morée par François Morosini le Péloponésiaque ne fut que passagère; Venise ne la garda que trente années (1685-1715). Et dès lors elle renonça à toutes ses ambitions. Elle devint l'hôtellerie décrite dans *Candide*, la ville où s'arrêtèrent tous les voyageurs du xviii<sup>e</sup> siècle, celle des comédies de Goldoni et des farces de Gozzi, jusqu'au jour où, après les Pâques vénitaines, Bonaparte la livra à l'Autriche. Ici s'arrête le livre de M. Diehl; il ne nous parle pas de la délivrance de 1866, ni du nouvel avenir que les événements actuels semblent réservier à la cité des

lagunes. Qui sait si, dans cet Orient où naviguaient autrefois ses flottes, dans cet Orient débarrassé de la souillure des Turcs, ne se manifestera pas de nouveau un jour « la vie de Venise » ?

Chr. PFISTER.

Paul DELANNOY. **L'Université de Louvain.** Paris, A. Picard, 1915. In-12, xx-229 pages et 16 gravures.

Un des professeurs les plus célèbres de l'ancienne Université de Louvain, Juste Lipse, écrit dans son traité *De la Constance* : « Lorsque je fuyais la Belgique, Langius m'expliqua que la fuite et le séjour à l'étranger n'allègent pas les souffrances morales ; le seul remède est la fermeté d'âme qui s'acquiert par la raison. » M. Paul Delannoy, professeur et bibliothécaire à la nouvelle Université de Louvain, a dû quitter sa patrie, à la suite de l'effroyable calamité qui l'a frappée ; son âme est restée ferme ; mais nous espérons aussi que l'accueil si empressé que la France lui a fait, la sympathie dont elle l'a entouré ont été un adoucissement à ses souffrances. Invité au mois de février dernier à faire quelques conférences au Collège de France, il a pris naturellement comme sujet de son cours l'histoire de l'Université de Louvain qu'il connaît à fond, et son succès a été grand. On lui a demandé d'imprimer ses leçons et nous lui sommes reconnaissants d'avoir accédé à ce désir. Sans doute on ne trouvera point dans ce volume une histoire complète de cette Université, une nomenclature de ses maîtres, une statistique exacte de ses étudiants aux diverses époques, d'après les livres matricules dont le chanoine Reusens a commencé la publication, ni même une étude complète sur l'organisation de l'enseignement dans les diverses Facultés. M. Delannoy a seulement voulu s'attacher aux faits les plus saillants, aux maîtres les plus illustres qui ont été l'honneur de Louvain. Il nous expose d'abord l'origine de l'Université<sup>1</sup> ; elle date de l'année 1426, au temps où le duc Jean IV gouvernait le Brabant et où Martin V régnait sur la chrétienté de nouveau unifiée. Le xvi<sup>e</sup> siècle qui vit sa fondation est aussi celui de la renaissance de l'antiquité classique et, à ce grand mouvement, l'Université, tant à l'époque des ducs bourguignons qu'à celle de Charles-Quint, prit une part active. Jean de Wesphalie installe ses presses à Louvain dès 1473 et met au jour les textes classiques. Dans l'été de 1502, Érasme s'arrête dans cette ville ; il s'y établit en 1517 et, grâce à lui, grâce aussi à la générosité du Mécène Jérôme Busleiden, est fondé ce collège célèbre des Trois-Langues, qui a été le prototype du Collège de France et sur lequel M. Delannoy s'est plu à insister. Mais à ce collège nouveau, à Érasme lui-même, la Faculté de théologie ne tarda pas à faire une opposition très vive. L'auteur regrette cette lutte ; pourtant il constate les services rendus

1. La question générale des Universités est bien traitée ; mais il faut écrire, dans les notes, Denifle et non *De Nifle*.

par les théologiens à la cause du catholicisme dans les querelles du *xvi<sup>e</sup>* siècle ; il nous présente un charmant portrait du professeur Adrien Florens qui devait devenir le pape Adrien VI (1522-1523) ; il rappelle avec orgueil le rôle des docteurs belges au concile de Trente, mais passe très vite sur les deux hérétiques de l'Université, Michel de Bay et Jansénius. Il préfère exposer la vie et l'œuvre de deux hommes dont la gloire est plus universellement reconnue, Vésale, le créateur de l'anatomie, et Juste Lips<sup>1</sup>, le fondateur de l'archéologie ancienne, puis nous conduire à la Faculté des arts, nous exposer les mœurs de ses étudiants, nous dire les luttes entre les quatre pédagogies du Porc, du Château, du Lys et du Faucon, où se concentrait l'enseignement de la philosophie, et les honneurs exceptionnels rendus au vainqueur de ces luttes, le *Primus*. Ici une lacune. On ne trouve rien dans le volume sur l'Université au *xvii<sup>e</sup>* siècle, au temps de la domination espagnole<sup>2</sup>. Nous passons tout de suite au régime autrichien. L'Université peut encore citer quelques maîtres éminents, Minckelers, Réga, les bibliothécaires de Nélis et Paquot ; mais l'Autrichie ne cesse de porter atteinte à ses priviléges : Joseph II veut y créer un séminaire général où seraient enseignés les principes du fébronisme ; certaines facultés sont transférées à Bruxelles. L'Université ne fait plus que languir jusqu'au jour où elle fut supprimée par un arrêté de l'administration française du département de la Dyle, le 25 octobre 1797. Elle fut restaurée en 1834 comme Université libre du royaume de Belgique. Nous regrettons que M. Delannoy n'ait pu consacrer un chapitre à cette nouvelle période de son existence ni nous dire ce qu'était cette Université au moment de l'odieuse agression allemande.

Au moins en un dernier chapitre, fort éloquent, il décrit les halles universitaires qui étaient à l'origine la halle aux draps, remontant au début du *xiv<sup>e</sup>* siècle, et il énumère les richesses de la bibliothèque. De ces halles, de cette bibliothèque, les Allemands ont fait, dans la nuit du 25 au 26 août, un tas de décombres et une pincée de cendres. Le 25 août ! Quarante-quatre ans et un jour plus tôt, dans la nuit du 24 au 25 août, les Allemands ont détruit la bibliothèque de Strasbourg ; ils pouvaient alléguer alors que Strasbourg était une place forte assiégée ; mais Louvain ! La destruction de cette ville est un crime qui a frappé de stupeur le monde entier et que l'histoire ne cessera de flétrir.

Chr. PFISTER.

E. DENIS. *La Grande Serbie*. Paris, Delagrave, 1915. In-12, XIII-336 pages. Prix : 3 fr. 50.

Les historiens, à qui il appartenait d'être en politique extérieure les maîtres et les directeurs de l'opinion française, l'ont trop long-

1. Il valait peut-être mieux laisser de côté, p. 130-140, le long article fanatisé emprunté à l'*Annuaire de l'Université*, de 1843, et intitulé : *Une leçon de Juste Lips*.

2. A l'exception de la page sur Jansénius, rattachée au chapitre précédent, p. 113.

temps abandonnée à des guides moins compétents et moins sûrs qu'eux. Ainsi s'explique en partie notre proverbiale ignorance, qu'on exagère sans doute un peu, ou qui, du moins, ne nous est pas si particulière, mais qui se peut d'autant moins admettre et excuser, et qui est d'autant plus dangereuse que, précisément, nous sommes une démocratie où la nation veut faire elle-même sa politique; or, professe M. Denis, d'accord avec M. Faguet, « en réalité, il n'y a de politique que la politique extérieure ». Si la Bibliothèque d'histoire et de politique », dont la guerre a suggéré l'idée à M. Denis et à quelques amis, tient les promesses du premier volume que voici, le mal sera bientôt réparé.

Tranchons le mot; ce premier volume a tout d'un petit chef-d'œuvre. C'est la substance d'une vaste étude, rigoureusement scientifique, présentée sous la forme la plus séduisante, limpide, naturelle, animée, élégante. Ni étalage d'érudition, ni recherche de l'éloquence; mais une simplicité franche et dégagée; l'art d'exposer clairement les faits même les plus embrouillés, d'y mêler les considérations qui les vivifient et en font la valeur, de faire apparaître les rapports même les moins apparents et les plus délicats des événements; une surprenante abondance d'indications précises et d'idées générales; des aperçus profonds et ingénieux; un style tout entrain, mouvement et couleur; une fraîcheur d'impression, une ardeur de sentiment où se traduit le haut idéalisme de l'historien (« Nous croyons, avec Lamartine, que la politique, c'est de la raison, de la morale et de la vertu », p. vii). Par ailleurs, un profond et scrupuleux souci de l'équité: ni faiblesse pour ses héros, ni injuste sévérité pour leurs adversaires ou leurs ennemis; une absolue sincérité, un incorruptible respect de la vérité. Patient et brave, laborieux et doux, tolérant et humain, plein d'élan et de ressort, le peuple serbe a aussi des défauts, qui souvent lui ont nui: volonté instable, humeur changeante, défiance prompte, réflexion courte, brusques entraînements, facile oubli des services reçus. Les chefs qui l'ont mené à la victoire ont été des héros, certes, ou de grands politiques, mais à leur manière et dans leur cadre: ils n'avaient rien d'exemplaire: ni Kara-George, le paysan herculéen qui mit à mort son père et son frère, ni Milos Obrenovitch, « pacha greffé sur un paysan », qui rossait ses ministres et rançonnait ses sujets, n'est l'idéal « héros de la liberté » (p. 49, 77-8); plus près de nous, pour avoir été l'un des glorieux artisans du relèvement des Serbes, Nicolas de Monténégro, dont le portrait est si bien enlevé (p. 91, 171), n'est, en vérité, sous sa couronne royale qu'un « aventurier de grande marque ». L'histoire n'est ni une idylle, ni une morale en action: on n'y voit pas la vertu d'un côté, le vice de l'autre: ils se mêlent chez les peuples, comme chez les hommes. Les Bulgares, dont les Serbes ont depuis trente ans si peu à se louer, possèdent de très grandes qualités, auxquelles M. Denis rend pleine justice (p. 207-8), et il n'est pas jusqu'aux Magyars, les plus redoutables et les plus acharnés parmi les adversaires des Yougo-Slaves, envers

lesquels sa sévérité ne cherche à être tout à fait juste (p. 132) et ne laisse percer même comme une ombre d'involontaire sympathie.

La *Grande Serbie*, cela ne veut pas dire seulement la Serbie héroïque d'hier et d'aujourd'hui, mais aussi la Serbie unifiée, la grande Yougo-Slavie de demain. La race serbe, qui est une, et où seule la diversité confessionnelle (catholiques, qui s'appellent Croates, orthodoxes, musulmans) met quelque différence, se partage encore, au début du xx<sup>e</sup> siècle, entre six États : la Serbie et le Monténégro, où elle est chez soi, seule, indépendante, maîtresse d'elle-même; l'Autriche et la Hongrie, où elle vit associée de nom et, de fait, subordonnée à d'autres peuples, Allemands ou Magyars, sous une dynastie étrangère; la Bosnie-Herzégovine, qui forme, depuis 1878, comme une colonie de l'Autriche-Hongrie; la Vieille-Serbie et la Macédoine enfin, dernières terres serbes restées à la Turquie. Dès qu'elle reprend conscience d'elle-même, dans le premier quart du xix<sup>e</sup> siècle, la race n'a plus qu'une pensée : s'unir, se retrouver en un État, renouer la glorieuse tradition du grand Étienne Dušan. Jusqu'au traité de Berlin, ses trois fragments — habsbourgeois, turc, serbo-monténégrin — se font à peu près équilibre. Après 1878, la monarchie austro-hongroise, agrandie de la Bosnie-Herzégovine, est la puissance qui groupe sur son territoire le plus grand nombre de Serbes : mais la Serbie reste l'État national, purement serbe : la lutte est désormais entre le nombre et l'idée, la force massive et l'esprit. Elle ne s'est décidée, en vérité, qu'à Koumanovo et à la Bregalnica, en octobre 1912 et juillet 1913. Nous sommes surpris aujourd'hui quand on nous rappelle (p. 130) qu'en 1911 encore, des observateurs fort informés, et dont toutes les sympathies allaient aux Serbes, ne voyaient d'unité possible pour les Yougo-Slaves que sous le sceptre et au profit des Habsbourg. C'est que l'histoire de l'Europe a, depuis dix ans, marché terriblement vite, et que déjà des événements à peine d'hier se brouillent dans un passé lointain. La crise de l'annexion est comme oubliée, d'où l'Autriche-Hongrie sortit si grande, et la Serbie mortellement humiliée et presque écrasée. En mars 1909, au lendemain du triomphe de M. d'Aehrenthal, on parlait à Vienne d'une démarche d'hommes d'État serbes qui, désespérant désormais de la mission nationale de leur royaume, étaient venus demander pour lui d'être recueilli sous le sceptre de François-Joseph et admis dans la grande Yougo-Slavie habsbourgeoise. Si la démarche n'a pas eu lieu, l'idée a été dans l'air. Elle eût pu trouver écho à Vienne. Sous une forme plus prudente et plus politique, un ministre tchèque exposait ce programme de rapprochement : concession à la Serbie du droit d'usage sur un port dalmate et de libre passage sur un chemin de fer qu'on construirait pour l'y relier; traité de commerce favorable; attitude générale de bienveillance, de courtoisie, de générosité; soin marqué d'effacer l'amertume du passé, d'établir une amitié sincère et durable. Le terme naturel de cette évolution, pour n'être pas exprimé, s'entendait de soi : après avoir satisfait les intérêts, après avoir gagné les coeurs,

on aboutissait sans peine, sans effort à la fusion politique. La Dalmatie autrichienne, la Croatie hongroise, la Bosnie-Herzégovine et la Serbie désormais réunies formeraient alors le royaume yougoslave, et le dualisme austro-hongrois deviendrait trialisme. — Par deux fois, à soixante ans d'intervalle, la maison d'Autriche a vu s'offrir à elle une chance inespérée et imméritée : en 1849, assurer à l'État autrichien une base inébranlable en créant, au prix des concessions libérales les plus légères, la nation autrichienne, qui ne demandait alors qu'à naître ; en 1909, acquérir la maîtrise de l'Adriatique et du Balkan occidental, s'ouvrir la route de la libre mer Égée, se rattraper d'un coup de 1859 et 1866, redevenir une grande puissance de premier rang. Par deux fois, elle a manqué l'occasion : ignorance, brutale infatuation, défiance étroite, pénurie d'idées et sécheresse de cœur. Elle était restée ossifiée dans sa vieille formule militaire et germanique. Recevoir la Serbie du peuple serbe, cela ne faisait pas l'affaire des généraux de Vienne : les peuples ne disposent pas d'eux-mêmes, on les conquiert ; d'ailleurs, l'armée, ciment de la monarchie, a, de temps en temps, besoin de retremper son unité dans un bain de sang. Que les Slaves aient enfin leur juste part d'influence dans la monarchie (car, avec le trialisme, la germanisation était définitivement condamnée, même en Autriche, même en Bohême), cette seule idée a toujours paru insupportable, monstrueuse même, aux Allemands d'Autriche et au centralisme viennois, sans parler des Magyars. Les Habsbourg y ont, par moments, semblé plus accessibles, et François-Ferdinand a paru, un temps durant, séduit par le rêve du trialisme. Quelle cause les a fait persévérer dans leur funeste politique ? Est-ce leur catholicisme bigot et mesquin ? L'exemple de Mgr Strossmayer eût pu les rassurer. Est-ce le spectre de ce panslavisme, auquel eux seuls ont jamais pu donner quelque réalité en tolérant l'oppression de leurs sujets slaves, d'un panslavisme auquel d'ailleurs, non moins que les Tchèques, tout pénétrés de civilisation occidentale, échapperont toujours les Yougo-Slaves, pour qui, depuis le temps des Nemanja, les influences adriatiques et occidentales ont traditionnellement été l'antidote à la « civilisation redoutable et morbide de Byzance » (p. 9) ? Est-ce enfin résignation à la vassalité où ils étaient réduits et peur de ce Hohenzollern qui, les ayant chassés d'Allemagne, leur permettait d'être les fourriers de sa poussée victorieuse vers l'Orient ? Toujours est-il que leurs velléités d'affranchissement furent courtes, et que, catholicisme, militarisme et germanisme associés, l'Autriche s'est suicidée. Dans Zagreb (Agram) et Sarajevo devenues serbes, si le roi Pierre ne fait pas couronner les statues de François-Joseph et élever des monuments aux comtes Aehrenthal, Berchtold et Tisza, ce sera noire ingratitudo : il n'a pas eu d'allié plus précieux ou de ministres qui l'aient mieux servi.

Dans un ouvrage aussi plein et aussi riche, c'eût été merveille qu'on ne rencontrât pas quelques affirmations contestables, quelques obscurités, quelques erreurs. C'est d'ailleurs surtout sur l'Autriche-Hongrie

qu'elles portent. Le tableau des partis magyars (p. 159-160) est vraiment un peu sommaire, et par là même assez inexact. La tournure « le baron Kallay et le ministre des finances Bourian » (p. 196) peut induire en erreur, car Kallay était précisément ministre des finances avant M. de Bourian. Au portrait d'Aehrenthal, très incisif, très vivant, il faudrait quelques retouches. Aehrenthal n'avait pas, semble-t-il, beaucoup plus de sympathies pour l'Allemagne que pour la Russie; il était exclusivement Autrichien, mais Autrichien convaincu, et c'est moins sans doute par ses idées qu'il a été dangereux que par ses procédés, malices de paysan madré, tours de maquignon, dont trois ou quatre générations d'une noblesse acquise dans les fournitures militaires n'avaient pas éteint en lui le goût : cette ruerie et le plaisir qu'il y prenait, la joie sournoise qu'il avait à « mettre dedans » ses adversaires expliquent la manière dont il a mené l'affaire de l'annexion et coûtent cher aujourd'hui à l'Europe et à l'Autriche. L'homme même, sous ses airs de grand seigneur, laissait une impression de « roublardise » (qu'on pardonne le mot, c'est le seul qui rende la chose). Il abusa, sans scrupule, de la sincérité ingénue et du candide enthousiasme de M. Friedjung, pour lequel M. Denis est (p. 179) d'une sévérité tout à fait injuste, et qui, dans sa mésaventure, fut atteint moins encore dans son amour-propre d'historien que dans sa confiance naïve d'honnête homme et de bon Autrichien. — D'autre part, M. Denis, reprenant le système qu'il avait appliqué dans sa *Bohême depuis la Montagne Blanche*, emploie partout la nomenclature géographique slave et transcrit tous les noms propres slaves en orthographe phonétique. Or, d'abord, les atlas dont nous disposons jusqu'ici adoptent plutôt la nomenclature italienne, hongroise ou allemande, et il était donc peut-être nécessaire, surtout s'adressant au grand public, d'indiquer, au moins entre parenthèses ou en note, que Pantchevo, la Blanche-Église et la Néretva, par exemple, sont Pancsova, Fehértéplom (ou Weisskirchen) et la Narenta. D'autre part, qui donc, à moins de connaître déjà les lieux, les hommes et les faits, retrouvera sous Varajdin et Tsetinié, Varasdin et Cetinje ou Cettigné, et sous Kramarj ou Tchouvaj, le député Kramarj et le commissaire royal Čuvaj? Il faudrait bien nous décider, en France au moins (car une entente internationale semble difficile), à adopter un système de transcription sûr et uniforme : l'alphabet tchèque, complété par certains signes croates, semble pouvoir résoudre le problème de façon satisfaisante pour les langues slaves (peut-être aussi pour le magyar). La question vaut d'être posée et sérieusement examinée. Après la guerre, nos relations intellectuelles avec les Slaves occidentaux prendront, si nous le voulons, une très vaste extension : affranchis du joug et délivrés de la menace germanique, libres de déployer leurs dons et leurs talents, leurs sympathies traditionnelles et leurs affinités naturelles nous assurent qu'ils se tourneront plus encore que jamais vers la culture française; de notre côté, nous devrons chez nous promouvoir par tous les moyens

les études slaves, et, avant tout, les munir des instruments de travail indispensables. La méthode de transcription rationnelle n'est-elle pas un des premiers?

Les conclusions de M. Denis reprennent celles de son livre sur la *Guerre*, en les affirmant même avec plus de netteté et d'énergie. Sur certains points, elles paraîtront à d'aucuns hardies, presque imprudentes. C'est une critique à laquelle on ne saurait ici souscrire. Mais la question est délicate. M. Denis a eu pleine liberté d'exprimer sa pensée; il faut l'en féliciter, et nous aussi, mais sans nous risquer à la discuter, ni même à la reproduire.

Louis EISENMANN.

---

O. HINTZE, FR. MEINECKE, H. ONCKEN et H. SCHUMACHER.  
**Deutschland und der Weltkrieg.** Leipzig et Berlin, Teubner, 1915. In-8°, vi-686 pages.

Cet ouvrage très compact, destiné surtout à l'édification des neutres, forme en quelque sorte le commentaire du fameux Manifeste des 93. Il a pour but d'expliquer scientifiquement la culture, la science et le génie allemands. Il se compose d'une série d'articles, rédigés par dix-huit collaborateurs, la plupart professeurs d'histoire, quelques-uns professeurs de droit ou fonctionnaires supérieurs. Ils sont répartis sous cinq rubriques : I. Position de l'Allemagne dans le monde; II. Les alliés de l'Allemagne (p. 239); III. La politique impérialiste (*Machtpolitik*) des ennemis de l'Allemagne (p. 297); IV. Les pro-dromes et l'explosion de la guerre (p. 463); V. L'esprit de la guerre (p. 593). En voici une analyse aussi objective que possible.

I. — Le premier article, dû à M. O. HINTZE, professeur d'histoire à l'Université de Berlin, est consacré à la place de l'Allemagne dans la politique mondiale. La situation géographique de l'État allemand au milieu du continent européen a déterminé ses destinées politiques. Si elle procure certains avantages, comme le cosmopolitisme de la culture allemande, elle nécessite une forte structure militaire et politique pour sauvegarder l'existence même de cet État. L'extension de la puissance guerrière a toujours eu pour but unique la défensive.

Des conditions d'existence dépend le caractère des institutions. La somme de liberté politique est inversement proportionnelle à la pression politico-militaire qui s'exerce sur les frontières. L'Allemagne n'entend pas subir le sort de la Pologne au XVIII<sup>e</sup> siècle. D'ailleurs, elle jouit des libertés intellectuelle et personnelle, autant et même plus que les nations occidentales. Dans les appréciations concernant la politique, il convient d'user d'autant de tolérance qu'en matière religieuse. Il circule sur l'Allemagne une masse d'idées fausses, répandues même dans les pays neutres par une presse corrompue. L'Allemagne a le malheur d'avoir trop de voisins; or, qui dit voisin dit concurrent et rival. Voilà pourquoi elle a tant d'ennemis.

Évoquant le glorieux empire germanique du moyen âge, l'auteur en déplore cependant le manque de cohésion et le rapide démembrement. L'avenir de l'Allemagne appartenait à la Prusse : c'est elle qui a réalisé son unification, et sans qu'elle ait exercé la moindre pression sur les autres États allemands. L'esprit militaire prussien a passé dans l'empire tout entier ; le régime fédéral exigeait comme contre-poids une direction forte et unique de la politique étrangère.

Quant à la nature même du pouvoir impérial, elle n'affecte pas un caractère religieux, comme semble l'indiquer la formule « par la grâce de Dieu ». Celle-ci n'a qu'une valeur historique et signifie que l'empereur ne tient pas du peuple son pouvoir ; mais il en est le premier serviteur. Le Reichstag est l'expression même de la nation, représentée avec toutes ses nuances sociales et confessionnelles. Les quelques groupes linguistiques qui ne rentrent pas dans les populations germaniques ne constituent que 7 % de l'ensemble. Les Lorrains habitent un ancien territoire d'empire et, à ce titre, doivent appartenir à l'Allemagne. Quant à la Pologne, la Prusse s'est vue forcée de l'annexer en partie pour ne pas la laisser tomber tout entière aux mains de la Russie. — La race allemande elle-même est arrivée à sa pleine maturité : elle n'a pas la fécondité excessive des Russes, mais n'a pas atteint encore le stade de sénilité ou d'épuisement des nations occidentales.

La politique mondiale de l'Allemagne diffère essentiellement de l'impérialisme anglais, français ou russe. Elle vise avant tout la destruction de l'hégémonie anglaise, qui ne s'exerce pas seulement sur les mers. L'expansion allemande a été contrariée par celle-ci, d'où la guerre actuelle.

L'objectif allemand est des plus modestes : sauvegarde des intérêts économiques sans esprit de conquête, tandis que la politique anglaise aboutit toujours à la prise de territoires. Si l'Allemagne a accru sa force militaire et maritime, c'est uniquement pour se défendre, pour résister à la pression exercée par les plus grandes puissances européennes. Son gouvernement a dû user de beaucoup de patience et de circonspection et a persévétré dans cette voie malgré les critiques des nationalistes de l'*Alldeutscher Verband* qui préconisaient une attitude énergique et décidée. Rien n'est plus faux que d'apprécier les intentions de l'Allemagne d'après les idées d'un Bernhardi, soldat plutôt que politicien. L'étude des rapports que l'Allemagne entretint depuis 1871 avec les puissances montre quels étaient ses vrais desseins.

A la différence de la France et de l'Angleterre, l'Allemagne est un État jeune, exubérant de vie, occupant en Europe une situation qui a été longtemps le champ de bataille traditionnel et l'enjeu de luttes séculaires. La puissance militaire de la Prusse s'est constituée sous Frédéric II, dans le même temps que la nation allemande était créée par ses littérateurs, ses philosophes et ses savants. La réforme universitaire et scolaire réalisée par Guillaume de Humboldt fut imitée par tous les

pays allemands et y répandit le principe unificateur qui inspira le libéralisme de 1848-49. Enfin, après 1870, s'accomplit la centralisation économique grâce à la discipline, à l'ordre, aux progrès de la technique scientifique dus à l'école allemande. Ainsi la puissance allemande est la résultante de trois forces : organisation militaire selon le type prussien, esprit national appuyé sur une solide instruction, perfectionnement économique.

Le peuple est monarchiste par tradition et par nécessité. La vieille fidélité germanique s'exprime sous la forme du loyalisme. Les conditions internes et externes de l'État allemand font que le régime parlementaire tel qu'il existe en France et en Angleterre y est impossible. D'ailleurs, la liberté personnelle n'en souffre pas, bien au contraire. L'unité nationale est fondée sur l'armée. L'organisme militaire profite des énergies produites par l'éducation, la science et la technique et, d'autre part, l'esprit militaire fortifie et discipline la vie publique sans nuire à l'initiative de l'individu. La guerre, d'ailleurs, ne peut se faire que du consentement effectif du peuple, puisque l'armée est la nation ; elle sera donc nécessairement défensive.

Les défauts qui pourraient résulter du monopole de l'État sont corrigés par l'esprit désintéressé et la liberté complète des hommes de science qui peuplent les universités. Chaque nation a l'instruction qui répond à son génie et à ses besoins.

Si l'État a fait de l'armée et de l'école de merveilleux instruments de culture, il n'a pas négligé l'administration, dont il exige en quelque sorte le maximum de rendement. Il veille à la fois aux intérêts des classes ouvrière et rurale et des classes moyennes et supérieures.

La monarchie, aussi bien que la nation, s'appuie sur l'armée. Dans l'organisme militaire se développent et s'exercent les forces intellectuelles de l'éducation, de la science et de la technique ; réciproquement, le militarisme donne une force extraordinaire à la nation, chez laquelle se combinent l'initiative de l'individu et la discipline des masses. Les Allemands ont fait de nécessité vertu.

L'école est parallèle à l'armée. L'enseignement même s'inspire des idées kantiennes de conscience et de liberté scientifique. Ainsi s'est formé l'esprit d'ordre, de devoir et de méthode.

Un sentimentalisme profond se révèle dans le luthéranisme et dans le catholicisme allemand et pénètre toute la vie privée et publique du haut en bas de l'échelle sociale. Il trouve également son expression dans le goût musical. Quant à la philosophie, intimement unie à la foi, elle est constamment idéaliste. Jamais elle n'a préconisé le culte de la force. C'est l'idéal de Kant et de Hegel qui a provoqué le soulèvement national de 1813. L'idée allemande de liberté est tout autre que l'idée française ou anglaise. Elle sera toujours inséparablement unie au sentiment du devoir et ne pourra jamais être purement politique. « Surtout, nous ne voulons pas nous laisser imposer la liberté par l'étranger... Nous ne luttons pas pour des principes ou des idées, mais pour la vie, pour l'existence. »

M. H. SCHUMACHER, professeur d'économie politique à l'Université de Bonn, caractérise ensuite la position de l'Allemagne dans l'économie mondiale. La nature a fait de ce pays par excellence un pays de passage, toujours exposé aux invasions. Grâce à l'éducation militaire, l'esprit d'organisation a pénétré l'industrie et le commerce, qui ont pris un essor inouï. L'application de nouveaux procédés scientifiques a affranchi l'Allemagne au point de vue économique et la centralisation de plusieurs industries dans les mêmes régions lui donne un avantage marqué sur l'Angleterre. Enfin, elle doit surtout à sa législation sociale, qui a eu une répercussion sur toute la vie économique, ses victoires dans la guerre actuelle. Elle veut disposer à son gré des forces que Dieu lui a données pour sa propre utilité et pour celle de l'humanité tout entière.

M. W. SOLF, secrétaire d'État, examine la politique coloniale. Si l'Allemagne a des colonies, dit-il, c'est qu'elle voulait et devait en avoir. Contrairement à la métropole, les colonies n'ont pas un caractère militariste, parce que la « sainte nécessité » — cette nécessité qui a été la grande éducatrice de l'État prussien — ne se fait pas sentir chez elles.

Dès 1905, M. de Bülow déclarait que l'Allemagne voulait être traitée sur le pied d'égalité par les autres puissances coloniales. M. Solf proteste contre la violation de l'article 11 de l'Acte du Congo (1885) visant la neutralité du bassin de ce fleuve en cas de guerre européenne. Il nie que l'Allemagne ait commencé elle-même les hostilités, comme le prétend l'Angleterre. L'œuvre civilisatrice est ainsi compromise chez les indigènes de l'Afrique centrale. Les colonies ne souffrent pas plus de la bureaucratie que du militarisme : plus que celles des autres États, elles sont soumises au contrôle parlementaire. Leur régime économique, très libéral, s'inspire du principe : « Vivre et laisser vivre. » C'est seulement pour empêcher la vente de l'alcool, des armes et munitions que le gouvernement allemand emploie « la manière forte ».

M. Hans DELBRÜCK, professeur d'histoire moderne à l'Université de Berlin, nous montre le système militaire allemand en regard de ceux de la France, de l'Angleterre et de la Russie. En comparant la durée du service dans les différentes armées, il en arrive à conclure que le militarisme est le plus faible en Allemagne. L'accroissement du contingent n'a eu lieu qu'en 1913, à cause de la menace russe, résultant des guerres balkaniques. Grâce à son militarisme restreint, l'Allemagne a pu mieux développer l'instruction, et c'est le même esprit qui anime la science allemande et l'armée ». M. Delbrück reproduit à ce propos le manifeste des 4,000 professeurs d'Université et d'écoles supérieures contenant cette dernière déclaration et ajoutant que « l'armée cultive aussi la science. Le service militaire donne à la jeunesse une préparation scientifique : il lui inculque la fidélité au devoir, la conscience et l'honneur de l'homme vraiment libre qui se

subordonne à la généralité... C'est le même esprit en temps de guerre qu'en temps de paix ».

M. Gustav von SCHMOLLER, professeur de science politique à l'Université de Berlin, président de la Société d'histoire de la Marche de Brandebourg et de la Société pour la « Sozialpolitik », traite des institutions et du caractère de la vie politique. L'histoire démontre que le militarisme n'est pas incompatible avec la liberté politique : exemple, Athènes jusqu'à la guerre du Péloponèse. L'État prussien est une création du despotisme éclairé et a servi de modèle à tous les États allemands. Au moyen d'éléments tirés de toutes les classes sociales, Frédéric II a formé une aristocratie bureaucratique et militaire. Il a préparé le terrain pour l'établissement d'une vraie liberté politique. Dès le début, le personnel gouvernemental était démocratique par son recrutement, tout comme le haut clergé catholique. Le souverain a d'abord choisi ses fonctionnaires parmi des étrangers, mais bientôt aussi parmi les nationaux, surtout dans les classes moyennes et la petite noblesse. Ces fonctionnaires, unis par un fort esprit de corps et leur attachement au prince, se sont dévoués à la chose publique. Aussi les réformes accomplies de 1640 à 1914, tout en fortifiant l'État, ont-elles contribué au bien général : instruction obligatoire, monopole de l'enseignement aux mains de l'État, organisation de l'armée et service obligatoire, réformes judiciaires, application partielle du self-government. Et Schmoller continue en voulant nous persuader que tous ces services sont imprégnés de l'esprit démocratique. Il conclut en disant que rien ne subsiste des reproches adressés à l'Allemagne. Son régime comporte une dose suffisante de démocratie. On ne saurait en imaginer un meilleur pour le pays, bien qu'il ne soit pas parfait. Il présente un compromis entre la souveraineté du chef de l'État et les tendances démocratiques et constitutionnelles : à la base, le fonctionnarisme préexistant; au sommet, le souverain lui-même.

En appendice à l'article de M. Schmoller, M. H. LUTHER, conseiller municipal à Berlin, consacre quelques pages à la participation des citoyens à l'administration locale. Le selfgovernment complet ne pourra se réaliser que sur un sol libre et par des citoyens d'un État puissant. Le premier bourgmestre de Berlin ajoute que l'obligation militaire et scolaire fait la grandeur de l'Allemagne et doit rester la pierre angulaire de l'édifice politique, où une liberté de plus en plus grande se développera par la suite.

II. — Les articles concernant les alliés de l'Allemagne n'occupent qu'une place modeste dans l'ouvrage. L'Autriche-Hongrie est traitée par M. Fried. TEZNER, « privat-docent » pour l'étude des institutions politiques et administratives de l'Autriche à l'Université de Vienne. Son évolution interne présente ce fait remarquable que les peuples hétérogènes composant cette monarchie sont toujours restés solidement unis par leur fidélité à la dynastie.

M. Ottokar WEBER, professeur d'histoire moderne à l'Université allemande de Prague, expose la politique extérieure de l'Autriche-

Hongrie. Pays de transition, elle a été de tout temps la sentinelle de l'Europe contre l'Orient. Son attitude a été pacifique à l'égard de la Serbie, même après l'avènement du roi Pierre (1903). Elle l'a été également vis-à-vis de la Russie pendant la guerre de celle-ci avec le Japon. Mais la politique d'Édouard VII amena l'encerclement de l'Allemagne, qui devait s'étendre bientôt à la monarchie dualiste. Lorsque celle-ci annexa la Bosnie et l'Herzégovine (1908), la Russie réclama l'ouverture des Dardanelles. Vienne refusa son adhésion, mais se borna à développer son action économique dans les Balkans. Elle dut cependant agir contre la Serbie qui fomentait des révoltes sur le territoire austro-hongrois et, à la fin des guerres balkaniques, elle s'opposa à l'extension de la Serbie jusqu'à l'Adriatique.

Après le crime de Sarajevo, le gouvernement exigea qu'une enquête fût menée avec la collaboration de fonctionnaires autrichiens. La Serbie refusa et c'est à ce moment que la Russie, voulant la guerre à tout prix, sans attendre les effets de la médiation de Guillaume II, mobilisa et provoqua ainsi la catastrophe. La diplomatie austro-hongroise a fait preuve d'une réserve et d'une prudence que l'on a souvent qualifiées d'« excessives et timorées ».

M. Heinrich BECKER, professeur de l'histoire et des langues de l'Orient à l'Université de Bonn, ne consacre que quelques pages à la Turquie. De son propre mouvement, la Porte a aussi entrepris une guerre défensive, parce que ses intérêts se rencontraient avec ceux de Berlin. Le mouvement jeune-turc amena une rénovation de l'État par l'armée, qui lui permit de réaliser les réformes nationales et panislamiques. A ce propos, l'auteur déclare que le facteur décisif de toute évolution historique est la force et non l'idée. Les interventions de Guillaume II dans les affaires ottomanes ont eu un caractère purement économique (chemins de fer d'Anatolie et de Bagdad). Loin de vouloir exercer un protectorat militaire, il a fait servir les intérêts économiques de l'Allemagne uniquement à l'entretien de bons rapports politiques. Les Jeunes-Turcs connaissent les bienfaits du « travail allemand » (l'auteur vise sans doute la préparation militaire organisée par von der Goltz).

III. — La politique extérieure de l'Angleterre fait l'objet d'un article rédigé dans un ton très passionné par M. Erich MARCKS, professeur d'histoire à l'Université de Munich. Cette politique n'est qu'une suite de conquêtes, de luttes à mort partout et toujours. En dehors de celle de la Russie, aucune autre n'est aussi agressive. Elle procède de l'union du commerce et de l'État et protège les intérêts économiques par la marine de guerre et une armée de mercenaires. C'est à son profit uniquement que l'Angleterre a imaginé l'équilibre européen, c'est-à-dire l'équilibre des puissances continentales. De 1688 à 1815, elle n'en a pas moins été mêlée, la moitié du temps, aux différentes guerres. Comme l'a dit le premier Pitt, c'est sur les champs de bataille de l'Allemagne qu'elle a fait de nouvelles conquêtes en Amérique. Depuis 1815, chaque guerre européenne a été au fond une guerre de

l'Angleterre et, si elle a protégé de petites nationalités, ce fut exclusivement dans son propre intérêt et pour s'en servir contre les grandes. Dans la deuxième moitié du xix<sup>e</sup> siècle, des États mondiaux surgirent et firent concurrence à l'Angleterre au moyen de l'expansion coloniale. L'Allemagne fit valoir son influence bienfaisante : Bismarck assura la liberté commerciale dans le bassin conventionnel du Congo, malgré l'Angleterre, et revendiqua pour l'Allemagne une place à côté de la puissance britannique. L'impérialisme anglais reprit de plus belle et alla de conquête en conquête (Égypte, Afrique centrale et méridionale, Indes orientales), identifiant l'intérêt de la métropole à celui de l'humanité. Sur le refus de l'Allemagne de se mettre à son service, l'Angleterre s'allia au Japon. L'attaque du Japon contre l'empire des tsars n'est autre qu'une attaque anglaise. Enfin, en 1904, lorsque l'Angleterre se réserva définitivement l'Égypte, laissant le Maroc à l'influence française, elle encercla l'Allemagne par son action diplomatique et compromit ainsi la liberté du monde.

La politique extérieure de la France depuis trois siècles est résumée par M. Paul DARMSTAEDTER, professeur d'histoire économique et coloniale à l'Université de Göttingue. Elle a, d'après lui, un caractère essentiellement conquérant : elle veut la prédominance dans l'Europe centrale et, comme l'Allemagne lui a enlevé cette prédominance en 1870, elle n'aspire qu'à la revanche. L'expansion coloniale dérive également de cet esprit de conquête, et la « force noire » doit servir les ambitions de la mère patrie. La diplomatie française a été le principal facteur de l'encerclement de l'Allemagne. Depuis 1912, l'opinion a été préparée en France à la guerre de revanche imminente. Quelques voix seulement s'élèveront en faveur du maintien de bons rapports avec l'empire allemand et lorsque, en 1914, la Russie alluma l'incendie dans les Balkans, la France n'hésita pas à profiter de l'occasion pour « commencer » la guerre.

L'article très étendu consacré à la Belgique par M. Karl HAMPE, professeur d'histoire du moyen âge à l'Université de Heidelberg, n'appartient pas précisément par son contenu à la rubrique sous laquelle il est placé (*die Machtpolitik unserer Gegner*). Il traite bien plus la politique interne que la politique impérialiste du petit État. D'après M. Hampe, la Belgique est une création aussi artificielle que l'Albanie ; son nom même n'est pas plus ancien que sa neutralité. Elle n'a que des racines historiques. La forme de son existence est non l'autonomie, mais la subordination à un autre État, ce qui est d'ailleurs la conséquence inévitable de sa situation géographique. L'Allemagne a des droits historiques sur le pays : Liège, par exemple, resta un membre « vivant » du saint empire jusqu'à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle. Depuis 1648, la Belgique a eu constamment à souffrir de la politique envahissante de la France : un avocat pangermaniste (Jasson) ne compte pas moins de cinquante-deux invasions françaises depuis cette date, ce qui revient en moyenne à une invasion tous les quatre ans.

Après 1830, la Belgique fut d'abord une « sentinelle de la Sainte-Alliance », mais la pénétration française s'opéra alors par la voie pacifique (constitution belge, presse, chemins de fer, projets d'union douanière qui font penser, d'après l'auteur, aux « conventions » anglo-belges de 1906 et 1912). Cependant, depuis 1870, la Belgique doit beaucoup au développement économique de l'Empire allemand. Quant au projet de partage entre la Hollande et la France (1875), il n'a jamais été suggéré par Bismarck. M. Hampe s'en réfère aux documents diplomatiques, mais sans indiquer lesquels.

La Belgique a pratiqué peu à peu une politique mondiale. Grâce à ses relations de famille, Léopold I<sup>er</sup> joua déjà un rôle européen et Léopold II, en procurant le Congo à la Belgique, a fait sortir celle-ci de la neutralité, un pays neutre ne pouvant acquérir de territoires. Au surplus, la Belgique s'est trop orientée vers l'Angleterre et elle s'est laissé annexer intellectuellement par la France. Le mouvement flamand a été essentiellement national et n'a pas subi l'influence du pangermanisme.

En 1914, le gouvernement belge a excité toute la population à résister aux armées allemandes de passage, ce qui a provoqué des représailles justifiées. L'invasion allemande était nécessitée par le danger qu'aurait couru l'Allemagne si une armée ennemie avait pénétré jusqu'à la frontière orientale de la Belgique. Les établissements Krupp ne sont qu'à cent kilomètres de cette frontière.

M. Hans UEBERSBERGER, professeur de l'histoire de l'Europe orientale à l'Université de Vienne, caractérise la politique extérieure de la Russie. Depuis Catherine II, elle a entravé le développement des puissances centrales. A la suite de la guerre de Crimée, la tension s'est accentuée entre Vienne et Pétersbourg et 1870 fit entrevoir la rupture entre Pétersbourg et Berlin. Dans les affaires balkaniques, la Russie conspira, entre autres avec l'Italie (1909), contre la monarchie dualiste et pour le démembrément de celle-ci. Le traité de Bucarest ne fut qu'une paix boiteuse, et dès les débuts de 1914 le gouvernement russe fit des préparatifs de mobilisation. Bientôt l'Angleterre se rangeait du côté de l'Entente. Un ancien diplomate russe, Brančaninov, a publié alors (*Novoje Zvěno*, 18 mars 1914), des confidences faites par le ministère des Affaires étrangères anglais : celui-ci déclara, paraît-il, que la guerre était pour le gouvernement britannique le seul moyen de sortir des difficultés intérieures et d'assurer le maintien du parti libéral au pouvoir. Dès lors, la Russie n'hésite plus : après Sarajevo, elle ne laisse pas même le temps à ses alliés de localiser le conflit, comme on peut le voir dans le *Livre orange*.

Le rôle de la Serbie est exposé par le même auteur. Il reconnaît que l'Autriche-Hongrie a mécontenté les Serbes dans le domaine religieux et les a jetés ainsi dans les bras de la Russie. Depuis l'avènement du roi Pierre, la politique serbe s'efforce d'abaisser l'Autriche-Hongrie, qu'elle voudrait réduire au rang de la Suisse (!). Le drame de

Sarajevo permit à la Russie tout équipée d'intervenir en sa faveur et de déchainer la guerre universelle.

M. O. FRANCKE, professeur à Hambourg, esquisse enfin l'action des grandes puissances en Extrême-Orient. Tandis que l'Angleterre et la France poursuivent, ainsi que la Russie, l'annexion de territoires, l'Allemagne défend le principe de la porte ouverte et l'intégrité de la Chine. Elle pratique une politique analogue à celle des États-Unis. C'est ce qui lui a valu, depuis 1905, la haine irréductible de l'Angleterre, qui veut abattre sa puissance économique et politique.

IV. — M. Hermann ONCKEN, professeur d'histoire moderne à l'Université de Heidelberg, essaye de dégager d'abord les causes profondes de la guerre. La première est l'esprit de revanche qui a fait de la France une nation essentiellement militariste. Au début, l'entente franco-russe ne fut pas dangereuse, parce que la Russie commença par « déserter » en Extrême-Orient sans faire mine de soutenir son alliée. Malheureusement, l'Allemagne excita la jalouse de l'Angleterre par son expansion coloniale, qui lui était cependant indispensable à cause de ses besoins économiques. Si pendant quelque temps l'Angleterre respecta la Triple-Alliance, ce fut seulement en vue de maintenir l'équilibre continental, qui a été de tout temps à son avantage. Les conflits coloniaux et, d'autre part, le refus de Guillaume II de coopérer au partage de la Turquie refroidirent les rapports anglo-allemands. La politique impériale fut toujours défensive et visa le maintien du *statu quo*, en protégeant les droits des petits peuples, comme lors de la guerre anglo-boer. Mais, dès 1903, la concurrence économique de l'Allemagne devint redoutable, lorsque, pour la première fois, la production de la métallurgie allemande dépassa la production anglaise et que la valeur de l'importation allemande l'emporta sur celle de l'importation anglaise en Allemagne. L'opinion publique en Angleterre s'émut vivement. Cependant la situation économique de ce pays devenant très prospère dans les années qui suivirent, les velléités belliqueuses semblaient s'évanouir; mais le feu continua de couver sous la cendre. La guerre anglo-boer et la création de la flotte allemande contribuèrent à envenimer les rapports entre l'Angleterre et l'Allemagne. Celle-ci ne fut pas seulement encerclée par la diplomatie anglaise, mais par la presse de ses adversaires et les œuvres pacifistes entreprises en vue du désarmement. Après une détente entre l'Allemagne et l'Angleterre, se manifeste l'offensive du panslavisme et du nationalisme français (1912-1914). Le 28 juin 1914, le crime de Sarajevo rendit la guerre inévitable en démasquant les intentions panslalistes.

Les négociations qui ont précédé l'explosion de la guerre sont difficiles à étudier, et M. Oncken insiste avec raison sur la nécessité de soumettre les documents diplomatiques qui les concernent à une

critique très serrée. Ce sont, dit-il, des sources trompeuses. Cependant, après avoir examiné minutieusement les recueils publiés par les puissances de l'Entente, il ne relève dans le *Livre bleu* qu'une contradiction chronologique (le numéro 105, du 31 juillet 1914, est suivi de trois annexes, dont la dernière, datée du même jour, est probablement du 1<sup>er</sup> août); il croit en outre que deux pièces du 30 juillet, parues dans le *Livre jaune*, ont été fabriquées, mais il n'en fournit pas les preuves. Au surplus, il prétend qu'on ne doit pas attacher trop d'importance à la lettre des sources diplomatiques; il faut dégager l'esprit des événements qui ont précédé la guerre.

Les auteurs responsables de l'assassinat de Sarajevo ont eu pour but de provoquer la dislocation de l'Autriche-Hongrie et de changer la face de l'Europe. Le gouvernement de Belgrade ne fit pas la moindre démarche à Vienne pour se disculper. Quant à l'Allemagne, elle laissa carte blanche à son allié: elle n'eut pas connaissance au préalable de l'ultimatum autrichien. En réalité, les puissances centrales étaient menacées, et ce n'est qu'en apparence que leur diplomatie eut une attitude agressive. Les termes de l'ultimatum en question n'impliquaient pas une atteinte permanente à la souveraineté de la Serbie. Un mot de Pétrograd eût suffi pour localiser le conflit. La diplomatie russe manœuvra aussitôt de façon à obtenir la collaboration, non seulement de Paris, mais de Londres. La réponse de la Serbie ne fut conciliante que dans la forme; au fond, elle éludait ou rejetait les exigences de l'ultimatum.

Le 31 juillet, à minuit, l'Allemagne demandait à la Russie de démobiliser dans les vingt-quatre heures; elle ne reçut pas de réponse. Le 1<sup>er</sup> août, à cinq heures du soir, Guillaume II signait le décret de mobilisation et envoyait en même temps un ultimatum à la France.

Les offres faites à l'Angleterre en vue de maintenir sa neutralité (respect de la neutralité belge, de l'intégrité de la France) furent sans effet. Grey ne les communiqua même pas au cabinet réuni le matin du 2 août, qui promit à la France l'appui éventuel de la flotte anglaise. Comme l'ultimatum allemand ne fut adressé à la Belgique que le soir du 2 août, la question de la neutralité de celle-ci n'a pas déterminé l'attitude de l'Angleterre. Suivant M. Oncken, Guillaume II aurait donc tout prévu, sachant les intentions de chacune des puissances de l'Entente. Il n'a sondé l'Angleterre que dans le dessein de lui « faire montrer tout son jeu ». Notons aussi que la violation de la neutralité belge par l'Allemagne dans le cas d'une guerre franco-allemande a été clairement indiquée comme inévitable par Guillaume II lui-même lors du marché qu'il proposa à l'Angleterre le 1<sup>er</sup> août. Par conséquent, au point de vue chronologique, la question de la neutralité belge a très bien pu influer la décision prise par le cabinet anglais le 2 août.

Un des articles les plus curieux de tout l'ouvrage est celui que M. Walther SCHOENBORN, professeur de droit public à l'Université de Heidelberg, a donné en appendice à l'article précédent, sous le

titre : la neutralité de la Belgique. Pour apprécier justement la portée de la déclaration du chancelier relative à la violation de la neutralité belge, il faut se reporter aux circonstances dans lesquelles elle a été faite. Adressé à une assemblée politique dans un moment suprême, le discours du chancelier ne pouvait pas énoncer d'une façon sereine et objective le principe juridique de son agression contre la Belgique. Ce discours est plutôt un acte politique, et le chancelier l'a expliqué, le 2 décembre 1914, en disant qu'il avait espéré obtenir ainsi le libre passage à travers la Belgique. Théoriquement, l'empire allemand n'était pas tenu de respecter la neutralité belge, puisque c'est la Prusse, et non l'Allemagne, qui est intervenue comme signataire au traité de 1839. Cependant, comme M. de Jagow a déclaré ce traité valable (1913), il faut le considérer comme tel. L'Allemagne étant attaquée, il ne lui restait qu'un seul avantage, celui de prendre les devants : c'était là une « question de vie ou de mort » pour elle. La frontière belge était une des places vulnérables à cause de sa proximité d'une région industrielle, dépourvue de fortifications. Jamais la Belgique n'aurait pu empêcher la France de se servir de son territoire comme base d'opérations. Se prémunir contre cette éventualité, tel était l'intérêt vital de l'empire allemand. L'observation des traités ne s'impose que si elle ne compromet pas l'existence de l'État. Donc la marche des armées allemandes à travers la Belgique était légitime. D'ailleurs, la Belgique elle-même avait enfreint sa neutralité. Les documents les plus promettants, preuves de l'option qu'elle avait faite en faveur de l'Angleterre, ont dû être mis en sûreté, mais on a retrouvé des arrangements militaires, des manuels et des formulaires rédigés par des agents anglais au moyen de renseignements fournis évidemment par les autorités belges. Des dragons et des hussards français se trouvaient sur le territoire belge avant l'expédition de l'ultimatum allemand à Bruxelles. D'ailleurs, même sans ce dernier incident, l'attitude de l'Allemagne était pleinement justifiée au point de vue juridique.

V. — La série d'articles sur l'esprit de la guerre s'ouvre par une étude de M. A. MIETHE sur la guerre et le sentiment d'humanité. « Le plus grand bienfait de la guerre, » a dit Moltke, « est le prompt achèvement de celle-ci. » Tout en s'inspirant de ce principe, l'Allemagne veille avec soin à l'observation des conventions de Genève et de La Haye. Il soutient qu'en Belgique a éclaté une guerre de francs-tireurs qui a entraîné des répressions sévères, destinées à servir d'exemples pour le restant de la population belge, fanatisée et excitée. D'ailleurs, une très faible partie seulement des mesures de vengeance ont été exécutées. « Le Michel allemand a deux visages » : l'un tout de bonté et de cordialité, l'autre exprimant le *furor teutonicus*. Les accusations de vol et de pillage dont il a été l'objet n'ont pas le moindre fondement. La nation allemande, ayant atteint un niveau moral et intellectuel plus élevé que toutes les autres, représente le mieux l'esprit du droit des gens.

M. Friedrich MEINECKE, professeur d'histoire moderne à l'Université de Berlin, un des directeurs de la *Historische Zeitschrift*, traite la question de la culture et du militarisme. On a exagéré ridiculement le rôle et on a mal compris les idées de Treitschke, de Nietzsche et de Bernhardi. Le maître historien allemand reste toujours Ranke, et non Treitschke, qui est partial et passionné. Nietzsche se considérait comme Européen et il compte en Allemagne plus de détracteurs que d'admirateurs<sup>1</sup>. Quant à Bernhardi, c'est un soldat, dont nous ne partageons pas toutes les opinions.

Les adversaires de l'Allemagne ont le tort d'isoler certaines manifestations de la vie nationale et de fonder ainsi leur jugement sur une information partielle. « Notre culture est née spontanément, librement, en dehors de l'influence centralisatrice de l'État... L'art, la science et la religion ont chacun leur mission particulière, mais la force qui les anime émane de la nation, d'où rayonnent toutes les activités politiques, sociales, économiques et intellectuelles. La culture réelle et complète se sert de l'État pour en faire un instrument de civilisation... Le cosmopolitisme de Goethe et de Schiller, de Kant et de G. de Humboldt a engendré la culture nationale allemande du XIX<sup>e</sup> siècle. Par l'alliance du génie allemand et de l'État prussien, l'unité nationale a été définitivement constituée. » Il est donc faux de prétendre qu'il y a eu deux Germanies, celle de Goethe et de Kant et celle d'aujourd'hui.

M. Ernst ZITELMANN, professeur de droit romain à l'Université de Bonn, traite la guerre et le droit des gens. Il répète certaines affirmations déjà émises dans les articles précédents au sujet de la guerre de francs-tireurs en Belgique, de l'emploi des balles prohibées, etc... Les représailles sont légitimées par ce fait qu'elles ont lieu dans toutes les guerres. Le droit des gens ne tient pas, d'ailleurs, devant la nécessité; lorsque l'Angleterre a déclaré ne pas vouloir indiquer les conditions auxquelles elle resterait neutre, l'Allemagne s'est trouvée dans le cas de nécessité, et la violation de la neutralité belge était absolument justifiée.

Dans une sorte de conclusion, M. O. HINTZE, l'auteur de l'article figurant en tête de l'ouvrage, détermine la signification de la guerre actuelle au point de vue allemand. L'objectif n'est pas l'hégémonie mondiale, mais l'équilibre des puissances mondiales. La lutte est surtout dirigée contre l'Angleterre. Le rêve de domination universelle qui hante celle-ci a commencé à s'évanouir déjà avant la guerre. Les trois piliers de l'édifice impérialiste britannique — Inde, Égypte et Afrique du Sud — étaient branlants, et les dominions s'affranchissaient de plus en plus de la métropole. L'Allemagne veut que l'Asie soit aux Asiatiques, les Balkans aux Balkaniques. Elle protège les petits États qui ne conspirent pas contre elle. Elle sera le salut du monde.

1. Ce n'est pas l'avis de W. Wundt (*Die Nationen und ihre Philosophie*, Leipzig, 1915, p. 105).

C'est à dessein que nous avons donné une analyse aussi développée des articles qui composent cet ouvrage. Rien en effet ne peut mieux faire comprendre à quel point l'érudition mise au service de la politique peut corrompre les sentiments et altérer le sens critique. La plupart des noms que nous venons de rappeler sont ceux d'érudits avantageusement connus jusqu'ici partout où l'on étudie l'histoire. Or, où vont-ils se renseigner? Leurs informations sont pour la plupart unilatérales. Beaucoup d'entre elles sortent de cette bureaucratie allemande en laquelle ils ont une confiance illimitée. Les livres pan-germanistes d'où qu'ils viennent ont été aussi mis à profit. Quant aux documents d'origine ennemie, les auteurs semblent n'avoir fait aucun effort sérieux pour s'en procurer; auprès des prisonniers civils faits dans les régions occupées, ils auraient pu recueillir des renseignements édifiants sur les résultats de l'éducation allemande et les procédés de leurs officiers. Ils ont négligé de le faire, préférant s'en référer aux rapports officiels de leur gouvernement.

Si le choix des sources est restreint et arbitraire, la critique qu'en font les auteurs est superficielle. Ils acceptent sans les contrôler des bruits dont on a maintes fois prouvé la fausseté. M. Oncken a remarqué avec quelle prudence il convient d'user des pièces diplomatiques fournies par les adversaires de l'Allemagne, mais il se garde d'examiner de près celles qui proviennent de son propre pays ou de ses alliés. Le médiéviste Hampe n'a pas cherché davantage à déterminer la valeur historique des textes qu'il utilise ni à les apprécier d'après le milieu et les circonstances où ils ont été rédigés. Il rapporte certaines paroles du romancier Conscience et de l'historien Vanderkindere pour leur prêter des sympathies à l'égard de l'Allemagne. Or, Conscience écrivait son *Lion de Flandre* sous l'impression des mouvements libéraux qui agitèrent l'Allemagne en 1848 et 1849, et Vanderkindere a produit le *Siècle des Artevelde* en ayant sous les yeux l'Allemagne du *Kulturmampf*. Toute l'œuvre du romancier flamand, aussi bien que celle de l'éminent historien belge, proteste contre l'allégation de M. Hampe.

Ce n'est pas seulement l'interprétation des textes, c'est bien plus encore celle des faits qui est défectiveuse. Un savant de la valeur de M. Schmoller n'a aucun scrupule à déclarer que l'Allemagne protège mieux que tout autre pays les petits États, du moment qu'ils ne conspirent pas contre elle. « Ainsi », dit-il, « elle a empêché la France d'annexer, en 1830, la Belgique et, en 1867, le Luxembourg. » A-t-il donc oublié que précisément en 1830 la Prusse a fait ce qu'elle a pu pour détruire l'indépendance belge et que, en ce qui concerne le Luxembourg, elle n'a voulu que préparer son incorporation à l'Allemagne? — M. Oncken part, ainsi que presque tous ses collaborateurs, de ce principe que les actes agressifs de la diplomatie allemande ne le sont qu'en apparence : un ultimatum de l'Allemagne n'a pas la même signification que celui d'un autre État; il en est de même de la mobilisa-

tion et ainsi de suite. Dans ces conditions, il n'a pas de peine à réfuter victorieusement toute objection.

Mais l'erreur fondamentale de tous les auteurs consiste à reporter dans le passé l'esprit des événements actuels ou inversement d'attribuer au présent les idées et les aspirations d'époques antérieures. Prétendre, comme le fait M. Meinecke, que l'Allemagne de Goethe et de Kant ne diffère pas essentiellement de l'Allemagne actuelle, c'est nier l'évolution historique, c'est nier l'histoire elle-même. L'État prussien d'après lui n'a été qu'un instrument de la culture allemande; il en a été, au contraire, comme le prouve toute la première partie de l'ouvrage, un facteur essentiel; il l'a véritablement créée. D'autre part, ces écrivains font grand état des traditions historiques qui rattachent l'Empire allemand à l'ancien empire romain germanique et aussi à la Germanie. Ils se plaisent à répandre le malentendu qui consiste à identifier tout ce qui est d'origine germanique à ce qui est allemand. D'après ce principe, ils procèdent par exemple à des annexions littéraires et artistiques : ils vont jusqu'à ranger Rembrandt parmi les peintres allemands!

Tous ceux qui ont connu l'Allemagne intellectuelle il y a un quart de siècle ont vu avec tristesse l'évolution exclusiviste qui s'accomplissait en elle. Sa conception de la science s'est rétrécie à tel point que le manifeste des 4,000 professeurs d'universités et d'écoles supérieures, dont M. Delbrück reproduit le texte en entier dans cet ouvrage, identifie l'esprit de la science à l'esprit de l'armée. Toute l'œuvre, dont on vient de rendre compte, s'inspire du même principe et traduit parfaitement la mentalité allemande d'aujourd'hui qui s'éloigne de plus en plus de celle des contemporains de Schiller, le chantre de la liberté et aussi l'historien des luttes héroïques soutenues, au xvi<sup>e</sup> siècle, par le peuple belge contre l'absolutisme.

H. VAN DER LINDEN.

---

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

---

### HISTOIRE GÉNÉRALE.

— Dr. C. SNOUCK HURGRONJE. *The Holy War « made in Germany »* (New-York et Londres, G. P. Putnam's Sons, 1915, in-16, vi-82 p.; prix : 2 sh. 6 d.). — La manière dont les Allemands entendent la Guerre sainte depuis 1914 et s'efforcent de la propager surtout parmi les musulmans soumis à d'autres puissances européennes que l'Allemagne et l'Autriche est une conception tout à fait étrangère à l'Islam, nous dit et nous répète, avec sa connaissance incontestée des choses de l'Orient musulman, le savant professeur de langue arabe à l'Université de Leyde. Pour les vrais musulmans qui continuent, aujourd'hui comme au moyen âge, à confondre la religion et la politique, toute guerre est une guerre religieuse (*jihâd*); elle n'a de raison d'être que pour défendre la foi contre les infidèles (*hâfirs*); entre les peuples qui pratiquent l'islamisme, la guerre est interdite; elle est prescrite contre les chrétiens, par exemple tant que la religion d'Allâh est menacée. « Qu'une ordonnance spéciale du sultan calife fut nécessaire pour faire d'une guerre turque une guerre religieuse, c'est une des méprises les plus ridicules des choses mahométanes qu'on puisse connaître. » C'était l'opinion professée en Allemagne par les savants qui connaissaient le mieux les idées de l'Islam, tels que C. H. Becker, de Bonn, et Martin Hartmann, de Berlin, avant que l'empereur d'Allemagne eût persuadé au sultan actuel et au parti Union et progrès, dont les chefs sont des libres penseurs, des incroyants avérés, de lier par un traité d'alliance en bonne forme leur destinée à celle des empires de l'Europe centrale. Depuis, ils ont changé de langage; fabriquant par patriotisme un article d'exportation « made in Germany », ils ont revisé leurs convictions scientifiques et, emboitant le pas derrière le prince de Bûlow, ils proclament aujourd'hui que « la politique allemande a fait de l'Islam un facteur international ». Le prince et l'empereur feignent de croire que le calife (qui est en même temps le sultan) commande à tous les mahométans comme le pape de Rome à tous les catholiques. Grave erreur, contre laquelle proteste toute l'histoire de l'islamisme et que les Jeunes-Turcs considéraient, au moment de la Révolution, comme un dangereux non-sens. La proclamation de la guerre sainte par le cheik-ul-Islam, à Constantinople, simple créature des Jeunes-Turcs eux-mêmes asservis à l'Allemagne, est un grand coup d'épée dans l'eau.

On lira avec un vif intérêt cette brochure si substantielle dans sa

brièveté. Elle a paru d'abord en hollandais dans *De Gids* (1915, n° 1); elle a été traduite ensuite par M. Joseph E. Gillet, professeur à l'Université de Wisconsin (est-ce l'auteur ou le traducteur qui est responsable de la date 1452 donnée deux fois comme celle de la prise de Constantinople par les Turcs?), et présentée au public par M. Richard Gotheil, professeur à l'Université Columbia de New-York.

Ch. B.

## HISTOIRE DE FRANCE.

— Robert DE LASTEVRIE et Alexandre VIDIER. *Bibliographie générale des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France*. Tome VI, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> livraisons; n°s 106-782 à 120-127 (Paris, Impr. nationale, [librairie Ernest Leroux], 1914, in-4°, 400 p. à 2 col.; prix : 8 fr.). — Ce volume contient l'analyse des publications dues aux Sociétés savantes du département de la Seine qui ont paru depuis 1886. Il est superflu de faire l'éloge de cette admirable bibliographie, un des instruments de travail les plus précieux qui soient mis à la disposition des archéologues et des historiens.

Ch. B.

— *Marcel Reymond, 1849-1914* (Grenoble, Allier frères, 1915, in-8°, 62 p., portrait). — Nous avons, il y a un an (t. CXVII, p. 124), annoncé la mort de ce brillant historien de l'art italien; pour le premier anniversaire de cette mort, on a réuni, dans la brochure que nous annonçons, les discours prononcés aux obsèques de cet homme de talent qui fut aussi un homme de bien. On y a joint deux substantielles études : la première, par M. André MICHEL : *Marcel Reymond, historien d'art*; la seconde, par M. Paul MORILLOT, doyen de la Faculté des lettres de Grenoble : *l'Œuvre universitaire de Marcel Reymond*. Pieux hommages rendus par des hommes qui avaient vu Reymond à l'œuvre et avaient pu apprécier ce qu'il y avait en lui de science originale et désintéressée, d'idées généreuses et de bienfaisante humanité. On nous excusera de rappeler ici que le 13 octobre, jour où la maladie enleva Marcel Reymond, est aussi celui où fut tué Robert Michel. Refoulant sa douleur paternelle, M. André Michel a su parler avec sérénité des travaux de son ami défunt, du dernier article écrit par M. Reymond sur la cathédrale de Reims détruite par les barbares, des démêlés qu'eut M. Reymond avec le directeur des musées impériaux de Berlin, Bode, que toute sa science n'a pu empêcher de se tromper lourdement sur Léonard de Vinci comme sur Luca Della Robbia.

Ch. B.

## HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

— *Collection de documents sur le pangermanisme*, traduits de l'allemand, publiés sous la direction de M. Charles ANDLER. I : *les Origines du pangermanisme (1800-1888)*, avec une préface de Charles

ANDLER (Paris, Louis Conard, 1915, in-8°, LVIII-335 p.). — C'est une idée heureuse que de faire connaître au public français, par des extraits bien choisis et traduits avec une remarquable fidélité, les écrits de ceux qui ont été les principaux théoriciens de la doctrine du pangermanisme. A vrai dire, la doctrine n'est pas une; il y a eu des pangermanismes très différents, souvent opposés, mais qui ont mené, par des chemins divers, au même but : la proclamation de la prééminence de la race germanique, le désir de soumettre à cette race le monde entier. Comme le montre M. Andler dans la préface qui est d'une très belle langue française, le pangermanisme s'appuie non seulement sur des considérations ethnographiques, comme celles qu'on a prétendu tirer des œuvres de Gobineau, mais sur des traditions historiques, deux étroitement prussiennes : la Prusse, continuatrice de l'ordre teutonique et refoulant le slavisme; la Prusse organisant son armée et créant le militarisme; deux au contraire allemandes : le souvenir du saint Empire germanique et celui de la hanse teutonique, dont les vaisseaux sillonnaient jadis les deux mers Baltique et du Nord et venaient faire le commerce sur les côtes de France. Sans doute, nulle puissance n'a contribué plus que la Prusse à la destruction du saint Empire; mais cet Empire, elle a cherché de bonne heure à le reconstituer à son profit et à lui insuffler l'esprit prussien. De ces quatre conceptions, qui s'amalgamaient chez les divers écrivains en des proportions variées, naît au début du XIX<sup>e</sup> siècle le pangermanisme. La doctrine est représentée par des esprits bien différents, les uns quelque peu déséquilibrés et dont les théories mégalomanes ne sont exploitées qu'après coup, les autres au contraire hommes d'action très réalistes qui voient nettement le but à atteindre immédiatement. M. Andler les enferme en quatre périodes, bien que souvent leurs ouvrages débordent ces cadres chronologiques, et c'est dans cet ordre que se suivent les extraits au cours du volume. C'est d'abord la période des guerres d'indépendance où s'exaspère le patriotisme allemand, avec Dietrich von Bülow qui reproche à Frédéric II d'avoir eu une politique trop exclusivement prussienne, avec Ernst-Moritz Arndt dont on connaît les chants enflammés et qui, dans ses écrits, réclame une Allemagne unie sous le sceptre d'un empereur, avec Friedrich-August Jahn, l'organisateur des sociétés de gymnastique, qui, de la gymnastique même, voulut faire un élément de culture allemande. C'est ensuite la période de 1840 où les pangermanistes songent surtout à assurer leur supériorité économique; elle est représentée par Friedrich List, d'après lequel les nations sont tenues de conquérir tous les territoires se trouvant dans leur sphère d'action économique — et il fait immense la sphère de l'Allemagne — et par Helmuth von Moltke qui, après sa mission militaire en Turquie, demande aux Allemands, dans ses traités écrits de 1841 à 1845, de coloniser les rives du Danube inférieur et de fonder à Jérusalem une principauté allemande. Mais voici que la Prusse veut réaliser à son profit l'unité allemande;

de l'Allemagne elle expulse l'Autriche, par un retour à la politique frédéricienne. Des traditions prussiennes et allemandes, ce sont les premières qui prévalent avec Bismarck, l'homme même de cette politique, et avec Heinrich von Treitschke, qui veut faire de l'Allemagne une sorte de Prusse prolongée. Pourtant les victoires remportées par la Prusse, le développement industriel et économique donnent à l'idée allemande comme une nouvelle force; deux écrivains, Paul de Lagarde et Constantin Frantz, tous deux mystiques religieux, reprochent à Bismarck sa modération; ils veulent une Allemagne comprenant tous les peuples de langue allemande, une Allemagne faisant des annexions nouvelles à l'est et à l'ouest, débordant par ses colonies sur l'orient; le premier une Allemagne unitaire, le second une Allemagne fédérale avec trois tronçons et le centre de gravité du côté de l'ouest, entre le Rhin et l'Elbe<sup>1</sup>.

Nous sommes ainsi conduits jusqu'à l'avènement de Guillaume II, en 1888. On nous annonce trois autres volumes, l'un consacré au pangermanisme continental, l'autre au pangermanisme colonial sous Guillaume II, le troisième au pangermanisme philosophique. Nous souhaitons qu'ils paraissent prochainement: ils éclaireront d'une vive lumière, en nous montrant les ambitions et les appétits grandissants de l'Allemagne, les origines de la guerre actuelle. C. PF.

#### LA GUERRE.

— Émile DOUMERGUE. *Le droit et la force, d'après les manuels des États-majors allemand et français* (Paris, librairie de « Foi et vie », in-16, 110 p.). — M. Doumergue, doyen de la Faculté libre de théologie protestante de Montauban, a eu l'idée féconde de comparer les maximes enseignées aux officiers en Allemagne dans le *Kriegsbrauch im Landkriege* (1902) et en France dans le *Manuel de droit international à l'usage des officiers de l'armée de terre* (1913). Il a fort bien montré la différence fondamentale de ces deux conceptions: l'allemande ne reconnaît l'existence d'aucun droit, refuse

1. Il y a de-ci de-là dans le volume quelques fautes d'impression. P. xx, l. 3: la date de 1475 est manifestement fausse; il faut lire 1295; sur le blocus continental établi par Philippe le Bel, en cette année, voir La Roncière, *Histoire de la marine française*, t. I, p. 351. — P. xli, l. 11: au lieu de Frédéric-Guillaume II, lire Frédéric-Guillaume IV. — P. viii: si M. Andler a raison de protester contre certains jugements portés depuis la guerre en France contre les chefs-d'œuvre de la littérature allemande, il ne nous paraît pas équitable envers un ancien maître qui ne renie en rien son passé et qui ne parle que de l'Allemagne actuelle « où, écrit M. Andler, pas une parole vraiment humaine ne s'est encore fait entendre ». — Les notices placées en tête des extraits de chaque auteur sont inégales. Celle sur Bismarck est très suggestive; M. Andler oublie seulement, pour cause, de citer dans la bibliographie un excellent ouvrage dont il est l'auteur. La notice sur Moltke est bien brève. Est-il bien vrai de dire qu'avant 1838 aucun Européen n'avait vu l'Asie Mineure?

d'accorder aux conventions de La Haye aucune valeur morale; en guerre, il n'y a qu'un but, celui d'abattre l'ennemi, et tous les moyens sont bons. C'est la doctrine de la force qui ne trouve de limites que celles même de l'utilité. Le *Manuel français* suppose, par son titre même, l'existence d'un *droit international*. Le contraste entre les « raisons de guerre » allemandes et les préceptes français fondés sur un idéal de justice et d'humanité en dit long sur la mentalité différente des deux peuples; et c'est une fine remarque de M. Doumergue quand il nous dit (p. 105) que le manuel allemand « n'est pas en réalité à l'usage de la guerre, mais à l'usage seulement de la victoire »; car, « si l'on pouvait appliquer à l'armée de ce *Manuel* les principes qu'elle applique aux autres, tout son peuple, subitement ramené à la réalité de la guerre, hurlerait de douleur et de colère » (p. 106). Il y aurait sans doute à contester en plus d'un point l'exposé que trace M. Doumergue des origines du droit des gens et de son développement historique, la condamnation qu'il prononce, au point de vue moral, contre le droit historique allemand; des considérations qu'on peut hasarder dans des conférences pour le grand public devraient, dans un livre, être entourées d'un réseau plus solide de preuves. Pour nous en tenir à la seule question morale qui, selon le *Manuel allemand*, doit être reléguée par le commandement au dernier plan de ses préoccupations, mais qui, dans le reste du monde civilisé, garde toute sa valeur, nous reproduirons une note mise par M. Doumergue au bas de la p. 101 : « Constatons avec une douloureuse et humiliante stupéfaction le spectacle que nous donnent les théologiens allemands les plus renommés, évangélistes comme un Seeberg, ultrarationalistes comme un Baumgarten, de Kiel. » « Celui qui, ces derniers jours, n'a pas salué d'applaudissements joyeux le torpillage du *Lusitania* n'est pas un véritable Allemand », prêche le professeur de théologie de Kiel. Mais le Christ n'a-t-il pas condamné la guerre, au moins cette guerre, dans le *Sermon de la Montagne*? Parfaitemen, mais qu'est-ce que cela fait? « Le *Sermon de la Montagne* », prêche le professeur de théologie de Kiel, « n'a pas de rapports avec le droit, l'Etat, l'honneur et la société. » Quel dommage que M. Doumergue n'ait ni indiqué sa source, ni rapporté les paroles mêmes de ce prédicateur! Ajoutons que des déclamations plus furibondes encore ont été professées, s'il faut en croire le *Temps* (10 décembre 1915), par le pasteur Fritz Philippi, à Berlin, le pasteur Lœbel, à Leipzig, etc. *Odium theologicum!*

Ch. B.

— Eugenio RIGNANO. *Les facteurs de la guerre et le problème de la paix*, avec une préface d'Ad. LANDRY (Paris, Félix Alcan, 1915, in-8°, 48 p.; prix : 0 fr. 60). — Nous avons signalé cette étude quand elle a paru dans *Scientia* (cf. *Rev. histor.*, t. CXX, p. 175); l'on a eu raison de la réimprimer à l'usage du public français. La première édition portait la date : Milan, 1<sup>er</sup> juin 1915; celle-ci la date de Milan, 1<sup>er</sup> août 1915; mais elles sont identiques. La préface de

M. Adolphe Landry met en pleine lumière l'importance et le mérite du travail de M. Rignano.

C. PF.

— *Bulletin officiel du ministère de la Guerre. Édition méthodique. Recueil des documents insérés au « Bulletin officiel » et concernant spécialement la période des hostilités du 2 août 1914 au 30 juin 1915* (Paris, Charles-Lavaudelle, [1915], in-8°, 689 p.). — La guerre a tout naturellement suscité en grand nombre des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires. Ces documents ont paru au jour le jour au *Bulletin officiel* du ministère de la Guerre; mais il importe, pour la facilité de l'exécution, que tous les textes concernant une même question soient réunis. D'où cette édition méthodique. Sous des titres rangés par ordre alphabétique : *administration et comptabilité, archives de la guerre, armement, avancement, comptabilité générale et marchés, etc.*, les textes sur une même matière sont rapprochés. Une table placée à la fin rétablit l'ordre chronologique. Ce recueil servira surtout aux militaires et aux bureaux du ministère; mais l'historien de la guerre en tirera grand profit, et voilà pourquoi nous le signalons ici.

C. PF.

— *Réponse à l'Appel allemand aux Chrétiens évangéliques de l'étranger* (Paris, Fischbacher, 1915, in-8°, 14 p.). — Une trentaine de pasteurs, de théologiens, d'historiens allemands ont publié et répandu un appel rédigé au nom de toutes les missions protestantes d'Allemagne aux protestants des nations alliées et des pays neutres. Il a paru dans plusieurs périodiques allemands, entre autres dans *Evangelisches Missions Magazin* de Bâle (novembre 1914), et a été traduit en français dans le *Mouvement pacifiste de Berne* (août-décembre 1914). On y retrouve les affirmations, contraires à la vérité la mieux établie, qui s'épanouissaient déjà dans l'appel des 93. Aussi la réponse des protestants français était-elle facile. Elle aurait gagné à être rédigée en un style plus vibrant; mais on applaudira de tout cœur à ces paroles : « En attendant le jour, sans doute lointain, où l'unité morale du protestantisme pourra de nouveau se manifester dans son entier, nous sommes résolus à marcher cœur à cœur avec nos frères d'Angleterre et coude à coude avec nos amis d'Amérique, de la Suisse romande, de Hollande, des pays scandinaves, ayant la certitude de représenter avec eux la tradition la plus pure de la Réforme du XVI<sup>e</sup> siècle, celle qui entend unir toujours plus étroitement à la piété évangélique la pratique de la justice, le respect de l'indépendance d'autrui et le souci de la grande fraternité humaine. » Ch. B.

— Ed. BAUTY. *En Alsace reconquise. Impressions du front. 1915* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1915, in-8°, 63 p.; dix documents photographiques). — Au mois d'août 1915, un groupe de journalistes fut admis à visiter le front français en Alsace; parmi eux M. Ed. Bauty, rédacteur en chef de la *Tribune de Genève*. Il raconta ses impressions en son journal en août et septembre et la maison Berger-

Levrault les a réunies en ce charmant volume fort bien illustré. Grâce à de belles photographies qui sont de véritables documents, nous revoyons les paysages et les scènes qu'a vus M. Bauty : et quels paysages ! quelles scènes grandioses ! Nous sommes d'abord dans les Vosges, au Ban-de-Sapt, à quelques centaines de mètres à peine des tranchées allemandes ; puis nous franchissons le Hohneck, où la tempête fait rage et où nous admirons la petite gare construite et décorée sous les obus. Un long détour nous amène à Mittlach, petit hameau d'environ 200 âmes et qui dépend de la commune de Metzeral. Metzeral est tout proche et l'on devine sa position entre les deux môles qui ferment l'étroite vallée ; le village vient d'être reconquis grâce à la valeur de nos troupes ; il serait toutefois imprudent d'en approcher. Par les cols du Ventron et d'Odern, nous descendons dans la vallée de la Thur ; à Kruth, un Alpin fait gentiment la cour à une robuste Alsacienne ; à Saint-Amarin, nous assistons à la classe en français ; à Thann, nous constatons les effets des divers bombardements. Mais voici le moment le plus émouvant de l'excursion. Nous gagnons le sommet du Hartmannswillerkopf, le « Vieil-Armand » légendaire, témoin de tant de luttes héroïques où, de forêts jadis presque impénétrables, il ne reste que quelques troncs déchiquetés ; on nous dit la solidité de nos tranchées, l'entrain du troupier, le voisinage immédiat des Allemands. Enfin, par Belfort nous arrivons à Dannemarie, où nous donnons un coup d'œil au viaduc en ruines, et à Ballersdorf, où, à très courte distance d'Altkirch, règne une paix profonde et où les paysans se promènent tranquillement par les rues à côté de nos officiers. Merci à M. Ed. Bauty d'avoir fixé, avec une complète sincérité, ses impressions, de nous avoir montré le contraste entre l'existence paisible qui reprend en arrière du front et l'existence mouvementée et dramatique sur la ligne du combat ; merci aussi de la sympathie qu'il témoigne à la France et à l'Alsace ; il sait que ces deux pays sont faits pour s'entendre et s'aimer.

C. PF.

— *Les violations des lois de la guerre par l'Allemagne*, I. Publication faite par les soins du ministère des Affaires étrangères (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1915, in-8°, 208 p.). — Voici plus de 100 documents — exactement 121 — prouvant les crimes commis par les Allemands dans cette guerre ; ce sont des rapports d'officiers et soldats français, des dépositions de citoyens français recueillies sous la foi du serment. Qui du reste pourrait récuser ces listes de morts, comme celle de Nomeny : civils fusillés à bout portant sans trace de jugement, parmi eux des vieillards, des femmes, des enfants ? Mais ce sont aussi des proclamations et ordres du jour des chefs allemands, comme l'affiche apposée sur les murs de Lunéville le 3 septembre 1914, signée du général von Fasbender ; ce sont les carnets de route et les lettres trouvées sur les soldats allemands. M. J. Bédier en avait publié un certain nombre qu'on retrouve ici, avec beaucoup d'autres aussi nets, aussi formels que ceux que nous connaissons déjà. Ces documents ont été répartis sous dix chefs : violation du territoire des

États neutres; violation de la frontière française avant la déclaration de guerre; assassinats de prisonniers et de blessés; pillages, incendies, viols, assassinats; attentats contre les hôpitaux et les ambulances; emploi de projectiles interdits; emploi de liquides enflammés et de gaz asphyxiants; bombardement de villes non défendues; usage de procédés de guerre déloyaux; actes de cruauté commis à l'égard des populations civiles. On ne saurait parcourir ce volume sans éprouver un sentiment d'horreur envers une nation qui a recours à de pareils procédés; car nous ne sommes pas ici en présence de crimes individuels, mais de crimes collectifs, tolérés ou même accomplis par ordre. Et nous assistons à la faillite de la civilisation allemande et du christianisme, tel que les Allemands le comprennent; y a-t-il encore en Allemagne un prêtre, ou catholique ou protestant, pour protester contre de telles atrocités et pour rappeler que Dieu est amour? Les chaires des églises au delà du Rhin ne retentissent que de paroles de haine, et quel est l'imbécile qui, dans un temple chrétien, osa prêcher sur *Nombres*, XXI, 23 et 24, d'où il appert que Sikon, roi d'Hesbon, ayant refusé le passage à Israël, pérît au fil de l'épée et que son royaume fut anéanti? Nous estimons que l'ouvrage publié par le ministère des Affaires étrangères, qui paraît simultanément en France, en Angleterre et aux États-Unis, provoquera une vive sensation.

C. PF.

#### HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS.

— T. CROCKETT et B. C. WALLIS. *North America during the eighteenth century. A geographical history* (Cambridge, at the University Press, 1915, in-8°, vi-416 p.; prix : 3 sh.). — Simple manuel à l'usage des étudiants, fait d'ailleurs avec intelligence et précision. Les auteurs expliquent la formation des États-Unis par la géographie du pays que de nombreuses cartes mettent sous les yeux du lecteur. Le relief du sol, ses voies naturelles et ses cultures font comprendre l'occupation successive du continent américain par les Français et les Anglais, sans oublier les Hollandais ni les Suédois, les luttes entre les colons anglais, maîtres du littoral maritime et réclamant en conséquence le « hinterland », comme on dirait aujourd'hui, et les Français qui, possédant les embouchures du Saint-Laurent et du Mississippi, prétendaient dominer sur tout le bassin de ces deux fleuves, la guerre de l'Indépendance et la formation des États-Unis. Chacun des onze premiers chapitres se termine par un résumé où les causes géographiques et économiques sont bien mises en relief. Le douzième et dernier montre les débuts d'un nouvel État à qui la nature prépare de si magnifiques destinées.

Ch. B.

#### HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.

— F. E. HARMER. *Select english historical documents of the ninth and tenth centuries* (Cambridge, at the University press;

Londres, Clay, 1914, in-8°, x-142 p.; prix : 6 sh.). — Cet ouvrage comprend trois parties : 1<sup>o</sup> le texte de vingt-trois documents en anglo-saxon choisis à la fois pour leur importance historique et pour leur intérêt philologique : concessions de terres à des églises, testaments, parmi lesquels se trouve celui des rois Alfred et Eadred, un acte d'affranchissement d'esclave consigné, suivant l'usage, sur un volume des évangiles, etc. Ces documents étaient déjà connus, mais ils n'avaient pas encore été reproduits avec le soin méticuleux qu'y apporte Miss Harmer; 2<sup>o</sup> traduction en anglais moderne de chacun de ces documents; 3<sup>o</sup> notes sur la date des actes, l'identification des personnages, l'explication des termes techniques, rares ou difficiles. En appendice, notes sur les particularités dialectales des actes provenant de Kent, de Mercie et de Northumbrie. Enfin trois tables : des noms d'hommes, de lieux et de matières. Tout le travail est conduit avec un grand soin, d'une main experte et avisée. Il tiendra une place fort honorable à côté des *Crawford charters* publiées il y a vingt ans par MM. Napier et Stevenson. Miss Harmer est une bonne élève de ces maîtres éminents.

Ch. B.

— *The cures of the diseased in forraine attempts of the English nation.* Reproduced in facsimile, with introduction and notes, by Charles SINGER (Oxford, at the Clarendon press; Londres, Humphrey Milford, 1915, petit in-4°, [10]-28 et [5] p.; prix : 1 sh. 6 d.). — L'auteur de ce petit traité nous apprend, dans sa dédicace à la reine Élisabeth, qu'étant « injustement prisonnier » en Espagne, il avait été atteint d'une maladie contagieuse, la « tabardilla » (sorte de typhus); soigné par un « médecin spécial du roi », il avait observé les remèdes employés pour guérir cette maladie et d'autres particulières aux régions tropicales; il les avait appliqués à son tour avec un plein succès et pensait travailler pour le bien commun des sujets de Sa Majesté, si exposés par leurs entreprises dans les pays étrangers, en décrivant ces maladies et leurs remèdes. La dédicace est signée G. W., initiales qui dissimulent peut-être le nom de George Wateson ou Whetstone, soldat et poète contemporain de Philippe Sidney, mort vers 1600. La plaquette, dont on ne connaît plus qu'un exemplaire, reproduit ici en facsimile, a été imprimée à Londres en 1598.

Ch. B.

— Arthur HASSALL. *Life of the viscount Bolingbroke* (Oxford, Blackwell, 1915, in-8°, xiv-224 p.; prix : 3 sh. 6 d.). — Ceci est une réédition. La biographie de Bolingbroke avait déjà paru en 1889 dans la collection « The Statesmen series ». Une note du libraire qui met en vente la nouvelle édition dit : « Beaucoup de lumière nouvelle a été projetée sur l'histoire de la période où vécut Bolingbroke, et les lecteurs de cette nouvelle Vie trouveront que beaucoup d'opinions en circulation sur cet homme d'État si discuté ont besoin d'être revues, sinon complètement bouleversées. » Il n'en est rien; les vues de M. Hassall en 1915 sont exactement les mêmes qu'en 1889, et la

lumière nouvelle projetée sur la vie de Bolingbroke se résume en l'annonce de quelques ouvrages parus depuis vingt-cinq ans et dont on ne voit pas que l'auteur ait d'ailleurs tiré le moindre fait nouveau. Ce n'est pas à dire que la nouvelle édition soit une réimpression pure et simple de la première; on trouvera par exemple une addition d'une cinquantaine de lignes au chapitre v, où l'auteur expose les intentions de Bolingbroke à la mort de la reine Anne, son séjour en France et ses intrigues avec les Jacobites en 1715-1716. Ça et là on peut encore constater quelques petits changements dans la rédaction; mais c'est tout. Les chapitres sur le caractère de Bolingbroke, ses amitiés littéraires, ses opinions politiques, philosophiques et théologiques sont restés intacts. La conclusion n'a été en rien modifiée.

Ch. B.

#### HISTOIRE D'ITALIE.

— Stéphane Piot. *Gabriel d'Annunzio et la politique nationale en Italie* (Paris, Félix Alcan, 1915, in-8°, 30 p.; prix : 0 fr. 60). — Ceux qui n'ont vu en d'Annunzio que le poète de la volupté, le romancier de l'amour, le dilettante raisonnable, ne connaissaient pas d'Annunzio tout entier. Poète de la volupté, il fut aussi le poète de l'Adriatique; des Abruzzes, de Venise, de Florence, de Rome, de Rome l'ancienne capitale du monde, la Ville Éternelle. Romancier de l'amour, il fut en même temps le romancier de la force et de la volonté. M. Stéphane Piot le prouve par de longues citations empruntées aux premières œuvres du grand artiste. Cependant de plus en plus d'Annunzio exalte l'Italie; il lui montre la voie nouvelle où elle doit se lancer. A la mort de Carducci en 1907, il se déclare son héritier et devient le grand poète national; en 1908, la représentation de la Nave se double d'une grandiose manifestation contre l'Autriche; en 1912, les *Canzoni della Gesta d'Oltremare* glorifient la guerre de Libye; puis en mai 1915 ce sont les admirables discours qui secouent toute la péninsule. A l'appel du poète répond l'héroïque acclamation d'un peuple qui suit, du reste, l'ordre conscient et réfléchi de son roi. Carducci a représenté l'Italie du Risorgimento; d'Annunzio sera le poète de la plus grande Italie.

C. PF.

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

---

### FRANCE.

**1. — Revue des études anciennes.** 1915, octobre-décembre. — M. HOLLEAUX. Études d'histoire hellénistique. I : Λυσίας Φλωρίδης (personnage cité dans une inscription de Delphes datant de 242 av. J.-Ch.; tente de dresser la généalogie de cette famille). — L. CHABERT. Virgile, maître d'énergie. — L. HAVET. Notes critiques sur les poètes latins. III : Stace (fin). — C. JULLIAN. Notes gallo-romaines. LXVIII : De l'exactitude topographique dans la légende carolingienne (l'auteur de la *Geste de Charlemagne à Carcassonne* prétend que le territoire où s'éleva l'abbaye de Lagrasse s'appelait jadis *vallis Macra*; cela est possible; il faut sans doute expliquer le mot par frontière, l'abbaye se trouvant sur la limite des cités de Toulouse et de Narbonne). — Ém. ESPÉRANDIEU. Note sur une stèle singulière (trouvée à Bourges, représente une divinité femme : la gloire de César?). — Eug. et René MALGET. Un deuxième tumulus gallo-romain à Martelange (Luxembourg). — C. JULLIAN. Chronique gallo-romaine. = C.-rendus : F. Sartiaux. Troie, la guerre de Troie et les origines préhistoriques de la question d'Orient (curieux). — G. Vasseur. L'origine de Marseille (intéressant, mais beaucoup d'hypothèses). — Van Millingen. Byzantine churches in Constantinople (conclusions souvent contestables; mais étude attentive des monuments). — J. Bellucci. Parallèles ethnographiques. Amulettes : Libye actuelle et Italie ancienne (très suggestif).

**2. — Revue des études napoléoniennes.** 1915, novembre-décembre. — Éd. DRIAULT. Le calvaire de la Pologne, esquisse historique (les partages de la Pologne depuis 1772, avec une carte). — G. LOTE. La rive gauche du Rhin de 1792 à 1814 (il ne semble pas que les populations de cette région, consultées d'une façon indirecte après la conquête française, aient manifesté d'opposition sérieuse à l'annexion. Quant aux arguments présentés en France en faveur de cette annexion, ils étaient nombreux et variés, des raisons de sentiment venant s'ajouter aux considérations tirées du droit du plus fort. Organisation des pays ainsi réunis et mesures prises pour amener leur fusion avec le reste de la nation française, par des moyens habiles, qui n'avaient rien de tyrannique. Au moment de la chute du premier Empire, les habitants étaient de loyaux sujets de Napoléon I<sup>er</sup>). — Louis BENAERTS. Le département d'Ille-et-Vilaine durant le Consulat, 1799-1804 (résumé

d'une thèse pour le doctorat que l'auteur a soutenue le 12 juin 1915. — H. CLOUZOT. L'art décoratif du second Empire. — Paul MARMOT-TAN. Le palais impérial de Strasbourg, 2<sup>e</sup> partie. — R. DURAND. L'occupation prussienne en Bretagne en 1815 (ajoute une pièce à celles qu'a déjà publiées M. Vignols en 1892-1894). — Bulletin historique : Ed. CHAPUISAT. La Suisse il y a cent ans (des ouvrages relatifs au rétablissement de la République de Genève).

3. — **Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français.** 1915, septembre-octobre. — N. W. Pour la fête de la Réformation. La discipline et la liberté, d'après M. É. Boutroux (M. Boutroux affirme que la Réforme a considérablement restreint la liberté d'action de l'individu, en favorisant la puissance temporelle du pouvoir civil. Cela peut être vrai pour le luthéranisme, mais est faux pour le calvinisme). — Fr. PUAX. Le dépeuplement et l'incendie des Hautes-Cévennes, octobre-décembre 1703 (étude très attachante, d'après les archives du ministère de la Guerre). — N. WEISS. Une Bible historique contemporaine de la prise de Metz en 1552-1553 (exemplaire de la Bible d'Olivedan dont la reliure porte sur les plats deux médaillons de Henri II de 1552; a peut-être été donné par Henri II à Diane de Poitiers). — Rod. REUSS. Les réformés d'Angers et la destruction du temple de Sorges en 1685 (signale des documents publiés par l'abbé Uzureau au t. XVI de ses *Andegaviana*).

4. — **Bulletin hispanique.** 1913, juillet-septembre. — A. MOREL-FATIO. Un érudit espagnol au XVIII<sup>e</sup> siècle : D. Gregorio Mayans y Siscar (grâce à un lot de soixante-treize lettres de Mayans écrites dans la période de 1741 à 1765 à D. Blas Iover Alcázar ou à quelques autres personnages et entrées aux Archives nationales de France, M. Morel-Fatio nous fait un portrait de cet érudit ; il décrit son grand orgueil, ses rancunes, mais aussi son bon sens, sa lucidité d'esprit ; il insiste sur les services qu'il rendit à l'histoire littéraire de son pays, sur ses projets de réforme universitaire ; il raconte ses démêlés avec le duc d'Huescar, qui lui avait commandé une vie du duc d'Albe et en fit paraître une autre par Vicente de Rustant, etc. Étude très attachante). — Octobre-décembre. G. R. CERIELLO. Une religieuse espagnole en Sardaigne et son œuvre poétique au XVIII<sup>e</sup> siècle (Maria Candida Merlio. Article en italien). — J. MATHOREZ. Les réfugiés politiques espagnols dans l'Orne au XIX<sup>e</sup> siècle (de 1814 à 1856 ; d'après la correspondance échangée entre le ministre de l'Intérieur et le préfet ; catégories de ces réfugiés : au début *afrancesados* ; en 1839, carlistes, le curé Merino, etc. ; secours qui leur sont accordés, soupes populaires, etc.). — E. MÉRIMÉE. Encore quelques mots sur l'attitude de l'Espagne (à propos de la brochure d'Albert Mousset). — C.-rendus : Arturo Pérez-Cabrero. Ibiza arquelógica (exposé des fouilles faites depuis 1903 par la Société archéologique d'Ibiza). — Joaquim Miret y Sans. Les Cases de Templers y Hospitalers en Catalunya (nom-

breuses notes et analyses de pièces d'archives, bonnes tables). — *N. Alonso Cortés*. D. Hernando de Acuña (étude bien documentée sur un des grands seigneurs de l'intimité de Charles-Quint). — *E. Gómez Carrillo*. Campos de guerra y campos de ruinas (l'auteur a visité le théâtre des opérations sur le front français en novembre 1914; il a écrit son livre à la gloire du soldat français).

**5. — Revue archéologique.** 1915, juillet-août. — Ad. REINACH. Les portraits gréco-égyptiens (suite et fin : comment l'usage romain des *imagines* transforme le sarcophage anthropoïde des Égyptiens; les portraits qu'on trouve encastrés au-dessus de la tête de la momie datent surtout de la fin du 1<sup>er</sup> ou du début du 11<sup>e</sup> siècle de notre ère; les personnages représentés, leur costume et parure; position sociale et origine ethnique. L'article a été mis au point par Salomon Reinach; l'auteur, officier de liaison, a disparu depuis le 30 août 1914). — D<sup>r</sup> J. BIROT et abbé J.-B. MARTIN. Le missel de la Sainte-Chapelle de Paris conservé au trésor de la Primatiale de Lyon (dans la collection donnée par l'archevêque de Bonald. Il date du début du XIV<sup>e</sup> siècle; remarquables miniatures qui sont presque toutes reproduites ici). — C.-rendus : *H. R. Hall*. Aegean Archaeology (excellent manuel; description de cette ancienne période que les fouilles de la Crète ont fait connaître). — *Ch. Diehl*. Une république patricienne. Venise (ouvrage à la fois savant et aimable). — *Franz Cumont*. Comment la Belgique fut romanisée (aperçu de haute valeur).

**6. — Revue de l'histoire des colonies françaises.** 1915, 3<sup>e</sup> trimestre. — P. CULTRU. Colonisation d'autrefois : le commandeur de Poincy à Saint-Christophe (né en 1584, mort en 1660. Il a fondé Sainte-Croix, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, peut-être la Tortue; à Saint-Christophe, il a créé l'industrie sucrière et fut le premier grand planteur des Antilles françaises; étude attachante où le vrai rôle de Poincy est mis en lumière). — E. SAULNIER. Un projet d'histoire des colonies en 1758 (formé par Butel-Dumont; mémoire qu'il adressa à ce sujet au ministre de la Marine, en décembre). — C.-rendu : *S. C. Hill*. Yusuf Khan, the rebel commandant (le livre éclaire l'histoire de l'Inde à l'époque de la guerre de Sept ans).

**7. — Revue des sciences politiques.** 1915, 15 octobre. — A. CHUQUET. Deux carnets allemands (d'un soldat du 84<sup>e</sup> d'infanterie jusqu'au 30 septembre 1914 et d'un lieutenant de réserve du même régiment jusqu'au 28 septembre 1914). — René DOLLOT. Les étapes de la neutralité belge, de Richelieu à nos jours (remonte jusqu'au traité de Verdun de 843; considérations intéressantes). — V. H. F. La presse allemande pendant la première année de la guerre. — Ch. BASTIDE. La littérature anglaise et la guerre (récits de soldats et de marins; livres sur les origines de la guerre; sermons; pièce de théâtre : *l'Armageddon* de Stephen Phillips; Rudyard Kipling). — Maurice DEWAVRIN. L'effort britannique pour la guerre pendant les huit premiers mois,

août 1914-avril 1915 (effort économique et effort social). — Léon MOREL. L'Allemagne moderne vue par un Anglais (Ellis Barker, dans son ouvrage, *Modern Germany*). — Henri SCHUHLER. L'exploitation du domaine industriel et agricole de la Prusse (il s'agit de l'État prussien; chemins de fer, forêts, mines, usines et salines). = C.-rendus : Publications sur la guerre. — E. Halévy. Histoire du peuple anglais au XIX<sup>e</sup> siècle. I : L'Angleterre en 1815 (promet une œuvre remarquable que l'Angleterre pourra envier à la science française).

8. — **Revue générale du droit.** 1915, septembre-octobre. — René DE KERALLAIN. Les lois des Babyloniens et des Hébreux (suite; signale les ressemblances nombreuses; pourtant il ne faudrait pas conclure que les lois hébraïques ne sont qu'une adaptation rectifiée de la loi babylonienne). — J. BONNECASSE. La « notion de droit » en France au XIX<sup>e</sup> siècle (suite; théories de Duguit et Gény). = C.-rendus : A. Colin et H. Capitan. Cours élémentaire de droit civil français (excellent). — C. Flammariion. La mentalité allemande dans l'histoire (œuvre excellente de vulgarisation). — Ouvrages relatifs à la guerre. — H. Wickham Steed. La monarchie des Habsbourg (cet ouvrage montrera une nouvelle fois ce que vaut le régime clérico-policier des Habsbourg, tant admiré par les réactionnaires de tous les pays).

9. — **Journal des savants.** 1915, septembre. — Louis LEGER. La Serbie au moyen âge. II (la famille, l'église, la société, les chants épiques, d'après le livre de C. Jireček). — R. PICHON. Les épîtres d'Horace. I (d'après le livre d'E. Courbaud). — H. DEHÉRAIN. Les origines de New-York (1914 est le 300<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de cette ville qui compte aujourd'hui plus de cinq millions et demi d'habitants; résume l'histoire de la cité d'après les documents réunis par Hagaman Hall). — SEYMOUR DE RICCI. Quelques bibliothèques françaises passées en Angleterre (la liste s'ouvre par celle de Massaïe, conseiller au parlement de Montpellier, vendue en 1688; on signale celle de Fléchier, du chevalier Éon, de Talleyrand, de Guizot, de Libri, etc.). = C.-rendus : P. A. A. Boeser. Description de la collection égyptologique du musée des antiquités à Leyde, t. VI (excellent). — Giovanni Costa. Impero romano e cristianesimo (examine quatre ouvrages italiens parus sur ce sujet). — L. W. Shakespear. History of Upper Assam, Upper Burmah and North-Eastern Frontier (très intéressant). = Octobre. E. BABELON. Le *Corpus nummorum italicorum* (quatre volumes ont paru sous la haute direction de S. M. le roi d'Italie; intérêt pris autrefois par les souverains et les grands à la numismatique; dans cette collection, le t. I est consacré aux monnaies de la maison de Savoie et du royaume d'Italie; le t. II à celles du Piémont et de la Sardaigne; le t. III à la Ligurie avec Gênes; le t. IV à la Lombardie, moins les monnaies de Milan qui paraîtront au t. V). — H. LEMONNIER. Cinquante années de l'Acadé-

mie royale d'architecture, 1671-1726 (d'après les quatre premiers volumes des procès-verbaux dont trois viennent de paraître et dont le IV<sup>e</sup> est sous presse; considère à la fois l'Académie comme Académie: les séances, missions qu'elle reçoit, détails curieux sur l'aqueduc de Maintenon, et comme école: le professorat de François Blondel, de Philippe de La Hire et de Desgodets). — R. PICHON. Les épîtres d'Horace (II<sup>e</sup> et dernier article; d'après le livre d'E. Courbaud). — E. RODOCANACHI. Le premier traité de bibliophilie. Le *Philobiblon* (il fut sans doute rédigé par Richard de Bury, évêque de Durham de 1333 à 1345). = C.-rendus: *J. Hastings. Encyclopaedia of Religion and Ethics*, t. VII (art. les plus curieux: Hymnes, Inde, Indo-Chine, Israël, Jésus). — P.-F. Girard. La loi des douze tables (série de leçons tout à fait remarquables faites à l'Université de Londres). — P. van Cauwenbergh. Étude sur les moines d'Égypte depuis le concile de Chalcédoine jusqu'à l'invasion arabe, 451-640 (s'élève contre les critiques adressées aux moines par Amélineau; sens critique judicieux. Ce volume sera une rareté bibliographique, l'édition ayant été, quelques jours après son apparition, presque entièrement consumée dans l'incendie de Louvain).

**10. — Polybiblion.** 1915, juillet. — Publications relatives à la guerre européenne. — *Mangenot*. Dictionnaire de théologie catholique, fasc. XLIII-XLVII (à l'article France, *G. Goyau* parle de l'état religieux actuel de la France, *Bonet-Maury* du protestantisme français, *Mangenot* des travaux consacrés par des Français aux sciences ecclésiastiques; voir aussi l'article Grégoire XVI par *Amann*). — *H. Roy*. La vie à la cour de Lorraine sous le duc Henri II (intéressant). — *Journal de Jean Vallier*, maître d'hôtel du roi, publié par *Henri Courteault*, t. II (du 8 septembre 1649 au 31 août 1651; très intéressant). — *De Marcère*. Souvenirs d'un témoin. Vision d'un siècle (grand éloge de ce livre qui conclut au retour de la France au catholicisme). = Août-septembre. Publications relatives à la guerre européenne (nous avons signalé presque toutes celles analysées ici). — *Charles Benoist*. Le machiavéisme et l'*Antimachiavel* (histoire du livre de Frédéric II et portrait du roi, devenu le vrai disciple de Machiavel). — *G. Muret*. Jérémie Gotthelf, sa vie et ses œuvres (très belle étude). — *A. Roussel*. La religion dans Homère (répertoire de textes aisément à consulter). — *A. Singer*. Histoire de la Triple-Alliance, traduit par *Louis Suret* (livre incomplet, traduction médiocre). — *Teodor de Wyzewa*. La nouvelle Allemagne (renseignements utiles, pensée un peu superficielle et rédaction hâtive). — *E. Guéchof*. L'alliance balkanique (livre remarquable, pas entièrement impartial).

**11. — Revue critique d'histoire et de littérature.** 1915, 2 octobre. — *Evans*. Wales and the war of the Roses (bon; mais il ne faudrait pas croire que la guerre des deux Roses fut une querelle de races: les Gallois servirent également les deux partis). — *H. Morf*.

Geschichte der französischen Literatur im Zeitalter der Renaissance. 2<sup>e</sup> édit. (bon). — *L. Zanta*. La renaissance du stoïcisme au XVI<sup>e</sup> siècle (bon; le morceau principal est consacré à Juste Lipse et à Guillaume du Vair). — *P. Éliade*. La Roumanie au XIX<sup>e</sup> siècle. II : les trois présidents plénipotentiaires, 1828-1834 (remarquable étude sur la formation de l'État roumain). — Abbé Uzureau. Les Mémoires de M<sup>me</sup> de La Rochejaquelein et de M. de Barante (ces Mémoires ont paru sous deux rédactions différentes, l'une par la marquise de La Rochejaquelein, l'autre par M. de Barante; leur correspondance en fait foi. Barante n'a fait que remettre en style académique ce que la marquise avait écrit en toute simplicité). — 9 octobre. *U. Benassi*. Per la storia della politica italiana di Luigi XIV (bonne étude sur le rôle de la diplomatie française dans l'affaire de Castro et Ronciglione, que se disputaient le pape et les Farnèse). — *Id.* Gugliemo du Tillot, un ministro reformatore del sec. XVIII (fragment d'un travail qui pourrait devenir intéressant). — *O. Karmin*. La question du sel pendant la Révolution (utile recueil de textes). — *E. Durkheim*. « L'Allemagne au-dessus de tout »; la neutralité allemande et la guerre (fort instructif; mais l'auteur a eu le tort de trop simplifier le problème, en étudiant surtout Treitschke; encore n'a-t-il pas tiré de Treitschke toute la substance qu'on y trouve). — *H. Schroers*. La guerra y el catolicismo (factum destiné à démontrer aux Espagnols que la cause du catholicisme est liée indissolublement à celle de l'Austro-Allemagne. L'auteur est professeur de théologie protestante à Bonn). — 16 octobre. *Garrod et Mowatt*. Einhard's life of Charlemagne (très bonne édition avec commentaire). — Treize ouvrages sur la guerre. — *Ad. Ferrière*. La loi du progrès en biologie et en sociologie et la question de l'organisation sociale (consciente étude, fourrée de faits et de statistiques; l'auteur est un idéaliste en psychologie et en morale. Mais il impose à un lecteur un traité de 700 pages!). — *G. Olphe-Gaillard*. La force motrice au point de vue économique et social (instructif). — 23 octobre. *P. Fould*. Un diplomate du XVIII<sup>e</sup> siècle. Louis-Augustin Blondel (publication faite sans critique). — *J. Zinche et A. Leitzmann*. Georg Forsters Tagebücher (une partie de ces journaux intéressera quiconque s'occupe de l'histoire de la franc-maçonnerie). — *Moreau de Saint-Méry*. Voyage aux États-Unis de l'Amérique, 1793-1798 (longue liste d'errata relevées par A. Chuquet). — *Th. Bitterauf*. Napoléon (très bon résumé). — *Aurélien de Courson*. Souvenirs d'un officier de gendarmerie sous la Révolution (cet officier s'appelait La Roche; en 1832, il mit son épée au service de la duchesse de Berry). — 30 octobre. *W. Sombart*. Händler und Helden (les « commerçants », ce sont les Anglais, et les « héros », ce sont les Allemands, et ceci explique toute la guerre; « la lutte entre le principe héroïque et le principe mercantile, tel est le fond du drame actuel »). — *P. Rohrbach*. Zum Weltvolk hindurch (recueil d'articles parus du 9 août 1912 au 31 octobre 1914,

et dont Henri Hauser fait une savoureuse analyse). — *Die Vernichtung der englischen Weltmacht und des russischen Tsarismus durch den Dreibund und den Islam* (pot pourri de vingt-sept articles tendant tous au même but : l'anéantissement de l'Angleterre). — La guerre (analyse de onze ouvrages par E. Denis, le baron Beyens, W. Breton, A. Gatti, J. Finot, G. Langlois, E. d'Eichthal, G. Cholisy, W. Wogt, L. Grasilié, etc. Ils ont été pour la plupart signalés par nous). — 6 novembre. *Ugo Ceccherini. Bibliografia della Libia* (utile continuation de la bibliographie de Minutilli; ces deux ouvrages devraient être fondus ensemble et complétés). — *H. Dessau. Inscriptiones latinae selectae. III, 1* (ce volume contient les neuf premiers chapitres de l'index. Très utile, mais très difficile à utiliser). — Général O. Derréagaix. Le général de division comte de Martimprey (excellent). — 13 novembre. *Pierre Nothomb. Histoire belge du grand-duché de Luxembourg* (très instructif). — 20 novembre. *L. Cahen et R. Guyot. L'œuvre législative de la Révolution* (excellent). — Livres sur la guerre. — 27 novembre. *E. Coûard. La détention aux Récollets de Versailles, en 1793-1794*, de Ch. Fr. Lebrun, le futur Consul (très intéressant). — Lieutenant Éloi Peyrou. Expédition de Sardaigne. Le lieutenant-colonel Bonaparte à la Maddalena, 1792-1793 (beaucoup de détails, de citations; style terne et languissant; long erratum par A. Chuquet). — *Fr. Oppenheimer. L'économie pure et l'économie politique*; trad. par Horn et Stelz (l'auteur attaque violemment la grande propriété foncière qu'il considère comme la cause première de tous les désordres sociaux; bon nombre de ses arguments rappellent ceux de Henry George. Mais il ne réussit pas à marquer la différence entre la grande propriété, qu'il veut détruire, et la petite, qu'il entend conserver). — *Aulneau. La Turquie et la guerre* (la lecture de ce livre est une véritable déception; on n'y trouve aucune lumière sur la situation politique actuelle, c'est du journalisme sans pénétration et sans portée).

12. — **Le Correspondant.** 1915, 25 octobre. — \*\*. L'esprit public et la situation en Espagne. II : l'attitude des partis en face de la guerre (très intéressant et instructif). — **MILES.** Silhouettes de guerre. La reine Élisabeth de Belgique. — **Alfred Esquerré.** La situation au Maroc. Choses vues (expose comment et avec quel succès a été combattue l'emprise allemande au Maroc. De l'abrogation des capitulations. A l'égard des Austro-Allemands, c'est un fait accompli; mais l'Italie, l'Angleterre, la Belgique et les États-Unis ne les ont pas encore abandonnées. L'unité de juridiction est cependant pour tout le monde une garantie essentielle de sécurité). — **Henry d'Estre.** D'Oran à Paris. Feuilles détachées d'un carnet de guerre. IV (poursuite de l'ennemi en déroute après la bataille de l'Ourcq, 10-13 septembre 1914; la division marocaine formait la droite de l'armée Maunoury). — **E. Daudet.** Les représentants du peuple aux armées, 1792-1795. — **H. Celarié.** Les grands blessés. Ceux qui reviennent d'Allemagne (com-

ment ils ont été traités, particulièrement au camp de Grafenwöhr). — F. STROWSKI. Alfred Mézières. — M. CAUDEL. Allemands d'autrefois. Reitres et lansquenets. — 10 novembre. MILES. Silhouettes de guerre. Le général Monroe (nommé au commandement des troupes anglaises dans la Méditerranée comme successeur du général Sir Ian Hamilton). — P. NOTHOMB. Histoire belge de la Prusse rhénane (avec une carte montrant les territoires enlevés à la Belgique en 1713, en 1815 et en 1839). — H. BREMONT. De quelques jeunes écrivains morts pour la France (André Lafon, Lionel des Rieux, Émile Despax, Louis Saillhan, plusieurs collaborateurs de la *Revue critique des idées et des livres*, Frédéric Charpin, etc.). — Jacques DE COUSSANGE. Le soldat serbe vu par un colonel norvégien. — L. TARCENAY. Lettres d'Allemands (analyse un recueil de lettres publiées à Heilbronn avec l'approbation du commandement supérieur : *Feldbriefe unserer Offiziere, Aerzte und Soldaten*; elles se rapportent à la mobilisation, à la prise de Liège et aux combats autour de Mulhouse; ces lettres confirment les actes de terrorisme accomplis par les soldats allemands). — 25 novembre. MILES. Silhouettes de guerre. Le lieutenant général Sir Bryan T. Mahon. — Ernest LÉMONON. L'emprise financière allemande en Italie (fait surtout l'histoire de la *Banca commerciale*, d'après deux ouvrages de M. Preziosi). — Henry D'ESTRE. D'Oran à Arras. Feuilles détachées d'un carnet de guerre. V : sous Soissons (du 14 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 1914. Intéressant et prestement conté). — G. FAGNIEZ. Deux peuples et deux politiques (d'après l'ouvrage de J. Bainville). — Eugène GRISELLE. Les catholiques allemands à la veille de la guerre de 1914 (expose l'œuvre accomplie par le *Bonifacius-Verein*). — M. MARION. La chasse à l'or sous la Révolution et aujourd'hui (sous la Révolution, l'on usait de contrainte pour ramener l'or dans les caisses de l'Etat, et il ne cessait de se cacher; aujourd'hui l'on use avec lui de ménagements et l'on emploie la persuasion; aussi le voit-on sortir, quoique timidement encore).

13. — **Études.** Revue fondée par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1915, 5-20 octobre. — Adhémar d'ALÈS. La doctrine des indulgences. III : les indulgences pour les défunt. La lutte pour les indulgences. Conclusion (en 1516-1517 « tout se réduisit à un développement excessif et imprudent d'usages dont le point de départ n'était pas contestable et demeurait généralement incontesté »). — Yves DE LA BRIÈRE. Le destin de l'Empire allemand et les oracles prophétiques. IV : l'Apocalypse de frère Joannès et l'Antéchrist (Joannès serait un moine inconnu du XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècle, et sa prophétie a été transmise au monde moderne par Joséphin Péladan dans le *Figaro* du 10 septembre 1914; juste critique de ce document). — Impressions de guerre. XVIII : dans la Belgique envahie; parmi les blessés allemands. — Journal de route d'un officier de fusiliers marins. I : le mois d'octobre 1914 : Gand, Dixmude (récit passionnant qui, même après les admirables pages de Le Goffic et de Nothomb, garde un puissant inté-

rét). — C.-rendus : *J. Genoud*. Le bienheureux Pierre Canisius (les deux tiers du volume sont consacrés au séjour de Canisius à Fribourg de 1580 à sa mort en 1597). — *A. Crosnier*. Louis Branchereau, prêtre de Saint-Sulpice, ancien supérieur des grands séminaires de Nantes et Orléans, 1819-1913 (très attrayant). — 5-20 novembre. *Joseph Boubée*. La Belgique loyale, héroïque et malheureuse (la légende des « francs-tireurs »; ce que vaut l'accusation de déloyauté portée contre la Belgique). — *Yves de la Brière*. Le destin de l'Empire allemand et les oracles prophétiques. V : le bienheureux André Bobola et la restauration polonoise (Bobola est un jésuite mis à mort par des Cosaques schismatiques le 16 mai 1637; on raconte qu'il apparut en 1819 à un dominicain polonois, le P. Korzeniecki, et qu'il annonça la restauration du royaume de Pologne; l'auteur admet que cette prédiction mérite « une attention respectueuse »). — *Fr. Datin*. La prière pour les morts dans l'Église anglicane (l'Église anglicane ne semble plus opposée à cette prière; souhaite le rapprochement du catholicisme et de la haute Église). — Journal de route d'un officier de fusiliers marins (26 octobre-21 novembre 1914). — Impressions de guerre. XIX : le torpillage de l'*Arabic*. Train de blessés. — *Alex. Baou*. Histoire des missions en Chine (passe en revue les livres de Henri Dugout, Joseph de Moidrey, Camille de Rochemonteix, J. de La Servière). — C.-rendu : *Paul Peeters*. L'Évangile de l'Enfance (fait avec soin).

14. — **La Grande revue**. 1915, septembre. — *Hubert Bourgin*. La culture allemande devant la civilisation moderne (remarquable analyse de cette « culture », mise au service d'un militarisme dogmatique dont les Allemands eux-mêmes finiront bien par se lasser). — *Jean Breton*. Au village, août 1914. — *G. Lafond*. Les raisons économiques de la guerre. — *F. Buquet*. Les origines de la guerre italienne, d'après les documents diplomatiques (surtout le *Livre vert*). — Octobre. *G. Roupnel*. Une guerre d'usure : la guerre de Sécession (ingénieuse et saisissante analogie entre la guerre civile aux États-Unis, de 1861 à 1864, et la guerre actuelle; entre les Fédéraux du Nord, comparés à la France et à ses Alliés, et les Confédérés du Sud, comparés aux empires centraux. Les constantes victoires de Lee sont stériles parce que son armée et ses ressources s'usent sans qu'il puisse réparer ses pertes; finalement, il subit les conditions du vainqueur, qu'il avait si souvent battu). — *A. Last*. La diplomatie des sozialdémocrates. — *H. Fritel-Cordelet*. Der Professor ist die deutsche Nationalkrankheit (résume une étude publiée en français, sous ce titre allemand, par M. Raphaël, dans les *Cahiers de la quinzaine*, en 1908; on y montre comment l'enfant allemand est façonné à l'école en vue de l'exploitation par l'État de toutes les forces de la nation pour la guerre et la domination mondiale). — *M. Aguiléra*. Un dernier manifeste du professeur W. Wundt (récemment paru sous le titre : *Die Nationen und ihre Philosophie; ein Kapitel zum Welt-*

*krieg).* — Novembre. P. FABREGUETTES. Nouvelles précisions sur les batailles de la Marne (fournies par des officiers qui ont pris part aux opérations; précise le rôle du général Galliéni; rétablit la vérité sur certains points des combats dont le château de Mondement fut le centre. Quelques chiffres: les Allemands avaient engagé 1,275,000 combattants; leur défaite leur coûta de 135 à 150,000 hommes, dont 38,000 prisonniers, 160 pièces de canon, plus de 200 mitrailleuses, un matériel considérable. Quant aux communiqués allemands, ils n'en parlèrent d'abord que comme d'un « échec sans importance »). — G. LIVET. Notes d'un chirurgien français en Serbie, août 1914-janvier 1915. — G. JEAN-AUBRY. Remy de Gourmont. — A. MATHIEZ. Fournisseurs aux armées et conventionnels (raconte par le menu détail, qu'appuient des pièces d'archives, l'histoire de Julien de Toulouse, l'ami de l'Espagnac et des tripoteurs, l'ami de Chabot et des Montagnards véreux; compromis dans l'affaire de la Compagnie des Indes et trahi par ses plus chères amis, Julien réussit à se cacher jusqu'après le 9 thermidor; mais il ne parvint pas à faire effacer la honte que lui avait infligée le décret rendu contre lui en l'an II. Il renonça définitivement à la politique en l'an VIII, se retira en Italie où il exerça la profession d'avocat à Turin de 1800 à 1816, obtint de rentrer en France, bien que récidive, et mourut tranquillement à une époque inconnue). — A. DAUZAT. La vie de la Suisse pendant la guerre. — L. PIÉRARD. La Hollande et le Gross-Deutschland. — J. LUX. Les banques allemandes et leur véritable rôle dans le développement économique de l'Allemagne.

15. — *Mercure de France*. 1915, 1<sup>er</sup> octobre. — Ch. MORICE. L'âme allemande par l'art allemand (l'art d'un peuple est une des manifestations de son âme. Après avoir passé très vite sur la peinture religieuse du moyen âge et s'être arrêté quelque temps sur les grands peintres du XVI<sup>e</sup> siècle, l'auteur arrive d'un bond à l'art contemporain qu'il étudie uniquement chez les peintres; il conclut: « Dans ses personnelles productions comme dans ses admirations, l'art allemand nous dévoile une âme dénuee du sens plastique, brutale et violente, avilie et jalouse, compliquée et retorse, dévorée d'intellectualité, avec des effusions sentimentales et des instincts bonasses étrangers à la sensibilité et à la bonté vraies; une âme inférieure »). — J. MAC-CABE. Les idées et l'influence de Treitschke. — Ch. MERKI. Ce qu'était la vieille ville d'Ypres. — 1<sup>er</sup> novembre. Louis DUMUR. Remy de Gourmont (attachante étude sur ce remarquable publiciste, mort récemment, qui laissera une trace lumineuse dans l'histoire littéraire de ces vingt-cinq dernières années. Nul n'a parlé avec plus d'enthousiasme, d'abord, puis de pénétrante critique ensuite, de l'école symbolique, de sa grandeur éphémère et de sa rapide décadence). — Henry D. DAVRAY. Les origines et les débuts de Lloyd George (très intéressante peinture du milieu gallois de pauvres villageois puritains où naquit, en 1863, peu après le grand « revival », le futur ministre, où il grandit, où

il s'exerça dans l'art de la parole. Apôtre de la paix et des réformes sociales, il est devenu, par sa haine même de la guerre, l'adversaire le plus déterminé de l'Allemagne conquérante). — A. SPIRE. La question juive et la guerre (expose ce qu'est devenu le judaïsme depuis le 4 août 1914, la situation plus que précaire du sionisme, la condition douloureuse des Juifs de Russie où la Douma a cependant pris leur cause en main). — Paul LOUIS. La diplomatie belge et la crise européenne (simple et éloquente analyse des *Livres gris* publiés par le gouvernement belge). — 1<sup>er</sup> décembre. Pierre DE LANUX. Poèmes héroïques de la Serbie. — Alexandre MAVRAUDIS. Eleftherios Venizelos; ses origines, son œuvre (rapide esquisse du rôle politique joué par Venizelos, d'abord en Crète à partir de 1887, puis en Grèce à partir de 1909). — Henry D. DAVRAY. Les relations franco-anglaises (indique, sans y insister, les circonstances dans lesquelles on parut concevoir en France quelques doutes sur la sincérité et l'importance de l'effort anglais dans la guerre actuelle, les raisons qui expliquent cette méfiance dans le passé et les raisons qui doivent, au contraire, nous rassurer pour l'avenir). — L. COURTHION. Le front des langues en Suisse. — L. DE MARMANDE. La démocratie française et la guerre (« la démocratie française ne voulait pas la guerre; le peuple allemand ne la cherchait point. Mais il y avait un parti de la guerre en Allemagne. Il y avait en France des manifestations de quelques esprits exaltés ou d'intrigants sans conscience; ces manifestations; le parti de la guerre en Allemagne s'en empara avec une joie frénétique pour empoisonner de haine l'âme du peuple et amener plus vite l'empereur à accepter l'idée de la guerre préventive ». Les excès de langage commis par les militaristes français depuis 1913 furent pour les pangermanistes un excellent argument qui leur permit de tromper les populations allemandes). — Emile ZAVIE. Prisonniers de guerre (suite : septembre 1914-juillet 1915).

16. — **Revue chrétienne.** 4<sup>e</sup> série, t. I, 1915, janvier-avril. — J. E. NÉEL. Kant contre l'Allemagne d'aujourd'hui. — Les intellectuels français et les intellectuels allemands. — Mai-août. Jacques FLACH. La déviation de la justice en Allemagne. La Force et le Droit (voir *Rev. histor.*, t. CXX, p. 406). — H. MONNIER. Le Dieu allemand et la Réforme (montre à quelle mode a été assailli Luther pour le rapprocher des pangermanistes). — A. CAUSSE. Nietzsche et l'Allemagne impériale. — H. DARTIGUE. L'influence de la guerre de 1870 dans la littérature française. — Septembre. ROBERTY. La déviation matérialiste de la civilisation chrétienne (analyse les idées exposées par le général de Bernhardi). — Eug. RITTER. Le *Cymbalum mundi* de Bonaventure Despériers (à propos de l'édition qu'en a donnée P.-P. Plan en 1914). — P. FARGUES. De l'influence de la philosophie de H. Bergson sur le sentiment religieux. — Octobre. J. VIÉNOT. La propagande allemande et l'« Union sacrée » en France, à propos d'un article de l'*Intransigeant* contre Gabriel Monod (analyse l'ou-

vrage de G. Monod, *Allemands et Français*, publie les passages de cette brochure où Monod relate des actes commis par l'armée allemande contre les lois de la guerre en 1870, passages soigneusement omis par M. Maurras et ignorés du rédacteur de l'*Intransigeant*. Voir la *Rev. histor.*, t. CXX, p. 237). — E. MONOD. Lettres de jeunesse d'Edmond de Pressensé à Jean Monod, 1846. — André JALAGUIER. Notes du temps de la guerre (suite : décembre 1914 et janvier 1915).

17. — **La Revue de Paris.** 1915, 15 octobre. — \*\*\*. Aux Dardanelles. L'attaque des détroits. I : récit d'un témoin (du 1<sup>er</sup> février au 17 mars). — Sir Thomas BARCLAY. L'effort anglais. — L. GUERRINI. Lamartine, secrétaire de légation. I (à Florence, octobre 1825-février 1826 ; sa correspondance avec le colonel Pepe). — Martine RÉMUSAT. Christine de Suède prétendante au trône de Pologne (en 1668 ; simple épisode dans une existence remplie d'aventures plus ou moins romanesques qu'on résume rapidement). — F. FARJENEL. Les Allemands en Extrême-Orient. — 1<sup>er</sup> novembre. A. CHEVRILLON. L'Angleterre et la guerre. I (expose avec force comment l'Angleterre fut amenée comme malgré elle à la guerre, avec quel esprit chevaleresque elle y entra d'abord, combien la méthode savamment barbare avec laquelle l'Allemagne la fait lui enleva ses dernières illusions sur un peuple vers lequel la portaient tant de sympathies et lui inspira la résolution froide de pousser, cette fois, l'affaire jusqu'au bout. « Contre l'Allemagne, qu'il ne soupçonnait pas hier, ce peuple achève seulement de se mettre en mouvement tout entier. La guerre, un jour, finira ; mais l'Angleterre ne l'oubliera jamais »). — J.-E. BLANCHE. Cahiers d'un artiste, 1914-1915. III. — \*\*\*. Aux Dardanelles. L'attaque des détroits. Février-mars 1915. II (attaque malheureuse du 18 mars par les flottes anglaise et française. Raconte comment le cuirassé *le Gaulois* réussit à sortir du mauvais pas). — A.-R. DE LENS. Au Maroc pendant la guerre (montre comment les Marocains se sont peu à peu solidarisés avec les Français. L'ordre et la prospérité n'ont cessé de s'affermir dans le pays, ni les volontaires d'arriver régulièrement pour combler les vides des contingents indigènes amenés en France pour combattre les Allemands). — E. A. B. A propos de la neutralité américaine. — 15 novembre. A. CHEVRILLON. L'Angleterre et la guerre (suite ; montre la puissance de l'effort moral que ce pays a su s'imposer pour fournir à Lord Kitchener les milliers d'hommes dont il déclare qu'il a besoin, et aussi la valeur morale de ces hommes, de ces volontaires qui se soumettent à la voix du devoir). — L. GUERRINI. Lamartine, secrétaire de légation. II (sa correspondance avec le général Pepe, 1826 ; son poème sur la *Perte de l'Anio* et ses relations avec Manzoni, avec le marquis Gino Capponi). — BRADA. Jeunesses d'antan (souvenirs d'une dame qui fut, sous le second Empire, élève à l'institution Beaujon à Paris ; intéressante description du système d'éducation donné dans un pensionnat à la mode). — Marcel BARRIÈRE. La

régénération de la Russie par la guerre. — 1<sup>er</sup> décembre. P. VIDAL DE LA BLACHE. La formation de la France de l'Est. I (la Lorraine et l'Alsace ; le pays et les habitants). — X... Avec le corps expéditionnaire d'Orient, mars-octobre 1915 (notes prises par un médecin français des troupes coloniales et non destinées à la publicité). — Colonel DE FOISSY. Souvenirs, 1814-1830 (ces souvenirs étaient déjà écrits en 1851, quand ils furent détruits par crainte d'une visite domiciliaire lors du coup d'État; l'auteur les rédigea de nouveau en 1859 : « Je n'écris », dit-il, « rien que ce que j'ai vu ou entendu. J'y joins mes appréciations. Tout sera vrai ; je ne puis rien promettre de plus. » En somme, quelques traits amusants sur certains officiers de la maison du roi en 1814, sur le duc d'Orléans, le futur Louis-Philippe, et sur le duc de Chartres, etc.).

18. — **Revue des Deux Mondes.** 1915, 15 octobre. — R. PICHON. Mommsen et la mentalité allemande (montre combien, dans son Histoire romaine, Mommsen manque d'« objectivité », comme il est admirateur de la force et de la dictature; il fut un des témoins et aussi un des artisans de cette volonté de domination universelle qui domine maintenant en Allemagne et qui a conduit à la guerre). — E. DAUDET. Les dernières années de la dictature de Bismarck. Notes et souvenirs, 1887-1890. II : de Guillaume I<sup>er</sup> à Guillaume II (intéressant, mais n'apprend rien de bien nouveau). — R.-G. LÉVY. Les États-Unis d'Amérique pendant la grande guerre. — F. BAC. Théodore Körner et la Prusse. La fin du Parnasse. — V. GIRAUD. Les illusions perdues de deux germanophiles (Émile Prüm, Luxembourgeois et catholique, et l'auteur anonyme de *J'accuse!*). — Th. DE WYZEWA. Les méthodes pédagogiques allemandes jugées par un professeur anglais (Thomas F. A. Smith, auteur de *The soul of Germany*. A la suite, lettre de M. Paterson, protestant contre la condamnation, par M. Wyzewa, de son livre, la *Civilisation allemande*). — 1<sup>er</sup> novembre. Henri JOLY. René Berenger (article nécrologique sur ce magistrat, qui joua un certain rôle politique et qui fut surtout un grand homme de bien; mort récemment à l'âge de quatre-vingt-cinq ans). — Comte F. DE JEHAY. Comment s'est faite l'invasion du grand-duché de Luxembourg (en août 1914. L'auteur était ministre de Belgique à Luxembourg au moment de l'arrivée des troupes allemandes; sa présence y fut « tolérée » pendant quelques jours après l'expulsion du ministre de France, M. A. Mollard. C'est donc un témoin admirablement informé; mais aussi, diplomate de carrière et circonspect par profession, laisse-t-il encore entendre plus de choses qu'il n'en dit, par exemple sur l'attitude de la grande-duchesse et sur la politique du principal ministre, Eyschen, mort depuis). — G. DU BOSQ DE BEAUMONT et M. BERNOS. Le fils du Régent (publie les « Souvenirs » écrits par Louis, duc d'Orléans, quand, en 1742, il se fut retiré dans sa cellule monacale à Sainte-Geneviève; il y raconte son enfance de 1703 à 1716. Biographie du prince depuis cette date :

tout entier à ses études de théologie et à ses pratiques de la dévotion la plus méticuleuse, il n'oublia pas cependant qu'il était Bourbon et ne cessa de revendiquer ses droits éventuels au trône de France, à l'exclusion de la Maison d'Espagne. Il finit par devenir fou et mourut le 4 février 1752, épaisé par le travail et les austérités). — Ch. STIÉNON. La campagne coloniale des Alliés en 1914 et 1915. I : Le Togo (actions militaires du 7 au 28 août 1914. Prise de Kamina par les troupes anglo-françaises et destruction de la très importante station de télégraphie sans fil qu'y avaient montée les Allemands et qu'ils avaient réussi à tenir secrète jusqu'au début des hostilités). — Maurice MURET. La querelle de Strauss et de Renan, 1870-1871. Lettres inédites (intéressante analyse de la correspondance échangée en 1870 et 1871 entre Strauss, Renan et Charles Ritter, leur intermédiaire. Strauss, révolutionnaire en exégèse religieuse, mais conservateur en politique, s'y montre rogue et brutal, ergoteur et déjà tout gonflé de cet appétit de conquêtes qui devait conduire au pangermanisme. Renan, toujours plein de mesure et de délicatesse, incapable du moindre sentiment de haine, s'efforce inutilement de faire entendre raison à son interlocuteur, devenu un adversaire intractable. Comme Renan voyait juste cependant quand il écrivait en 1870 : « Si l'on nous démembre, c'est la guerre de revanche et l'alliance russe ! » Mais Strauss était incapable de comprendre le sens profond de cette vue prophétique et l'Allemagne tout entière fit comme Strauss). — A. BEAUNIER. Remy de Gourmont. — 15 novembre. A. NELIDOW. Souvenirs d'après la guerre de 1877-1878 (très intéressants détails sur le Congrès de Berlin où la Russie arrivait d'ailleurs dans les conditions les plus défavorables, parce qu'elle était menacée par l'Angleterre et l'Autriche, que soutenait l'Allemagne. Quant à Bismarck, l'honnête courtier, « sous les dehors d'un intérêt pour notre cause, il favorisait au fond uniquement les Autrichiens, auxquels il méditait déjà de s'allier, et les Anglais, qu'il jugeait avec raison plus forts et par conséquent plus utiles à cultiver que nous ». Le tsar en était arrivé au point de faire dire à ses plénipotentiaires par le ministre de la Guerre : « Finissez à tout prix; nous ne pouvons pas faire la guerre et devons consentir à toutes les conditions. » Et c'est ainsi que fut détruite l'œuvre du traité de San Stefano). — Ernest DAUDET. Les dernières années de la dictature de Bismarck. Notes et souvenirs, 1887-1890. III : la chute. — Valérie MASUYER. La reine Hortense et le prince Louis. VIII : la princesse Mathilde et le prince Louis, avril 1836-mai 1837 (projet de mariage ébauché entre le prince et sa cousine la princesse Mathilde; il se heurta au refus de l'ex-roi de Hollande qui ne savait « jamais se décider » et qui redoutait surtout « la nécessité de faire quelque chose pour son fils en le mariant ». Survint l'échauffourée de Strasbourg, qui refroidit l'ex-roi de Westphalie. « Pauvre prince », écrit M<sup>me</sup> Masuyer le 20 décembre 1836, « il ne sera pas trompé sur les sentiments de sa famille; mais ce qui l'affligerà beaucoup, c'est la

conduite de Jérôme et de sa fille! Est-il croyable que la princesse Mathilde n'ait pas écrit un mot à sa tante depuis tous ces événements? ». — Ch. STIÉNON. La campagne coloniale des Alliés en 1914 et 1915. II : le Cameroun. — Th. DE WYZEWA. La « germanisation » d'une grande cité belge (analyse deux ouvrages : *The german mole*, par Claeys, et *A woman's experiences in the great war*, par M. L. Creed, qui ont vu de près le rôle de l'espionnage allemand à Anvers). — 1<sup>er</sup> décembre. IMBART DE LA TOUR. Le pangermanisme et la philosophie de l'histoire. Lettre à M. Henri Bergson (vigoureuse et pénétrante analyse des idées qui ont fait le pangermanisme et de l'inanité des principes sur lesquels se fonde cette forme d'organisation politique et sociale. Protestation éloquente contre le mécanisme et le machinisme appliqués à l'être humain, qui demeure quand même un être libre, et à l'histoire, qui est en évolution constante vers un avenir qu'aucun peuple ne peut se vanter de déterminer à tout jamais. Liberté individuelle, liberté des groupes nationaux, grands ou petits, qui ont su se créer une personnalité agissante et responsable, ce sont des concepts opposés à ceux de l'Allemagne actuelle et qu'il s'agit de faire triompher de la conception mystique d'un État souverain de caractère essentiellement germanique). — Charles LE GOFFIC. En canonnement. Un deuxième chapitre de l'histoire des fusiliers marins (suite de l'histoire de la brigade des fusiliers marins pendant les jours qui suivirent la perte de Dixmude, du 10 novembre 1914, époque où la brigade est ramenée en arrière de la ligne que les Allemands n'avaient pu briser, jusqu'au 5 décembre, époque où, reformée, elle va pouvoir coopérer à l'offensive contre un ennemi toujours menaçant). — Daniel ZOLLA. La crise des subsistances sous la Révolution (des mesures prises par la Constituante, la Législative et la Convention pour empêcher la hausse des objets de consommation et la famine. Il est intéressant et inquiétant de constater à quel point le gouvernement actuel en France est peu à peu ramené à employer les armes maniées par les assemblées révolutionnaires et qui ont failli se retourner contre la Révolution elle-même). — Camille BELLAIGUE. Un an d'hôpital, août 1914-août 1915 (au séminaire d'Issy). — Ch. STIÉNON. La campagne coloniale des Alliés en 1914 et 1915. III : le Sud-Ouest africain allemand; l'Est africain; la Nouvelle-Guinée; les îles Marshall et Samoa; Ting-Tao.

19. — **Revue du Mois.** 1915, 10 janvier. — G. K. CHESTERTON. La barbarie de Berlin (traduction d'un article paru en anglais dans le *Daily Mail*, octobre-novembre 1914). — A. TIBAL. La situation politique du catholicisme allemand (les catholiques ne sont que 24 millions dans l'empire, contre 40 millions de protestants; mais ils y ont pris une place disproportionnée pour leur nombre au moyen de groupements de détail et d'une organisation d'ensemble qui leur valent un grand accroissement d'influence, en même temps qu'ils tendent à s'isoler du reste de la nation). — G. A. HÜCKEL. Une théorie récente

de l'évolution des anciennes civilisations mexicaines (celle qu'a exposée M. Beuchat dans son *Manuel d'archéologie mexicaine*). — 10 février. Lucien HERR. Notes sur l'opinion américaine (d'après l'*American review of reviews*, octobre-décembre 1914 et janvier 1915. L'opinion moyenne aux États-Unis condamne l'impérialisme militariste, cause unique de la guerre, et l'Allemagne, auteur manifeste de la guerre; elle réprouve les violations du droit et l'écrasement des petits et des faibles; elle a un sentiment de profonde sympathie pour la France et l'Angleterre qui défendent la cause de la justice, de la liberté et de l'humanité. Ces sentiments ont pour effet d'exalter, par un contre-coup naturel, l'orgueil américain, qui se voit déjà dictant la paix aux puissances européennes épuisées par une lutte démesurée). — H. HAUSER. Michelet naturaliste et l'âme française d'aujourd'hui (critique très serrée de l'ouvrage de Robert Van der Elst sur Michelet naturaliste et, plus encore, historien. « C'est le mérite de M. Van der Elst que son livre fait penser, qu'il force à penser. Il ne nous aide pas seulement à mieux connaître Michelet, mais encore à mettre à l'épreuve quelques-unes des données essentielles de la conscience française moderne. » Et ces données, fortement combattues par l'auteur avec toute l'apréte d'un controversiste catholique, résistent assez bien à l'épreuve). — A. DAUZAT. Les noms de lieux. — 10 mars. G. TRUC. L'esthétique de la langue du moyen âge. — 10 avril. J.-L. DE LANESSAN. Comment l'éducation allemande a créé la barbarie germanique (voir *Rev. histor.*, t. CXIX, p. 428). — M. JOUGLARD. Les études d'histoire littéraire en France au XVIII<sup>e</sup> siècle. — L. LEGER. Le poète des victoires bulgares : Ivan Vazov. — Maurice LANGE. Le pragmatisme de Montaigne. — 10 mai. Sir Walter RALEIGH. La Force est le Droit (traduction, par Émile Legouis, d'un des « Oxford pamphlets »). — H. GOY. Écoles normales supérieures sud-américaines. — J. BENDA. Renouvier et le conflit actuel. — H. BOURGIN. Le militarisme prussien et ses méthodes (cf. *Rev. histor.*, t. CXIX, p. 429). — H. HAUSER. Comment un Allemand jugeait la France en septembre 1914 (cf. *Rev. histor.*, t. CXVIII, p. 363). — Les troupes noires sous la Révolution. — 10 juin. Jules SAGERET. Le *Livre blanc* allemand (critique pénétrante de ce document). — E. GOBLOT. L'origine philosophique de la folie allemande : les discours à la nation allemande de Fichte (analyse très serrée de ces discours où se trouvent en germe les théories fondamentales du pangermanisme). — H. HOLLEBECQUE. La guerre et les historiens (ouvrages de MM. Hanotaux et Denis; l'auteur semble opposer ces deux historiens l'un à l'autre, montrant dans le premier une tendance fâcheuse à écrire vite, pour un grand public peu difficile, appuyé par une savante réclame; dans le second le type de l'historien consciencieux et réfléchi). — La *Revue du Mois* annonce que, son secrétaire, M. Bianconi, ayant été tué et son directeur, M. Borel, étant parti pour le front, elle devra suspendre sa publication jusqu'à la fin des hostilités.

**20. — Revue politique et littéraire (Revue bleue).** 1915, 30 octobre-6 novembre. — Paul LOUIS. Le rêve oriental de l'Allemagne. — Paul GAULTIER. La nouvelle âme allemande (analyse plusieurs ouvrages de T. de Wyzewa, de G. Choisy, de G. Lecomte). — 13-20 novembre. BLASCO-IBANEZ. La guerre (« Plus je vois la guerre se prolonger et son terme se perdre dans les brumes de l'avenir, plus j'ai confiance dans le succès final... Le temps est le facteur principal de la victoire des Alliés. Voilà pourquoi, à mon avis, la guerre sera longue, voilà pourquoi elle doit être longue »; et voilà aussi pourquoi il en sortira une humanité régénérée). — Édouard SCHURÉ. Le germanisme de Gobineau. — Paul LOUIS. M. Jules Cambon. — André MAUREL. Le point de vue italien (explique les raisons sérieuses et profondes de la lenteur présente de l'Italie à prendre nettement parti dans le conflit balkanique). — 27 novembre-4 décembre. Gustave LE BON. L'étude psychologique de la guerre. — J. LUCHAIRE. L'Italie après cinq mois de guerre. — H. CORDIER. Notes sur l'origine des Turks et des Bulgares (« les Bulgares ne sont pas des Slaves; ils n'ont du Slave qu'un vernis religieux et linguistique, et ce vernis n'a pas modifié la race dans ses caractères essentiels : la cruauté, la fourberie et, soyons justes, la bravoure. L'alliance du Bulgare et de l'Osmanli est l'alliance de deux peuples turks »). — L. DELABROUSSE. Le ravitaillement de Paris en 1870. — Paul GAULTIER. La vie littéraire; les ambitions allemandes.

**21. — Académie des sciences morales et politiques.** Séances et travaux. 1915, septembre-octobre. — Henri WELSCHINGER. Les préliminaires d'Iéna (d'après le journal du chevalier Frédéric de Gentz; son voyage au quartier général de Frédéric-Guillaume III du 2 au 17 octobre 1806; très intéressant). — Jacques FLACH. Les revendications françaises de la Lorraine et de l'Alsace du XI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle (cf. *Rev. histor.*, t. CXX, p. 392). — Dr Pierre JANET. L'alcoolisme et la dépression mentale. — Maurice BELLOM. La statistique et la défense nationale (intérêt et nécessité d'une telle statistique en temps de guerre; la statistique ne visera pas seulement les conditions stratégiques, mais encore les plus lointaines répercussions des conflits armés, par exemple l'augmentation du chiffre des assurances pour risques de guerre). — Novembre. Jacques FLACH. Les affinités françaises de l'Alsace avant son retour à la France sous Louis XIV (cherche à démontrer que l'Alsace formait une véritable unité au moyen âge, qu'il existait une âme alsacienne : amour des Alsaciens pour leur pays; ils ont leur langue particulière, leur esprit particulier; influence de la littérature française sur les auteurs alsaciens du moyen âge : Reimar de Haguenau, Conrat Fleck, Gotfried de Strasbourg; les savants français à Strasbourg au XVI<sup>e</sup> siècle; le rôle de Josias Glaser au XVII<sup>e</sup> siècle; l'enseignement du français à Strasbourg au début du XVIII<sup>e</sup> siècle). — Charles BENOIST. Rapport sur les causes économiques, morales et sociales de la diminution de la

natalité : monographie du canton d'Isigny. — Louis ARNOULD. L'alliance franco-canadienne pour l'éducation des sourdes-muettes aveugles. — A. ALBERT-PETIT. Comment l'Alsace est devenue française (réimpression assez fortement modifiée de l'article que nous avons analysé, *Rev. histor.*, t. CXX, p. 394. On montre bien pour quelles raisons l'Alsace s'est attachée à la France et est devenue française. Il faut toutefois corriger la phrase : « La Révocation de l'édit de Nantes ne fut pas appliquée en Alsace, *fait à remarquer et à ne pas oublier*. » Sans doute l'édit de révocation n'a pas été enregistré au Conseil souverain, mais pour l'unique motif que l'édit de Nantes n'a jamais été appliqué en Alsace, et cela conformément à l'art. 76 de la paix de Munster : « Sit Rex obligatus in eis omnibus et singulis locis catholicam conservare religionem, quemadmodum sub Austriacis Principibus conservata fuit omnesque quae durante hoc bello novitates irrepescunt, removere. » De ces villages autrichiens qui revenaient directement à la France, Louis XIV devait bannir les *nouveautés* que les colonels suédois y avaient tolérées, c'est-à-dire les protestants, et Louis XIV a tenu parole. Plus tard, il a imposé sa souveraineté à des états alsaciens protestants ; sans doute il n'y supprima point le culte protestant ; mais il prit une série de mesures pour introduire dans ces états des familles catholiques, pour favoriser les conversions ; il ordonna le partage des églises entre les deux cultes ; il exigea que les juges locaux, que la moitié des membres du Magistrat fussent catholiques. La politique religieuse de Louis XIV a certainement éloigné de la France les sympathies des protestants alsaciens).

22. — **L'Anjou historique.** 1915, novembre-décembre. — Charles IX en Anjou (novembre 1565 ; janvier-mars 1570). — Le duché-patrie de Brissac (érigé en 1611 ; en 1700, Louis de Cossé, qui descendait en ligne directe du maréchal, entra en possession). — La cathédrale d'Angers au XVII<sup>e</sup> siècle (avant les changements de 1699). — Deux évêques d'Angers : Michel Poncet de La Rivière (1706-1730) et Jean de Vaugiraud (1731-1758), d'après l'histoire manuscrite de Pocquet de Livonièvre). — Pétitions pour le rétablissement de la Monnaie d'Angers (27 juillet 1726 et en 1791 ; ni l'une ni l'autre pétition n'eurent de succès). — Pourquoi Saumur voulait être chef-lieu de département (jalouse de Saumur et Angers ; le 19 janvier 1790, la Constituante décida que le chef-lieu du département d'Anjou pourrait alterner entre Angers et Saumur, si le département ne jugeait pas cet alternatif contraire à ses intérêts ; mais les électeurs réunis à Angers se prononcèrent contre lui). — Les élections des administrateurs du district de Baugé (juin 1790). — Les carriers d'Angers en 1790 (histoire de leur insurrection en septembre, d'après les procès-verbaux du directoire du département). — Le curé et le vicaire de Martigné-Briant pendant la Révolution (Guillaume Repin, guillotiné le 2 janvier 1794 ; René Ménard pu s'évader et mourut en 1825 curé de Bouchemaine). — Démolition de la chapelle de la Vierge à l'abbaye de Bellefontaine

(26 août 1791). — La proclamation de la République et les Angevins (25 et 26 septembre 1792). — Le général Berruyer et la guerre de Vendée (d'après les *Affiches d'Angers*). — Un agent du ministre de l'Intérieur en Maine-et-Loire (Joseph Bodson, nommé commissaire du Conseil exécutif pour promulguer l'acte constitutionnel en Maine-et-Loire et Loire-Inférieure; lettres écrites par lui à Garat). — Les quarante-six ecclésiastiques angevins guillotinés pendant la Révolution. — Les prisonniers de Laval transférés à Doué-la-Fontaine (fin novembre 1793; récit de l'un d'eux). — La pacification d'Hédouville, 1799-1800 (d'après les *Affiches d'Angers*).

**23. — Annales de Bretagne.** 1915, novembre. — Maurice BERNARD. La municipalité de Brest de 1750 à 1790 (parle surtout de la situation économique; tableaux des métiers organisés et des métiers non organisés; tableaux des navires de commerce sortis du port en janvier 1782 et juin 1782; plan de la ville en 1777; à suivre). — F. DUINE. Le schisme breton. L'église de Dol au milieu du IX<sup>e</sup> siècle d'après les sources (en appendice, donne le catalogue des évêques de Dol depuis saint Samson, mort vers 565, jusqu'au début du XI<sup>e</sup> siècle; au cours du travail, donne un regeste des prélates du IX<sup>e</sup> siècle; introduit dans la liste Haélrit dont on trouve le nom dans le cartulaire de Redon; explique les relations des évêques bretons avec la métropole de Tours et les motifs de la querelle. Une seconde partie annoncée dans le sommaire : Notes hagiographiques, n'est pas traitée. Le nom de l'auteur nous est fourni seulement par le tirage à part). — Abbé BOSSARD. Corps-Nuds (la localité s'appelait *Cornutus*. Un notaire du XIV<sup>e</sup> siècle orthographie *Corpsnuz* et l'on traduisit en latin : le recteur de *Corpsnuz*, *rector de corporibus nudis*). — René DURAND. Un docteur en Sorbonne exilé à Guingamp au XVII<sup>e</sup> siècle (Boucher, qui s'était déclaré contre la déclaration de l'assemblée du clergé de 1682). — G. DOTTIN. Vie de Louis Eunius, première journée (traduction française; à suivre). — S. CANAL. Les origines de l'intendance de Bretagne (suite et fin : pièces justificatives, n<sup>o</sup> VII-XVI). — G. ALLAIS. Louis Tiercelin. Article nécrologique.

**24. — Revue de l'Anjou.** 1915, juillet-août. — G. DUFOUR. Pendant la mobilisation (impressions d'un Angevin que la mobilisation surprit dans le pays d'Aoste; incident de son voyage de retour par le Valais, Évian, Bellegarde). — G. GRASSIN. Angers et l'Anjou pendant la guerre (mars-avril 1915).

**25. — Revue historique de Bordeaux.** 1915, juillet-août. — Georges CIROT. Les Juifs de Bordeaux; leur situation morale et sociale, de 1550 à la Révolution (suite; la chasse aux Avignonnais et les mécomptes des Portugais, 1730-1740). — Michel LHÉRITIER. La Révolution à Bordeaux, de 1789 à 1791. La transition de l'ancien au nouveau régime; chap. II : l'organisation spontanée du peuple souverain. — Dr Georges MARTIN. Le cru de Langon (suite et fin; bon

article sur la législation des vins en pays bordelais). — Fernand THÉMAS. La pêche de l'esturgeon en Garonne au XVIII<sup>e</sup> siècle (organisation de cette pêche). — Septembre-octobre. Jean DE MAUPASSANT. Les armateurs bordelais au XVIII<sup>e</sup> siècle. Les deux expéditions de Pierre Desclaux au Canada, 1759 et 1760 (ce sont les deux dernières expéditions envoyées par le gouvernement français, à la demande de Bougainville; ce sont aussi les derniers efforts tentés pour sauver le Canada. L'expédition eut pour chefs un Dunkerquois, Jacques Kanon, et un Dieppois, Jean Vauquelain). — J. WOËVRE. Les industries de guerre à Bordeaux pendant la Révolution (fabrication de la poudre de guerre). — Dr Georges MARTIN. Le cru de Barsac (privileges dont il jouissait au XVIII<sup>e</sup> siècle; avec une carte). — G. CIROT. Les Juifs à Bordeaux; leur situation morale et sociale, de 1550 à la Révolution (suite; les Avignonnais réadmis aux foires). — M. LHÉRITIER. La Révolution à Bordeaux de 1789 à 1791. La transition de l'ancien au nouveau régime (ch. III : l'administration municipale).

## ÉTATS-UNIS.

26. — **The American historical Review.** 1915, octobre. — Bertha H. PUTNAM. Les lois sur le maximum des traitements alloués aux prêtres après la peste noire, 1348-1381 (le nombre considérable de décès causés par le fléau dans le clergé provoqua une série de mesures exceptionnelles, et il y eut une question des traitements alloués aux prêtres comme une question des salaires donnés aux ouvriers. C'est qu'en effet les prêtres qui ne possédaient pas de bénéfices et ne vivaient que de traitements attachés à leur ministère exigèrent en beaucoup d'endroits une augmentation considérable de ces traitements; aussi leur appliqua-t-on l'ordonnance des travailleurs promulguée le 18 juin 1349, en vertu d'un mandement connu par les premiers mots de son dispositif : « Effrenata generis humani cupiditas », et qui fut publié en 1362 par l'archevêque de Canterbury Islip. L'auteur retrace l'histoire de la législation ecclésiastique sur ce point spécial surtout à l'aide des registres épiscopaux de la province de Canterbury, dépouillés avec beaucoup de soin). — Edward S. CORWIN. Des raisons qui décidèrent la France à seconder la Révolution américaine (l'opinion publique en France était favorable à la cause américaine, qui représentait la liberté politique; mais le gouvernement de Louis XVI se laissa décider afin d'effacer la honte du traité de 1763, traité qui avait ruiné son influence en Europe au profit de l'Angleterre. Celle-ci intervenait en souveraine dans les affaires continentales par sa suprématie maritime, sa prospérité commerciale, les subsides qu'elle payait à divers états européens et que lui fournissait son commerce avec ses colonies d'Amérique. Contribuer à détacher celles-ci de la mère-patrie, c'était donc frapper la puissance anglaise au point le plus sensible. Tel fut l'objectif principal qui décida le

gouvernement absolu de Louis XVI à seconder l'émancipation d'un peuple imbu des principes républicains). — C. W. COLBY. Rapports de l'Angleterre avec la Belgique (au temps du jeune Pitt). — N. W. STEPHENSON. Une théorie de Jefferson Davis (essaie de déterminer les influences qui ont contribué à former le caractère de Davis; la plus forte fut, non point celle du milieu géographique où il passa ses premières années, mais plutôt celle du milieu militaire. Il conserva toujours une allure raide et cassante, avec une certaine étroitesse d'esprit et des prétentions à posséder la science infuse en tout ce qui touchait les choses de l'armée). — G. B. ADAMS. La cour de comté (publie deux chartes qui permettent d'expliquer un passage de Glanville). — Fr. A. GOLDER. Catherine II et la Révolution américaine (l'impératrice s'intéressait fort peu aux doctrines des Insurgents et elle ne s'occupa de leur révolution qu'en tant qu'elle concernait l'Angleterre; cependant on lui demanda de laisser lever chez elle des hommes pour aller défendre le Canada, et plus tard on parut désirer sa médiation dans le conflit). — J. H. SMITH. Les rapports officiels des militaires (ne sont pas une source historique beaucoup plus sûre que ceux des diplomates. Exemples empruntés aux rapports sur la guerre des États-Unis avec le Mexique en 1847). — A. L. CROSS. Palmerston et Louis Napoléon (Palmerston approuva, comme on sait, le coup d'État de 1851, parce qu'il haïssait Louis-Philippe et qu'il avait redouté une descente en Angleterre conduite par Aumale et Joinville. Cependant, un passage des Mémoires de Malmesbury montre que, dès 1852, Palmerston conseillait à ce lord de se méfier du prince Louis qui, en définitive, était un Napoléon). — C. R. FISH. La conscription pendant la guerre civile. — Documents : Katherine B. JUDSON. La dernière lettre du Dr John Mac Loughlin à la Compagnie de la baie d'Hudson dont il était le « chief factor », 1845. — C.-rendus : *Sallas. Ancient hunters and their modern representatives*, 2<sup>e</sup> édit. (c'est le meilleur livre anglais sur l'homme préhistorique en Gaule). — *Elliot. Prehistoric man and his story* (excellent). — *Ashley. The economic organisation of England, an outline history* (très bon résumé). — A. Cecil. *A life of Robert Cecil, first earl of Salisbury* (bon). — *Emmet. Memoir of Thomas Addis and Robert Emmet with their ancestors and immediate family* (utile recueil de documents sur deux Irlandais qui ont joué un rôle notable dans les troubles d'Irlande à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les jugements de l'auteur sont influencés par de violents parti pris). — H. ULMANN. *Geschichte der Befreiungskriege, 1813-1814*, tome II (excellent). — J. DUNBAR. *A history of travel in America* (incomplet : d'abord l'auteur ne parle que de la partie de l'Amérique occupée par les États-Unis; ensuite il ne s'occupe des routes et des moyens de transport que jusqu'en 1869, où fut établi le premier chemin de fer transcontinental; enfin il ne traite pas des routes au point de vue commercial. Au fond, l'ouvrage n'a été entrepris que pour mettre en valeur

les nombreuses photographies recueillies par l'auteur). — *J. D. Lawson*. American state trials, tomes II et III. — *F. Finley*. The French in the heart of America (ouvrage médiocrement informé et écrit d'un style prétentieux). — *R. W. Neeser*. Letters and papers relating to the cruises of Gustavus Conyngham, a captain in the continental navy, 1777-1770 (beaucoup de documents sur ce capitaine américain, qui était un peu pirate, qui tomba aux mains des Anglais et fut soumis par eux à un rigoureux traitement; il aurait pu être pendu). — *Fr. A. D. Updyke*. The diplomacy of the war of 1812 (excellent). — *Th. M. Marshall*. A history of the western boundary of the Louisiana purchase, 1819-1841 (bon). — *J. Gœbel*. Jahrbuch der deutsch-amerikanischen historischen Gesellschaft von Illinois (important). — *C. M. Thompson*. Reconstruction in Georgia, social politic, 1865-1872 (bon). — *L. Esarey*. A history of Indiana from its exploration to 1850 (fait directement d'après les sources). — *J. E. Briggs*. History of social legislation in Iowa (bon). — *J. L. Gillin*. History of poor relief legislation in Iowa (bon). — *J. Boyd*. Sir George Étienne Cartier, his life and times. A political history of Canada, 1814-1873 (très intéressant; Cartier fut un des pionniers qui contribuèrent le plus à la construction des chemins de fer au Canada; il réforma l'ancienne coutume de Paris sur le modèle du Code civil). — *B. Moses*. The spanish dependencies in South America (excellent résumé de l'histoire de l'Amérique du Sud, de 1550 à 1730).

27. — **The Nation**. 1915, 7 octobre. — La situation de l'Alsace-Lorraine. Échec complet de la prussification de ce pays (impressions et souvenirs de Stoddart DEWEY. L'auteur est bien informé, équitable et sympathique aux Alsaciens). — *O. W. Firkins*. Ralph Waldo Emerson (peu de faits nouveaux; mais parle avec compétence et justesse des idées philosophiques du sage de Concord). — *L. Oppenheim*. The collected papers of John Westlake on public international law (important). — *C. M. Picciotto*. The relation of international law to the law of England and of the United States (instructif). = 14 octobre. Brochures anglaises sur la guerre. Les apparitions surnaturelles pendant la retraite de Mons (intéressante revue de livres qui intéressent surtout le folklore). — Démocratie et Universités (véhément protestation par William E. Dodd contre les pouvoirs dictatoriaux que s'arrogent les autorités universitaires en Amérique; la liberté de parole et d'enseignement y est parfois ouvertement violée; la plupart tendent à écarter les étudiants qui n'appartiennent pas aux classes aisées. Or, les universités « appartiennent au peuple » et, « si les jeunes gens sont instruits pour le bien général, il ne faut pas qu'ils le soient, comme ce fut la règle chez les Jésuites, loin du peuple »). — *Baty et Morgan*. War; its conduct and legal results (remarquable). — *F. A. Golder*. Russian expansion on the Pacific, 1641-1850 (bon). = 21 octobre. Renaissance d'un peuple opprimé : Lettes et Lithuaniens (ce peuple demande son autonomie, tout comme les Polonais. Leurs vœux seront-

ils écoutés, demande Stoddard *Dewey*?). — *G. H. Perris.* The industrial history of modern England (peu de choses nouvelles, mais présentées d'une façon originale et en excellent style). — *L. Esarey.* A history of Indiana from its exploration to 1850 (remarquable). — 28 octobre. Le prussianisme dans le domaine colonial (M. A. G. KOLLER explique d'une part pourquoi les Allemands, convaincus que la guerre serait aussi courte qu'heureuse, ont négligé la défense de leurs colonies; d'autre part, pourquoi le corporalisme prussien a échoué dans ses tentatives pour rendre tolérable le joug allemand aux indigènes, comme les Anglais et les Français ont su le faire). — *A. H. van Torchiana.* Holland; an historical essay (l'auteur, qui est un jurisconsulte de Chicago et qui est consul général des Pays-Bas, plaide cette thèse que les institutions des colonies américaines doivent beaucoup plus aux Pays-Bas démocratiques qu'à l'Angleterre monarchique. Thèse très spécieuse, vraisemblable, et qui aurait pu être appuyée par plus de preuves encore). — 4 novembre. *Lefroy.* Canada's federal constitution (très intéressant). — 11 novembre. *W. R. Thayer.* The life and letters of John Hay (très bonne biographie; l'auteur déclare qu'il n'a pas voulu aborder le terrain politique; le temps n'est pas encore venu pour une pareille entreprise).

## GRANDE-BRETAGNE.

28. — *The Athenaeum.* 1915, 4 septembre. — Volumes sur la guerre (de Fr. Charmes, d'Énée Bouloc et de R. Bazin). — *Gilbert Stone.* Wales; her origins, struggles and later history, institutions and manners (ouvrage très incomplet; d'abord il s'arrête à la mort d'Owen Glandover; ensuite l'auteur n'a traité qu'une partie de son sujet. Il paraît s'intéresser exclusivement aux productions de l'art et de l'industrie celtiques, à l'histoire de la musique galloise, au folklore, aux institutions judiciaires; mais il néglige les renseignements que pourraient fournir la littérature médiévale et surtout les romans, ce qui se rapporte au développement religieux, etc.). — *J. M. Pryse.* The restored New Testament (aucun esprit critique; l'auteur n'a obéi qu'à sa fantaisie en tentant de rétablir les évangiles dans leur beauté primitive et sans mélange). — L'emplacement de la maison de John Pepys à Londres. — 11 septembre. Recollections of a royal governess (souvenirs de l'institutrice à qui fut confiée l'éducation de l'archiduchesse Élisabeth, fille de l'archiduc Rodolphe d'Autriche; elle avait dirigé auparavant l'éducation de la comtesse Wanda, fille du comte Badeni, gouverneur de la Galicie, et c'est surtout la peinture de la vie dans un grand domaine seigneurial qu'elle nous apporte). — *E. W. Lummis.* How Luke was written (considère comme vain la tentative de Harnack de restituer la source commune à Mathieu et à Luc et veut montrer que Luc a puisé directement dans Mathieu). — *Roth et Jolley.* War ballads and broadsides of previous wars, 1779-1795

(intéressant). — 18 septembre. *Cotterill. Medieval Italy, 305-1313* (estimable compilation qui est fort bien illustrée). — *Shakespeare; ses propriétés et ses transactions financières* (cinq colonnes de menus renseignements fournis par Charlotte C. STOPES). — *Rothery. A. B. C. of heraldry* (manuel qui n'est pas sans valeur). — 25 septembre. *F. L. Stevenson. Through terror to triumph* (intéressant recueil de discours et allocutions prononcés par M. Lloyd George depuis le début de la guerre). — *A. Machen. The bowmen and other legends of the war* (l'auteur, catholique sincère, avait écrit et publié un ouvrage d'imagination sur saint Georges et les archers célestes qui protégeaient les soldats de l'armée anglaise. Il ne fut pas peu surpris d'apprendre que, pendant la bataille de Mons et après, des soldats anglais avaient cru voir ces protecteurs armés, et, après enquête, il put en constater l'inanité. Il s'en prit alors aux ministres protestants, qui ne savaient enseigner à leurs ouailles qu'une « moralité de quatre sous » au lieu des « mystères éternels »). — *H. Begbie. On the side of the Angels* (réplique à M. Machen; l'auteur plaide pour la réalité des apparitions). — *Sir Cornelius N. Dalton. The life of Thomas Pitt* (excellente biographie de l'aïeul du grand Pitt, qui fut gouverneur de Madras et qui ne mérite pas le mépris dont l'accable le Dr von Ruville). — *Sir John Marshall. Annual report of the archaeological survey of India. I, 1912-1913* (important). — 2 octobre. *H. Stanley Jevons. The British coal trade* (excellent; l'auteur étudie l'histoire du commerce des charbons non pas seulement au point de vue technique et économique, mais historique aussi). — *Sir Robert Baden-Powell. Indian memories* (très intéressant). — *Woodbine. Bracton on legibus et consuetudinibus Angliae, t. I* (étude très étudie sur les manuscrits de Bracton et leur classement). — 9 octobre. *A. Jordan. The great historians of ancient and modern times* (sans valeur; le tout expédié en moins de cent pages). — 16 octobre. *Forty years in Constantinople; the recollections of Sir Edwin Pears, 1873-1915* (Sir Edwin fut avocat et journaliste à Constantinople; il y vit beaucoup de gens de toute espèce et de tout pays; il assista de très près aux coups d'État des Jeunes-Turcs, pour lesquels il n'a que de l'aversion; il a beaucoup à dire aussi sur Abdul Hamid, dont il pense tout le mal possible). — *Al. N. Hood. Sicilian studies* (très bonnes études sur la Sicile moderne par un homme qui la connaît bien, étant lui-même un des plus grands propriétaires fonciers et un des « agriculteurs » les plus capables de cette île). — *P. Gardner. The Ephesian Gospel* (étude approfondie sur le 4<sup>e</sup> évangile; il n'est pas l'œuvre de l'apôtre saint Jean; il a été composé sous l'influence de la pensée grecque et des mystères à Éphèse, la plus brillante des cités grecques de l'Asie Mineure). — 23 octobre. *M. S. Dimsdale, A history of latin literature* (bon). — 30 octobre. *Greenwood. Is there a Shakespeare problem?* (ouvrage touffu, pénible à lire, mais pénétrant; l'auteur critique très vivement l'ouvrage de Robertson : *The Baconian heresy*;

il n'est pourtant point « Baconien »). — 6 novembre. *Edward Thomas. The life of the duke of Marlborough* (bon; mais l'auteur n'a pas assez insisté sur les besoins d'argent de Marlborough et sur les bas-sesses où il s'abandonna pour les satisfaire). — *F. M. Hueffer. Between Saint-Dennis and Saint-George* (sous ce titre énigmatique, l'auteur expose ses idées personnelles sur l'origine et les préludes de la guerre actuelle, sur la civilisation comparée de l'Allemagne, de l'Angleterre et de la France; critique les opinions de MM. Shaw, Bertrand Russel et autres. C'est une sorte d'autobiographie avec « les délicieuses extravagances et inconséquences dont l'auteur est coutumier»). — *C. Philippson. International law and the Great War* (conscientieux, mais sans profondeur ni portée). — 13 novembre. *Lord Redesdale. Memories* (outre d'agréables récits de voyages, ces mémoires nous renseignent sur Saint-Pétersbourg au temps de l'insurrection polonaise, sur la guerre des duchés de l'Elbe en 1864, sur le Japon au moment de la grande révolution d'où devait sortir sa régénération politique). — *J. M. Creed. My recollections of Australia and elsewhere, 1842-1914* (intéressant). — *A. Keith. The antiquity of man* (bon). — 20 novembre. *J. Finley. The French in the heart of America* (remarquable; mais l'auteur, emporté par son désir de retrouver la trace des Français dans le cœur de l'Amérique, exagère parfois les faits et leur influence éphémère). — *R. Francis. The story of the Tower of London* (intéressant). — *Capitaine Alan R. Haig-Brown. The O. T. C. and the great war* (intéressant exposé des méthodes employées en Angleterre pour former des officiers; cette œuvre de première importance a été remplie à merveille par un corps de nouvelle création appelé « Officers training corps »). — 27 novembre. *Countess of Denbigh. Royalist father and Roundhead son; being the Memoirs of the first and second earls of Denbigh, 1600-1675* (bon). — *G. H. Putnam. Memories of a publisher, 1865-1915* (anecdotes sur les personnes que l'auteur a connues durant sa longue carrière de libraire-éditeur). — *Patrick Geddes. Cities in evolution* (intéressantes remarques sur l'art de bâtir les villes selon les besoins de la civilisation et du progrès social). — La solidarité anglo-franco-italienne. Essai de réalisation d'un programme intellectuel de demain (article en français de cinq colonnes par Jean FINOT).

29. — **The English historical Review.** 1915, octobre. — *A. H. LYBYER. Les Turcs ottomans et les routes du commerce oriental* (les Turcs n'ont pas, de dessein délibéré, coupé les communications commerciales avec l'Orient; ils n'ont pas même en général augmenté les difficultés du trafic oriental. Ils n'ont pas davantage contraint les navires marchands à chercher des routes nouvelles, qui ne pouvaient que leur nuire. Ce sont les grandes découvertes maritimes et surtout la découverte d'une voie au sud de l'Afrique qui détournèrent le commerce de ses routes séculaires; elles causèrent la décadence des Turcs tout autant que des républiques italiennes). — *J. G. EDWARDS.*

Sir Gruffydd Llwyd (première biographie sérieuse, appuyée sur des documents, du barde qui fut l'âme héroïque de la résistance galloise au roi Édouard II. Il mourut en 1335. En appendice, trois pétitions en français adressées au roi et à son Conseil). — E. ARMSTRONG. Les guerres du roi de France Henri II en Italie (d'après l'ouvrage de L. Romier). — Clarence C. CRAWFORD. La suspension de l'acte *d'Habeas corpus* et la Révolution en 1689. — C. C. WEBSTER. Castlereagh et les colonies espagnoles. II : 1818-1822 (malgré les difficultés que lui créait l'opposition de la France et de la Russie en 1822 et qui l'obligeaient à se tenir sur la réserve au sujet des colonies espagnoles, il était, à la veille de sa mort, résolu à reconnaître leur indépendance). — Ad. BALLARD. La loi de Breteuil (serre la question de plus près que ne l'avait fait Miss M. Bateson et amoindrit fortement l'influence attribuée aux coutumes de cette petite ville normande sur les institutions municipales de l'Angleterre. L'emprunt le plus manifeste est celui qui concerne le taux des amendes fixé dans la charte de Breteuil à douze sous, tandis qu'il était beaucoup plus élevé dans d'autres villes plus considérables telles que Londres, Bristol, Dublin, Newcastle-upon-Tyne ; c'est aussi ce qui explique la faveur relative dont cette charte a joui en Angleterre au XII<sup>e</sup> siècle. Met bien en relief les différences fondamentales qui dominèrent le développement des institutions municipales dans l'Angleterre déjà centralisée de Henri II et la France encore féodale et monarchique de Louis VI et de Louis VII). — Clément C. J. WEBB. Tenred de Douvres (musicologue appelé Teuredus dans les éditions imprimées du *Metalogicum* de Jean de Salisbury, I, 14 ; mais les meilleurs manuscrits donnent la forme Tenredus. Ce personnage doit être identifié avec un certain « Thinredus, monachus Doverie » que Bale place au XIV<sup>e</sup> siècle ; mais un manuscrit de lui « de legitimis ordinibus pentachordorum et tetrachordorum » qui est à la Bodl., doit être attribué au XIII<sup>e</sup> siècle. Il est donc vraisemblable que ce Tenred fut un ami de Jean de Salisbury). — A. F. POLLARD. Plenum parliamentum (le mot peut signifier deux choses : ou bien un parlement dont toutes les sections sont assemblées en commun, par exemple pour écouter un discours du chancelier, ou bien un parlement qui délibère en présence du public ; on disait alors délibérés « en plein parlement » comme « en plein air », en empruntant l'expression du vocabulaire français). — James C. DAVIES. Le premier journal de la Chambre d'Édouard II (il se rapporte à l'année 1322-1323 et a été transcrit sur un Pipe roll du règne d'Édouard III. Analyse minutieuse des recettes et dépenses marquées dans ce journal. Suit le texte de cet intéressant document, qui est en français). — W. A. B. COOLIDGE. Les passages des Alpes en 1518 (réproduit le texte de *La totale et vraie description de tous les passaiges... par lesquelz on peut passer et entrer des Gaules ès Italiés*, de Jacques Signot, qui suivit l'expédition de Charles VIII en Italie en 1494-1495. La première édition de ce traité parut en 1507, à la suite de la *Cronique*

de Gennes; le texte reproduit ici est celui de la troisième, parue en 1518). — Miss R. REID. La vie de Henri V par Redmayne (Cole, l'éditeur de cette vie, croit que Redmayne écrit dans les dernières années de Henri VIII. Le texte prouve au contraire que la vie a été composée dans la seconde moitié du règne d'Élisabeth, après l'édition de l'*Historia Anglicana* de Thomas de Walsingham, imprimée pour la première fois en 1574, et avant l'apparition de la Chronique de Holinshed en 1578. L'œuvre n'a d'ailleurs aucune valeur historique; c'est un pur exercice de rhétorique. Quant à l'auteur, Robert Redmayne, on peut l'identifier avec un homonyme, Robert Redman qui fut chancelier de Norwich et mourut en 1625, âgé de soixante-quinze ans). — E. R. ADAIR. Les registres du Conseil privé (expose comment ils étaient tenus au XVI<sup>e</sup> siècle et rectifie plusieurs des opinions exposées par M. Pollard sur ce sujet. Ces rectifications tendent à rendre à ces registres l'autorité qu'avaient affaiblie les observations de M. Pollard). — Margery LANE. Heligoland en 1689 (publie un mémorandum rédigé probablement par Sir Paul Rycaut, résident anglais à Hambourg). — C. PLUMMER. Quelques lettres tirées de la correspondance de Sir Herbert Taylor, 1801-1832. — C.-rendus : *H. A. Wilson. The Gregorian sacramentary under Charles the Great* (nouvelle édition fort améliorée du Sacramentaire dit de saint Grégoire). — *Calendar of Inquisitions post mortem. Henry VII*, t. II. — *Calendar of patents rolls. Henry VII*, I, 1485-1494. — *R. K. Hannay. Rentale Sancti Andree*, 1538-1546; *Id. Rentale Dunkeldense*, 1483-1517 (texte et traduction de ces deux livres de comptes). — *P. O. von Törne. Ptolémée Gallio, cardinal de Côme* (bon). — *Id. Don Juan d'Autriche et les projets de conquête de l'Angleterre* (bonne introduction à une œuvre qui promet). — *A. Cecil. A life of Robert Cecil, first earl of Salisbury* (bonne biographie). — *J. Lingard et H. Belloc. The history of England*, t. XI (M. Belloc a heureusement terminé l'histoire d'Angleterre de Lingard depuis 1688; distingué, mais partial et parfois aventureux). — *W. C. Ford. Writings of John Quincy Adams. I-V, 1779-1816*. — *E. D. Bradley. The life of Barnave* (bon). — *B. Kendrick. The Journal of the joint Committee of Fifteen on reconstruction* (journal du Comité des Quinze, nommé en décembre 1865 pour discuter les conditions auxquelles les États confédérés pourraient être admis à rentrer dans l'Union américaine). — *Sedgfield. The place-names of Cumberland and Westmoreland* (beaucoup d'objections fondamentales présentées par Bradley). — *Oldfather et Canter. The defeat of Varus and the german frontier policy of Augustus* (une sérieuse étude des textes a conduit les auteurs à cette conclusion que la défaite de Varus n'eut qu'une signification locale; il n'est pas scientifique de lui attribuer une importance décisive dans l'histoire du monde européen). — *T. L. Stoddard. The french Revolution in San Domingo (conscientieux)*. — *T. M. Marshall. A history of the western boundary of the Louisiana purchase* (bonne étude sur la

période de 1819 à 1841). — *C. L. Kingsford*. The Grey friars of London; their history with the register of their convent (bon). — *E. Prestage et P. d'Azevedo*. Registo da Freguesia de Santa Cruz do Castello desde 1536 até 1628 (très bonne publication, qui fait honneur à l'Académie des sciences de Lisbonne).

## ROUMANIE.

**30. — Académie roumaine. Bulletin de la section historique.** Publication trimestrielle sous la direction de N. Iorga<sup>1</sup>. 1<sup>re</sup> année, 1912-1913, n° 1. — N. IORGА. L'importance de la région entre le Pruth et le Dniester pour l'histoire des Roumains et le folklore roumain (il s'agit de la Bessarabie réunie en 1812 à la Russie). — Michel-C. SOUTZO. L'unité pondérale de la ville de Périnthe (d'après un poids de l'époque romaine au musée de Constantinople). — N. IORGА. Plainte de Ioan Sandu Sturza, prince de Moldavie, 1822-1828, contre les sujets étrangers dans sa principauté (texte en grec). — Silviu DRAGOMIR. Contribution aux relations de l'église roumaine avec la Russie au XVIII<sup>e</sup> siècle. — N. IORGА. Boyars et râzesi de Bukovine et de Bessarabie dans les premiers temps après l'annexion (les râzesi sont les descendants des boyards qui conservaient une partie du patrimoine de leur ancêtre; la Bukovine fut réunie en 1775 à l'Autriche, la Bessarabie à la Russie en 1812). — N<sup>o</sup> 2. N. IORGА. Quelques informations nouvelles concernant l'histoire des Roumains (documents divers; à noter quelques pages sur Marc Antonio Canini qui, dans son livre : *Vingt années d'exil*, publié en 1869, entrevoyait la confédération balkanique). — Id. Notes d'un historien relatives aux événements des Balkans (M. Iorga rappelle à grands traits l'histoire des Balkans et les principaux faits dont les diplomates doivent tenir compte dans le règlement des affaires balkaniques. On se rappelle que le traité de Bucarest fut signé après la publication de cet article, le 10 août 1913). — N<sup>o</sup> 3. N. IORGА. L'« épitrachile » d'Alexandre le Bon; premier portrait d'un prince moldave (il s'agit d'une étole qui est au musée de Saint-Alexandre-Newski à Pétrograd; Alexandre le Bon régna de 1400 à 1432). — Id. L'Ukraine moldave (ce pays entre le Dniester et le Dniepr fut moldave sous Duca, 1681-1683). — Id. Les conditions de politique générale dans lesquelles furent fondées les églises roumaines aux XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles. — N<sup>o</sup> 4. N. IORGА. Deux traditions historiques dans les Balkans : celle de l'Italie et celle des Roumains (l'Italie et la Roumanie ont un grand rôle à jouer pour le règlement des affaires balkaniques. Grâce à elles, « la chrétienté orientale

1. La décision de l'Académie roumaine du 5 mai 1912 porte : « Chaque auteur de communication faite à l'Académie peut en publier un résumé qui ne dépassera, en aucun cas, le tiers de l'étendue de l'original, dans les langues latine, française, allemande, italienne ou anglaise. » Tous les articles, dans les trois premiers volumes, sont en français.

tale peut entrer, d'une manière complète et définitive, dans la communauté culturelle du monde dominé et fructifié par le libre esprit latin »). — A.-D. XÉNOPOL. Loi et prévision en matière sociale (étude de philosophie de l'histoire). — N. IORGA. Arméniens et Roumains. Un parallèle historique (coup d'œil rapide sur l'histoire d'Arménie; les Arméniens en Roumanie). = 2<sup>e</sup> année, 1914, n° 4. N. IORGA. Un acte inconnu d'Alexandre le Bon, prince de Moldavie (première moitié du xv<sup>e</sup> siècle). Actes concernant les răzesi du district de Roman (au nord de la Moldavie). Sur l'évêque roumain de Maramoros, Joseph Stoica (1690-1720; Maramoros est un comté hongrois). Notes sur des anciennes explications des évangiles en roumain (début du xvii<sup>e</sup> siècle). Le privilège de Mohammed II pour la ville de Péra (1<sup>er</sup> juin 1453; divers documents en grec et latin émanés de ce prince). Histoire des Juifs en Roumanie (comment ils se sont introduits dans le pays; l'article leur est défavorable). — I. URSU. Un manifeste roumain, imprimé en caractères latins, de l'empereur Léopold I<sup>er</sup>, 1701 (c'est un édit de tolérance en faveur des Roumains orthodoxes de la Transylvanie). — J. LUPAS. Le prince de Transylvanie Acatius Barcsai et le métropolite roumain Sabbas Brancovici, 1658-1661. — N. IORGA. Basile Lupu, prince de Moldavie, comme successeur des empereurs d'Orient dans la tutelle du patriarcat de Constantinople et de l'église orthodoxe, 1640-1653. — I. URSU. Les batailles de Gwozdziec et d'Obertyn (deux défaites infligées en 1531 aux Moldaves par Tarnowski, général du roi de Pologne Sigismond, d'après un récit contemporain). — N. IORGA. La cloche de Carageorges pour la chapelle de Topola (Carageorges était originaire de ce village). Deux nouvelles inscriptions du monastère de Bistrita en Moldavie (à ce propos, historique sommaire du couvent). Le mont Athos et les pays roumains (donations pieuses faites par des Roumains. Le *skite* roumain créé en 1852). Le drapeau du prince Mihnea Radul, conservé dans le musée d'histoire de Belgrade (milieu du xvii<sup>e</sup> siècle). = N° 2-4. N. IORGA. Fondations religieuses des princes roumains en Orient: monastères de Météore en Thessalie (donations faites par des Roumains). Fondations des princes roumains en Épire, en Morée, à Constantinople, dans les îles et sur la côte d'Asie Mineure (aux xvi<sup>e</sup>, xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles). Un acte roumain concernant le docteur Véron, initiateur de la culture bulgare contemporaine (contrat du 5 août 1842). Véron, originaire de Kotel, avait donné les fonds nécessaires pour imprimer un livre de lectures en bulgare). Quelques documents roumains de Bessarabie (sur la famille Oatu). — J.-C. FILITTI. Correspondance des princes et boïars roumains avec Metternich et Gentz, de 1812 à 1828 (annonce la publication qu'il a entreprise). — N. IORGA. Renégats dans le passé des pays et du peuple roumains (en réalité, il y en eut très peu). Une carte de la Valachie vers 1780 et une géographie originale de la Dobroudja (l'auteur est Joseph Mesiadax). La politique vénitienne dans les eaux de la mer Noire. 1<sup>re</sup> partie : Dobro-

titsch (condottiere de la fin du XIV<sup>e</sup> siècle qui a donné son nom à la Dobroudtscha); 2<sup>e</sup> partie : Relations de Venise avec les Turcs et les chrétiens des Balkans depuis la bataille de Kossovo jusqu'à celle de Nicopolis, 1389-1396; 3<sup>e</sup> partie : Origines des relations de Venise avec Étienne le Grand, prince de Moldavie, et milieu politique de ces relations, de 1467 à 1499 (longue et minutieuse étude fondée sur les documents). — 3<sup>e</sup> année, 1<sup>er</sup> juillet 1915. Tous les articles de ce fascicule sont de N. IORGА. Développement parallèle de l'impérialisme autrichien et de l'impérialisme russe (remonte au VI<sup>e</sup> siècle; série de considérations qui font réfléchir). — Le droit à la vie des petits États (défense éloquente de ces petits États, soit qu'ils soient de création diplomatique comme la Belgique ou de formation organique nationale comme la Roumanie). — Lettres inédites de Tudor Vladimirescu (à l'occasion de sa mission au congrès de Vienne, 1814-1815). — L'activité culturelle du prince Constantin Brâncoveanu (protection accordée aux écoles, aux imprimeries; livres publiés grâce à lui, etc.; il est appelé le Louis XIV valaque). — L'œuvre d'historien du roi Carol (ses mémoires vont jusqu'en 1884, date de la proclamation de la royauté). — Les Dardanelles : réminiscences historiques (remonte à 717, au siège de Constantinople par les Arabes; importance actuelle des détroits pour les populations balkaniques). — Quelques données concernant le commerce roumain au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle (négociants grecs en Roumanie, négociants roumains à Venise; lettres relatives au commerce trouvées dans les archives d'État de Venise, etc.).

31. — **Bulletin de l'Institut pour l'étude de l'Europe sud-orientale**, publication mensuelle dirigée par N. Iorga, G. Murgoci, V. Pârvan. T. I (1914). Janv. — *I. Bogdan*. Documentele lui Stefan cel-Mare (environ 400 documents sur le prince de Moldavie Étienne le Grand, fin XV<sup>e</sup> siècle, fort bien publiés). — *Hubert Dumke*. Die Terminologie des Ackerbaues im Dakorumänischen (pas assez familier avec l'histoire roumaine). — Revue des dernières publications sur l'art roumain. — Février. Publications sur la ballade populaire roumaine. — *Mathias Wellnhofer*. Johannes Apokaukos, Metropolit von Naupaktos in Aetolien (au XIII<sup>e</sup> siècle, travail sérieux). — *Ellis H. Minns*. Scythians and Greeks, a survey of ancient history and archeology on the north coast of the Euxine from the Danube to the Caucasus (riche répertoire de matériaux empruntés surtout aux sources russes). — Mars. *Alesiu Viciu*. Colinde (les colinde sont les chansons populaires de la veille de Noël; conclusions contestables). — *I. Radonić*. Ueber den Despoten Jovan Oliver und seine Frau Anna Maria (XIV<sup>e</sup> siècle; utile pour l'étude du régime féodal). — *Hans Uebersberger*. Russlands Orientpolitik in den letzten zwei Jahrhunderten (t. I : Jusqu'à la paix d'Iassy; important). — *Pavle Popović*. Histoire de la littérature serbe (2<sup>e</sup> édition; t. I : Jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle; excellent). — Avril. *N. V. Michov*. Sources bibliographiques sur l'histoire de la Turquie et de la Bulgarie (on signale

quelques lacunes). — *Nerva Hodos*. Corespondentă diplomatică și raportul consulaire français, 1603-1824 (copies tirées des archives du ministère des Affaires étrangères à Paris). — *Alex. Lăpădatu*. Cetatea Sucevei (Suczawa en Bucovine; fouilles faites dans cette citadelle; le siège de 1563). — *Wladyslaw Podlacha*. Malowidla scienne w cerkwiaach Bukowiny (peintures rurales dans les églises grecques orientales de Bucovine; elles forment un pendant à celles du mont Athos). = Mai. *Franz von Ottenfels*. Beiträge zur Politik Metternichs im griechischen Freiheitskampfe, 1823-1832 (très intéressants mémoires d'un « jeune de langues » qui était à Constantinople pendant ces années). — *August Pessiacov*. Schite din istoria Craiovei (documents intéressants sur Craiova, particulièrement sur le palais princier). — *I. Botez*. A short survey on the Neolatins of the Near East (l'auteur n'était pas préparé à la tâche qu'il a assumée). = Juin. Notes d'archéologie thrace. — *C. Popa-Lisseanu*. Cetăți și orașe greco-române în nouă teritoriu al Dobrogei (études sur les monuments des cités et villes du territoire annexé par la Roumanie en 1913; bon). — *Michael Serban de Cernest*. Rumâniens Agrarverhältnisse, Wirtschafts- und sozial-politische Untersuchungen (important). — *Henryk Grossmann*. Österreichische Handelspolitik mit Bezug auf Galizien in der Reformperiode, 1772-1790 (ouvrage étendu et solide). = Juillet-août. *I.-C. Filitti*. Din archivele Vaticanului. I : Documente bisericesti (documents sur l'histoire des évêchés catholiques en Valachie et en Moldavie, du XIV<sup>e</sup> à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle). — *Dimitrie Onciul*. Din Istoria României (abrégué de l'histoire roumaine qui avait paru en 1906 dans le Guide de l'exposition jubilaire; excellent). — *N.-M. Popescu*. Nifon II, patriarhul Constantinopolului (en 1486; le premier patriarche de caractère non grec, albanais par ses origines et slave par son éducation). — *N. Iorga*. Fundațiile Domnilor români în Epir (fondations des princes valaques en Épire et relations entre les deux pays). — *Jean-C. Filitti*. Corespondența Domnilor și boierilor români cu Metternich și cu Gentz între anii 1812 și 1828 (correspondance très importante de Gentz avec les hospadars de Valachie). — *C.-I. Jireček*. Scutari și son territoire au moyen âge (il s'agit de Scutari d'Albanie et de son lac; intéressant). — *Virgil-N. Drăghiceanu*. În amintirea lui Constantin Brâncoveanu (critiques de détail; les illustrations forment un précieux répertoire pour l'historien de l'art roumain). = Septembre. *I.-C. Filitti*. Di anachivele Vaticanului. II : Documente politice, 1526-1788 (documents de la Vaticane, empruntés surtout à la nonciature de Pologne; Iorga signale les plus importants pour l'histoire de Roumanie). — *Anton-Maria del Chiaro*. Istoria delle moderne rivoluzioni della Valachia (nouvelle édition de ce livre paru à Venise en 1718, publiée par les soins de Iorga; source très importante). — *Theodor von Sosnosky*. Balkanpolitik Oesterreich-Ungarns seit 1866, tom. I (remonte en réalité en 1526, mais est médiocrement informé pour les débuts). — *Freiherr von Henzelmüller*. Franz

Rákóczi und sein Kampf für Ungarns Freiheit (se place trop au point de vue hongrois). — *C. Moisil*. Médailles de Constantin Brincoveanu (divers types de la médaille frappée en 1713). — *N. Iorga*. Valoarea politică a lui Constantin Brincoveanu (conférence faite à l'Athénée roumain de Bucarest les 15-28 août 1914 à l'occasion du bicentenaire de la mort de ce prince). — Octobre. *André Veress*. Acta et epistola relations Transylvaniae Hungariaeque spectantia cum Moldavia et Valachia, t. I, 1468-1500 (documents d'un très haut intérêt). — *Stefan-D. Grecianu*. Genealogiile documentate ale familiilor boieresti, t. I (par lettre alphabétique jusqu'à l'article Basarab; important). — Novembre-décembre. *Angelo Pernice*. Origine ed evoluzione storica delle nazioni balcaniche (développement des Balkans au XIX<sup>e</sup> siècle; excellent). — Général *Th. Văcărescu*. Venirea regelui în Tară (l'arrivée du prince Charles I<sup>er</sup> en Roumanie, mai 1866; fragment de mémoires laissés par le général). — *K. Süssheim*. Der Zusammenbruch des türkischen Reiches in Europa (bien informé; détails nouveaux sur la révolution de 1908). — *N. Iorga*. Venetia in Marea Neagră (trois études détachées : Dobrotitsch, célèbre condottiere du XIV<sup>e</sup> siècle dont la Dobrotitscha conserve le nom; relations de Venise dans les Balkans, entre la bataille de Kossovo et la croisade de Nicopolis, 1389-1396; ligue antiottomane entre Venise, le khan turcoman de la Perse et le prince de Moldavie Étienne le Grand en 1475, cf. *supra*, n° 30). — Le livre jaune français (renseignements que ce livre fournit sur la péninsule des Balkans). — 1915, janvier. Die Wahrheit über den Krieg (examen par N. Iorga de cette brochure allemande; Iorga s'est efforcé d'interpréter en historien les actes mis à la disposition du public en ce qui concerne la situation balkanique en juillet 1914). — *C.-I. Băicoianu*. Însemnătatea geografică și economică a României în actuala conflagrare europeană (rôle économique de la Roumanie dans la guerre actuelle). — *N. Iorga*. Popoare turanice parasitare (parallélisme entre le développement de l'Empire ottoman et celui de l'État magyare, tous deux parasitaires). — *Virgil Drăghiceanu*. Mormântul lui Constantin-Vodă Brincoveanu (le tombeau de Constantin Brincoveanu, décapité en 1714, vient d'être retrouvé dans l'église Saint-Georges de Bucarest; description). — *Alexandre-A. Vasilescu*. Un cronicar anonim bizantin utilizat de autorul Istorilor Domnilor Tărilor Românesti (cette chronique dont s'est servi Constantin le Capitaine dans son histoire de la Valachie est l'*Ιστορία πολιτική Κωνσταντίνου πατέρος* qui va jusqu'en 1578). — *N. Iorga*. Histoire des États balkaniques (traduction française de l'ouvrage roumain; quelques considérations sur les derniers événements qui montrent bien la nécessité de la concorde entre les États balkaniques). — Février. Publications relatives à la guerre : livre orange russe, livre blanc anglais. — *E. Durkheim et E. Denis*. Qui a voulu la guerre? — *J.-C. Filitti*. Domnile romîne sub Regulamentul Organic, 1834-1848 (histoire de la Valachie sous les règnes d'Alexandre Ghica et de Georges Bibesco),

de la Moldavie sous celui de Michel Stourdza; information aussi minutieuse que sûre). — *N.-V. Michoff*. La population de la Turquie et de la Bulgarie aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles (c'est en réalité une bibliographie du sujet; des livres et articles cités, l'auteur tire les données statistiques). — *N. Iorga*. Politica austriacă in Serbia (conférence faite à l'Institut et où l'on montre les efforts de l'Autriche pour anéantir la Serbie depuis la Serbie rascienne des Némanides jusqu'à nos jours). — Les n°s de mars à juin ne nous sont point parvenus. — Juillet. *William M. Sloane*. The Balkans, a laboratory of history (livre vif et brillant, mais qui n'apporte presque rien de nouveau; essais ironiques et pleins d'humour, alors qu'il est question d'intérêts bien réels et de populations qui souffrent). — *Oesterreichisch-ungarische Rotbuch* (N. Iorga établit, d'après ce document, la responsabilité de l'Autriche dans la guerre actuelle). — *J. Holland Rose*. The origins of the war (excellent). — *M. Andréadès*. Les finances de la Grèce (de 1843 à 1897, avec un examen de l'état financier en 1914). — Août-septembre. Livre vert italien (ce qu'il a appris sur la question balkanique). — *C. Filitti*. Lettres et extraits concernant les relations des principautés roumaines avec la France, 1728-1810 (tirés des archives de l'ambassade de France à Constantinople; quelques documents proviennent du fonds Pologne des archives du ministère des Affaires étrangères de France; toutes ces pièces nous renseignent sur le rôle joué par les princes phanariotes). — *N. Iorga*. Documente grecesă privitoare la istoria Rominilor publicate după originale, copiile Academiei Române și tipărituri, 1<sup>re</sup> partie : 1320-1716 (759 documents; actes rédigés en grec par des Roumains, lettres de didascalies grecs adressées à leurs amis de Roumanie, dons faits par les habitants de Roumanie aux monastères et aux écoles grecs, actes concernant les relations des patriarches et des métropolites grecs avec les chefs des églises roumaines et les princes de Valachie et de Moldavie). — *D. P. N. Oreschkoff*. Autobiographie de Sophronius de Vratza (évêque de Vratza en Bulgarie, il dut chercher un refuge à Bucarest; il écrivit là une biographie en bulgare, qui est une véritable chronique du règne de Sélim III, 1789-1808; excellente édition de l'original). — *N. Iorga*. Phases psychologiques et livres représentatifs des Roumains, spécialement en ce qui concerne les relations entre le roman d'Alexandre et la carrière de Michel le Brave (une version roumaine du roman venait d'être publiée au moment où apparaît le personnage du prince valaque Michel le Brave, conquérant de la Transylvanie en 1599, de la Moldavie en 1600; Alexandre fut le modèle du voivode). — *Stoian Romansky*. Les troubles bulgares de Braila, 1841-1843. I : les insurgés bulgares de 1841 (fait à l'aide de tous les documents). — Ministère de l'Agriculture et des Domaines. Mouvement de la population de la Roumanie de 1904-1905 (cette population a presque doublé depuis 1860). — *C. Auer*. Évêché de Baia (siège catholique en Moldavie; quelques faits nouveaux). — *N. Iorga*. Dardanelete, amin-

tiré istorice (rôle des Dardanelles au temps de l'empire byzantin; attaques tentées au XVII<sup>e</sup> siècle par les Vénitiens et les Français; tentative faite par les Anglais en 1807).

## SUISSE.

32. — **Bibliothèque universelle et Revue suisse.** 1915, novembre.

— Frederick POLLOCK. Un point de vue anglais (la guerre a été une surprise pour la plupart des Anglais; « on la croyait possible, mais personne ne s'attendait à la voir éclater par surprise. En vain, M. Ian Malcolm, ex-diplomate et député anglais, avait-il recueilli lui-même de la bouche du kronprinz cette déclaration formelle en bon anglais : « I want war. I want to have a smack at those french swine as soon as ever I can. » — « Je veux la guerre; je veux le plus tôt possible taper sur ces cochons de Français », il continuait à ne pas croire que la guerre fut prochaine. L'invasion de la Belgique fit opérer dans cette opinion publique toute pacifiste un bouleversement complet; la presse radicale, tout d'un coup et d'un bloc, se tourna contre l'Allemagne. « Si le cabinet, si le gouvernement eût hésité, un torrent d'indignation nationale les aurait entraînés. Ce n'est pas une guerre du gouvernement, ni celle d'un parti, c'est la guerre du peuple britannique! Nous l'avons acceptée avec tous ses risques, connus et inconnus. » La guerre une fois commencée a réservé à l'Angleterre de nouvelles surprises; elle s'est trouvée en face d'ennemis « sans scrupule et sans honneur ». Elle comprend « qu'une transaction quelconque serait dérisoire et qu'il faut aller jusqu'au bout avec les Alliés ». La paix, quand elle viendra, « sera surtout une œuvre de restitution. Cette restitution accomplie, il restera une œuvre bien plus grande à élaborer : la reconstitution du droit public et la fondation d'un tribunal véritable pour le maintenir et le développer ». Rappelons que l'auteur fut un des sept commissaires chargés par le gouvernement anglais d'un rapport sur les « atrocités allemandes »; il affirme que les faits recueillis par les enquêteurs ont été passés au crible de l'examen le plus rigoureux; ils feraient foi devant tout jury criminel. La commission en a écarté beaucoup d'autres, non moins certains, mais moins étayés de preuves juridiquement établies. Le dossier subsiste d'ailleurs et l'histoire y trouvera beaucoup à prendre). — Henri CHENAVARD. Morgarten. — William CART. Timgad, la Pompéi algérienne (intéressant; fin en décembre). — J. SARYUSZ. La Pologne, le sol et l'État (fin). — Alfred THEULOT. L'Amérique latine et la guerre. — Décembre. Vicomte BRYCE. L'attitude de la Grande-Bretagne dans la guerre actuelle (énumère les principes qui animent le peuple britannique et l'incitent à mener cette guerre avec la dernière énergie; ce sont les suivants : respecter la liberté des individus et des nations, observer les obligations découlant des traités et des droits des petites nations qui reposent sur ces obligations, réglementer les méthodes de guerre dans

l'intérêt de l'humanité et enfin créer un type de civilisation pacifique en opposition au type militaire). — Alfred MOREL-FATIO. La gallophobie espagnole (montre que cette gallophobie est un des traits les plus profondément enfoncés dans le caractère espagnol, les Espagnols n'ayant point pardonné à la France d'avoir arrêté leur expansion en Europe par leur force et leur richesse dominantes ; analyse les sentiments ou ressentiments divers qui animent contre nous les représentants les plus en vue des différentes classes de la population : le clergé, les savants, des académiciens comme M. Cotarelo, ou des fonctionnaires comme M. Rodriguez Marín, directeur de la Bibliothèque nationale de Madrid). — Ch. DEJONGH. La Belgique et l'occupation allemande (après avoir rappelé les principes établis en matière d'occupation par le règlement annexé à la quatrième convention de La Haye du 8 octobre 1907, l'auteur examine : la campagne de presse organisée contre la Belgique, à Bruxelles, sous les auspices du gouverneur général, baron von Bissing ; le régime auquel sont soumis sept millions de Belges, prisonniers, depuis le mois d'août 1914, dans leurs propres frontières, et la résistance morale qu'ils opposent à ce régime organisé en violation des principes du droit des gens. A noter en particulier les détails si abondants et précis sur la propagande allemande par les journaux et par les brochures afin de déshonorer les Belges aux yeux des étrangers et des neutres).

---

## CHRONIQUE.

---

**France.** — L'École normale continue d'être très cruellement éprouvée par la guerre et quatre des élèves qui appartenaient à la section d'histoire viennent de tomber au champ d'honneur (nous ne parlons pas des disparus) : BOUTRY (Léon-Louis), né à Lille le 28 novembre 1880, promotion de 1901, s'était surtout consacré à la géographie; le mémoire qu'il présenta pour le diplôme d'études supérieures sur l'intérieur du Brésil était parmi les plus remarquables. A sa sortie de l'École, Bouthry, reçu agrégé dans un rang brillant, enseigna à Agen, puis à Valenciennes. Il travailla ensuite pendant quelques années au laboratoire de géographie, à la Faculté des lettres de Lille. Il avait été nommé il y a deux ans maître des conférences à la Faculté de Clermont et allait soutenir en Sorbonne sa thèse principale sur l'Argonne, sa thèse complémentaire sur la géographie de l'Auvergne lorsque éclata la guerre. Sergent au 50<sup>e</sup> de ligne, il a été tué dans les affaires de Champagne à la fin de septembre 1915. — FAIRISE (René-Jean-Julien), né à Châtenois (Vosges) le 28 juin 1886; promotion de 1907. Lui aussi était surtout un géographe et avait rédigé un excellent mémoire sur la Corse. Après son agrégation, il se rendit en Russie et fut nommé professeur à l'Institut Smolny à Pétrograd où enseignait aussi M<sup>me</sup> Fairise et où leurs services étaient hautement appréciés. Pendant ses vacances, il visita à plusieurs reprises la Crimée et prépara sur la géographie de ce pays une thèse dont on pourra sans doute publier une partie. Parti comme sergent au 46<sup>e</sup> de ligne, Fairise ne tarda pas à être nommé sous-lieutenant. Sa citation à l'ordre du jour relate les circonstances de sa mort : « Officier des plus braves. S'est distingué particulièrement au combat du 21 juillet [1915] où il a été blessé mortellement en s'élançant le premier à l'assaut d'une position ennemie fortement défendue. » — BOUSSAC (Robert-Marie-Maurice-Antoine), né à Moulins le 25 février 1892; promotion de 1912. Il était au moment de la déclaration de guerre élève de seconde année. Il venait de soutenir pour le diplôme un mémoire sur l'entrevue de Péronne. Il avait étudié ce sujet avec passion, réuni une documentation abondante, fait quelques intéressantes découvertes; mais surtout il s'était montré excellent psychologue dans ses portraits de Louis XI et de Charles le Téméraire; son exposition, tout en suivant le détail d'intrigues fort compliquées, sut rester claire et nette. Elle attestait un véritable talent d'historien et d'écrivain. Sa conduite à la guerre fut héroïque. Une première citation porte : « Sous-lieutenant de réserve au 162<sup>e</sup> régiment d'infanterie; blessé une première fois le 6 septembre [1914], est

revenu sur le front le 4 novembre. Blessé une deuxième fois le 8 novembre est revenu à son corps le 6 février et brillante conduite le 10 février. » Il fut décerné de la croix de guerre et de la Légion d'honneur, nommé lieutenant, à nouveau blessé, à nouveau il retourna au front. Le 5 octobre 1915, il était tué d'une balle à la tête, après avoir échappé aux chaudes affaires de la fin de septembre. — SARTRE (Albert-Silvain-Léon), né à Limoges le 18 décembre 1892; promotion de 1912. Il était l'ami de Boussac et, avec lui, passa son diplôme d'études. Il s'était attaqué à un sujet très difficile : la date de la loi des Ripuaires, et il s'en était tiré à son honneur, en montrant tout ce que le système de Sohm a de factice. Sous-lieutenant au 162<sup>e</sup> d'infanterie, il eut Boussac comme lieutenant. Sa citation à l'ordre du jour est superbe : « D'un courage au-dessus de tout éloge. Les 13 et 14 juillet a constamment donné l'exemple du plus grand sang-froid. A su maintenir de l'entrain dans une troupe très éprouvée et a, dans des circonstances difficiles, regagné le terrain perdu. A été légèrement blessé. » Le 11 septembre 1915, il était tué net en sortant des tranchées et son ami Boussac lui a rendu les derniers devoirs. Sur les six historiens de la promotion de 1912, l'un, Blart, est mort quelque temps avant la guerre; quatre ont été tués à l'ennemi; un seul reste indemne.

C. PF.

— A la liste déjà longue des élèves et anciens élèves de l'École des chartes morts pour la patrie, il faut ajouter sept nouveaux noms : André CLERC, né le 24 avril 1879; promotion de 1906; thèse : *Essai sur la vie du cardinal de Châtillon (1514-1547)*. — Édouard DECOQ, né le 22 avril 1889; promotion de 1911; thèse : *Essai sur l'administration des eaux et forêts dans le domaine royal jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle*. Attaché au département des imprimés de la Bibliothèque nationale, où ses chefs et ses collègues appréciaient ses qualités de conscience et d'activité, il est tombé en Champagne le 25 septembre. — Maurice DIETERLEN, né le 30 août 1886, tué le 8 octobre 1915 en entraînant sa section à l'attaque d'une tranchée allemande; promotion de 1914; thèse : *Études de diplomatique sur les actes privés et ducaux en Lorraine, du XIII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle*. Travailleur actif, esprit ouvert et curieux, il avait été attiré dès l'abord par les études de diplomatique et il a publié dans le *Moyen Âge* un article sur une Supplique et une Bulle du XIII<sup>e</sup> siècle, dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, une note sur l'organisation de l'*Institut für österreichische Geschichtsforschung*, étudiée au cours d'une mission aux archives de Vienne, dans les *Mémoires de la Société d'archéologie lorraine*, un important travail, préparé dans le même voyage, sur le *Fonds lorrain aux Archives impériales et royales de Vienne* (cf. *Rev. histor.*, t. CXVII, p. 227). — Robert GALICHET, né le 27 décembre 1892, venait d'être reçu, en octobre 1914, au concours d'admission à l'École des chartes. Il était licencié ès lettres. — Jean LOEW, né le 14 novembre 1886, disparu

au cours d'un combat aux Dardanelles; promotion de 1912; thèse : *Louis de Gonzague, prince de Mantoue, duc de Nevers (1539-1595)*. Dès sa sortie de l'École, et même auparavant, il s'était tourné du côté de la littérature et dirigeait une petite revue, *le Temps présent*. — Georges MAZERAN, né le 26 avril 1884, mort victime des gaz asphyxiants dans la région de Verdun dans les premiers jours de décembre 1915; promotion de 1911; thèse : *Essai sur la politique religieuse de Philippe le Bon dans les Pays-Bas*. Il avait été quelque temps attaché aux archives du ministère des Affaires étrangères. — Maurice ROUXIN, né le 23 janvier 1895, élève pensionnaire de troisième année, tué le 28 septembre 1915 dans la région de la Somme.

R. P.

— M. Pierre-Gaëtan HARLÉ, lieutenant au 206<sup>e</sup> régiment d'infanterie, a été tué le 8 avril 1915. « Officier de première valeur », dit la citation à l'ordre du jour de l'armée, que lui méritèrent son intelligence et sa bravoure. Il était docteur en droit de l'Université de Bordeaux, grade qu'il obtint en présentant une thèse sur *les Padouens du Bordelais; Étude historique sur les communaux*, 1912, où il avait mis à profit, avec une critique très éclairée, les documents conservés aux archives départementales. Il fit insérer, en outre, dans la *Revue historique de Bordeaux* une bonne étude à la fois historique et juridique sur le bourreau de Bordeaux avant la Révolution. On lui doit enfin l'édition, dans les *Archives historiques de la Gironde* (t. XLVI), du *Registre du clerc de la ville*, manuscrit du XVI<sup>e</sup> siècle conservé aux archives municipales, sur lequel était noté tout ce qu'il paraissait utile de retenir parmi les nombreux arrêts du Parlement concernant « les affaires de la ville ». Cette mort est une perte très sensible pour l'histoire bordelaise. Ch. B.

— On annonce la mort au champ d'honneur d'un autre docteur en droit de l'Université de Bordeaux, Henry TROPAMER, avocat à la Cour d'appel de cette ville. Sa thèse (1911) était sur la *Coutume d'Agen*. Il y donna une édition du texte gascon de la coutume, avec une traduction française en regard et un abondant commentaire.

— Noël VALOIS, archiviste honoraire aux Archives nationales, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, est décédé le 11 novembre, enlevé en pleine activité intellectuelle par une maladie de quelques jours. Né à Paris, le 4 mai 1855, M. Valois avait suivi au sortir du lycée Louis-le-Grand les cours de la Faculté de droit et ceux de l'École des chartes. Il sortit de cette dernière avec le diplôme d'archiviste-paléographe en janvier 1879. Le sujet de thèse qu'il avait choisi se rattachait à la fois à l'histoire religieuse et à l'histoire littéraire du XIII<sup>e</sup> siècle : c'était une étude sur la vie et les ouvrages de Guillaume d'Auvergne, qui fut évêque de Paris de 1228 à 1249. « Au premier abord, écrivait dans son rapport sur les thèses le président du jury, M. Delisle, on pouvait taxer de témérité l'entreprise d'un

jeune homme qui s'attaquait à un sujet vaste, compliqué, et dont beaucoup d'historiens et de bibliographes s'étaient occupés avant lui, mais on a applaudi à sa hardiesse quand on a pu constater l'originalité et l'importance des résultats qu'il a mis sous nos yeux. Sans parler d'une biographie qui abonde en détails nouveaux, on doit à M. Valois la découverte de onze traités de Guillaume d'Auvergne qu'il a découverte dans différents manuscrits de Paris, de Chartres, de Troyes, de Londres et d'Oxford. » L'année suivante, le mémoire manuscrit sur Guillaume d'Auvergne était devenu un volume qui, joint à une thèse latine, *De arte scribendi epistolas apud gallicos medii aevi scriptores rhetoresve*, faisait obtenir à son auteur le titre de docteur ès lettres. Un point particulier que sa thèse latine n'avait pu qu'effleurer fournissait quelques mois plus tard à M. Valois la matière d'une importante étude sur le rythme des bulles pontificales, publiée dans la *Bibliothèque de l'École des chartes* (tome L, 1881, p. 161-198, 257-272). Ce mémoire, très remarqué, et dont les conclusions ont passé dans le *Manuel de diplomatique* de Giry (p. 454-459), un piquant article sur le *Privilège de Chalo-Saint-Mard*, un travail sur la latinité de saint Cyprien, couronné dans un concours ouvert par la Société de littérature chrétienne de Lille, semblaient faire présager en M. Valois un diplomate et un grammairien. Sa nomination comme archiviste aux Archives nationales (1881) l'orienta dans une autre direction. Attaché à la section administrative et domaniale de ce grand dépôt et chargé de préparer la publication d'un inventaire des arrêts du Conseil d'Etat, il fut amené, tout en poursuivant l'analyse des 15,653 arrêts dont les notices remplissent les deux volumes de l'*Inventaire des arrêts du Conseil d'Etat (Règne de Henri IV)*, publiés par la Direction des Archives en 1886 et en 1893 (in-4°, CLII-483 et 843 pages), à étudier l'origine et les vicissitudes de cette institution ondoyante que fut le Conseil du roi. L'histoire des démembrements successifs du Conseil, de Philippe le Bel à la mort de Henri IV, l'étude de sa composition, de ses attributions, de sa procédure, de ses archives forment le sujet de la belle introduction placée en tête du tome I<sup>er</sup> de l'inventaire et que complète un volume sur le *Conseil du roi aux XIV<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles* (1888), formé de la réunion d'un certain nombre de dissertations dans lesquelles l'auteur discute avec sagacité diverses questions particulières et réduit à néant des légendes trop facilement acceptées par les anciens historiens du Conseil. L'ensemble de ces publications sur le Conseil d'Etat constitue le travail le plus approfondi qui ait été produit sur l'histoire de ce grand corps; il valut à M. Valois le premier prix Gobert en 1889.

L'année suivante, désireux de revenir aux questions d'histoire religieuse qui avaient fait l'objet de son premier essai, M. Valois donnait sa démission d'archiviste pour pouvoir se consacrer tout entier à la recherche des documents qu'il devait mettre en œuvre dans une suite de sept volumes, publiés sous des titres différents, mais dont la réu-

nion forme une véritable histoire religieuse de la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle et de la première moitié du XV<sup>e</sup>, envisagée plus particulièrement dans les rapports de la France et de la papauté : *la France et le Grand Schisme d'Occident*, 4 vol. in-8°, 1896-1902; *la Crise religieuse du XV<sup>e</sup> siècle. Le pape et le Concile (1418-1450)*, 2 vol. in-8°, 1909; *Histoire de la Pragmatique Sanction de Bourges sous Charles VII*, in-8°, 1906 (ce dernier volume fait partie de la collection des *Archives de l'histoire religieuse de la France*). La richesse de l'information, un souci d'impartialité poussé jusqu'au scrupule, la lumineuse clarté de l'exposition, l'élégance de la forme sont les qualités maîtresses de ce grand ensemble qui, sur nombre de points, a renouvelé l'histoire religieuse des derniers temps du moyen âge. Ces beaux travaux valurent une seconde fois à leur auteur le prix Gobert et lui ouvrirent les portes de l'Académie des inscriptions, dont il fut élu membre le 23 mai 1902, en remplacement de Jules Girard. Nommé l'année suivante, à la mort de Gaston Paris, membre de la Commission de l'histoire littéraire de la France, M. Valois prit une part active à la rédaction des tomes XXXIII et XXXIV de ce grand recueil. Les notices très fouillées qu'il y a insérées, particulièrement celle sur le pape Jean XXII, sont des morceaux achevés : cette dernière renferme notamment, sur des questions délicates telles que les controverses sur la Pauvreté du Christ et sur la Vision béatifique, quelques-unes des pages les plus attachantes qui soient sorties de sa plume. M. Valois était devenu, d'autre part, à la mort de M. de Boislisle, secrétaire de la Société de l'histoire de France, et il remplissait depuis près de huit ans ces délicates fonctions, qui réclament parfois beaucoup de diplomatie, avec autant d'autorité que de tact. Il avait remplacé, le 29 mai 1910, M. d'Arbois de Jubainville au Conseil de perfectionnement de l'École des chartes. Dans les derniers jours d'octobre, il prenait part, plein de vie et, semblait-il, de santé, aux examens d'entrée de cette École, et aucun des membres du jury, dont beaucoup étaient ses ainés, ne pouvait prévoir le coup qui allait frapper l'École dans un de ceux qui lui faisaient le plus d'honneur. La mort de M. Valois est une grande perte pour les études historiques qui pouvaient attendre encore beaucoup de son activité et de son talent. Elle a été douloureusement ressentie dans les diverses compagnies auxquelles il appartenait et où il avait conquis l'estime et le respect de tous par la dignité de sa vie, la loyauté de son caractère, la simplicité et la courtoisie discrète de ses manières.

E. LELONG.

— Bien que Michel BRÉAL ait à peine touché à l'histoire, nous ne saurions passer sa mort sous silence (25 novembre 1915). Les ouvrages qui ont établi sur de solides fondements sa réputation scientifique appartiennent au domaine de la philologie, de la linguistique, de la mythologie comparée. Il est vrai que l'historien peut tirer d'utiles enseignements d'ouvrages de pure grammaire, tels que ses *Tables eugubines* (1875. Bibliothèque de l'École des Hautes-Études, n° 26, avec album

in-fol.), où il a donné la traduction littérale des actes d'une corporation de prêtres qui avait son siège à Iguvium (auj. Gubbio, en Ombrie), et par là contribué à mieux faire comprendre l'organisation des vieux cultes italiotes. De même ses études d'étymologie latine ont pénétré loin parfois dans le passé intellectuel et social des peuples indo-européens, comme dans son mémoire sur l'origine des mots *fas*, *jus* et *lex* (*Mémoires de l'Académie des inscriptions*, t. XXXII); de même aussi en étudiant les premières influences de Rome sur le monde germanique (*Journal des savants*, 1889), il a montré les voies suivies par le commerce romain dans le monde barbare et jusque dans la Scandinavie. Pour se délasser de ses travaux d'érudition, il aborda aussi l'histoire littéraire; dans ses *Deux études sur Goethe* (1898), il fixa la biographie du comte de Thorenc et raconta les rapports que le comte eut avec les parents de Goethe alors qu'il commandait pour Louis XV à Francfort-sur-le-Main (1743) et montra que Goethe emprunta les personnages qu'il a mis en scène dans la *Fille naturelle* aux Mémoires de Stéphanie-Louise de Bourbon-Conti, publiés en l'an VI. D'autre part, M. Bréal a pris, nous ne pouvons l'oublier, une part personnelle très considérable à la réorganisation de l'enseignement supérieur. Gabriel Monod en aurait dit long sur ce sujet, s'il lui avait été donné d'exposer ici les titres qui recommandent Michel Bréal à la reconnaissance de l'érudition française.

Bréal (Michel-Jules-Alfred) était né le 26 mars 1832 à Landau, Bavière rhénane; ses parents étaient Français et c'est en France, à Wissembourg, à Metz, puis à Paris qu'il fit ses études. Élève de l'École normale supérieure, il fut reçu agrégé en 1855 et enseigna d'abord dans plusieurs lycées : à Strasbourg, à Louis-le-Grand; puis il alla suivre à Berlin les cours de Boppe. Rentré à Paris, il fut attaché au département des manuscrits orientaux de la Bibliothèque nationale. Une étude sur les origines de la religion zoroastrienne lui valut un prix à l'Académie des inscriptions et belles-lettres (1862) en le classant dans un bon rang parmi les orientalistes. Il enleva ensuite au concours la chaire de grammaire comparée laissée vacante par la mort de Hase (1864) et ouvrit au Collège de France un cours très apprécié; avec plus de fruit encore, il enseigna à l'École des Hautes-Études où il fut nommé professeur dès sa fondation même. C'est à ce double enseignement que vinrent se former tant d'élèves distingués destinés à devenir des maîtres à leur tour et à rendre à l'étude des langues orientales tout leur ancien lustre. Bréal avait été élu membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres en 1875. Ch. B.

— M. Arthur BERTRAND DE BROUSSILLON, comte romain, ancien élève de l'École des chartes, est décédé au Mans le 2 février 1915, à l'âge de soixante-treize ans. Après avoir appartenu quelques années à l'administration comme conseiller de préfecture, M. Bertrand de Broussillon s'était consacré entièrement, depuis plus de trente ans, à l'histoire des provinces du Maine et d'Anjou. On lui doit d'utiles publications sur

l'histoire féodale de ces deux provinces, notamment, en 1893, deux volumes sur la maison de Craon (1050-1480), et, de 1895 à 1903, cinq volumes sur la maison de Laval (1020-1605), qui lui méritèrent la première médaille au concours des Antiquités de la France. Il a édité plusieurs cartulaires importants de la même région, ceux de l'abbaye de Saint-Aubin d'Angers (3 vol., 1896-1903), de l'évêché du Mans, des prieurés de Saint-Victeur du Mans et d'Assé-le-Riboul, de l'abbaye de Saint-Michel de l'Abbayette, ainsi qu'un choix de *Documents inédits pour servir à l'histoire du Maine au XIV<sup>e</sup> siècle* (1905), empruntés surtout aux registres du Trésor des chartes et à la série des accords en Parlement. Il a rendu un service signalé aux études historiques par la fondation, en 1900, de l'active Société des archives historiques du Maine, dont il était le président.

E. L.

— M. Gabriel RICHOU, conservateur de la bibliothèque de la Cour de cassation, est décédé le 1<sup>er</sup> juin 1915 à l'âge de soixante-deux ans. Sorti de l'École des chartes en 1875, avec une thèse sur la vie claustrale et l'administration intérieure dans l'ordre de Prémontré, qui n'a pas été publiée, il avait appartenu quelque temps à la Bibliothèque nationale pour qui il a rédigé le catalogue de la collection formée sur Montaigne par le docteur Payen (1879, in-8<sup>o</sup>). Il a donné à la Société bibliographique une édition de la *Chronique de Bertrand Duguesclin*; mais les travailleurs connaissent surtout et utilisent fréquemment ses deux utiles volumes sur l'histoire et l'organisation de nos bibliothèques et de nos archives : *Traité théorique et pratique des archives publiques* (1883, in-8<sup>o</sup>); *Traité de l'administration des bibliothèques publiques* (1885, in-8<sup>o</sup>). Le prochain volume du *Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques* contiendra le catalogue qu'il avait rédigé des manuscrits de la bibliothèque confiée à sa garde.

E. L.

— En annonçant (t. CXIX, p. 460) la mort de M. Ferdinand DREYFUS, nous avons exprimé le regret de voir se répandre l'habitude de transformer les noms de famille en y ajoutant un prénom. Une cartelette non signée nous apprend que, « au moment de l'affaire Dreyfus, M. Ferdinand DREYFUS s'est pourvu aux intentions de porter désormais le nom FERDINAND-DREYFUS. Instance analogue de la part de son frère (mort peu après lui) : Gaston DREYFUS; il est également devenu GASTON-DREYFUS ». Nous avions déjà la famille Casimir-Perrier, la famille Augustin-Thierry, etc. Au point de vue légal, nous n'avons rien à dire. Les bibliographes et les historiens de l'avenir se tireront comme ils pourront de ces changements de nom. Qu'arriverait-il si cette coutume, devenue à la mode, se poursuivait pendant plusieurs générations ?

**Allemagne.** — Nous lisons dans la *Bibliographie de la France* du 12 novembre 1915 : « La guerre n'a nullement diminué la production de la librairie allemande. Malgré le renchérissement du papier et la réquisition du métal, elle n'a rien perdu de son intensité et elle est

nettement supérieure, comme quantité, à la production française. On n'a pas vu, comme en France, les revues scientifiques suspendre leur publication d'août à décembre, et des ouvrages dont la publication en temps de guerre est un tour de force continuent à paraître; en Allemagne, depuis la guerre, il en a paru sept ou huit entièrement nouveaux et dont les prix atteignent 200 ou 300 marks. Le gouvernement allemand a compris le parti qu'il pouvait tirer des libraires, et ceux-ci se réunissent en sessions fréquentes et suivies pour discuter les moyens de propagande. Aussi ne faut-il pas s'étonner de lire dans le compte rendu de la séance des libraires allemands, tenue dernièrement à Leipzig, des passages comme celui-ci : « Nos ennemis ont fait « courir de faux bruits sur les causes de la guerre, sur la conduite allemande et sur l'état actuel des hostilités; dans plusieurs milieux, on « s'est occupé activement d'éclairer les pays neutres, et le Comité des « libraires allemands a estimé qu'il était de son devoir d'éclairer aussi ses « confrères de l'étranger et de les gagner à la cause de la vérité, dans l'intérêt de l'Allemagne. Il leur a envoyé avec un zèle infatigable des brochures et les a priés instamment de collaborer à son œuvre. » Mais la propagande allemande ne se borne pas seulement au continent; la perte de Kiao-Tchéou a été un des plus rudes coups portés à l'Allemagne qui ne désespère cependant pas de regagner cette colonie avec l'appui de la Chine. Aussi l'Empire du Milieu est-il devenu le principal point de mire de sa propagande. Le Comité de l'Union germano-chinoise vient d'appeler parmi ses membres le président du Syndicat des libraires. Cela en dit long. Une association turco-allemande s'est fondée dans le but d'établir en Turquie, dès maintenant, des écoles et des maisons d'éducation suivant le mode allemand, d'envoyer des instituteurs allemands, de créer des bibliothèques et surtout de propager des brochures destinées à aider au rapprochement des deux peuples. Enfin, l'Association germano-américaine vient d'entrer dans le syndicat des libraires allemands. Ces sociétés sont autant d'agents de propagande et, seule, la librairie peut leur fournir les armes dont elles ont besoin. » C'est un exemple qu'il est bon de proposer à la librairie française, au commerce français, pour le bon renom de la France à l'étranger.

— En novembre 1914 s'est fondée en Allemagne une ligue appelée *Neues Vaterland*, qui a groupé quelques-uns des esprits les plus libéraux de l'Allemagne, pour une action commune contre les tendances impérialistes et pangermanistes. Elle a publié plusieurs cahiers sur lesquels M. Paul Seippel attire l'attention dans un article du *Journal de Genève*, 28 novembre 1915. Nous lui empruntons les indications suivantes. Le premier cahier expose le programme d'action : « La ligue du *Neues Vaterland*, y est-il dit, part du principe que, malgré la guerre actuelle, les peuples d'Europe sont unis par une communauté de culture qui doit continuer dans l'avenir, si l'Europe ne veut pas s'exposer à une crise pareille à celle qui a

anéanti l'Allemagne pendant et après la guerre de Trente ans... Toute idée de conquête ou de morcellement d'anciennes nationalités doit être écartée si l'on veut éviter une nouvelle guerre mondiale... L'autonomie et l'indépendance de tous les peuples européens, y compris le peuple allemand, est la condition primordiale sans laquelle il ne peut y avoir aucune paix ni aucun travail pacifique. » Ce manifeste condamne énergiquement les traités secrets. Il s'en prend à la diplomatie allemande, corps aristocratique trop exclusif pour avoir conscience des besoins du monde moderne. Il la rend pour une large part responsable de la guerre actuelle, laquelle aurait pu être évitée si l'on avait cherché sérieusement à concilier les intérêts divergents des peuples. D'une manière générale, il condamne toute diplomatie secrète et réclame, pour l'avenir, que la politique internationale se fasse au grand jour, sous le contrôle des parlements et de l'opinion publique.

La personnalité la plus influente du groupe paraît être M. Walther SCHÜCKING. Professeur de droit international à Marbourg, il persiste, envers et contre tous, à enseigner que le droit existe encore, que les traités ne sont pas des chiffons de papier et que, même en temps de guerre, un État a le devoir de faire honneur à sa signature. Dans le cahier n° 5 du *Neues Vaterland* (*Die Deutschen Professoren und der Weltkrieg*), il fait le procès de ceux de ses collègues dont les manifestations intempestives ont porté atteinte à la réputation intellectuelle de l'Allemagne. Il s'égaye aux dépens des quatre mille professeurs d'universités qui, la main sur la conscience, ont déclaré qu'il n'existe pas de militarisme allemand.

Le quatrième cahier du *Neues Vaterland*, les *Treibende Kräfte* du socialiste Kurt EISNER, est l'étude la plus fortement documentée qui ait été publiée sur l'influence des associations pangermanistes, influence que toute l'Allemagne officielle et toute la presse officieuse persiste à nier. M. Kurt Eisner montre comment les pangermanistes, groupe insignifiant en apparence, au début, en sont arrivés à façonner l'opinion publique et à imposer leur volonté au gouvernement. Il les rend responsables de la guerre et du caractère de lutte à mort qu'elle a pris. Si cette thèse est courante en France et en Angleterre, elle a presque, en Allemagne, le mérite de la nouveauté.

Pour mieux préciser encore l'esprit du *Neues Vaterland*, on peut ajouter qu'il est entré en relations avec les associations libérales telles que le *Cobden Club* et l'*Union of Democratic Control*. On voit quel a été son esprit. En pleine guerre, ce petit groupe d'hommes indépendants a osé faire entendre la voix de la meilleure Allemagne, épaise de vérité et de justice, de celle sur laquelle, dit M. Seippel, nous mettons notre espoir pour l'avenir. Un tel scandale ne pouvait durer. La ligue a été dissoute. Ses publications sont interdites par la censure. La même mesure a été prise à l'égard de la vaillante revue le *Forum*, dirigée par Wilhelm HERZOG, membre influent du *Neues Vaterland*. Il n'importe. La semence a été jetée au vent. Un réveil s'annonce dans la

jeunesse allemande. Un de ses maîtres les plus écoutés disait à M. Seippel que cette jeunesse se détache du « bismarckisme » et prend une orientation nouvelle. Il y a un abîme entre les intellectuels allemands qui ont moins de trente ans et leurs ainés.

**Belgique.** — Nous lisons dans la *Revue critique d'histoire et de littérature*, 1915, n° 43, p. 272, sous la signature du directeur, A. C[huquet] : « On nous demande ce que sont devenues les archives d'Ypres. Nous pouvons assurer de bonne source que ces précieuses archives ont été totalement incinérées le 22 novembre 1914 par le bombardement à obus incendiaires que les Allemands ont dirigé sur les magnifiques Halles de la ville. »

**Danemark.** — Le directeur des archives de l'État, le Dr V.-A. SECHER, a donné sa démission, et M. Kr. ERSLEV, professeur à l'Université, lui a été donné comme successeur.

— Le 18 mai 1915 est décédé, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, Edvard HOLM, doyen des historiens danois. Holm fut professeur d'histoire à l'Université de 1865 à 1899. Pendant ces trente-quatre ans et encore après avoir quitté sa chaire, il a rempli de nombreuses fonctions administratives; sa grande facilité de travail, sa personnalité sympathique et son esprit humanitaire lui ont valu une grande influence dans le monde savant.

Après avoir publié dans sa jeunesse des livres remarquables sur les rapports entre l'Église et l'État dans l'empire romain après Constantin et sur la condition politique des sujets grecs de l'empire jusqu'à Caracalla, il fut obligé par les exigences du professorat de se tourner vers l'histoire de la politique moderne. Il commença donc aux archives des Affaires étrangères des recherches qui ont été fécondes en résultats. Un des premiers fruits de ces études fut un ouvrage en deux volumes sur la politique du Danemark pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire français jusqu'en 1807; il a donné, en outre, d'importants articles sur divers épisodes de l'histoire politique du Danemark-Norvège au XVIII<sup>e</sup> siècle. Ailleurs, il a traité de la situation intérieure du pays à cette époque; nous mentionnons entre autres ses travaux sur les milices, sur l'affranchissement des paysans et la grande réforme agraire, sur les écrivains politiques et l'opinion publique.

Ainsi préparé, il a entrepris la tâche d'écrire l'histoire complète du Danemark et de la Norvège depuis la paix de Frédéricsborg en 1720 jusqu'en 1814. Il a paru dix volumes de ce grand ouvrage, dont il ne manque que le dernier; depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, aucun historien danois n'a publié une œuvre si vaste. L'ouvrage fut honoré de la médaille d'Oersted et plus tard, par l'Académie des sciences, de la médaille de Madvig, et il a recueilli les éloges de tous les savants pour sa grande solidité, sa profondeur et l'équité de ses jugements; Holm y passe en revue tous les pays de l'État danois, les deux royaumes comme les duchés et l'Oldenbourg. Il est à regretter que ces ouvrages ne soient pas connus des savants étrangers comme ils le méritaient. — J. S.

**Grande-Bretagne.** — M. Adolphus BALLARD est mort le 12 septembre 1915. Il était secrétaire général (town clerck) de la mairie de Woodstock et consacra ses loisirs à des études sur l'histoire municipale de l'Angleterre au moyen âge qui le placèrent en un fort bon rang parmi les érudits : *The Domesday boroughs* (1904); *The english borough in the twelfth century* (1914) et surtout *British borough charters, 1042-1216* (1913), vaste recueil méthodique de textes relatifs aux institutions municipales. Son dernier travail fut un examen critique des conclusions auxquelles était arrivée Miss M. Bateson sur la loi de Breteuil et sur les emprunts faits par l'Angleterre aux coutumes municipales de la Normandie.

Ch. B.

— En octobre dernier est mort M. Luke Owen PIKE; il était né en 1835. Après des études faites au collège Brasenose, à Oxford, il entra à Lincoln's Inn en 1864, puis au P. Record Office, où il passa le reste de sa vie. Son premier livre : *A history of crime and its relation to the civilized life in England* (2 vol., 1873-1876), révéla en lui un historien du droit pénétrant, quoique enclin à présenter ses idées comme tout à fait personnelles, ses conclusions comme inattaquables. On lui doit en outre une instructive *Constitutional history of the House of Lords* (1894) et un ingénieux tableau des institutions administratives de l'Angleterre telles qu'elles sont représentées dans les archives de l'État : *The public records and the constitution* (1907). Mais l'œuvre à laquelle son nom restera surtout attaché est celle qui consista à publier, avec une traduction anglaise, les Annuaires des cours de justice (*Year-books*) du temps d'Édouard I<sup>er</sup> et d'Édouard III; il en donna quatorze volumes dans la collection du Maître des rôles. Il aura beaucoup fait pour l'intelligence de ces textes souvent si obscurs et si controversés.

Ch. B.

**Pays-Bas.** — Le 6 février 1915 est décédé à Utrecht Mgr Gisbert BROM, directeur de l'Institut néerlandais d'histoire à Rome. Né le 3 février 1864 d'une famille catholique d'Utrecht, il entra dans les ordres après avoir fait ses études au grand séminaire de Rijsenburg et les avoir complétées par un séjour à Rome de 1885 à 1888. Nous n'avons pas à nous occuper ici du prêtre ni du journaliste. Comme historien, il concentra ses études sur l'évêché d'Utrecht au moyen âge; après son premier retour de Rome, il publia le *Bullarium Trajectense* (1891), recueil des bulles papales concernant Utrecht jusqu'en 1378; plus tard, en collaboration avec M. S. Muller Fz., il prépara la publication des chartes de ce même évêché; mais ce travail n'aboutit qu'à un catalogue d'actes ou *Regesten* en deux volumes (1898). Lorsque, grâce à l'initiative de M. le professeur Blok, le gouvernement eut créé l'Institut néerlandais (1904), M. Brom, l'historien catholique le plus renommé des Pays-Bas, fut chargé de le diriger, mais ne reçut que plus tard le titre de directeur. L'œuvre de M. Brom à Rome pendant une dizaine d'années a été fort utile au point de vue néerlandais. Nous aurons l'occasion de signaler prochainement dans cette *Revue* le der-

nier tome de ses recherches aux archives et aux bibliothèques à Rome; il suffira pour le moment d'y renvoyer le lecteur. Outre des rapports sur ces recherches, il publia de nombreux articles dans divers périodiques et, dans une brochure écrite en allemand : *Der Niederländische Anspruch auf die deutsche Nationalstiftung S. Maria dell' Anima in Rom* (1906), il essaya d'établir les droits des Néerlandais à cette fondation célèbre. Le gouvernement néerlandais et le pape ont reconnu plus d'une fois les mérites scientifiques du savant historien. Sa nomination au titre et aux fonctions de camérier du pape peu de jours avant sa mort lui fut personnellement fort agréable. En résumé, on peut considérer l'œuvre historique de M. Brom comme une contribution importante à l'histoire de l'église catholique aux Pays-Bas. Pour plus de détails, on pourra consulter utilement l'article nécrologique publié par M. Blok dans les *Levensberichten van de afgestorven mededeleden van de Maatschappij van Nederlandsche Letterkunde te Leiden* (1914-1915, p. 152 et suiv.).

N. J.

**Suisse.** — Le 25 octobre dernier a été inaugurée à l'Université de Genève la nouvelle Faculté des sciences économiques et sociales. Le doyen est M. Edgard Milhaud. Le chef du gouvernement genevois, M. William ROSIER, a prononcé le discours d'inauguration; nous en reproduisons d'après le *Mercure de France*, décembre 1915, p. 768, l'éloquent passage suivant : « Une science, pour mériter la place dans une école supérieure d'une nation démocratique, doit concourir, directement ou indirectement, au bien général. Elle est de M. Léon Bourgeois cette parole : *le bien ne peut être réalisé que par le vrai, mais le vrai n'a de prix que pour la réalisation du bien*. C'est avec une peine profonde que nous avons vu des professeurs éminents, des savants de premier ordre patronner des théories inspirées du culte de la force, des principes d'un autre âge, et que nous avons pu malheureusement constater, par les événements, que le magnifique développement de la science, de la technique, de l'industrie, depuis un demi-siècle, n'a pas coïncidé avec un progrès comparable dans les esprits et dans les cœurs. Or, l'érudition la plus brillante, la science la plus perfectionnée est haïssable si elle n'est pas humaine et si elle met obstacle à la propagation des idées de fraternité entre les hommes de toutes nationalités et de toutes races. Lorsque l'Europe nouvelle se lèvera d'entre les morts, les Universités auront devant elles une tâche plus haute encore que celle qu'elles ont remplie jusqu'ici. Elles devront guider les esprits vers un idéal de solidarité, de bienveillance et d'union entre les hommes, de tolérance et de paix. Leur rôle sera de défendre les principes de l'humanité, du droit et de la justice, sans lesquels aucune civilisation n'est possible, et de prendre en main la cause de la liberté des peuples, des petits États, contre l'orgueil et la passion de domination des puissants. » Cette réponse au Manifeste des Intellectuals allemands, cette protestation contre la violation de la neutralité belge sont comme la pierre angulaire du nouvel établissement

scientifique élevé dans un pays neutre pour le profit de l'humanité. Les paroles du ministre d'État français qui ont été rappelées plus haut méritaient d'être gravées sur la pierre de la façade.

— Le 15 novembre 1915 a été célébré, dans toute la Suisse, le 600<sup>e</sup> anniversaire de la bataille du Morgarten, la première des victoires remportées par les Confédérés sur l'ennemi héréditaire, le duc d'Autriche, dont la puissance territoriale menaçait d'étouffer dans son germe l'autonomie des trois pays d'Uri, de Schwyz et d'Unterwald. Au Morgarten, l'action commune des cantons primitifs, faite du besoin inné d'indépendance, d'un sens politique avisé, de résolution et de discipline, sauva de l'invasion le territoire de la Confédération, écarta pour un temps le péril extérieur et scella l'union réalisée dans l'alliance perpétuelle de 1291. Peu de jours après, le 9 décembre, le pacte de Brunnen resserra cette alliance et fortifia, par de nouvelles clauses, l'idée fédérale. Et bientôt d'autres communautés se rattachèrent successivement à ce noyau compact, attirées par l'idéal démocratique des premiers cantons. La gravité des circonstances actuelles a donné à la commémoration de cet événement un caractère particulièrement solennel et émouvant.

A l'occasion de cet anniversaire, l'État-major général a fait paraître la première livraison d'une *Histoire militaire de la Suisse* (Berne, E. Kuhn, 1915, 107 p. in-8° et 2 cartes), publiée, sous la direction du colonel M. FELDMANN et du capitaine H.-G. WIRZ, dans les trois langues nationales et due à la collaboration de nombreux historiens. Cette livraison contient un aperçu clair et concis de la période « des origines à l'an 1218 », par le professeur MEYER VON KNONAU, et une étude, plus étendue, sur les « premiers combats de la Suisse primitive pour la liberté », par M. Robert DURRER. Sous une forme originale et très personnelle, ce dernier résume les recherches poursuivies depuis trois quarts de siècle par les historiens suisses sur les origines politiques des Waldstaetten, sur les premiers pactes et sur le combat même du Morgarten. Il utilise, dans son exposé, certains traits des traditions nationales que la critique du XIX<sup>e</sup> siècle avait éliminés comme légendaires. Avec le P. SIDLER, auteur du travail récent le plus complet sur Morgarten (*Die Schlacht am Morgarten*, Zurich, 1910, grand in-8°), il se range à l'opinion traditionnelle qui place le champ de bataille principal du Morgarten à la limite des deux cantons de Schwyz et de Zug, et non deux kilomètres plus au nord, sur la rive orientale du petit lac d'Aegeri où fut élevé, il y a peu d'années, un monument commémoratif.

Deux cents ans plus tard, le 13 et le 14 septembre 1515, les assauts de l'infanterie suisse se brisaient, dans la plaine de Marignan, contre l'artillerie de François I<sup>r</sup>. La retraite mémorable des vaincus ne s'acheva que par delà les Alpes. Les Suisses perdirent définitivement le Milanais; ils renoncèrent à jouer, sur le théâtre de la politique européenne, le rôle de grande puissance que leurs exploits militaires

leur avait momentanément fait entrevoir. La cause profonde de ce rapide déclin ne doit pas être cherchée sur le champ de bataille de Marignan, mais dans l'organisation même de l'État fédératif des Ligues suisses, dépourvu d'un pouvoir central assez fort pour assurer l'unité et la continuité de la politique étrangère. Celle-ci était livrée, en fait, aux décisions des Cantons, les véritables souverains, qui plaçaient trop souvent leurs intérêts particuliers au-dessus de ceux de la Confédération. Tandis que le groupe des cantons du Gothard, avec Uri à sa tête, songeait avant tout à étendre l'influence des Confédérés du côté de l'Italie, Berne et les autres cantons occidentaux avaient les yeux tournés vers le Jura et vers les riches campagnes du bassin du Léman qui leur avaient échappé, en grande partie, lors des guerres de Bourgogne. Cet antagonisme des intérêts et des ambitions explique le manque de préparation, diplomatique et militaire, de la campagne de 1515, l'indiscipline des troupes, mal nourries et mal payées, la désunion des chefs, reflet des divergences de vues qui existaient entre cantons. Il rendit inévitable la défaite de Marignan et les conséquences politiques qui en résultèrent. Il est en réalité le premier fondement de l'idée de la neutralité suisse.

Tels sont les faits que M. E. DÜRR a exposés, avec force et clarté, dans la belle conférence qu'il vient de publier sous le titre de *la Politique étrangère de la Confédération et la bataille de Marignan* (*Die auswärtige Politik der Eidgenossenschaft und die Schlacht bei Marignano. Ein Beitrag zum Ursprung und Wesen der schweizerischen Neutralität*, Bâle, Helbing et Lichtenhahn, 1915, in-8°, 45 p.).

Les Suisses ont tout intérêt, aujourd'hui, à méditer l'enseignement respectif des deux journées du Morgarten et de Marignan. — V. v. B.

*Le gérant : R. LISBONNE.*

